

LE SOCIALISME

Le 8 janvier 2024

Si je continue ces causeries, c'est uniquement pour me faire plaisir ou parce que je ne peux pas rester sans rien faire. Il faut que je participe à la lutte de classe d'une manière ou d'une autre, à mon âge de mon trou en Inde je n'ai guère le choix des moyens.

Je me fous de ce que pense les lecteurs, car du moment qu'ils sont anonymes ou ils ne se font pas connaître avec un pseudonyme, ils n'existent pas ou plus vraiment dans tous les sens du terme.

Et puis on a l'impression d'avoir déjà tout dit, d'avoir abordé tous les sujets sous tous les angles possibles ou imaginables. On a abordé toutes les analyses ou théories ayant cours sans a priori. J'ai intégré un tas de facteurs de notre époque dans mon analyse de la situation et dans ma conception de la lutte de classe pour ne pas être tenté de me comporter comme un vulgaire dogmatique ou sectaire à l'esprit étroit et borné. J'ai dû étudier sérieusement un tas de sujets sur lesquels j'ignorais tout ou presque, à cette occasion j'ai fait des découvertes formidables.

J'ai toujours à l'esprit que ce qui parvient à notre connaissance ou ce dont on prend conscience au cours d'une vie, est finalement insignifiant et évolue sans cesse, sans quoi on se fossilise ou on se leurre sur ce qu'on croit savoir, pire, on méprise ceux qui demeurent profondément ignorants, c'est-à-dire, l'immense majorité des hommes toutes classes confondues.

On peut avoir acquis une conscience de classe et se retrouver totalement isolé. On se demande quoi en faire sans trouver de réponse, c'est très frustrant, mais il faut faire avec en attendant des jours meilleurs. De la même manière, on observe l'emprise grandissante de l'opportunisme sur l'ensemble du mouvement ouvrier, sa droitisation constante qu'il tente de masquer maladroitement en adoptant des positions communautaristes ou identitaires initiées par un tas d'officines au service des maîtres de Davos ou Bilderberg.

Vaut mieux encore continuer de lutter sur la base de nos principes ou de nos positions de classe quitte à être marginalisé, plutôt que les imiter et sombrer avec eux et le régime ultra réactionnaire ou fascisant qu'ils soutiennent. Si une organisation ou un parti adoptait cette attitude, je le soutiendrais, encore faudrait-il que ses dirigeants nous fournissent de solides garanties qu'ils ne trahiraient pas leurs engagements à la première occasion, selon mes critères qui peuvent être discutables, pourquoi pas, je n'ai jamais été fermé à la discussion fraternelle, c'est-à-dire, à condition que chacun veuille bien examiner sérieusement et loyalement les arguments des autres parties, ce qui à ma connaissance dans l'état actuel des choses relèvent encore de l'imaginaire.

On peut le regretter profondément, cela n'engage à rien, soyons honnête. On peut se dire aussi qu'on est peut-être trop rigide ou exigeant, qu'on demande l'impossible, que j'en porte également la responsabilité. Je serais prêt à l'admettre, si cela pouvait faire avancer les

choses, encore faudrait-il que cela repose sur des arguments solides, et que cela ne relève pas du procès d'intention ou d'accusations gratuites.

J'ai souvent eu l'occasion de constater lors d'une discussion, qu'après avoir manifesté des désaccords deux parties parvenaient à adopter la position de l'une d'entre elle sans trop savoir pourquoi, sinon chacun restait sur sa position sans davantage pouvoir expliquer pourquoi !

Quand on adopte une position ou lorsqu'on tire les conclusions d'une analyse, vaut mieux savoir de quoi on parle, ce qui n'est pas le cas en règle générale, on se contente de formules toutes faites ou on répète comme un perroquet ce qu'on a lu ou entendu quelque part, n'importe qui pour le travailleur lambda, un dirigeant de son parti ou de son courant politique pour un militant, peu importe ici qui a raison ou tort, c'est la méthode d'acquisition des connaissances ou le moyen par laquelle on s'est forgé une conviction qui pose problème dans les deux cas évoqués.

Personnellement ils ne me satisfont pas et je ne peux pas m'en contenter, parce que je serais incapable de défendre une position ou d'expliquer pourquoi je suis arrivé à telle ou telle conclusion. Tout dépend de nos intentions ou de notre motivation. Si c'est uniquement pour lancer des mots d'ordre en l'air, on peut se contenter de peu ou n'importe quoi fera l'affaire, bien qu'on puisse tout de même combattre contre son camp, non mais il faut en avoir conscience.

Par exemple. Sans avancer l'exigence du démantèlement d'Israël ou l'abolition de la résolution 181 de l'ONU à l'origine de la partition de la Palestine, les mots d'ordre les plus généreux ne valent rien. Cette guerre, qui concerne l'ensemble des peuples du Moyen-Orient, n'a pas commencé le 7 octobre 2023, ni en 1973, ni en 1967, ni en 1947 ou en 1948, elle remonte quelques années avant et après les années 20, au-delà, vers les années 1870, chaque fois on retrouve les mêmes protagonistes avec en toile de fond les colonisateurs sionistes fortunés et les anglo-saxons, le Raj britannique était la première puissance mondiale à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

On vient de voir qu'en à peine huit lignes, qu'on peut exprimer oralement en moins d'une minute, il est possible d'appréhender la question palestinienne dans une perspective historique, qui permet de déterminer la véritable nature et le véritable enjeu de cette guerre déclenchée par les Etats-Unis par l'intermédiaire de son agence sioniste au Moyen-Orient.

Du coup, on dispose d'arguments qui nous fournissent un tout autre éclairage sur la situation, que celui donné complaisamment par les autorités ou les médias mainstream ou sociaux qui s'emploient à faire démarrer ce conflit le 7 octobre 2023, à le réduire à un affrontement entre Israël et le Hamas, à renvoyer dos-à-dos Israël et Palestiniens comme s'ils en partageaient la responsabilité, alors qu'en réalité elle revient entièrement aux colonisateurs anglo-saxons, les Etats-Unis ayant pris la place qu'occupait autrefois l'empire britannique.

Cela pour dire, qu'il faut être particulièrement de mauvaise foi ou idiot pour refuser de convenir, qu'en s'en tenant strictement aux faits au cours d'une discussion, deux parties peuvent parvenir à la compréhension de n'importe quelle question et la partager, on peut parvenir à bout de n'importe quel désaccord politique, à condition d'en avoir la volonté ou d'être réellement motivés par la même cause collective et pas autres choses.

C'est la méthode que j'ai adoptée pour progresser et demeurer indépendant, fidèle au marxisme et au socialisme, tout du moins je l'espère ! J'ai cessé de vouloir enseigner quoi que ce soit à qui que ce soit, je le répète, je me contrefous de ce pensent mes lecteurs, j'ai juste besoin de voir où j'en suis et de vérifier si je suis digne de mon idéal, je ne suis pas comptable du reste dans ma situation.

Par ailleurs, je suis tributaire de mon âge et de mon état de santé, les yeux qui fatiguent et les poumons en sales états, ce qui justifie que je n'actualiserai plus le blog régulièrement. J'ai envie de dire, que je l'actualiserai quand j'en aurai envie ou quand j'aurai quelque chose de spécial à raconter.

Etre saturé d'infos ne sert à rien non plus, si on n'est pas capable d'enregistrer l'essentiel et de le conserver à l'esprit. La plupart des gens ne savent pas lire, manquent totalement de logique et de discernement. C'est perdre son temps d'essayer de leur faire comprendre quelque chose, quand on a un statut social aussi misérable que le mien.

Les trois dernières années qui viennent de s'écouler, ont permis de vérifier la pertinence du regard que je portais sur les masses et la société, embourgeoisées et toujours aussi ignorantes, conditionnées dans des proportions terrifiantes, idem pour le mouvement ouvrier. Si la situation politique internationale se radicalisait violemment dans les mois à venir, comme elle semble prendre le chemin, il faudrait que les masses en subissent de violentes conséquences, pour espérer que l'avant-garde du mouvement ouvrier se reconstruise sur des bases saines, qu'elle se rassemble enfin, c'est tout le mal qu'on peut se souhaiter en ce début d'année.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

Par Daniel Gluckstein 28 décembre 2023

Dans les limites d'une opposition verbale...

C'était en avril dernier. Méprisant les millions de grévistes et de manifestants mobilisés depuis de longs mois contre sa réforme des retraites, Macron venait de la faire « adopter » par un 49-3 à l'Assemblée nationale. Alors que les travailleurs et les jeunes continuaient à défiler au cri de « *Macron, démission !* », les dirigeants des partis de la Nupes, eux, se tournèrent vers le président pour le supplier solennellement de ne pas promulguer sa loi. Ce qu'il fit pourtant dès que le Conseil constitutionnel lui en eut donné le feu vert.

On a revécu la même scène la semaine dernière. Allié à l'extrême droite et à la droite, Macron fait passer sa loi raciste, utilisant pour cela les artifices les plus antidémocratiques de la Ve République. Que font les dirigeants de l'ex-Nupes ? Ils écrivent à Macron : « *S'il vous plaît, ne promulgez pas.* »

Entre ces deux événements, il y a eu, en septembre, ce dîner auquel participèrent les dirigeants de tous les partis de « gauche », de droite et d'extrême droite, douze heures durant, autour de Macron. Et d'autres épisodes encore...

Comme la moule à son rocher, la « *gauche* » semble ne pouvoir se décrocher de Macron. Lequel s'en félicite bruyamment. Certes, les partis de « *gauche* » expriment souvent leur désaccord avec la politique présidentielle. Mais ils sont vigilants à rester dans les limites d'une opposition verbale sans conséquence pratique. Pour eux, Macron doit pouvoir continuer son œuvre, au nom du sacro-saint respect dû au président de la Ve République. Ce sont les mêmes d'ailleurs, et pour les mêmes raisons, qui en appellent au sacro-saint respect de l'ONU et de ses résolutions, y compris celle de 1947 qui a imposé la partition de la Palestine, partition à la source du massacre en cours.

N'en déplaise à ces dirigeants, la fonction de président de la République n'a rien de sacré. Elle consiste à assurer la domination capitaliste (c'est le cas aussi pour l'ONU à l'échelle internationale). La Ve République n'est elle-même que l'instrument de la domination de la classe capitaliste, du droit absolu qu'elle s'arroge d'exploiter les travailleurs, de piller les ressources de la nation pour la guerre et pour les spéculateurs, et de déchaîner son appareil répressif quand elle le juge utile. C'est parce qu'ils refusent de rompre avec ces institutions – et les rapports de classe qu'elles protègent – que les dirigeants des partis de « *gauche* » se placent eux-mêmes dans ce rapport de sujétion à Macron, au mépris de ce qu'attendent d'eux nombre de travailleurs et leurs propres militants. Qu'on ne vienne pas, après cela, se plaindre de l'abstention...

Un parti ne craint pas d'appeler les travailleurs à ouvrir la voie de la rupture par leur propre mobilisation. Un parti appelle à rejeter aussi bien le prétendu droit international de l'ONU, contraire au droit des peuples, que les institutions de la Ve République, contraires à la démocratie. Un parti appelle à rassembler les forces dans la lutte de classe pour briser la politique anti-ouvrière, antisociale, antidémocratique du gouvernement Macron. Son nom ? Parti des travailleurs.

J-C - On peut signer ou partager cet éditorial qui remet les uns et les autres à leurs places.

Pourquoi les « *antifas* » ne vous diront jamais. Parce qu'ils sont aussi farouchement anticommunistes.

Les États-Unis n'ont pas vaincu le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, ils l'ont discrètement internationalisé.

J-C - La question que je me suis posé : Outre le fait que cela n'a jamais figuré dans un manuel scolaire, je me demande pourquoi lors de la formation politique que j'ai suivie avant de rejoindre une organisation qui se réclamait du marxisme et du communisme, du trotskysme, on ne m'a jamais enseigné cette épisode qui en disait plus que de long discours sur la nature des régimes politiques en place en France et plus largement en Occident.

Pourquoi nous a-t-on fait croire que nous vivions sous un régime un jour caractérisé d'antidémocratique, et un autre jour de démocratique, alors qu'il était l'émanation de la barbarie nazie ou fasciste, soit que les principaux acteurs politiques au pouvoir en soient issus, soit qu'ils l'aient passé sous silence quand ils figuraient dans l'opposition parlementaire ou institutionnelle, pour épargner à tout prix le régime en place et ignorer les véritables intentions

des principaux personnages qui allaient jouer un rôle politique déterminant dans l'orientation de la société au cours des années ou des décennies à venir, jusqu'à nos jours.

Extraits.

- L'un des mythes fondateurs du monde contemporain d'Europe occidentale et d'Amérique est que le fascisme a été vaincu pendant la Seconde Guerre mondiale par les démocraties libérales, et en particulier par les États-Unis.

- Bien que cela ressemble probablement à une hyperbole pour ceux dont la compréhension de l'histoire a été formatée par la science sociale bourgeoise, qui se concentre presque exclusivement sur le gouvernement visible et la couverture libérale susmentionnée, l'histoire du gouvernement invisible de l'appareil de sécurité nationale suggère que le fascisme, loin d'être vaincu lors de la Seconde Guerre mondiale, a été internationalisé avec succès.

- Lorsque les États-Unis sont entrés dans la Seconde Guerre mondiale, le futur chef de la CIA, Allen Dulles, a déploré que son pays combattait le mauvais ennemi. Les nazis, comme il l'a expliqué, étaient des chrétiens aryens pro-capitalistes, alors que le véritable ennemi était le communisme athée et son anticapitalisme résolu.

- Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, le général Karl Wolff, ancien bras droit de Himmler, est allé voir Allen Dulles à Zurich, où il travaillait pour l'Office of Strategic Services, l'organisation prédécesseur de la CIA. Wolff savait que la guerre était perdue et il voulait éviter d'être traduit en justice. Dulles, pour sa part, voulait que les nazis en Italie sous le commandement de Wolff déposent les armes contre les alliés et aident les Américains dans leur lutte contre le communisme. Wolff, qui était l'officier SS le plus haut gradé à avoir survécu à la guerre, offrit à Dulles la promesse de développer, avec son équipe nazie, un réseau de renseignement contre Staline. Il a été convenu que le général qui avait joué un rôle central dans la supervision de la machine génocidaire nazie, et qui a exprimé sa « *joie particulière* » lorsqu'il a obtenu des trains de marchandises pour envoyer 5 000 Juifs par jour à Treblinka, serait protégé par le futur directeur de la CIA, qui l'a aidé à éviter les procès de Nuremberg.

Wolff était très loin d'être le seul haut responsable nazi protégé et réhabilité par l'OSS-CIA. Le cas de Reinhard Gehlen est particulièrement révélateur. Ce général du IIIe Reich avait été responsable de Fremde Heere Ost, le service de renseignement nazi dirigé contre les Soviétiques. Après la guerre, il a été recruté par l'OSS-CIA et a rencontré tous les principaux architectes de l'État de sécurité nationale d'après-guerre : Allen Dulles, William Donovan, Frank Wisner, le président Truman. Il a ensuite été nommé à la tête du premier service de renseignement allemand après la guerre, et il a commencé à employer un grand nombre de ses collaborateurs nazis. L'organisation Gehlen, comme on l'appelait, allait devenir le noyau des services de renseignement allemands. On ne sait pas combien de criminels de guerre ce nazi décoré a engagé, mais Eric Lichtblau estime que quelque quatre mille agents nazis ont été intégrés dans le réseau supervisé par l'agence d'espionnage américaine. Avec un financement annuel d'un demi-million de dollars de la CIA dans les premières années de l'après-guerre, Gehlen et ses hommes forts ont pu agir en toute impunité. Yvonnick Denoël explique ce revirement avec une clarté remarquable : « *Il est difficile de comprendre que, dès 1945, l'armée et les services de renseignement américains aient recruté sans état d'âme d'anciens criminels nazis. L'équation était pourtant très simple à l'époque : les États-Unis venaient de*

vaincre les nazis avec l'aide des Soviétiques. Ils prévoyaient désormais de vaincre les Soviétiques avec l'aide d'anciens nazis ».

La situation était similaire en Italie parce que l'accord de Dulles avec Wolff faisait partie d'une entreprise plus vaste, appelée Opération Sunrise, qui a mobilisé les nazis et les fascistes pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale en Italie (et commencer la Troisième Guerre mondiale à travers le monde). Dulles a travaillé main dans la main avec le futur chef du contre-espionnage de l'Agence, James Angleton, qui était alors stationné par l'OSS en Italie. Ces deux hommes, qui deviendront deux des acteurs politiques les plus puissants du XXe siècle, ont montré de quoi ils étaient capables dans cette étroite collaboration entre les services de renseignement américains, les nazis et les fascistes. Angleton, de son côté, a recruté des fascistes pour mettre fin à la guerre en Italie afin de minimiser le pouvoir des communistes. Valerio Borghèse était l'un de ses principaux contacts parce que ce fasciste pur et dur du régime de Mussolini était prêt à servir les Américains dans la lutte anti communiste, et il est devenu l'une des figures de proue internationales du fascisme d'après-guerre. Angleton l'avait directement sauvé des mains des communistes, et l'homme connu sous le nom de Prince noir a eu l'occasion de poursuivre la guerre contre la gauche radicale sous un nouveau patron : la CIA.

Une fois la guerre terminée, de hauts responsables du renseignement américain, dont Dulles, Wisner et Carmel Offie, « ont œuvré pour que la dénazification n'ait qu'une portée limitée », selon Frédéric Charpier : « *Des généraux, des hauts fonctionnaires, des policiers, des industriels, des avocats, des économistes, des diplomates, des universitaires et de véritables criminels de guerre ont été épargnés et remis à leur poste.* » L'homme en charge du plan Marshall en Allemagne, par exemple, était un ancien conseiller de Hermann Göring, le commandant en chef de la Luftwaffe (armée de l'air). Dulles a rédigé une liste de hauts fonctionnaires de l'État nazi à protéger et à faire passer pour des opposants à Hitler. L'OSS-CIA a procédé à la reconstruction des États administratifs en Allemagne et en Italie avec leurs alliés anticommunistes.

Eric Lichtblau estime que plus de 10 000 nazis ont pu immigrer aux États-Unis dans la période d'après-guerre (au moins 700 membres officiels du parti nazi avaient été autorisés à entrer aux États-Unis dans les années 1930, alors que les réfugiés juifs étaient refoulés). En plus de quelques centaines d'espions allemands et de milliers de SS, l'opération Paperclip, qui a commencé en mai 1945, a amené au moins 1 600 scientifiques nazis aux États-Unis avec leurs familles. Cette entreprise visait à récupérer les grands esprits de la machine de guerre nazie et à mettre leurs recherches sur les fusées, l'aviation, les armes biologiques et chimiques, etc., au service de l'empire américain. La Joint Intelligence Objectives Agency a été créée spécifiquement pour recruter des nazis et leur trouver des postes dans les centres de recherche, le gouvernement, l'armée, les services de renseignement ou les universités (au moins 14 universités y ont participé, dont Cornell, Yale et le MIT).

Bien que le programme ait officiellement exclu les nazis ardents, du moins au début, il a en fait permis l'immigration de chimistes d'IG Farben (qui avait fourni les gaz mortels utilisés dans les exterminations de masse), de scientifiques qui avaient utilisé des esclaves dans les camps de concentration pour fabriquer des armes, et de médecins qui avaient participé à des expériences hideuses sur les Juifs, Roms, communistes, homosexuels et autres prisonniers de guerre. Ces scientifiques, qui ont été décrits par un fonctionnaire du département d'État opposé à Paperclip comme « *les anges de la mort d'Hitler* », ont été accueillis à bras ouverts

dans le pays de la liberté. Ils ont reçu un logement confortable, un laboratoire avec des assistants et la promesse d'une citoyenneté si leur travail portait ses fruits. Ils ont ensuite mené des recherches qui ont été utilisées dans la fabrication de missiles balistiques, de bombes à sous-munitions au gaz sarin et dans la militarisation de la peste bubonique.

La CIA a également collaboré avec le MI6 pour mettre en place des armées secrètes anticommunistes dans tous les pays d'Europe occidentale. Sous prétexte d'une invasion potentielle par l'Armée rouge, l'idée était de former et d'équiper des réseaux de soldats illégaux qui resteraient derrière les lignes ennemies si les Russes se déplaçaient vers l'ouest. Ils seraient ainsi activés dans le territoire nouvellement occupé et chargés de missions d'exfiltration, d'espionnage, de sabotage, de propagande, de subversion et de combat. Les deux agences ont travaillé avec l'OTAN et les services de renseignement de nombreux pays d'Europe occidentale pour construire cette vaste organisation sub-rosa, établir de nombreuses caches d'armes et de munitions et équiper leurs soldats de l'ombre de tout ce dont ils avaient besoin. Pour ce faire, ils ont recruté des nazis, des fascistes, des collaborationnistes et d'autres membres anticommunistes de l'extrême droite. Les chiffres varient selon les pays, mais ils sont estimés entre quelques dizaines et plusieurs centaines, voire quelques milliers, par pays. Selon un reportage de l'émission de télévision *Retour aux sources*, il y avait 50 unités de réseau stay-behind en Norvège, 150 en Allemagne, plus de 600 en Italie et 3 000 en France.

Ces militants entraînés seront plus tard mobilisés pour commettre ou coordonner des attaques terroristes contre la population civile, qui seront ensuite imputées aux communistes afin de justifier la répression de la « *loi et de l'ordre* ». Selon les chiffres officiels en Italie, où cette stratégie de tension était particulièrement intense, il y a eu 14 591 actes de violence à caractère politique entre 1969 et 1987, qui ont fait 491 morts et 1 181 blessés. Vincenzo Vinciguerra, membre du groupe d'extrême droite Ordine Nuovo et auteur de l'attentat à la bombe près de Peteano en 1972, a expliqué que l'Avanguardia Nazionale fasciste, comme l'Ordine Nuovo, était mobilisée dans la bataille dans le cadre d'une stratégie anticommuniste provenant non pas d'organisations déviantes des institutions du pouvoir, mais de l'État lui-même et plus particulièrement dans le cadre des relations de l'État au sein de l'Alliance atlantique ». En 2000, une commission parlementaire italienne qui a mené une enquête sur les armées stay-behind en Italie est parvenue à la conclusion suivante : « *Ces massacres, ces bombes, ces actions militaires ont été organisés, promus ou soutenus par des hommes au sein des institutions de l'État italien et, comme on l'a découvert plus récemment, par des hommes liés aux structures du renseignement des États-Unis.* »

L'État de sécurité nationale des États-Unis a également été impliqué dans la supervision des lignes de rats qui ont exfiltré les fascistes d'Europe et leur ont permis de se réinstaller dans des refuges sûrs à travers le monde, en échange de faire son sale boulot. Le cas de Klaus Barbie n'est qu'un cas parmi des milliers, mais il en dit long sur le fonctionnement interne de ce processus. Connu en France comme « *le boucher de Lyon* », il y a dirigé le bureau de la Gestapo pendant deux ans, y compris le moment où Himmler a donné l'ordre de déporter au moins 22 000 Juifs de France. Ce spécialiste des « *tactiques d'interrogatoire renforcées* », connu pour avoir torturé à mort le coordinateur de la Résistance française, Jean Moulin, organise la première rafle de l'Union générale des Juifs de France en février 1943 et le massacre de 41 enfants juifs réfugiés à Izieu en avril 1944. Avant d'arriver à Lyon, il avait dirigé des escadrons de la mort sauvages, qui avaient tué plus d'un million de personnes sur le front de l'Est selon Alexander Cockburn et Jeffrey St. Clair. Mais après la guerre, l'homme que ces mêmes auteurs décrivent comme le troisième sur la liste des criminels SS les plus

recherchés travaillait pour le Counter Intelligence Corps (CIC) de l'armée américaine. Il a été engagé pour aider à construire les armées stay-behind en recrutant d'autres nazis et pour espionner les services de renseignement français dans les régions contrôlées par la France et les États-Unis en Allemagne.

Lorsque la France a appris ce qui se passait et a demandé l'extradition de Barbie, John Mc Cloy, le haut-commissaire des États-Unis en Allemagne, a refusé en affirmant que les allégations étaient basées sur des ouï-dire. Néanmoins, il s'est finalement avéré trop coûteux, symboliquement, de garder un boucher comme Barbie en Europe, il a donc été envoyé en Amérique latine en 1951, où il a pu poursuivre son illustre carrière. Installé en Bolivie, il a travaillé pour les forces de sécurité de la dictature militaire du général René Barrientos et pour le ministère de l'Intérieur et la branche contre-insurrectionnelle de l'armée bolivienne sous la dictature d'Hugo Banzer, avant de participer activement au coup d'État de la cocaïne en 1980 et de devenir le directeur des forces de sécurité sous le général Meza. Tout au long de sa carrière, il a maintenu des relations étroites avec ses sauveurs dans l'État de sécurité nationale des États-Unis, jouant un rôle central dans l'opération Condor, le projet de contre-insurrection qui a réuni les dictatures latino-américaines, avec le soutien des États-Unis, pour écraser violemment toute tentative de soulèvement égalitaire par le bas. Il a également contribué au développement de l'empire de la drogue en Bolivie, notamment en organisant des gangs de narco-mercenaires qu'il a nommés Los novios de la muerte, dont les uniformes ressemblaient à ceux des SS. Il a voyagé librement dans les années 1960 et 1970, visitant les États-Unis au moins sept fois, et il a très probablement joué un rôle dans la chasse à l'homme organisée par l'Agence pour tuer Ernesto « Che » Guevara.

Pour lire la suite :

<https://histoireetsociete.com/2024/01/02/les-etats-unis-na-pas-vaincu-le-fascisme-pendant-la-seconde-guerre-mondiale-il-la-discretement-internationalise/>

J-C – Passionnant, n'est-ce pas ?

Lu

- Il s'agit donc de voir où la croissance économique mondiale va se concentrer. On peut considérer l'économie américaine comme une économie en faillite. Et les États-Unis sont un État en faillite. Et vous pouvez considérer que l'Europe est un État en faillite parce qu'elle s'est laissée diriger par des planificateurs néolibéraux américains qui la traitent comme ils ont traité la Russie dans les années 1990. Il faut donc aller là où l'on constate la croissance dans les domaines qui vous intéressent. Et il se pourrait bien que l'on assiste à un renversement du mouvement mondial d'immigration vers le nouveau monde. Et maintenant, ils se dirigent vers le nouveau monde, qui est l'Asie de l'Est et la Russie, le nord.

Je pense que l'Europe est un continent perdu pour la prochaine décennie. Cela va prendre beaucoup de temps. Je ne pense pas que l'Europe puisse se sauver, parce qu'elle n'a fait aucune tentative pour le faire. Les dirigeants européens pensent qu'ils doivent dépendre des États-Unis pour leur soutien personnel ainsi que pour leur fortune personnelle et même pour leur liberté personnelle. Je ne pense donc pas que l'Europe puisse se sauver elle-même.

Je pense qu'à long terme, c'est-à-dire pour le reste du XXI^e siècle, ils [les peuples et pays européens] trouveront leur salut, mais il ne viendra pas d'Europe. Il viendra de la Chine, de la Russie, des BRICS Plus et de l'Eurasie, avec le Sud global, qui poursuivent un programme économique et politique entièrement différent. Le monde va se diviser en deux parties, et nous en avons discuté, je crois, lors de notre dernière émission. Il y aura l'économie néolibérale, financiarisée, privatisée, de l'OTAN, de l'Europe et des États-Unis d'une part, ce que Joseph Borrell appelle le jardin fleuri, mais où en fait, les fleurs sont toutes fanées, où les fleurs déjà ont été cueillies. Il ne s'agit plus vraiment d'un jardin en croissance. Elles ont été cueillies et gisent sur le sol.

D'un autre côté, il y a la jungle. La jungle, c'est ce qui pousse. C'est ce que fait la jungle. Elle se développe. La jungle sera donc l'Asie, l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud, et ses liens avec l'Afrique et le Brésil. Et le joker est, bien sûr, de savoir qui contrôlera le Proche-Orient. Aujourd'hui l'alternative au modèle néolibéral américain est un modèle d'économies mixtes. Je vois la Chine et la Russie suivre à peu près le même modèle que celui que le monde entier a suivi avant la Première Guerre mondiale.

Au début du XX^e siècle, il y avait le capitalisme industriel américain. Il y avait le capitalisme industriel allemand, avec un secteur public très actif. Les deux pays comptaient sur les investissements publics dans les routes, les chemins de fer, les canaux, les systèmes scolaires, les systèmes de santé, afin de minimiser le coût de la vie, de minimiser le coût des affaires et d'empêcher le développement de monopoles qui gagneraient de l'argent sans vraiment produire quoi que ce soit.

Tout ceci s'est terminé avec la Seconde Guerre mondiale. La lutte contre l'Union soviétique s'est transformée en une lutte non seulement contre le socialisme mais aussi contre l'idée même du capitalisme industriel selon laquelle l'infrastructure publique est le principal moteur de l'économie. Aujourd'hui, on voit que la Chine est en tête avec un pays qui utilise son excédent économique non pas pour créer de la richesse financière, mais pour se doter de moyens de production tangibles. Des chemins de fer, des trains à grande vitesse, des routes, une production automobile, une production industrielle. Il s'agit d'une économie mixte dans laquelle la plus grande partie de l'argent est traité comme un service public, de sorte que le gouvernement peut décider comment utiliser cet argent. Nous allons créer de l'argent pour financer des investissements en capitaux tangibles et pour financer l'emploi dans des biens et des services réels. Construire des maisons, des immeubles de bureaux, des infrastructures, des ports, des navires, des trains et des chemins de fer. C'est pour cela qu'ils créent de l'argent.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale, et en Europe les banques centrales, créent de l'argent essentiellement pour que des intérêts financiers achètent des entreprises industrielles et des infrastructures existantes et les ferment. Le modèle pour l'Europe occidentale est la société des eaux Thames Water en Angleterre, une société qui a été privatisée et qui, au lieu de fournir de l'eau propre et de traiter les eaux polluées, utilise l'argent qu'elle reçoit uniquement pour payer des dividendes aux investisseurs, sans faire d'investissement, et finit par polluer l'eau, en perdre énormément à cause des fuites, et par être le désastre que l'on voit en Angleterre. Des histoires similaires pourraient être racontées à propos des États-Unis.

Voyons ce qui se passera dans 10 ans, ou plus probablement dans 20 ans. Que se passera-t-il lorsque l'Europe occidentale et les États-Unis verront comment la Chine, la Russie, l'Iran et les autres pays des BRICS augmentent leurs niveaux de vie et leur productivité ? Ils seront

pour l'Occident ce que l'Amérique était pour l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la situation est inversée. Aujourd'hui, ce sont les États-Unis et l'Europe qui vont se tourner vers la Russie et la Chine pour savoir comment les imiter. Comment obtenir des produits de luxe russes et chinois ? Au lieu d'acheter des blue-jeans, des blue-jeans américains et des cigarettes comme ils ont fait après la Seconde Guerre mondiale, ils voudront acheter des produits chinois, russes, asiatiques et, je l'espère, proche-orientaux également.

Il est évident qu'à un certain moment, non seulement la population mais aussi les milieux d'affaires se diront que, si nous voulons gagner de l'argent, nous allons devoir rejoindre cet ordre économique en expansion au lieu de rester dans l'ordre économique en régression que nous observons aux États-Unis et en Europe. Normalement, on pourrait penser que les pays agissent toujours dans l'intérêt de leurs principales classes d'affaires, mais cela ne s'est pas produit en Europe. Ce n'est pas le cas aux États-Unis, mais c'est le cas en Asie en raison de la manière dont les gouvernements créent un marché pour que les entreprises fassent des profits en développant l'économie plutôt qu'en la fermant et en la réservant aux riches élites.

Mon commentaire :

– *“Voyons ce qui se passera dans 10 ans, ou plus probablement dans 20 ans. Que se passera-t-il lorsque l'Europe occidentale et les États-Unis verront comment la Chine, la Russie, l'Iran et les autres pays des BRICS augmentent leurs niveaux de vie et leur productivité ?”*

Il arrivera un jour où ils se retrouveront tous dans la même situation cette fois-ci. Ils ne pourront plus augmenter leur niveau de productivité, parce qu'il y a une limite à tout. Pas besoin d'être très intelligent pour le comprendre, sauf peut-être pour ceux qui refusent de l'admettre, car ils tiennent à tout prix à sauver le système capitaliste, et c'est l'ensemble du système économique (mondial) reposant sur ce facteur qui s'effondrera ou adoptera la même orientation que celle qu'on observe aux États-Unis et en Europe de nos jours, c'est aussi inéluctable que ce qui se produit sous nos yeux.

Ceux qui se demandent pourquoi les choses se passent ainsi, démontrent qu'ils n'ont manifestement pas compris (ou rien compris) qu'il ne pouvait pas en être autrement dans des conditions données, parce qu'ils ignoraient en quoi consistaient ces conditions. En tant que porte-parole des *“milieux d'affaires”* Michael Hudson en fait partie.

Tout système comporte un début et une fin, il est voué à disparaître, et le système économique en vigueur n'échappe pas à cette loi de la nature. On pourrait appeler ce processus la dialectique de la nature ou de l'histoire.

Plus tôt sera le mieux, sauf qu'en restant les bras croisés ou assis face à un écran, cette aventure risque de mal se terminer, vaudrait mieux prendre en mains son destin et s'engager dans le combat politique pour avoir une chance qu'elle se termine bien, non ? Sinon ce genre d'article et tout le reste ne présente absolu aucun intérêt.

Leur intention de nuire à la population n'a pas de limite.

Lu - Les produits ultra-transformés augmenteraient le risque de survenue de troubles métaboliques, de pathologies cardiovasculaires, mais aussi de cancers et nuiraient à la santé mentale. Or, malgré cette liste d'effets délétères qui s'allonge, l'engouement qu'ils suscitent au sein de la population ne semble pas faiblir...

Aujourd'hui, les produits classifiés comme « *ultra-transformés* » représentent une part non négligeable de notre alimentation : entre 25 % et 60 % des apports énergétiques quotidiens (sur 2 000 kcal/jour) avec d'importantes variations en fonction des pays.

https://elucid.media/societe/produits-ultra-transformes-des-aliments-nefastes-pour-notre-sante?mc_ts=crises

La France, la Belgique, les États-Unis et le Canada inondés de nourriture à base d'insectes, même dans les produits bio et les végans - Par Jean-Baptiste Loin (Réponses bio 19 novembre 2023) - Mondialisation.ca, 30 décembre 2023

Depuis 2015 le cabinet McKinsey est en charge d'une campagne mondiale pour la promotion d'aliments à base d'insectes.

Par le prisme d'une entreprise actuellement considérée comme une des plus importantes Biotechs françaises, Innovafeed, ils ont patiemment détourné l'attention du public et usé d'arguments fallacieux pour parvenir à leurs fins.

Selon l'ONU et le lobbyiste McKinsey, appuyés par une armée de soldats disciplinés et avides de pouvoir, le choix ne vous appartient déjà plus, même les réseaux de distribution d'alimentation biologique commencent à s'organiser pour vous en faire manger... en toute discrétion.

Innovafeed ayant refusé l'interview que nous leur avons proposée pour expliquer leur démarche de manière transparente, puisque vous avez le droit de savoir, j'ai enquêté pour vous délivrer la vision la plus claire possible de la situation actuelle.

Tout commence en 2016, lorsque trois jeunes trentenaires, Clément Ray, Aude Guo et Bastien Oggeri, anciens membres du cabinet McKinsey et de la banque d'affaires Rothschild, fondent une entreprise de biotechnologies spécialisée dans la production et la vente de mouches soldats noires.

Soit à peine un an après que l'influence tentaculaire du cabinet ayant galvanisé les citoyens français pour les campagnes présidentielles d'Emmanuel Macron, commence à jouer de sa légion de réseaux pour favoriser le développement de cette entreprise nourrissant le souhait de vous faire gober leurs mouches.

https://www.mondialisation.ca/la-france-la-belgique-les-etats-unis-et-le-canada-inondes-de-nourriture-a-base-dinsectes-meme-dans-les-produits-bio-et-les-vegans/5684687?doing_wp_cron=1704603859.8307690620422363281250

Le secteur de la santé corrompu jusqu'à l'os en France.

En ce début d'année 2024, les vœux traditionnels ont pris une tournure singulière avec le message incisif du Professeur Didier Raoult.

En cette nouvelle année, j'espère (Didier Raoult) que la raison prévaudra :

Que les médecins auront le droit d'exercer leur art.

Que les ministres ne seront pas affectés par des conflits d'intérêts (URGO).

Que les « experts » divulgueront, conformément à la loi, leurs conflits d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique.

Que la directrice de l'Agence nationale de sécurité des médicaments rende des comptes pour sa publication illégale (sa seule publication internationale non validée éthiquement, bien que requise) plutôt que de proposer des essais illégaux (tuberculose, COVID).

Que les détails sur les milliards distribués pendant la crise seront enfin disponibles.

Que l'utilisation des fonds Marianne distribués par Mme Schiappa, notamment pour financer les personnes qui nous ont harcelés, sera révélée.

Que les documents de l'Europe sur l'achat massif (un milliard d'euros) de remdesivir, la veille même où l'OMS reconnaissait son inefficacité (mais toujours recommandé en France), seront divulgués.

Que la nature des SMS échangés entre la présidente de la Commission européenne et Pfizer pour l'achat de vaccins en quantité excessive, dont une grande partie n'a pas été utilisée et a expiré, sera révélée.

Que la raison pour laquelle la composition du vaccin (avec une richesse inattendue en ADN) et son expression chez l'homme (protéine imprévue) n'étaient pas connues sera éclaircie.

Que la justice prendra en compte nos plaintes pour diffamation, harcèlement et usage de faux.

Que les parlementaires, à l'instar de leurs homologues en Angleterre ou aux États-Unis, analyseront les décisions liées au Covid.

Enfin, avec les élections à venir, espérons que la crise morale, sanitaire et financière liée au Covid devienne un véritable enjeu politique et fasse l'objet d'un débat démocratique, plutôt que d'une censure indigne de notre histoire.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé, samedi, que le bilan des victimes de la guerre israélienne contre la Bande, depuis le 7 octobre, s'est alourdi à 22 722 morts et 58 166 blessés.

Le ministère a indiqué, dans un communiqué, que "*durant les dernières 24 heures, l'occupation israélienne a commis 12 massacres contre des familles dans la Bande de Gaza, faisant 122 martyrs et 256 blessés.*" aa.com.tr 06.01.2024

Guerre Israël-Hamas: des rassemblements en soutien au peuple palestinien à Paris et en régions - BFMTV 7 janvier 2024

A Paris, "*1.500 participants*" ont défilé entre la place de la Bastille et la place de la Nation à l'appel de l'association CAPJPO-EuroPalestine, selon la préfecture de police.

Des rassemblements ont également eu lieu dans quelques autres villes: près de 250 personnes à Lille, 300 à 400 à Rennes, 300 à Strasbourg.

J-C – 3.000 à Paris selon une autre source...

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

A partir du 7 octobre 2023 en Palestine occupée !

Les jeunes Français disposent de grosses lacunes en Histoire selon un nouveau sondage - actu.orange.fr 7 janvier 2024

Selon un nouveau sondage OpinionWay, les jeunes Français âgés de 16 à 24 ans ont, au même titre que pour le français et les mathématiques, de grosses lacunes en Histoire. La Shoah est notamment l'un des épisodes historiques le moins bien connu, révèle l'étude.

"*Est-ce qu'il est possible d'enseigner l'antisémitisme à des jeunes qui ne savent pas ce qu'est la Shoah, qui ne comprennent pas la spécificité de ce fait historique ?*", déplore ainsi la politologue Chloé Morin à l'origine de cette étude.

J-C - Pour leur enseigner ce qu'est l'antisémitisme, il faut leur enseigner ce qu'est le sionisme ou l'origine de l'Etat juif nazi.

- 41 % des jeunes âgés de 16 à 24 ans estiment que la laïcité sert avant tout à discriminer les musulmans. 45 % des sondés avancent que les juifs sont davantage protégés par les autorités en France.

J-C - Ils ont raison, les autorités en France sont sous influence du CRIF ou du représentant du sionisme d'extrême droite dans ce pays.

Esprit de famille.

J-C - Vendredi, le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici (PS), a expliqué avoir retardé la publication du rapport de cette institution de la Ve République sur la politique de migration conduite par Macron et son gouvernement, afin d'éviter qu'il « n'interfère » avec le vote de la loi immigration le 19 décembre 2023. Pourquoi ?

Un faux prétexte.

Parce que le document pointait "*les failles de la gestion des frontières et des éloignements*", ce qui aurait contrarié une partie des députés de LR et empêché l'extrême droite de rallier Renaissance pour faire adopter cette loi par l'Assemblée nationale. Autrement dit, il n'y aurait pas eu de majorité pour adopter cette loi qui aurait été rejetée, Pierre Moscovici a donc pris cette décision pour ne pas mettre Macron gravement dans l'embarras. (Source des données : AFP)

Nous exigeons le retrait de cette loi !

Mobilisation du 14 janvier 2024 contre les lois racistes - blogs.mediapart.fr 31 décembre 2023

Quand les préoccupations des populations vont prioritairement à la santé, au logement, à l'éducation, au coût de la vie (sondages INSEE), les pouvoirs sous influence des droites extrêmes répondent par le tout sécuritaire en stigmatisant les personnes étrangères. Non non et non, les lois racistes ne doivent pas passer !

<https://blogs.mediapart.fr/lenous/blog/311223/mobilisation-du-14-janvier-2024-contre-les-lois-racistes>

La droite sociale s'adresse à son président.

L'Appel des 201 contre la loi immigration - blogs.mediapart.fr 7 janvier 2024

Deux cents et une personnalités d'horizons divers, dont l'ex-Défenseur des droits Jacques Toubon, appellent à marcher le dimanche 21 janvier dans toute la France pour demander au Président de la République de ne pas promulguer la loi immigration.

Signé notamment par Jacques Toubon, Défenseur des droits de 2014 à 2020, et Thierry Beaudet, président du Conseil économique social et environnemental (CESE), cet appel vise à rassembler toutes celles et tous ceux qui, dans leur grande diversité, considèrent que la loi immigration constitue un danger pour notre République, aux antipodes des principes de solidarité, de liberté, d'égalité et de fraternité.

Dénonçant les marchands de haine et les mécaniques de division sans fin de notre société, la pluralité inédite des signataires de l'appel vise à faire primer l'essentiel : le rassemblement et la solidarité. Publié conjointement par L'Humanité et Mediapart, il réunit des personnalités de tous milieux – intellectuels, universitaires, scientifiques, culturels, artistiques, syndicaux, religieux, associatifs, mutualistes, politiques, etc. – dont les noms figurent à la fin de ce billet.

Les dirigeants des principales organisations syndicales en sont signataires : Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT ; Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT ; Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA ; Murielle Guilbert et Simon Duteil, co-porte-paroles de Solidaires ; Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. Tout comme les dirigeants des principales associations d'accueil et de lutte contre la pauvreté : Henry Masson, président de la Cimade ; Marie-Aleth Grard, présidente d'ATD Quart Monde ; Antoine Sueur, président d'Emmaüs France ; Véronique Devise, présidente du Secours Catholique ; Najat Vallaud-Belkacem, présidente de France Terre d'Asile.

Les responsables des associations de lutte pour les libertés et contre le racisme en sont évidemment signataires (Ligue des Droits de l'homme, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France, SOS Racisme, etc.) tout comme des figures des quartiers populaires, tels Farid Bennaï, porte-parole du Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP), et Toumi Djäïdja, co-initiateur et symbole de la Marche pour l'égalité de 1983.

Également soutenu par les dirigeants des grandes organisations de l'économie sociale et solidaire comme la Fédération nationale de la Mutualité française et l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS), cet appel est aussi signé par des élus de sensibilités politiques diverses (Fabien Roussel, Cécile Rilhac, Guillaume Lacroix, Benjamin Saint-Huile, Marine Tondelier, Olivier Faure et Manuel Bompard).

https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070124/l-appel-des-201-contre-la-loi-immigration#at_medium=custom7&at_campaign=1047

Commentaires d'internautes.

1- Alors que les manifs du 14 janvier contre la loi asile immigration sont connues depuis plus de 2 semaines arrive ce 21 janvier... belle entreprise de division. On fait signer 201 "*personnalités*" contre plus de 300 collectifs de terrain.

2- Je n'ai pas lu dans ce texte l'exigence claire et nette de "retrait de la loi" seule à même de forger l'unité. A la place il s'agit d'une supplique à l'homme qui est à l'origine de cette horreur. Enfin pourquoi ces "*personnalités*" ne font-ils aucune référence à l'appel au rassemblement citoyen du 14 janvier pourtant largement unitaire?

Les sionistes nazis sont aux commandes en France.

Lu- La vice-championne olympique de basketball Émilie Gomis critique Israël et perd son poste d'ambassadrice des Jeux Olympiques de 2024

Le contenu partagé comportait des cartes de la France datées de 1947, 1967 et 2023, illustrant une transformation graduelle du drapeau tricolore français en drapeau israélien, accompagné de la question : « *Quelles seraient vos actions dans cette situation ?* ». Cette publication a mis en suspens le statut d'Émilie Gomis au sein des Jeux Olympiques de 2024.

Cela rappelle les propos de l'ancien Premier ministre, Dominique de Villepin, qui suggérait que les artistes exprimant leur solidarité envers les Palestiniens et demandant un cessez-le-feu à Gaza, se faisaient évincer :

« On voit en filigrane à quel point la domination financière sur les médias, le monde de l'art, de la musique, pèse lourd. Ils ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent tout simplement parce que les contrats s'arrêtent immédiatement. »

Le comité de déontologie du CNOSF (Comité national olympique et sportif français), sollicité par le président du mouvement olympique français, David Lappartient, aurait pris la décision, à la fin du mois de décembre, de recommander la radiation d'Émilie Gomis pour violation avérée des principes éthiques. Cette recommandation devrait être entérinée jeudi prochain, lors d'une réunion de la commission des athlètes.

Auparavant, l'ancienne joueuse de l'équipe de France féminine de basket-ball occupait un siège au sein de la commission des athlètes du comité olympique français. Suite à la controverse, elle a exprimé ses excuses via son compte Instagram ainsi que dans les colonnes du journal L'Équipe. Mais rien n'y fera, il vaut mieux critiquer la Palestine ou l'islam plutôt que de s'attaquer à Israël ! Le message est passé.

2024 : L'année de la radicalisation, et vous ?

J-C - La police du régime fasciste tue, la preuve. L'AFP et France Info se font les avocats des assassins.

Pendant combien de temps va encore durer l'hypocrisie ambiante, la lâcheté collective, y compris parmi ceux qui critiquent Macron et son régime d'extrême droite et qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme ? Assez !

Seine-Saint-Denis : un homme meurt après avoir reçu une dizaine de décharges de pistolet à impulsion électrique lors de son arrestation - AFP 5 décembre 2024

Un homme de 30 ans est mort, vendredi 5 janvier, à la suite de son interpellation par la police, dans la nuit de jeudi à vendredi, a annoncé le parquet de Bobigny. Il a reçu une dizaine de décharges de pistolet à impulsion électrique lors de son interpellation par la police à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), dans la nuit de mercredi à jeudi, a précisé la justice.

L'homme est mort vendredi matin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, où il avait été conduit à la suite d'un arrêt cardio-respiratoire, a confirmé le parquet de Bobigny. Une autopsie doit être pratiquée lundi. A ce stade, il n'est pas possible d'affirmer que les coups de taser sont responsables de la mort du trentenaire.

D'après les premiers éléments de l'enquête, six policiers ont fait usage de leur pistolet à impulsion électrique. Ils étaient 18 fonctionnaires à intervenir après l'appel à la police d'un épicier. AFP 5 décembre 2024

Abus de pouvoir tout azimut. Tout est bon pour entretenir un climat de psychose et de punition collective.

Huîtres contaminées : "Une certaine psychose s'est installée", regrette le président du comité national de la conchyliculture - AFP 5 décembre 2024

"On est tous touchés alors que 90% des zones sont ouvertes et ne posent aucun problème", regrette Philippe Le Gal.

Dans le registre ils osent tout. Parole du commandant ou porte-parole des néonazis ukrainiens et israéliens.

Etats-Unis : Joe Biden accuse Donald Trump d'utiliser la rhétorique de "l'Allemagne nazie", lors d'un discours de campagne - AFP 5 janvier 2024

Portugal.

Portugal : un paradis fiscal pour les fortunes françaises et pour de nombreux particuliers - AFP 5 janvier 2024

"Comme les personnes qui émigrent sont celles qui ont les plus hauts revenus, leur départ affecte les ressources de leur pays d'origine. Avec des conséquences importantes, même s'il y a un faible nombre de départs, car ces personnes font partie de celles qui rapportent le plus en termes d'impôts." Selon la chercheuse de l'Université de Leeds, Rita de la Feria, ce "dumping" fiscal des particuliers pourrait avoir des conséquences aussi ravageuses pour les finances publiques que celui pratiqué dans d'autres pays européens, comme le Luxembourg ou les Pays-Bas, pour l'impôt sur les sociétés. Or cette politique fiscale agressive est mise en place au Portugal, mais aussi dans d'autres pays comme la Grèce, la Croatie ou l'Espagne.

À l'origine du développement de cette panoplie d'exonérations fiscales, la crise de 2008 qui laisse le pays à terre. La consommation s'arrête, les emprunteurs ne parviennent plus à rembourser les banques, le chômage atteint un taux record de 16% en 2013. Mais surtout, *"en 2010, les banques portugaises se sont retrouvées avec un stock de six milliards d'euros de biens immobiliers"*, explique Carlos Vinhas Pereira, président de la Chambre de commerce franco-portugaise. Il fallait donc trouver un moyen d'écouler ce stock. Le pays, pris en main par la "Troïka" (le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne), met alors en place 130 mesures drastiques pour relancer l'économie.

Après des années de reprise économique fulgurante, les salariés portugais sont confrontés à un nouveau problème. L'arrivée de classes aisées a fait doubler le prix de l'immobilier dans les

régions de Lisbonne, de Porto et de l'Algarve. Avec les salaires pratiqués actuellement, il devient donc impossible de se loger.

"La plupart des employés perçoivent mensuellement entre 800 et 1 200 euros net. Actuellement, avec ce salaire, il est seulement possible de louer une chambre à Lisbonne."

"Et même à l'extérieur de la capitale, lit-on aussi dans cette note, le loyer pour un logement modeste coûte environ 800 euros." Cette situation pousse les salariés à réclamer de meilleurs salaires, et conduit des grandes entreprises à embaucher des jeunes sortis d'école, qui généralement ne restent au maximum que trois années avant de chercher un poste mieux rémunéré. AFP 5 janvier 2024

Bangladesh.

Bangladesh : La Première ministre remporte les législatives boycottées par le principal parti d'opposition - 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2024

Le gouvernement de Sheikh Hasina est accusé de graves violations des droits humains et d'avoir mené une répression impitoyable contre l'opposition.

J-C - L'avantage de cette présentation, c'est que vous savez qui soutenait l'Etat profond (Bilberberg) et le gouvernement français, dont l'AFP est le porte-parole.

- Si Sheikh Hasina, au pouvoir depuis 2009, est créditée d'avoir favorisé une croissance fulgurante dans le huitième pays le plus peuplé du monde, son gouvernement est accusé de graves violations des droits humains et d'avoir mené une répression impitoyable contre l'opposition. Le parti au pouvoir, la Ligue Awami, a remporté environ les trois quarts des sièges au parlement monocaméral, selon des responsables de la commission électorale. Les résultats seront officiellement annoncés ce lundi.

Après avoir voté à Dacca, Sheikh Hasina, 76 ans, avait appelé les électeurs à se rendre aux urnes, en promettant des élections « libres et équitables ». Elle a au passage dénoncé le boycott du scrutin par le principal parti d'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), qu'elle a qualifié d'« organisation terroriste ». Le BNP a de son côté dénoncé « un simulacre d'élection ». Le vote a également été boycotté par d'autres partis.

Le chef de la commission électorale nationale, Habibul Awal, a estimé dans la journée la participation autour de 40 %. Beaucoup de Bangladais interrogés ont indiqué ne pas avoir voté car le résultat était joué d'avance.

Le BNP et d'autres partis ont manifesté sans succès pendant des mois fin 2023 pour exiger la démission de la Première ministre et un gouvernement intérimaire neutre pour superviser les élections. Quelque 25.000 cadres de l'opposition, dont l'ensemble des dirigeants locaux du BNP, ont été arrêtés après ces manifestations, au cours desquelles plusieurs personnes ont été tuées dans des affrontements avec la police, selon le parti. Le gouvernement a pour sa part fait état de 11.000 arrestations.

Près de 700.000 policiers et réservistes avaient été déployés pour maintenir l'ordre pendant le scrutin, et près de 100.000 soldats, selon la commission électorale. 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2024

Venezuela.

Venezuela-Guyana : le conflit territorial historique de l'Essequibo remis à l'ordre du jour par Washington et ExxonMobil (Partie 2) - Par Catherine Roman - Mondialisation.ca, 06 janvier 2024

https://www.mondialisation.ca/venezuela-guyana-le-conflit-territorial-historique-de-lessequibo-remis-a-lordre-du-jour-par-washington-et-exxonmobil-partie-2/5684908?doing_wp_cron=1704603244.0326170921325683593750

LE SOCIALISME

Le 13 janvier 2024

Je n'ai pas réussi à faire plus court, désolé. Mais on aborde différents sujets, et pas que politique.

Demain et la semaine prochaine repos forcé, c'est Pongal lundi, en famille.

- Pongal is the most popular festival of South India. The Pongal festival is also known as the harvest festival of India.

La fête de la première moisson de l'année la plus populaire de l'Inde du Sud.

Sinon, soleil, temps radieux, 27°C à l'ombre l'après-midi, bonne humeur, santé stable, on tiendra ! Toujours avec une pensée affectueuse et fraternelle pour nos malheureux amis palestiniens et yéménites.

Nous organiser pour abattre le capitalisme est notre priorité absolue.

Tina ou le socialisme.

On vous avait pourtant prévenu : There is no alternative (Thatcher). Il n'existe pas d'alternative au capitalisme, et en refusant obstinément de vous tourner vers le socialisme vous lui avez donné raison.

On en est toujours là 44 ans plus tard.

Affaire Depardieu. Défense de la liberté d'expression et du principe de la présomption d'innocence.

Au nom de la justice sociale, les procureurs et geôliers qui sont parmi nous menacent nos libertés fondamentales.

Le courant politique d'extrême gauche qui se réclame de la lutte de classe et diffuse le magazine Frustration, vient de prendre position contre le principe de la présomption d'innocence. C'est son droit, mais dans ce cas-là il doit en assumer toutes les conséquences, dont celle de s'exclure lui-même du mouvement ouvrier, dans la mesure où le pendant de la position qu'il a adoptée n'est rien d'autre que le système anglo-saxon, qui privilégie la présomption de culpabilité et peut priver de liberté toute personne qui ferait l'objet d'une plainte sans qu'elle soit assortie de preuves prouvant que la personne mise en cause aurait commis un délit, la preuve de son innocence incombant à cette dernière, et si elle n'était pas

en mesure de la fournir elle pourrait moisir en prison pendant des années ou des décennies comme cela se produit couramment aux Etats-Unis notamment.

Le principe de la présomption d'innocence est un et indivisible.

Le principe de la présomption d'innocence implique au départ que tout citoyen bénéficie de la liberté de mouvement dans la société, il est donc libre de se déplacer dans l'espace public réservé à l'ensemble des membres de la collectivité, il n'a a priori rien à se reprocher ou à prouver, et la liberté qui lui est accordée est inconditionnelle, et elle le demeure aussi longtemps qu'il n'empiète pas sur celle d'autrui.

Le principe de la présomption de culpabilité au contraire part du constat que la liberté qui est accordée à chaque citoyen est conditionnée et suspendue à l'obligation de pouvoir fournir en permanence la preuve qu'il la mérite vraiment, dans le cas contraire ou devant répondre à une plainte portée contre lui, elle peut lui être retirée temporairement ou pour une durée indéterminée à tout moment sans autre forme de procès selon la gravité de l'accusation à laquelle il doit faire face, aussi longtemps qu'il n'aura pas été en mesure de prouver son innocence.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'avec le principe de la présomption d'innocence des coupables potentiels risquent de rester en liberté ou de ne jamais être jugés, tandis qu'avec le principe de la présomption de culpabilité, ce sont des innocents qui seront potentiellement privés de liberté.

Par conséquent, quel que soit le principe retenu, il est inévitable que des citoyens soient victimes d'injustices, il faut donc convenir qu'aucun des deux n'est satisfaisant, cependant c'est mal poser le problème ou l'essentiel est ailleurs, cette question est d'une extrême gravité quant à ses implications politiques.

Ceux qui adoptent le principe de la présomption de culpabilité, n'ont semble-t-il pas compris, qu'il s'inscrivait dans le cadre de l'idéologie totalitaire de la classe dominante, qu'il était la traduction dans le droit d'un autre principe, celui de l'abus de pouvoir pratiqué par ceux qui le détiennent au détriment de ceux qui n'en ont aucun, le peuple en général. C'est ainsi qu'au nom de ce principe la classe dominante se livre désormais ouvertement sans modération ou dans des proportions gigantesques à des guerres effroyables, des massacres de masse, des génocides, détentrice de tous les pouvoirs, elle est à la fois juge et partie, ce qui explique pourquoi cet abus de pouvoir est par nature compatible ou cautionne le fascisme et le nazisme, il contribue à les mettre en place pour peu qu'on n'y prenne pas garde.

Autres significations politiques.

Ceux qui adoptent le principe de la présomption de culpabilité entendent s'en prendre aux imperfections du principe de la présomption d'innocence qui sont inhérentes à la nature du régime, et qui ne disparaîtront pas tant qu'il demeurera en place. Autrement dit, quelle généreuse intention de vouloir corriger ces imperfections, toutefois on est en droit de s'interroger sur leurs réelles intentions dès lors qu'ils s'emploient à donner un visage plus humain à ce régime, ce qui vous avouerez est une étrange et malsaine préoccupation pour des gens qui prétendent le combattre, non ?

Ce n'est pas un hasard s'ils se retrouvent en si mauvaise compagnie ou sous influence de l'idéologie anglo-saxonne totalitaire de Davos, la pire réaction, idéologie libérale libertaire d'extrême droite qui a envahi les esprits de ce qu'on appelait à tort hier la gauche et l'extrême gauche, s'ils sont par ailleurs adeptes du wokisme et de la cancel culture, s'ils participent à toutes les campagnes de mystification et instrumentalisation initiées par les sommets de l'oligarchie financière, s'ils favorisent le communautarisme... Bref, s'ils sont systématiquement de tous les mauvais coups portés contre les masses, en leur nom s'il vous plaît. Sont-ils d'incurables imbéciles, des charlatans ou des agents conscients à la solde de nos ennemis infiltrés dans le mouvement ouvrier, à vous d'en juger.

Nous devons défendre inconditionnellement le principe de la présomption d'innocence, bien qu'il présente des imperfections. Pourquoi ? Parce que finalement il est le garant du peu de liberté dont on dispose dans la société capitaliste, et il constitue l'un des derniers obstacles ou remparts à l'établissement d'un régime autoritaire ou totalitaire, fasciste.

Assez ! Les imposeurs doivent être démasqués.

On en est arrivé en France (partout en occident), où l'atmosphère est devenue irrespirable, pestilentielle à cause de ces justiciers ou inquisiteurs adeptes de la chasse aux sorcières qui nous renvoie au Moyen-Age, quand régnait le principe de la loi du plus fort ou l'abus de pouvoir était élevé au rang de principe de gouvernance. Car désormais dans la vie quotidienne n'importe qui se permet d'accuser n'importe qui d'avoir commis n'importe quoi sans en produire la moindre preuve et sans être inquiété par la justice aux ordres pour avoir porté de fausses accusations, pire, puisqu'elle se fait un malin plaisir de donner suite à ces plaintes, sachant qu'elle seront instrumentalisées par les médias mainstream et les médias ou réseaux dits sociaux, et qu'il se trouvera suffisamment d'écervelés ou de cerveaux conditionnés dans la société, ainsi que des acteurs politiques institutionnels pour prendre le relais et soutenir cette entreprise de nature liberticide.

Qu'ils soient partis de l'affaire Depardieu montée en épingle importe peu, ce personnage ne nous intéresse pas en soi. On se demandera pourquoi ils s'en sont pris à Macron après qu'il a défendu la présomption d'innocence,

Les auteurs de cet article revendiquent le droit de réclamer des sanctions contre l'acteur, tout en prétendant dans un premier temps défendre le principe de la présomption d'innocence... pour ensuite le violer allègrement. En voici la preuve si vous n'avez pas le temps de lire leur article, quelques extraits :

<https://www.frustrationmagazine.fr/presomption-innocence/>

- Pour respecter la présomption d'innocence, faudrait-il ne pas évoquer ces affaires et ne réclamer aucune sanction, qu'elles soient d'ordre symboliques, professionnelles ou matérielles contre les accusés tant que la justice n'a pas « *fait son travail* » comme le disent les éditocrates bourgeois ?

En aucun cas.

- ...rien ne m'interdit de dire que je crois ces femmes, que leur parole doit être entendue et qu'en attendant que la justice fasse son travail (ce qui peut prendre des plombes), je souhaite

qu'il n'apparaisse plus sur nos écrans et que la honte qu'il se tape déjà depuis des décennies aux Etats-Unis s'étende à l'ensemble du globe.

- ...nous ne pouvons pas suspendre notre jugement à celui de la police et de la justice dont les chiffres – et les exemples autour de nous – montrent qu'il est encore trop limité, voire favorable aux agresseurs. Nous devons travailler collectivement à le changer mais, en attendant, soutenir les victimes et faire tomber les puissants présumés coupables de leur piédestal.

J-C – La police, la justice, c'est moi ! Pour qui se prennent-ils ?

Ces justiciers se destinent bien à agir en place et lieu " *de la police et de la justice*", à ce compte-là on en arrive rapidement à justifier le fait de se faire justice soi-même, c'est la loi de la jungle leur modèle de société, celle revendiquée par Netanyahu par exemple.

Qui est victime, qui est victime d'injustice à cette heure ?

Et puis de quelles victimes parlent-ils, de ces femmes ou de Depardieu qui n'ose plus sortir de chez lui par crainte d'être lynché en public par ces miliciens de l'ordre nouveau, tandis que ces femmes ne sont pas inquiétées ou sont libres de leur mouvement ? Désolé, lui il peut prouver qu'il est victime d'entrave à sa liberté de mouvement, après avoir été déclaré coupable sans preuve, sans défense ni jugement, pas ces femmes jusqu'à preuve du contraire.

Qui est aux commandes du mouvement féministe ? Quelle est son orientation politique ?

J-C - Le collectif dont il va être question ci-dessous est un acteur politique important dans la mesure où il regroupe plus de 70 organisations. Il est plébiscité par la majorité des organisations féministes, il bénéficie du soutien de la gauche pourrie (libérale libertaire) et d'une grande partie de l'extrême gauche dégénérée qui participent à ses opérations, ainsi que l'ensemble des institutions de la Ve République, de l'UE et de l'ONU, autrement dit on est en présence d'une entreprise qui relève de la collaboration de classes, qui instrumentalise les injustices dont les femmes sont victimes, dans le but de les organiser afin de pouvoir dévoyer leur lutte de classe ou lui fixer une orientation politique conforme aux intérêts de la réaction dont l'existence de cette officine dépend.

Rappelons qu'à travers Depardieu, ce n'est pas la dignité des femmes qu'elles défendent, mais la liberté d'expression qu'elles attaquent.

Il faut bien comprendre que dans toute société soumise à l'exploitation capitaliste, il existe des rapports de classes entre dominants et dominés qui vont se traduire par des injustices sociales, dont seront victimes à des degrés divers les différentes catégories de personnes qui la composent, particulièrement les plus faibles ou défavorisées. Ces injustices sociales donneront lieu à des idées et des comportements qui ne seront pas orientés contre les institutions ou le régime en place, parce que les masses n'ont pas conscience des conditions qui sont à l'origine de ces idées ou de ces comportements.

Des acteurs triés sur le volet propulsés sur le devant de la scène politique par la réaction et ses médias profiteront de cette lacune pour les dresser contre des boucs émissaires qu'ils auront désignés à cet effet, ce qui aboutira à un affrontement général entre tous les acteurs sociaux de la société, entre toutes les générations. Puis, ils profiteront du chaos ou de la confusion générale qu'ils auront délibérément engendrée, pour mieux instrumentaliser les illusions des masses ou leur immaturité politique, et sachant qu'elles vouent un culte au pouvoir ou aux puissants, ils subordonneront leur combat au régime à l'origine de ces injustices sociales en demandant à ses représentants d'y mettre un terme. Autrement dit, ils les dirigeront dans une impasse politique, puisque ces représentants du régime n'auront ni l'intention ni les moyens de prendre en compte leurs revendications.

Pire, Macron et son gouvernement fort de cette caution politique inespérée, en profitera pour appliquer la suite de son programme ultra réactionnaire. Les critiques des autorités aux relents radicales en apparence qui émaillent le discours de ces charlatans, ne sont destinées qu'à mettre en confiance les masses et la jeunesse pour mieux les embobiner ou les berner sur leurs véritables intentions ou objectifs politiques en tant qu'agents de la réaction.

Comment cela est-il possible ? Parce que ces éléments qui sont pour la plupart étrangers au mouvement ouvrier, bénéficient à la fois de son soutien et de celui de la réaction, ils partagent la même orientation politique. Ils n'organisent pas les masses, ils n'ont pas du tout l'intention de rompre avec Macron, les institutions ou le capitalisme, bien au contraire, ils en sont les alliés objectifs. Leur unique raison d'être, est de capter le mécontentement des éléments des masses les plus déterminés qui rejettent la politique de Macron, leur donner un os à ronger en les appelant à toutes sortes d'actions sans lendemain ou disloquées, afin qu'ils ne réalisent pas l'unité sur la base des enseignements de la lutte de classe du prolétariat du passé ou ne renouent pas avec la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, avec le socialisme.

Tous les mouvements, toutes les organisations, associations, ONG ont été créés en mettant en avant des revendications partielles concernant ou ciblant chacune une couche particulière des masses, sur la base d'un critère catégoriel, communautaire, qui ont été extraites du programme politique de la classe ouvrière, afin qu'elles ne soient plus reliées à ses objectifs politiques qui étaient par nature collectif ou rassemblaient l'ensemble des exploités et leurs intérêts de classe, de manière à faire disparaître le facteur qui était le garant de son indépendance de classe, sans lequel la classe ouvrière ne peut pas mener son combat politique contre le régime, il s'agit donc d'une opération politique liquidatrice tournée contre le mouvement ouvrier, pour interdire à la classe ouvrière de s'organiser sur son propre terrain de classe.

La présentation ou la nature des membres de ces organisations ne laisse aucun doute sur leur véritable intention réactionnaire. Ce n'est pas moi qui l'invente, lisez plus loin, ils l'ont écrit noir sur blanc.

J'appelle tous les lecteurs à fuir toutes ces organisations et à s'organiser dans le mouvement ouvrier en fonction de la sensibilité politique de chacun. J'ai été tenté malgré moi de construire un nouveau courant politique affilié au mouvement ouvrier. J'ai échoué parce que je bénéficie de conditions défavorables contre lesquelles je suis impuissant, dont acte. Alors rejoignez le parti de votre choix, il en existe qui valent mieux que d'autres, aucun n'est parfait, certes, vous ne l'êtes pas non plus à ce que je sache, n'est-ce pas ? Un peu de modestie fera du bien à tout le monde, et puis c'est en confrontant nos idées qu'on progresse, qu'on corrige nos erreurs, soyons optimiste, ne donnons pas des leçons aux autres que nous ne sommes pas

capables de mettre en pratique, s'il vous plaît. Une grande partie de nos ressentiments ne sont pas justifiés ou relèvent du procès d'intention, on doit l'admettre, notre inconscience nous joue souvent de mauvais tours, cela vaut pour tous les militants ou dirigeants.

Si les meilleures intentions du monde ne font pas un programme révolutionnaire, au moins elles sont respectables, respectons nos petits camarades qui luttent pour le socialisme avec lesquels nous avons des désaccords. Militons ensemble, personne n'est obligé de renier ses idées ou d'adopter de force celles des autres, faisons preuve de détermination et d'audace, de courage, affirmons notre droit à posséder ou à développer notre propre personnalité en respectant celle des autres, sans indépendance nous sommes perdus, si nous bradons nos principes aussi. Avant de porter un jugement, définitif, quelle horreur ! Prenons le temps de bien réfléchir avant de nous prononcer sur quoi que ce soit, nous ne regretterons pas plus tard.

Mes meilleurs vœux ou je vous souhaite le meilleur pour la suite, on va en avoir besoin, serrons les rangs et continuons le combat, on vaincra !

Affaire Depardieu : le collectif "*Grève féministe*" appelle à des rassemblements ce jeudi en France - francebleu.fr 11 janvier 2024

Le collectif "*Grève féministe*" qui regroupe des dizaines d'associations appelle à des mobilisations devant les préfetures et les tribunaux partout en France ce jeudi, après le soutien apporté par Emmanuel Macron à Gérard Depardieu. francebleu.fr 11 janvier 2024

Epilogue le jour même.

Les rassemblements initiés par des associations féministes dans une trentaine de villes, à Lille, Toulouse ou encore Marseille, ont réuni chacun quelques dizaines de personnes, davantage à Paris avec 300 à 400 personnes.

Trois membres des Femen ont brandi, seins nus, des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « *Brisons le silence et le vieux monde* » « *patriarcat tu es foutu, #metoo est dans la rue* ». Le HuffPost 12 janvier 2024

J-C – Un flop monumental, il faut dire que cette association qui bénéficie d'une tribune dans les médias revendique seulement 700 adhérents, ce qui est très peu, dans ces conditions on se demande comment elle a pu organiser des manifestations dans une trentaine de grandes villes, quand on sait à quel point il est difficile de constituer une organisation et de disposer de moyens pour financer la moindre action d'envergure, qui plus est nationale. J'ignore qui la finance ou quelles sont ses généreux donateurs, ce qui suit pourrait nous renseigner sur leurs origines.

Lu dans leur document.

L'association est membre du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes et y est représentée par Céline Piques, co-présidente de la Commission Violences. **(Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes est une instance consultative indépendante française, créée le 3 janvier 2013 et placée auprès du Premier ministre. Source : Wikipédia. – J-C)**

L'association est membre du Centre Hubertine Auclert. Le Centre Hubertine Auclert est le centre francilien pour l'égalité femmes-hommes. **(Créé à l'initiative du Conseil régional d'Île-de-France. Source : iledefrance.fr – J-C)**

Osez Le Féminisme ! fait partie de réseaux européens : la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes, le European Network of Migrant Women et le collectif Brussels Call. Ces collectifs nous permettent d'inscrire notre travail de plaidoyer à l'échelle internationale et de nous adresser aux institutions européennes dont les recommandations conditionnent pour beaucoup la politique des différents Etats membres et a des répercussions directes sur les droits des filles et des femmes sur le terrain. **(La totalité de ces officines sont liées, pilotées ou émanent de l'Union européenne, du Parlement européen. – J-C)**

L'association est membre de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) et Alyssa Ahrabare, co-présidente d'Osez le Féminisme, en est la vice-présidente. La CLEF est une ONG de plaidoyer qui anime un réseau de près de soixante-dix associations pour l'égalité et les droits des femmes en France, en Europe et à l'international. **(La collusion entre cette association et ce lobby européen également lié à l'ONU est ainsi ouvertement revendiquée, voir leur fiche dans Wikipédia. – J-C)**

Le LEF a été créé en 1990 à l'initiative de fonctionnaires de l'Union européenne, dans un contexte d'institutionnalisation du féminisme. S'inspirant du réseau européen de femmes né en 1983 (ENOW), il a pour objectif d'informer les associations féminines et d'influencer les institutions européennes en faveur des femmes. **(Cornaquée par des « fonctionnaires de l'Union européenne », on n'invente rien. – J-C)**

Osez le Féminisme ! est membre de l'European Network Of Migrant Women (le réseau européen des femmes migrantes). **(A l'instrumentalisation de la condition des femmes vient s'ajouter celle des migrants, plus loin, des questions environnementales, de manière à couvrir un vaste champ des conséquences de la survie du capitalisme auxquelles des millions de travailleurs et jeunes sont sensibles.)**

C'est une plate-forme féministe, laïque et non partisane, dirigée par des femmes migrantes qui défend les droits, les libertés et la dignité des femmes et des filles migrantes, réfugiées et appartenant à des minorités ethniques en Europe. **(En réalité, c'est une émanation du Conseil de l'Europe, vous pourrez le vérifier ici :**

<https://www.coe.int/en/web/genderequality/drafting-committee-on-migrant-women>

ou là

<https://www.migrantwomennetwork.org/> - J-C)

LEF, le Lobby européen des femmes

Osez le Féminisme a également participé grâce à Alyssa Ahrabare au CSW (Consultation of the Status of Women), évènement international organisé par l'ONU regroupant quasiment toutes les délégations du monde. Osez le Féminisme faisait partie de la délégation du Lobby Européen des femmes pour CSW. **(Là c'est écrit en toutes lettres ! – J-C)**

L'association participe à des convocations régulières à des auditions à l'Assemblée Nationale et au Sénat dans le cadre de préparation de proposition de lois ou de missions d'information. **(Cela se passe de commentaires. – J-C)**

BILAN DE L'ANNÉE : CHIFFRES CLÉS

700 adhérents
13 antennes en France
550 passages presse
150 passages TV/Radio
Plus de 100 évènements organisés en France

(Leur fonction : Ils noyautent et pourrissent tous les mouvements sociaux. – J-C)

Lancement du groupe de travail thématique : "*Féminisme, écologie, climat*"

Objectif : Féminiser les luttes écologiques

(Il faut ajouter à leur tableau de chasse, outre le wokisme, la cancel culture. J'ai supprimé de ce texte l'écriture inclusive. – J-C)

Victoire : Les hôpitaux contraints de décrocher leurs fresques pornographiques suite à nos actions !

Dans les internats d'une trentaine d'hôpitaux français figurent des fresques pornographiques déshumanisantes. Sur ces fresques, des femmes sont représentées recouvertes de spermes ou subissant des viols collectifs.

En 2021, grâce au recours d'Osez le féminisme accompagné par Sud Santé Social, le tribunal administratif de Toulouse a ordonné au CHU de Purpan de décrocher ces fresques. Le juge les a considérés comme portant une atteinte grave à la dignité humaine. **(Les syndicats soi-disant les plus radicaux participent à leurs opérations. – J-C)**

Une instruction ministérielle le 17 janvier 2023 demande aux hôpitaux d'organiser le retrait de l'ensemble des fresques à caractère pornographique et sexiste. En cas de désaccord avec les associations d'interne, l'ARS (Agence régionale de santé) pourra intervenir. Cependant le calendrier de décrochage se fera en concertation avec les représentants des internes. Ainsi, toutes les fresques ne sont pas encore décrochées, la lutte continue !

Journal N°60 : Cinq ans après #MeToo, notre bilan

Lancé aux Etats-Unis et arrivé en France à l'automne 2017, #MeToo a bien secoué les réseaux sociaux. Et c'est tout ? Cinq ans après, voyons ce que ce mouvement féministe mondial a changé au niveau de la justice, dans le traitement médiatique des affaires de violences sexistes et sexuelles et plus globalement dans la société à travers nos définitions des mots choix, désir et consentement. **(Elles félicitent les législateurs d'avoir adopté des lois toujours plus liberticides et répressives. – J-C)**

<https://osezlefeminisme.fr/wp-content/uploads/2023/07/Rapport-dactivite%CC%81-2022-2023.pdf>

Dernier développement.

Depardieu aurait agressé des milliers de femmes ! Et vous, avouez !

L'actrice Anouk Grinberg a vivement critiqué les propos du président de la République sur le plateau de l'émission C à vous diffusée sur France 5, mercredi 10 janvier, rapporte le Huffington Post. « *Que ce président, que ce jeune homme, se permette de balayer d'un revers de main des centaines et des centaines voire des milliers de femmes que Depardieu a agressées, c'est honteux, c'est honteux !* », a déclaré, en colère, l'actrice.

L'actrice a également invité le président à « *fermer sa gueule* ». « *Il devrait fermer sa gueule quand un monde nouveau se prépare ! Il devrait accompagner ce mouvement-là* », a-t-elle conclu. LePoint.fr 12 janvier 2024

J-C – J'ai affirmé à plusieurs reprises pour en avoir fait l'expérience à plusieurs reprises, que les femmes étaient championnes du harcèlement psychologique, qu'elles avaient le don de provoquer ou persécuter les hommes en s'adonnant à des cruautés silencieuses et hypocrites destinées à les pousser à bout, et à déclencher chez eux des réactions violentes qui seront ensuite condamnées, tandis qu'elles apparaîtront comme de malheureuses victimes innocentes de sauvages.

Si vous voulez vous faire des amis et les conserver, soyez superficiel et hypocrite de préférence.

«Je n'ai plus d'amis. Suis-je trop intransigente? Pas assez intéressante?» - slate.fr 11 janvier 2024

Laura - Je n'ai plus d'amis. Aucun. Triste constat à l'aube de mes 35 ans. Tout le monde a des amis. Pourquoi je n'y arrive plus? Est-ce que je n'ai rien à apporter à qui que ce soit?

Psychanalyste - Il n'est pas rare que des amitiés se finissent, pour diverses raisons: des fusions qui deviennent trop envahissantes, qui ne remplissent plus la fonction illusoire d'être comblé par l'autre, des conflits sur des sujets trop clivants pour qu'il soit possible de les mettre de côté, des trahisons ou encore moult facteurs de discordes. slate.fr 11 janvier 2024

J-C - Je connais plusieurs personnes en France dans ce cas-là. J'y ai toujours été plus ou moins confronté depuis la fin de mon adolescence, il y a près de 50 ans. J'ai constaté dès cette époque, que si je ne faisais rien pour conserver des relations avec des gens qui m'étaient chers ou qui se disaient mes copains ou mes amis, ils n'auraient rien fait pour entretenir notre liaison, et chaque fois elle cessa le jour où j'arrêtai de leur écrire ou de leur téléphoner. Cette tendance s'est aggravée depuis la dictature sanitaire qui a littéralement fait exploser tous les rapports sociaux, y compris au sein de chaque famille.

Ma dernière expérience en date remonte à six mois en arrière, lorsque j'ai recontacté par mail un vieux copain (Un ex-collègue de travail dans le milieu des années 80). Je l'ai appelé en vidéo avec WhatsApp, on eut deux longues conversations de plus d'une heure, il était enchanté de me revoir après une coupure de plus de 20 ans, à l'entendre c'était merveilleux, il faut préciser toutefois que précédemment il n'avait jamais répondu à mes courriers (Carte postale de Bonne année). On partagea un bon moment ensemble, une bonne tranche de rigolade, puis, plus rien pendant 4 mois, pas même un petit mot en fin d'année, je m'en abstenais également du coup, à contrecœur, non pas par mesure de rétention, mais parce que j'en ai marre de ces relations à sens unique.

Comment ne pas penser à mes lecteurs, à tous les travailleurs ou militants que j'ai croisés depuis décembre 2004, date du début de ce blog, et dont je n'ai jamais plus eu de nouvelles du jour au lendemain, sans doute parce qu'ils n'ont pas supporté mes positions sur "*des sujets trop clivants*". Ils ne manquèrent pas en 20 ans ou ils ne les partageaient pas, oubliant du coup qu'on était censé partager le même idéal humaniste, militer pour la même cause collective et non individuelle, le rang auquel ils ont finalement ravalé leur propre engagement politique, sans prendre conscience que nous devions privilégier ce qui nous rassemblait, plutôt que favoriser ce qui nous divisait, dommage.

Ils ont ignoré que la polémique et les désaccords faisait partie de la vie ou qu'ils étaient inévitables du fait qu'on était tous différents ou que nous avons été soumis à des conditions particulières tout au long de notre vie que nous n'avions pas choisies, et qu'il était préférable de les assumer au lieu de les rejeter. De plus, c'était oublié que c'est à partir de la confrontation des idées qu'on peut vérifier la cohérence de nos arguments respectifs et si nécessaire les rectifier. On avait tout à gagner à se livrer à cet exercice critique, pour peu qu'on soit animé de bonnes intentions, encore fallait-il avoir à l'esprit que nos idées ne nous appartiennent pas ou qu'elles peuvent évoluer, qu'on peut en changer, c'est ce qui distingue une démarche scientifique, libre ou indépendante, d'un comportement dogmatique ou ascientifique.

Les gens en général sont prompts à porter des jugements injustes ou à l'emporte-pièce sur les autres, sans penser un instant que si tout le monde les imitait, on finirait par vivre dans une société où règnerait la loi de la jungle ou du plus fort, qui nous broierait tous. Car, isolé ou atomisé, et qui plus est sans conscience de classe, on est faible et vulnérable, et quoi qu'on pense, quelles que soient les illusions qu'on peut avoir sur soi-même, on ne pourra pas résister au courant politique dominant, on n'échappera au sort cruel que la réaction nous a réservé. Nous serons emportés dans le sillage du capitalisme pourrissant et du vieux monde dégénéré, décadent, nous aurons beau nous recroqueviller sur nous-même pour tenter de nous sauver, nous nous décomposerons, nous perdrons tous nos repères et principes, toutes nos valeurs et connaissances se volatiliseront, la fin de notre existence sera un véritable cauchemar.

Tout de même, ce n'est pas parce que notre inconscience domine nos pensées et nos actes, que nous mériterions un tel destin, nous ne le souhaitons à personne, hormis aux ordures qui détiennent tous les pouvoirs, à ces parias que tous les peuples sont en droit de haïr si cela les soulage, à leur régime économique surtout, car c'est lui qu'il faut balayer de la surface de la Terre pour que règne enfin la fraternité universelle entre les hommes.

Personnellement, j'ai toujours été animé par ces intentions humanistes, bien que j'ai été victime de bien des injustices sans en vouloir à quiconque, puisque j'en connaissais les

origines sociales ou psychologiques. Je suis en mesure de prendre les choses au second ou au troisième degré quand c'est nécessaire, ce qui ne doit pas nous empêcher de prendre au sérieux les questions sociales qu'on ne peut pas traiter par-dessus la jambe ou qui nécessitent de notre part une attention particulière, une prise de conscience intransigeante, une prise de position tranchée dès lors que des vies sont en jeu ou que de graves conséquences peuvent en découler.

De quoi sont faites les masses ?

Ma jeune voisine Kajelvéli (29 ans, mariée et 2 enfants) a commencé à travailler hier dans une usine d'embouteillage à 7 ou 8 km de chez elle.

Elle travaille à la chaîne debout 8 heures par jours, 6 jours/7, et son salaire de débutante est de 250 roupies par jour, soit moins de 3 euros (1 euro = entre 85 et 90 roupies), moins de 75 euros par mois. A 5 km de chez nous, dans le petit supermarché où je vais faire mes courses la dizaine de jeunes femmes qui y travaillent perçoivent 10 euros de plus par mois, mais elles travaillent 12 heures par jour. C'est ce que j'appelle l'esclavage moderne. Par ailleurs, il y a de plus en plus d'Indiens millionnaires ou milliardaires en dollar, normal.

Il y a deux mois environ j'ai eu une discussion avec Kajelvéli. Elle sait lire et écrire le tamoul, compter, ses connaissances s'arrêtent là agrémentées de quelques mots d'anglais.

Ma compagne étant absente depuis deux semaines, je lui avais demandé de balayer les feuilles du jardin en échange d'une rémunération. Cela donna lieu à une âpre discussion parce qu'elle partit à délirer. Je lui proposai 250 roupies pour seulement 4 heures de travail, elle me réclama le double, je refusai sachant qu'elle s'arrangerait pour avoir fini le travail en deux heures et partir, elle m'avait déjà fait le coup deux fois !

Elle accepta ma proposition en manifestant cependant un mouvement de mauvais humeur, et comme je l'observais attentivement depuis le début, car j'étais particulièrement intéressé à mieux comprendre comment elle fonctionnait mentalement, du coup j'en profitais pour avoir une discussion plus approfondie avec elle. Mais pour qu'une telle discussion soit fructueuse ou m'apporte quelque chose, il fallait qu'elle soit franche. Or Kajé n'était pas du tout préparée à se livrer à un tel exercice avec lequel de mon côté j'étais à l'aise, vous me connaissez, vous savez que je n'ai rien à cacher à personne, même si je ne dis pas tout ce que je pense à n'importe qui.

Au cours de cette discussion, comme c'était prévisible, sans difficulté je la déstabilisai sans vouloir la juger ou l'enfoncer, car la pauvre femme avait eu dans le passé récent bien des comportements conflictuels avec d'autres personnes qui n'avaient pas été à son avantage, qui avaient toujours mal tourné pour elle, au point que ses congénères la considèrent comme une mauvaise femme, ce qui de leur point de vue pouvait se justifier, mais pas du mien puisque je ne la jugerai pas ou tel n'était pas mon intention.

A un moment donné je lui ai demandé si elle avait pris conscience de s'être mis elle-même dans l'embarras en ayant eu des attitudes inappropriées avec certaines personnes, gênée elle me répondit qu'elle le savait. Alors j'insistai, et je lui demandai pourquoi elle ne tirait aucune

leçon de ces expériences malheureuses et elle les reproduisait sans cesse, y compris avec moi en me racontant des histoires ou en essayant de profiter de moi, ce qui était stupide, et là quelle ne fut pas ma surprise, lorsqu'elle m'avoua qu'elle ne comprenait rien à rien de la vie, qu'on ne lui avait rien appris, qu'elle ne savait pas comment élever ses enfants, tenir sa maison, se comporter avec son époux, avec un patron, avec les gens en général, etc. elle ne savait pas ou elle n'avait aucune conscience que ses actes pourraient porter à conséquences et nuire à ses intérêts ou à ceux d'autrui, bref elle n'était pas du tout préparée à jouer le rôle pour lequel la société l'avait destinée et c'était dramatique ou elle en était fort triste, elle m'expliqua qu'elle détestait sa vie, son époux, elle avait fait un mariage forcée, sa famille, ses proches, la Terre entière la pauvre femme.

Je m'attendais à cette sortie, toujours est-il qu'elle me bouleversa, parce qu'elle était en pleurs en me racontant son existence. Elle me fit penser à la mienne qui ne fut pas non plus une partie de plaisir ou qui me fut imposée également, bien que je m'en sois mieux sorti ou j'eus plus de chance qu'elle. Tout ce qu'elle me raconta, je le connaissais déjà ou je l'avais déjà vécu en grande partie autrefois, aussi je lui fis profiter des riches enseignements que j'avais tirés de mes propres expériences de la vie, en lui prodiguant quelques conseils pratiques simples à mettre en œuvre, je ne vais pas entrer dans les détails ici.

Elle apprécia que je la fis parler et que je l'ai écouté comme jamais personne avant moi, ce qui lui procura un soulagement immédiat. Depuis ce jour-là, il s'est établi entre nous une sorte de complicité ou de connivence, c'est ce que je ressens chaque fois que nos regards se croisent ou qu'on échange quelques mots qui ne sont pas forcément agréables. Parce qu'il faut savoir que les problèmes de voisinages avec les Indiens sont récurrents, pour un rien ils s'insultent copieusement, mais comme Kajé sait maintenant que je ne suis jamais animé de mauvaises intentions et que je ne me mêle jamais d'affaires qui ne me concernent pas, quand mon regard se détache d'elle j'éprouve de la tendresse, et je crois que c'est réciproque, car le sien qui peut être très dur, semble soudain se radoucir, comme si elle ne voulait pas qu'on se quitte fâchés, ce qui serait idiot.

A première vue, cette jeune femme n'est pas de la même génération que ma compagne Selvi qui a 24 ans de plus qu'elle, ayant été scolarisée durant une courte période contrairement à Selvi qui était illettrée, étant née au moment où l'Inde s'engageait dans une nouvelle et longue période de développement économique qui allait profondément transformer tous les rapports dans la société, on aurait pu croire que cette nouvelle génération serait plus évoluée que les précédentes, mais c'était sans compter sur l'inertie de l'histoire qui allait s'appliquer à de nombreux rapports sociaux. Pour en avoir une petite idée, si le système des castes allait être pratiquement aboli, en revanche celui des classes devait se renforcer avec la même violence, ce qui explique pourquoi les us et coutumes archaïques ou les traditions rétrogrades hérités du passé ou de la société féodale ne disparurent pas, dont ceux de la dote et du mariage arrangé par les parents notamment, le pouvoir absolu des parents sur leurs enfants jusqu'à leur mariage quasi obligatoire, ainsi qu'une multitude d'évènements familiaux continuent de rythmer la vie de familles des Indiens auxquels personne n'aurait l'idée saugrenue de se soustraire tant c'est inimaginable.

D'une certaine manière, l'ensemble de ces contraintes culturelles ou sociales qui pèsent sur les nouvelles générations, vont les maintenir à un nouveau de conscience quasiment aussi rudimentaire que celui des générations précédentes profondément arriérées. D'autant plus que le développement économique entamé en 1991 se réaliserait à marche forcée sans que les

masses n'y soient préparées ou y participent directement par la lutte de classe comme ce fut le cas autrefois en occident lors du développement du capitalisme. Il leur a été imposé pour ainsi dire de l'extérieur, au prix de la suppression des libertés dont elles disposaient et de la destruction de leur mode de vie séculaire, en leur procurant en échange une sécurité matérielle dont elles sont devenues principalement les victimes, car concourant à resserrer davantage les chaînes de l'esclavage qui les entravaient au lieu de s'en émanciper ou de s'en libérer, le capitalisme à l'époque de l'impérialisme et du néolibéralisme incarnant la fin du cycle du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dans ce qu'il a de plus tyrannique et cruel.

Concrètement ou en résumé pour faire bref, cela se traduit de la sorte au quotidien : La plupart des Indiens bénéficient entre guillemets du développement économique des dernières décennies à leur insu, étant tenus dorénavant de satisfaire impérativement un tas de besoins qui n'existaient pas hier encore s'ils ne veulent pas être exclus de la société ou pour tout bonnement survivre, et si leur niveau de conscience n'a pas pu progresser, c'est principalement parce que le carcan de traditions archaïques et de la religion, de l'obscurantisme, a été maintenu à cet effet.

Il m'est arrivé en 30 ans de croiser des Indiens de toute condition sociale, pas seulement quand je fus enseignant durant plusieurs années, j'ai toujours vécu parmi eux, et je ne parle pas des deux familles indiennes auxquelles je suis lié, et bien plus d'une fois je me suis fait la réflexion qu'ils étaient tous aussi arriérés, et quand bien même ils n'y seraient pas obligés dans leur intimité par exemple, ils se comportaient tous de la même manière, comme s'ils ne pouvaient survivre qu'à condition de reproduire indéfiniment fidèlement le mode de pensée de leurs ancêtres, qui les tirent en arrière au lieu que le progrès économique et social les aide à d'aller de l'avant, je parle en général ; par exemple, je ne connais pas un seul Indien célibataire, à croire que cela n'existe pas dans ce pays, tous les rapports sociaux sont régis par des codes d'une rigidité telle, qu'ils interdisent à chacun de développer sa propre personnalité, d'avoir des aspirations individuelles, dans ces conditions il est impossible de se sentir libre ou d'être un tant soit peu heureux.

Cela dit, les masses indiennes sont comme n'importe quel exploité ou opprimé dans le monde, elles perçoivent forcément (confusément) que les conditions sociales qui leur sont imposées entrent violemment en contradiction avec leur propres aspirations légitimes à la liberté et au bien-être social, mais comme ils n'ont pas conscience de l'origine de cette contradiction, elles n'ont pas développé une conscience de classe, elles ne peuvent pas trouver le moyen de la résoudre à leur avantage, elles en sont au même point que n'importe quel travailleur dans le monde, et elles subiront leur triste sort au lieu de faire leur propre histoire aussi longtemps qu'elles ne seront pas parvenues à prendre en mains leur destin.

Pour revenir sur Kajelvi, j'ai conservé à l'esprit ce qu'elle m'a dit, lorsqu'elle me déclara qu'elle ne comprenait rien à rien, elle était perdue, parce qu'on ne lui avait pas fourni le mode d'emploi pour se diriger dans cette société en perpétuelle évolution, j'en ai tiré la conclusion qu'ils devaient être un milliard et quelques centaines de millions dans son cas en Inde, et que cette situation devait être identique ou semblable dans un grand nombre de pays en Asie et en Afrique, où est concentrée la majorité de la population mondiale. Par conséquent, quand on évoque l'actualité sociale ou politique dans tous ces pays ou quand on doit interpréter un événement, il est impératif d'avoir à l'esprit ce facteur pour ne pas prendre le risque de raconter n'importe quoi.

« Rétablir la confiance », il semblerait que le « Great Reset » ne se déroule pas comme ils l'avaient prévu.

Quand se déroule le forum de Davos en 2024 ?

Date de la 54^e édition du FEM

La réunion annuelle du Forum économique mondial se déroulera du lundi 15 au vendredi 19 janvier 2024, à Davos, dans les Alpes suisses.

Thème du Forum de Davos 2024

Le thème de cette 54^e édition est "*Rebuilding trust*", soit "*Rétablir la confiance*" en français.

Sur le site officiel du World Economic Forum, on peut lire :

"Cette réunion a pour but de rétablir une capacité d'action collective et de renforcer les principes fondamentaux de transparence, de cohérence et de responsabilité qui incombent aux dirigeants. Le programme incarne un esprit de "retour aux bases" basé sur un dialogue ouvert et constructif entre les dirigeants gouvernementaux, les représentants du monde des affaires et de la société civile. L'objectif est de créer des passerelles au sein d'un environnement de plus en plus complexe et de préparer l'avenir grâce aux dernières avancées scientifiques, industrielles et sociétales."

<https://www.capital.fr/economie-politique/forum-de-davos-2024-date-theme-et-enjeux-du-forum-economique-mondial-fem-1490094>

Qu'est-ce cachait derrière le "Great Reset" ?

Pourquoi tous les Etats y ont-ils adhéré ?

Et si finalement les provocations de l'OTAN envers la Russie et des Etats-Unis à l'égard de la Chine faisaient partie d'une mise en scène, d'une stratégie globale destinées à justifier le déplacement autour des BRICS du pouvoir politique international qui avait été structuré autour des puissances occidentales pour organiser l'économie mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de manière à ce que tous les Etats s'y adaptent en douceur sans que les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux en faillite apparaissent comme les grands perdants de ce grand marchandage réalisé au détriment des intérêts de tous les peuples.

C'est juste une hypothèse à confirmer ou infirmer... A suivre.

Coopération sino-russe : Sergueï Lavrov et Wang Yi saluent le bilan 2023 - RT 10 janvier 2024

Les ministres russe et chinois des Affaires étrangères se sont entretenus ce 10 janvier par téléphone. Le communiqué russe relève qu'ils ont *«exprimé leur satisfaction quant au rythme élevé de développement du dialogue politique bilatéral et de la coopération»* entre leurs pays respectifs.

Les deux ministres ont déclaré que la coopération commerciale bilatérale *«dépassait avec confiance le niveau de 200 milliards de dollars»*.

Sur le volet international, la crise ukrainienne, le conflit au Proche-Orient ou encore la situation autour de la péninsule coréenne et en Asie-Pacifique ont été abordés.

Le rejet général de la politique de confrontation du bloc occidental à l'égard de la Russie et de la Chine, des tentatives de freiner leur développement par des sanctions, des provocations délibérées et d'autres méthodes illégitimes a été souligné», souligne le document.

Les deux diplomates ont également mis en avant *«le caractère purement constructif de l'interaction entre Moscou et Pékin au sein de l'ONU, de l'OCS, des BRICS et d'autres formats multilatéraux, non dirigés contre des pays tiers»*, stipule le communiqué russe. Ce dernier conclut sur l'examen, par Lavrov et Yi, du *«calendrier des contacts à venir au plus haut niveau, ainsi que sur «un échange de vues» concernant «les moyens d'établir des contacts entre la RPC et la CEI»*.

«Grâce à une coopération stratégique de haute qualité, les deux parties ont non seulement géré les affaires de leurs pays respectifs, mais ont également joué un rôle de premier plan sur la scène internationale et maintenu la stabilité stratégique mondiale» se félicite pour sa part le communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères. Celui-ci souligne, concernant Lavrov, que *«la position de la Russie en faveur du principe d'une seule Chine est inébranlable»*.

Le chef de la diplomatie chinoise a déclaré que son pays soutenait *«pleinement la Russie»* dans sa présidence des BRICS en 2024, année qui marquera le 75e anniversaire des relations sino-russe. La Chine demeure également *«prête à travailler avec la Russie pour renforcer l'influence internationale des BRICS et pousser la coopération des BRICS à un nouveau niveau»*.

Depuis la hausse des tensions avec les chancelleries européennes, sur fond de crise en Ukraine, la Russie a entrepris un rapprochement avec son voisin chinois. La succession des trains de sanctions occidentales contre Moscou à la suite de son intervention en Ukraine en février 2022 a accéléré la dynamique.

Le 31 décembre, lors de ses vœux, le président chinois a déclaré que les relations russo-chinoises avaient au cours de l'année 2023 *«maintenu un développement sain et stable et ont progressé de façon constante dans la bonne direction»*. *«Sous notre direction conjointe, la confiance politique mutuelle entre les deux parties s'est approfondie, notre coordination stratégique s'est resserrée, et la coopération mutuellement bénéfique a continué à produire de nouveaux résultats»*, a ajouté le dirigeant chinois.

Autres éléments de réflexion.

- Lors d'une visite à Pékin plus tôt en décembre du Premier ministre russe, Mikhaïl Michoustine, Xi Jinping avait déclaré que le maintien de relations étroites avec Moscou était un «*choix stratégique*».

Les deux alliés ont renforcé leurs liens alors que les pays occidentaux tournaient le dos à Moscou après l'invasion de l'Ukraine. RT 31 décembre 2023

- «*Maintenir et développer les relations entre la Chine et la Russie est un choix stratégique fait par les deux parties, basé sur les intérêts fondamentaux de nos deux peuples*», a déclaré Xi Jinping, selon des propos rapportés ce 20 décembre par CCTV.

Les deux pays devraient «*constamment amplifier les effets positifs de leurs liens politiques de haut niveau*» et «*approfondir leur coopération dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'énergie, de la connectivité et d'autres secteurs*», a ajouté Xi, toujours selon CCTV. RT 20 décembre 2023

Gazprom a livré par jour 40,7 millions de m³ de gaz à l'Europe en 2023 via l'Ukraine – RT 3 janvier 2024

Les autorités américaines ont offert un coup de pouce à la monnaie russe – RT 6 janvier 2024

Ils ne sont pas les seuls dont les algorithmes ne fonctionnent pas.

Derrière les erreurs de prévisions de Météo France, un algorithme nommé Alpha

[https://www.challenges.fr/entreprise/derriere-les-erreurs-de-previsions-de-meteo-france-un-algorithme-nomme-alpha_879360#xtor=CS3-89-\[Derri%C3%A8re%20les%20erreurs%20de%20pr%C3%A9visions%20de%20M%C3%A9t%C3%A9o%20France%2C%20un%20algorithme%20nomm%C3%A9%20Alpha\]](https://www.challenges.fr/entreprise/derriere-les-erreurs-de-previsions-de-meteo-france-un-algorithme-nomme-alpha_879360#xtor=CS3-89-[Derri%C3%A8re%20les%20erreurs%20de%20pr%C3%A9visions%20de%20M%C3%A9t%C3%A9o%20France%2C%20un%20algorithme%20nomm%C3%A9%20Alpha])

Un site fiable :

Ventusky - cartes de prévision météo

<https://www.ventusky.com/?p=16.8;83.7;4&l=temperature-2m>

Santé.

Rapport annuel de situation Covid planétaire du lundi 1er Janvier 2024 0h00 GMT

<https://reseauinternational.net/rapport-annuel-de-situation-covid-planetaire-du-lundi-1er-janvier-2024-0h00-gmt/>

Commentaire publié par Le Grand Soir

- Il aurait peut-être été judicieux de renvoyer les lecteurs à l'article qu'Einstein avait adressé à la revue américaine Monthly Review en mai 1949, dans lequel il porta un rapide jugement radical ou sans concession sur le capitalisme, tout en témoignant en faveur du socialisme dont dépendrait l'avenir de l'humanité.

J'ignore quel courant politique incarnait le Monthly Review, peu importe, ce qui à mon avis l'emporte sur toute autre considération, c'est qu'un esprit scientifique aussi brillant et accompli qu'Einstein ait adopté le socialisme scientifique, en mettant toutefois en garde contre les dérives bureaucratiques qui pourraient naître à l'occasion du passage au socialisme en guise d'avertissement :

Einstein - Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes socio-politiques extrêmement difficiles : comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepoids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?

A croire qu'Einstein avait assimilé les enseignements de Marx et Engels sur l'Etat ou l'expérience de la Commune de Paris, à moins qu'il ait lu L'Etat et la révolution de Lénine, ce qui revient au même, la théorie marxiste ayant été mise en pratique efficacement...

Cependant, je crois qu'il faudrait reformuler la question légitime qu'il posa.

Il faudrait voir quelles conditions sont à l'origine de la toute-puissance de la bureaucratie dans un pays donné, mais aussi au niveau international, sachant que le communisme ne pourra se réaliser qu'à l'échelle mondiale, par conséquent, pour commencer à s'imposer à cette échelle il faudrait impérativement que la direction du mouvement ouvrier international ou tout du moins celle parmi les pays les plus puissants ou économiquement développés ait renoué avec le socialisme scientifique, le socialisme révolutionnaire, sans quoi cette expérience risquerait de demeurer isolée et d'être vouée à l'échec...

Pourquoi le socialisme ? - Albert Einstein 1949

<https://www.marxists.org/francais/general/einstein/1949/00/einstein.htm>

En anglais :

<https://monthlyreview.org/2009/05/01/why-socialism/>

Où va se nicher la réaction. Opportunisme et démagogie ou l'agonie du vieux mouvement ouvrier dégénéré. Les pires amis des Palestiniens.

Voilà le genre de connerie qu'on peut lire dans les médias sociaux censés œuvrés pour notre cause.

Après ils peuvent faire figurer une mention en dessous de ces articles pourris indiquant que leurs contenus ne les engagent pas, je suis désolé, en les publiant ils en sont les complices, qu'ils assument leur responsabilité. Celui-ci a été publié dans Investig Action de Michel Collon.

- Le seul espoir d'éviter une dislocation des Nations Unies est de réformer en profondeur le fonctionnement du Conseil de sécurité afin que cette instance – ou une autre à inventer – puisse devenir un véritable garant de la paix mondiale. Sinon, sans la boussole du droit international, le monde basculera dans l'horreur de la guerre économique et militaire.

Pour l'heure, l'urgence est de sauver la vie des Palestiniens en forçant l'actuel gouvernement israélien à arrêter le génocide.

Nos pays en ont le pouvoir : rappel des ambassadeurs, sanctions économiques et mesures juridiques et politiques telles que celles qui ont été appliquées à la Russie.

En 2024, nous élirons nos parlementaires européens. L'enjeu est crucial : arrêter la montée de l'extrême-droite (dont on voit la capacité de nuisance en Israël), empêcher le désastre climatique et les ravages provoqués par les guerres au détriment des populations les plus vulnérables, rétablir des relations économiques permettant un réel développement social des populations, ce qui représente une solution infiniment plus sage au problème des migrations que de se barricader par la force au détriment du respect des droits humains.

Et puisque l'Afrique du Sud est intervenue dans la sombre actualité palestinienne, rappelons que la philosophie qui a inspiré Nelson Mandela et Desmond Tutu est celle de l'Ubuntu, concept en langue bantoue qui est souvent décliné comme ceci : « *Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous* ». En réalité, une belle définition du mot « *humanité* » ou « *comment améliorer le monde* ».

<https://investigaction.net/israel-lafrique-du-sud-brandit-larme-du-droit/>

J-C - C'est la gauche, le populisme de gauche devenue le porte-parole du Forum économique mondial de Davos, tout y est, quelle horreur !

Thierry Meyssan sur la mutation du conflit israélo-arabe - Réseau Voltaire 11 janvier 2024

<https://www.voltairenet.org/article220240.html>

La vidéo.

<https://www.youtube.com/watch?v=hvsNtcvNxvA>

J-C - J'ai relevé que les victimes des derniers attentats perpétrés par Israël et les Etats-Unis étaient des dirigeants de l'Axe de la résistance, et que ceux du Hamas affiliés à la Confrérie des frères musulmans avaient soigneusement été épargnés.

En outre, il exprime sa surprise et son admiration devant le refus de l'état-major français de participer à l'opération états-unienne Gardien de la Prospérité pour couvrir le massacre à Gaza. Je n'ai trouvé nulle part confirmation de cette info.

Une surinterprétation ?

Voici ce que j'ai trouvé en revanche :

- Seulement, figurant pourtant parmi les dix pays nommément cités par le Pentagone, la France et l'Italie ne placeront pas leurs moyens navals sous commandement américain.

Via un communiqué, le ministère des Armées a ainsi indiqué que la frégate multimissions [FREMM] Languedoc, actuellement déployée en mer Rouge, resterait sous « *commandement national* ».

<https://www.opex360.com/2023/12/23/securite-en-mer-rouge-la-france-et-litalie-ne-placeront-pas-leurs-fregates-sous-commandement-americain/>

Confirmation.

- Le 11 janvier, le vice-amiral Emmanuel Slaars, commandant des opérations françaises dans l'océan Indien, avait précisé que le dispositif militaire de la France en mer Rouge restait «*sous commandement français*», sans «*aucune subordination*» au partenaire américain. Il avait en revanche évoqué «*une répartition géographique intelligente des efforts*». RT 12 janvier 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé de la bande de Gaza a annoncé vendredi que le nouveau bilan de la guerre israélienne s'est alourdi à 23 708 morts et 60 000 blessés depuis le 7 octobre.

Dans un communiqué, le ministère a annoncé que les frappes israéliennes ont fait 151 morts et blessé 248 palestiniens au cours des dernières 24 heures. aa.com.tr 12.01.2024

- Le bureau des médias du Gouvernement de Gaza a annoncé lundi un nouveau bilan de 112 journalistes tués dans l'enclave palestinienne depuis le 7 octobre 2023, après que deux d'entre eux ont été tués dans un raid israélien. aa.com.tr 08.01.2024

- «Ainsi, même si nous croyons toujours – après le 7 octobre – à la normalisation, cela ne veut pas dire qu'elle se fera au détriment du peuple palestinien», a-t-il précisé. Toutefois, une telle normalisation irait de pair avec «un État palestinien», a rappelé au micro de la BBC le prince Khalid ben Bandar. «L'un ne va pas sans l'autre», a-t-il insisté.

Riyad déplore le côté «*extrême*» et «*absolutiste*» du gouvernement israélien

Néanmoins, le diplomate saoudien a pointé du doigt la responsabilité de la communauté internationale, déclarant souhaiter que le Royaume-Uni «*modère sa position*» davantage. Il y a «*un échec de l'humanité*», a-t-il déploré, estimant que «*l'angle mort à l'égard d'Israël*» constituait «*un angle mort pour la paix*». «*Si quelqu'un d'autre avait fait ce que les Israéliens font aujourd'hui, vous les auriez vus coupés de la communauté internationale, vous auriez vu des gens parler de sanctions*», a précisé l'ambassadeur. RT 11 janvier 2024

Que risque Israël, accusé de génocide par l'Afrique du Sud à la Cour internationale de justice ? - Le HuffPost 11 janvier 2024

Dans leur plainte, les avocats sud-africains estiment que l'offensive israélienne vise « la destruction des Palestiniens de la bande de Gaza ».

L'Afrique du Sud a accusé jeudi Israël de violer la Convention des Nations unies sur le génocide devant la Cour internationale de Justice (CIJ), affirmant que même l'attaque du Hamas du 7 octobre ne pouvait justifier de telles violations présumées à Gaza.

Pretoria a saisi en urgence la Cour qui siège à La Haye pour qu'elle enjoigne à Israël de "*suspendre immédiatement ses opérations militaires*" dans la bande de Gaza, une confrontation judiciaire historique qualifiée d'"*absurde*" et "*atroce*" par Israël.

"*Aucune attaque armée sur le territoire d'un Etat, aussi grave soit-elle (...) ne peut justifier une violation de la Convention*", a affirmé le ministre sud-africain de la Justice, Ronald Lamola, devant la Cour, plus haute juridiction de l'ONU.

"*La réponse d'Israël à l'attaque du 7 octobre a franchi cette ligne et a donné lieu à des violations de la Convention*", a-t-il soutenu devant la quinzaine de magistrats de la CIJ présents à l'audience, retransmise publiquement par lien vidéo.

Israël s'exprimera vendredi devant la CIJ, mais son président a d'ores et déjà déclaré qu'il n'y avait "*rien de plus atroce et absurde*" que les accusations de Pretoria.

"*Nous serons devant la Cour internationale de Justice et nous présenterons fièrement notre cas de légitime défense (...) en vertu du droit international humanitaire*", a ajouté Isaac Herzog.

Selon lui, l'armée israélienne "*fait tout son possible, dans des circonstances extrêmement compliquées sur le terrain, pour s'assurer qu'il n'y aura pas de conséquences imprévues ni de victimes civiles*".

Les États-Unis soutiennent leur allié Israël et estiment que les accusations formulées par Pretoria sont "sans fondement".

"En fait, ce sont ceux qui attaquent violemment Israël qui continuent d'appeler ouvertement à l'anéantissement d'Israël et au massacre des Juifs", a déclaré le porte-parole du Département d'État, Matthew Miller.

S'agissant d'une procédure d'urgence, la CIJ pourrait se prononcer dans quelques semaines. Ses décisions sont sans appel et juridiquement contraignantes, mais elle n'a aucun pouvoir pour les faire appliquer.

La décision de la CIJ pourrait avoir une « portée symbolique extrêmement forte et pourrait amener un certain nombre de pays à se ranger derrière l'Afrique du Sud », même s'il faudra attendre des mois, voire des années, avant une décision sur le fond, à savoir la qualification ou non de « génocide ».

L'Afrique du Sud et Israël ont tous deux signé la Convention des Nations unies sur le génocide, créée en 1948 en réponse à l'Holocauste. Tout pays signataire peut en poursuivre un autre devant la CIJ en cas de désaccord sur « l'interprétation, l'application ou le respect » des règles destinées à prévenir le génocide.

Avec la bénédiction de ces braves russes et chinois.

Mer Rouge: l'ONU demande l'arrêt «immédiat» des attaques houthistes - lopinion.fr 11 janvier 2024

Le Conseil de sécurité des Nations unies a également condamné la fourniture d'armes aux rebelles yéménites, soutenus par l'Iran, alors que leur action freine le trafic maritime international

C'est l'expression de la diplomatie internationale. Mercredi 10 janvier, le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé l'arrêt « immédiat » des attaques houthistes contre des navires en mer Rouge, rapporte Le Monde. La résolution a été menée par les Etats-Unis et le Japon, elle a été adoptée par 11 voix pour et 4 abstentions (Russie, Chine, Algérie, Mozambique). Aucun veto n'a été enclenché.

Par ailleurs, le texte voté par le Conseil de sécurité de l'ONU souligne les violations à « large échelle » de l'embargo sur les armes visant les houthistes et « condamne la fourniture d'armes » aux rebelles yéménites, soutenus par l'Iran. Pour autant, Téhéran dément leur fournir du matériel militaire, relate Ouest-France.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont bombardé les rebelles Houthis au Yémen - AFP 12 janvier 2024

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont mené dans la nuit des frappes aériennes contre les rebelles Houthis au Yémen qui multiplient depuis des semaines les attaques contre le trafic maritime international en mer Rouge en "*solidarité*" avec les Palestiniens de Gaza, territoire ravagé par la guerre entre Israël et le Hamas.

Les frappes américano-britanniques ont visé des sites militaires dans plusieurs villes contrôlées par les Houthis, a indiqué la chaîne de télévision de ce groupe rebelle membre de "*l'axe de la résistance*", regroupement de mouvements armés hostiles à Israël et établis par l'Iran qui comprend également le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais.

La capitale Sanaa et la ville portuaire de Hodeida, où les correspondants de l'AFP ont dit avoir entendu plusieurs explosions, ainsi que Taëz et Saada ont été visées.

Les frappes ont été menées à l'aide d'avions de combat et de missiles Tomahawk, ont indiqué plusieurs médias américains, Washington disant avoir bénéficié aussi du soutien de l'Australie, du Canada, des Pays-Bas et de Bahreïn. De son côté, Londres a dit avoir déployé quatre avions de combat Typhoon FGR4 pour frapper avec des bombes guidées au laser les sites de Bani et Abbs, d'où les Houthis "*lancent*" des drones.

"*Notre pays fait face à une attaque massive par des navires américains et britanniques, des sous-marins et des avions*", a réagi le vice-ministre des Affaires étrangères des Houthis, Hussein Al-Ezzi, cité par les médias du mouvement.

"*Les Etats-Unis et le Royaume-Uni doivent se préparer à payer un prix fort et supporter les lourdes conséquences de cette agression*", a-t-il menacé.

De son côté, l'Iran a condamné vendredi les frappes aériennes américaines et britanniques, y voyant une "*action arbitraire*" et une "*violation flagrante de la souveraineté*" du Yémen.

Ah ces chers libertariens au service de la liberté d'expression et des peuples ! Les pires réactionnaires.

Elon Musk fait supprimer un compte du Hamas sur X au nom d'une « règle » liée à l'ONU - Numerama 9 janvier 2024

Elon Musk a beau se considérer comme un intraitable partisan de la liberté d'expression, il accepte en réalité bien plus de limites qu'il ne veut bien le reconnaître. Dernier exemple en date : un compte sur X (ex-Twitter) en lien avec l'organisation terroriste du Hamas a été suspendu. C'est ce que rapporte Business Insider le 9 janvier.

Elon Musk a confirmé la suppression d'un compte Twitter lié au Hamas, au nom d'une règle liée à l'ONU. L'organisation n'étant pas reconnue par les Nations unies, elle peut être boutée hors du réseau social. Numerama 9 janvier 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

"Un gouvernement plus à droite que tous les précédents", en Israël, non, en France. Le pire est toujours à venir, c'est la seule certitude qu'on a.

J-C - A force d'être toujours plus à droite, on se demande pourquoi il n'était pas devenu d'extrême droite, hormis pour sauver les apparences et ménager les opportunistes qui vont pouvoir continuer à bouffer à la table de Macron et de la Ve République...

On ne va pas s'éterniser sur ce sujet sans grand intérêt. Des infos pêle-mêle.

- Gabriel Attal, le Premier ministre censé incarner le renouveau du dépassement des clivages se voit flanqué d'un gouvernement plus à droite que tous les précédents sous Emmanuel Macron grâce à des symboles... De l'ancien monde. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 12 Janvier 2024

- Le virage vers la droite opéré avec le remaniement n'a échappé à aucun commentateur politique. Sur les 14 ministres nommés au gouvernement Attal, 8 ont été membres de l'UMP ou des Républicains et même deux d'entre eux ont été ministres sous Sarkozy : Rachida Dati a été garde des Sceaux de 2007 à 2009 et Bruno le Maire siégeait à l'Agriculture de 2009 à 2012. Les autres ont tous eu leur carte membre à l'UMP comme Gérard Darmanin, Catherine Vautrin, Sébastien Lecornu, Christophe Béchu, Aurore Bergé et Marie Lébec. [linternaute.com](https://www.linternaute.com) 12 Janvier 2024

France. Le régime absolutiste se dote du clone féminisé de son une souverain.

Gabriel Attal : Les associations LGBT saluent le « symbole fort » de la nomination d'un Premier ministre gay - 20 Minutes avec AFP 10 janvier 2024

S'il est issu de la gauche, c'est avant tout un macroniste pur jus, qui a su endosser les thématiques de la droite au ministère de l'Education nationale.

Gabriel Attal passe par Sciences Po Paris, il milite d'abord au Parti socialiste. Il a à peine 23 ans lorsqu'il intègre le cabinet de Marisol Touraine, alors ministre de la Santé de François Hollande.

«Dès 2016, il rejoint En Marche, le parti d'Emmanuel Macron. Puis, l'année suivante, il est élu député des Hauts-de-Seine. Il entre au gouvernement en 2018 comme secrétaire d'État à la jeunesse, à seulement 29 ans. Il est ensuite nommé porte-parole sous Jean Castex entre 2020 et 2022 [durant la Covid-19] et lors de la réélection d'Emmanuel Macron, le président lui propose le portefeuille des relations avec le Parlement. Mais, il envisage de retrouver son siège à l'Assemblée nationale», rappelle Europe 1.

"Bruno et Gérald ont hurlé" : pourquoi l'annonce de la nomination d'Attal à Matignon a traîné - BFMTV 9 janvier 2024

Gabriel Attal est désormais officiellement Premier ministre. Mais cette promotion a été contestée en coulisses par Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Edouard Philippe, François Bayrou et Alexis Kohler.

Les deux auraient exigé de ne pas être sous les ordres de Gabriel Attal, qui devient ce mardi le plus jeune Premier ministre de la Ve République. *"Ils veulent le ministère des Affaires étrangères ou ils sortent"*, croyait savoir un cadre de la majorité en amont de la nomination.

"Bruno Le Maire n'a pas envie de bosser pour un gamin de 34 ans", lance un membre de la majorité proche de l'actuel ministre de l'Économie. *"Il n'est pas du tout mûr"*, ajoute un conseiller de Bercy.

Alors pourquoi ce choix de Gabriel Attal par Emmanuel Macron? *"Pour cramer son héritier car il ne veut pas d'héritier"*, conclut un proche du président de la République. *"C'est aussi simple que cela."*

"Il vient du PS tout ayant su 'en même temps' avoir des positions d'autorité. C'est donc un retour aux sources du macronisme", confie l'entourage du président à BFMTV.

Vive l'économie de guerre !

Lecornu appelle armées et industriels à "prendre des risques" - AFP 8 janvier 2024

Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a appelé lundi les armées et l'industrie de défense à *"prendre des risques"* et mener une *"rupture culturelle"* dans un monde en proie à des bouleversements géopolitiques radicaux.

Ardent défenseur d'une loi de programmation militaire (LPM) historique, en hausse de 40% pour 2024-2030, M. Lecornu a rappelé l'importance de l'économie de guerre.

Ce "n'est pas qu'un slogan, c'est devenu une nécessité, une condition même, pour notre industrie de défense qui repose beaucoup sur l'export, et doit donc s'adapter aux demandes de ses clients, et au premier chef l'armée française, qui attendent des livraisons toujours plus importantes et plus rapides dans des enveloppes maîtrisées".

Les industries européennes peinent notamment à fournir la quantité nécessaire d'armements à l'Ukraine, face à la Russie.

Le ministre a, par ailleurs, évoqué la nécessité de se déployer *"plus encore vers l'Indopacifique et le Golfe, où nos partenaires stratégiques attendent une présence plus forte encore de la France"*.

L'*"Indopacifique"* désigne une vaste zone couvrant les océans Indien et Pacifique, théâtre de tensions internationales croissantes entre Pékin et Washington, et où la France, forte de ses

territoires d'Outre-mer, entend développer sa présence au côté de partenaires régionaux. AFP
8 janvier 2024

Le choix Attal : l'hyperprésidentialisme macronien au défi de l'absence de majorité parlementaire - theconversation.com 9 janvier 2024

Le fait majoritaire, pilier du présidentialisme.

La V^e République repose depuis 1962 sur un socle solide : le « *fait majoritaire* ». Le chef de l'exécutif, élu au suffrage universel direct, dispose dans ce cas d'une majorité solide au Parlement pour faire voter les lois correspondant à l'application de son programme. Et si la majorité parlementaire renâcle sur certains sujets, les mécanismes du parlementarisme rationalisé (dont le plus connu est le fameux article 49-3 permettant l'adoption d'une loi sans vote) obligeront les éventuels frondeurs de la majorité présidentielle à se soumettre.

On a pensé que les institutions de la V^e République seraient affaiblies le jour où la majorité présidentielle et parlementaire discorderaient. Pourtant, les trois cohabitations (1986-88 ; 1993-95 ; 1997-2002) sont venues prouver que la France pouvait être dirigée, chaque tête de l'exécutif assumant toute l'étendue de ses fonctions.

Affaiblissement du rôle du Premier ministre

Néanmoins, la classe politique a souhaité en 2000 mettre fin à cette situation en raccourcissant le mandat présidentiel à cinq ans, et en inversant le calendrier électoral. Le but était de faire des élections législatives qui suivent l'élection d'un nouveau Président une sorte de ratification par le peuple de la présidentielle, profitant, notamment, d'un découragement des électeurs d'opposition qui laissent se (sur)mobiliser l'électorat du Président élu. Cela lui laisse une majorité absolue pour gouverner et appliquer son programme.

Le fait majoritaire en sort renforcé, puisque le programme du Président devient de facto le programme législatif, le Premier ministre est réduit au rang de « *collaborateur* » du Président, chargé d'appliquer fidèlement la ligne fixée à l'Élysée.

Le management politique selon Emmanuel Macron

Dès lors, Emmanuel Macron peut gérer le pays comme un PDG. Il s'entoure d'une garde rapprochée qui lui sert de conseil d'administration, opaque aux Français, et peut changer de directeur général (qu'on appellera ici Premier ministre) très librement (déjà le quatrième en 6 ans et demi alors qu'en moyenne sous la V^e, les Premiers ministres restent en poste 2 ans et 10 mois) pour redynamiser l'équipe – le gouvernement chargé de remplir les objectifs que le PDG lui assigne. Le Parlement ressemble alors furieusement à une assemblée générale des actionnaires ne servant que de chambre d'enregistrement, du moins si on maîtrise les droits de vote de plus de 50 % des actionnaires.

Impasses d'un hyperprésidentialisme sans majorité

Toute cette belle mécanique se grippe dès qu'il n'y a plus de majorité absolue. Depuis un an, l'exécutif peine à dégager des majorités pour voter les textes essentiels. Il use et abuse des

votes par 49-3 et s'est livré à des concessions idéologiques à l'extrême droite afin de faire voter la loi sur l'immigration. Ce passage en force s'est fait en tordant les abatis à ce qu'il est convenu d'appeler « *l'aile gauche* » des macroniens, et en tournant le dos au positionnement de campagne du candidat Macron. Celui-ci doit son élection à un appel à faire barrage à Marine Le Pen et avait déclaré aux électeurs de gauche qui s'étaient ralliés à lui (par défaut) que ce vote « *l'obligeait* ».

Et voilà le Président Macron pouvant se vanter d'une loi votée qui a tout d'une victoire à la Pyrrhus. L'accouchement aux forceps de cette loi, loin de prouver l'aptitude à agir d'un Emmanuel Macron sans majorité parlementaire stable, est plutôt venu étaler ses faiblesses. S'il concède aux droites pour voter une loi, il perd sur sa gauche ce qu'il gagne là-bas, et des contestations se font alors entendre dans son propre camp.

Des défis identiques avec un nouveau Premier ministre

L'arrivée d'une nouvelle figure pour incarner la suite du quinquennat ne changera pas la situation politique. La quête d'une nouvelle voie/voix ressemble à un choix contraint : dans quelle impasse entrer ?

Car qui qu'il ait choisi, Emmanuel Macron restera le seul décisionnaire, l'hyperprésident qui décide de tout et qui est jugé redevable devant les électeurs. Car il continuera à être confronté au lourd défi de l'invention d'un récit, crédible, à offrir aux Français pour justifier son second quinquennat. Car se pose toujours la question, pour laisser une trace dans l'histoire, de ce qu'il incarne, et de l'existence ou pas d'un « *macronisme* », au sens d'ossature idéologique. Car la bonne idée qui le fit élire en 2017 du « *dépassement* » du clivage gauche-droite s'est largement transformée en un pragmatisme opportuniste qui brouille son positionnement, au point de faire percevoir son action comme « *de droite* », à la façon d'un Valéry Giscard d'Estaing, avec une politique économique très pro-business.

Il existe bien un guide qui sert de colonne vertébrale à Emmanuel Macron, même s'il ne clame jamais haut et fort, et que cela ne constitue pas un outillage idéologique : le rapport « *Attali* » de la Commission pour la libération de la croissance française. Commandé par Nicolas Sarkozy – alors président, son rapporteur était un jeune énarque ambitieux, un certain... Emmanuel Macron.

Relire aujourd'hui ce rapport de 2008, c'est y retrouver tous les mantras du discours macronien :

- « *Favoriser l'épanouissement de nouveaux secteurs clés* » (c'est la fameuse start-up nation)
- « *Faciliter la concurrence, la création et la croissance des entreprises, par la mise en place de moyens modernes de financement, la réduction du coût du travail et la simplification des règles de l'emploi* »
- « *Créer les conditions d'une mobilité sociale, géographique et concurrentielle. De permettre à chacun de travailler mieux et plus, de changer plus facilement d'emploi* » (les réformes successives de l'assurance chômage par exemple)
- « *L'État et les autres collectivités publiques doivent être très largement réformés. Il faudra réduire leur part dans la richesse commune (..) faire place à la différenciation et à*

l'expérimentation » (abolition de certains statuts dans la fonction publique, multiplication des dérogations et expérimentations à l'embauche des fonctionnaires...)

– «*Encourager la mobilité internationale (notamment par une procédure souple de délivrance de visas aux étudiants, aux chercheurs, aux artistes et aux travailleurs étrangers, en particulier dans les secteurs en tension)* ».

La mise en œuvre de ce catalogue de mesures rédigées en 2008 commence à s'épuiser, soit qu'elles aient été réalisées, soit qu'elles se heurtent à des freins politiques faute de majorité (comme pour la loi immigration), soient qu'elles ne soient plus d'actualité face aux nouvelles réalités du monde.

Attal, le style macronien à Matignon

Un dernier extrait de ce rapport vieux de 16 ans annonce aussi le style macronien :

« Avant de se lancer dans l'action, il ne faut pas que la main tremble. Le pouvoir politique sait que les Français veulent la réforme, qu'ils croient en la réforme si elle est socialement juste et économiquement efficace, et qu'ils attendent qu'elle soit conduite tambour battant ».

Emmanuel Macron ne cesse de répéter qu'il ne faut pas céder sur les réformes et face aux immenses protestations, comme on l'a vu pour la réforme des retraites. Et c'est là que le choix de Gabriel Attal fait sens, par rapport au style Élisabeth Borne, tout en retenu, en femme de dossier, fuyant les effets de manche au profit d'une posture technicienne un peu rugueuse.

Du peu qu'on a pu observer de son action en tant que ministre de l'Éducation, Gabriel Attal dessine le profil d'un excellent communicant, sachant se mettre en avant comme celui qui sait trancher, prenant des décisions fortes et symboliques rapidement, parlant haut et clair, pratiquant la triangulation en allant puiser des idéaux nostalgiques dans les discours des droites (pour prôner un retour à l'école d'antan largement mythifiée). Ces aptitudes au faire-savoir expliquent en grande partie sa nomination.

Gabriel Attal aura pour double mission de conduire la campagne électorale des élections européennes – qui s'annoncent périlleuses, et de faire ruisseler des éléments de langage prouvant que l'ambition réformiste macronienne reste intacte et sa concrétisation possible. Fidèle de la première heure, il doit toute sa carrière politique à Emmanuel Macron et incarne la jeunesse comme naguère son mentor. Gabriel Attal sera le directeur général mais aussi le directeur de la communication de l'entreprise et de la «*marque Macron* ». Mais pour combien de temps ? Quand l'hyperprésidentialisme se conjugue avec une logique managériale, où chaque ministre semble avoir un contrat d'objectifs, dans un contexte d'absence de majorité parlementaire et de gronde social, le turn-over s'accélère.

La marraine de l'ange Gabriel réagit à la nomination d'Attal(i).

Marisol Touraine : parismatch.com 9 janvier 2024

- Ça me fait plaisir.

- Ça donne une image de la France hyperpositive (...), c'est une belle nomination.
- Gabriel Attal est brillant et a un sens politique incroyable
- Et raconter une histoire politique. Il sait faire.
- Les défis sont nombreux mais il a les qualités personnelles et humaines pour les relever.
- On se voit toujours mais je n'ai pas à faire de commentaires publics sur cela.

Emmanuel Moulin, directeur de cabinet de Gabriel Attal : ce que dit ce choix stratégique - Le HuffPost 11 janvier 2024

« Actuellement Directeur général du Trésor, Emmanuel Moulin dispose d'une parfaite connaissance du fonctionnement de l'État, que le Premier ministre a pu constater lorsqu'il a travaillé avec lui comme ministre des Comptes publics », a précisé l'entourage du chef du gouvernement ce mercredi 10 janvier.

Le directeur de cabinet occupe une place centrale dans la mécanique de Matignon. Son choix recèle, donc, plusieurs enseignements. Le parcours d'Emmanuel Moulin, tout d'abord, en fait un expert économique.

Énarque, diplômé (entre autres) de Sciences-Po et de l'Essec, il a été administrateur suppléant à la Banque mondiale à Washington entre 2000 et 2003, puis secrétaire général du Club de Paris, avant de se lancer dans le privé, comme banquier senior chez Citigroup. Après un passage au cabinet de Christine Lagarde à Bercy en 2007, il rejoint l'Élysée en 2009 comme conseiller du président Nicolas Sarkozy.

Il quitte le Palais après l'élection de François Hollande, puis retrouve le ministère de l'Économie - qu'il connaît comme sa poche, pour y avoir occupé presque toutes les fonctions, selon L'Obs - sous Bruno Le Maire quelques années plus tard.

« Emmanuel Macron impose Emmanuel Moulin pour assurer une continuité malgré le départ du ministre », anticipe en ce sens un conseiller ministériel auprès de L'Opinion.

Le nouveau dircab du Premier ministre est proche du très puissant secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler, bras droit d'Emmanuel Macron depuis 2017.

Dans ce contexte, il n'en fallait pas plus à certains pour voir la main d'Emmanuel Macron derrière cette nomination à Matignon, lui qui n'a guère laissé de latitude à ses Premiers ministres successifs pour choisir leur propre directeur de cabinet. « C'est clairement le choix de l'Élysée », commente ainsi un conseiller de l'exécutif dans Politico.

Rachida Dati, même une chèvre pourrait faire l'affaire.

- Rachida Dati «*n'y connaît rien mais c'est pas grave*», a déclaré l'ancien ministre de la Culture Frédéric Mitterrand, invité de RTL ce vendredi. Il suffit de «*savoir comment marche l'État et avoir autour de soi des gens très compétents et très capables*». lefigaro.fr 12 janvier 2024

- *Les Échos* affirment ainsi que c'est Emmanuel Macron qui, en vue notamment des élections européennes, aurait lui-même mené les discussions "en direct", proposant au passage à Rachida Dati d'être la candidate macroniste à Paris en 2026. Selon le quotidien économique, Gabriel Attal aurait, lui, été mis devant le fait accompli, l'Élysée ne l'ayant averti sur ce point qu'en fin de journée. Ambiance. internaute.com 12 janvier 2024

- “*En Marche, c’est quoi ? C’est des traîtres de gauche et des traîtres de droite. Ceux qui sont aujourd’hui à La République en Marche, ils viennent d’où? Du PS ou des Républicains. Ça se réduit à quoi en Marche? À Emmanuel Macron*”, avait-elle déclaré en juin 2021 sur France Inter.

“*Macron, il n’y a pas de cap, pas de direction, pas de projets*”, avait-elle déclaré sur LCI en juin 2021.

Sur RMC il y a deux ans et demi pour attaquer vivement ses futurs collègues.

“*Quelle est la vision de La République en Marche? À chaque fois, ils essayent de nous braquer avec des pistolets en plastique ou de grimper sur notre porte-bagage. À chaque échéance*”, indiquait-elle. bfmtv.com 12 janvier 2024

Rachida Dati est mise en examen à Paris depuis le 22 juillet 2021 pour « *corruption passive* », « *trafic d'influence passif* » et « *recel d'abus de pouvoir* », dans une affaire mettant également en cause Carlos Ghosn, l'ancien patron de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi. lepoint.fr 12 janvier 2024

Le PS ou Renaissance de l'Ancien Régime.

Marie Lebec ministre des Relations avec le Parlement

Diplômée de Sciences Po Bordeaux, fervente sarkozyste en 2007 et 2012 mais attachée parlementaire d'un député PS entre 2014 et 2016. Elle avait rejoint En Marche! à sa création, en avril 2016.

Stéphane Séjourné ministre des Affaires étrangères

Il vient du PS où il était Strauss-Khanien et a été conseiller d'Emmanuel Macron quand il était ministre de l'Économie, sous François Hollande.

Quand des agents des institutions se font passer pour la gauche ou « *changer la vie* » sans changer de régime.

Tribune collective. « *Notre résolution en 2024 : que la gauche change (vraiment) nos vies* » - Le HuffPost 11 janvier 2024

Ce texte est co-écrit par : Mahaut Chaudouët-Delmas, militante féministe ; Priscillia Ludosky, militante engagée pour la justice sociale et environnementale ; Samuel Grzybowski, activiste et entrepreneur social.

J-C – Ils sont liés à Macron ou aux institutions de la Ve République, à l'ONU ou à l'oligarchie financière anglo-saxonne (Rothschild). Ils sont wokes, leur humanisme est la politesse des salauds, porte-parole du mondialisme, partisans de la NUPES. A bas la NUPES, vive la classe ouvrière organisée et indépendante !

Je n'ai pas le temps de commenter leur texte. Une grille de lecture.

En gros leur méthode éculée consiste à partir d'un constat politique qu'on peut tous partager en grande partie, histoire de mettre les lecteurs en confiance. Ensuite vient se mêler des lieux communs et des contrevérités qui vont servir à justifier leur orientation politique opportuniste qu'ils assument. D'où le manque d'intérêt d'y consacrer plus de temps, il suffit de lire pour comprendre quelles sont leurs véritables intentions : Gouverner pour le compte du capital en bénéficiant en retour de la gratitude de leurs maîtres pour service rendu. Il n'y a rien à attendre de ces gens-là.

Mahaut Chaudouët-Delmas

Diplômée de l'ENS et titulaire d'un Master d'Affaires publiques de Sciences-Po (2016), elle travaille au Haut conseil à l'égalité où elle est notamment rapporteuse de l'état des lieux du sexisme en France, travail remis annuellement au Premier ministre. Elle réalise aussi des podcasts politiques ("*Les Ombres*" – Slate.fr (depuis 2022), "*Regarde-moi bien*" – Fondation des femmes, 2021) et autrice de "*Demain ne peut qu'être féministe*" (2022).

Priscillia Ludosky

Priscillia Ludosky est une militante française connue pour être une des initiatrices et une figure du mouvement des Gilets jaunes.

En 2016, elle fonde une entreprise de vente de produits cosmétiques, Fall in Cos'. Elle vit à Savigny-le-Temple où elle gère une petite boutique, ainsi que son commerce en ligne fondé sur la vente de cosmétiques bio et de produits d'aromathérapie.

Lors des élections européennes de 2024, elle est présente sur la liste des Écologistes.

En 2022 elle rejoint l'Académie des futurs leaders, une école de formation en politique, projet d'Alice Barbe.

Alice Barbe.

Alice Barbe est une entrepreneure sociale française.

Alice Barbe reçoit en 2018 le prix de l'entrepreneure sociale de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) puis la même année est sélectionnée comme Obama Scholar, Emerging leader de la Fondation Obama qui lui offre une année à New York à Columbia University pour y développer Singa.

Alice Barbe est également membre du comité de sélection de l'initiative Marianne pour les défenseurs des droits Humains initiée par le président Emmanuel Macron.

Elle cofonde l'Académie des Futurs Leaders en 2021. L'Académie des Futurs Leaders offre un cursus intensif tourné vers l'engagement politique, et invite des personnalités à partager leur expérience, notamment François Hollande, Omezzine Khelifa, Zack Exley ou Najat Vallaud-Belkacem.

<https://www.academiedesfutursleaders.com/apropos>

Le Conseil d'Administration

Nils Pedersen

Il est membre du conseil de direction du réseau français du SDSN (Sustainable Development Solutions Network), sous l'égide des Nations unies

Il est membre de la plateforme RSE au titre du Global Compact France. La Plateforme RSE, plateforme nationale d'actions globales pour la responsabilité sociétale des entreprises, est une instance de concertation multi parties prenantes placée auprès du Premier ministre, dont le secrétariat est assuré par France Stratégie. Il est co-rapporteur d'un avis de la Plateforme RSE publié en février 2023.

Il est membre du Haut Conseil à la vie associative, collègue des experts associatifs, par arrêté du Premier ministre en date du 01/10/2021

Par arrêté du Premier ministre du 1er octobre 2021, il est désigné expert associatif au sein du Haut Conseil à la vie associative, instance de consultation chargée de formuler des propositions touchant le développement de la vie associative. Le Haut Conseil à la vie associative, ou HCVA est une instance de consultation placée auprès du Premier ministre.

Il participe, au sein de la Délégation française, au Forum politique de haut niveau, forum intergouvernemental annuel organisé par l'ECOSOC au cours duquel les pays examinent et rendent compte des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable auprès des Nations unies. Le Conseil économique et social, est un des six organes principaux de l'ONU, créé d'après le chapitre X de la Charte des Nations unies.

Dans le cadre d'une étude européenne publiée en 2019 par le Social Good Accelerator, il plaide pour que transition écologique et transition numérique deviennent les marqueurs d'une

politique ambitieuse en faveur du bien commun de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Samuel Grzybowski

Samuel Grzybowski est un militant associatif et entrepreneur social français.

Il est enseignant en économie sociale à Sciences Po Paris depuis 2019, et secrétaire national du Mouvement Impact France depuis 2020.

En 2013, il suit au mois d'août une formation en entrepreneuriat social et médiation interculturelle à la Cambridge Judge Business School dans le cadre d'un programme de fellowship financé par les fondations Edmond de Rothschild.

Il est directeur de campagne de Lumir Lapray (NUPES) lors des élections législatives françaises de 2022, dans la deuxième circonscription de l'Ain.

Leur tribune, j'ai supprimé l'écriture inclusive de ces démagogues professionnels.

Seuls 18 % des Français estiment que les décisions prises par les politiques ont un impact positif sur leur vie. L'abstention est toujours plus forte à chaque élection, particulièrement chez les plus jeunes. Nous entamons tout juste cette nouvelle année et tout porte déjà à croire que l'espoir n'est plus. Que nos vies, celles de nos enfants, que notre avenir collectif, ne pourront désormais plus changer. Nous nous dirigeons, passifs, vers une existence d'inégalités toujours plus incompressibles, de désirs toujours plus irréconciliables, de dangers toujours plus irréversibles. Une existence de guerres centenaires, de haine, de peur, de colère, de solitude. Nous errons, las, dans l'ersatz de société qui nous a été imposé. Nous avons le sentiment que les ennemis qui l'ont organisé sont trop puissants, riches, corrompus, invisibles, intouchables, pour en changer le cours. Le vote est inutile. La rue est inutile. La machine infernale est lancée depuis trop longtemps. Les enjeux sont trop gros, trop complexes, trop emmêlés. La lassitude est trop forte, l'injustice trop épaisse, trop ancienne.

Au cœur de cet accablement, nous rêvons encore. Au cœur de cet accablement, nous cherchons la gauche.

Renaître

La gauche est autant majoritaire dans la société que le concept même de « gauche » est rejeté. Car si nous ne croyons plus en la gauche politique, nous adressons toujours plus fort les messages qu'elle est censée porter : démocratie continue, partage des richesses et du pouvoir, lutte contre les injustices sociales, raciale, générationnelle, climatique, de genre. Nous actons la coalition des luttes, féministe, écologiste, antiraciste, sociale, tous les jours dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans le débat public. Des Gilets jaunes à la « *génération 49.3* », nous organisons, depuis longtemps, un vaste mouvement politique.

Renaître

La gauche est autant majoritaire dans la société que le concept même de « gauche » est rejeté. Car si nous ne croyons plus en la gauche politique, nous adressons toujours plus fort les

messages qu'elle est censée porter : démocratie continue, partage des richesses et du pouvoir, lutte contre les injustices sociales, raciale, générationnelle, climatique, de genre. Nous actons la coalition des luttes, féministe, écologiste, antiraciste, sociale, tous les jours dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans le débat public. Des Gilets jaunes à la « *génération 49.3* », nous organisons, depuis longtemps, un vaste mouvement politique.

Nous pourrions croire encore en la capacité de la gauche à changer le cours des choses, si seulement elle se changeait elle-même.

Dans une trajectoire parallèle qui ne nous croise jamais, la gauche se contente de jouer le rôle qu'on attend d'elle. Après avoir, pendant trop d'années, pactisé avec le diable libéral, voilà qu'elle se contente de rester dans l'opposition, fauteuil confortable qui lui permet de garder un espace de parole et des financements sans trop se mouiller. Après avoir, pendant trop d'années, marché désunie en dépit des appels infatigables de ses électeurs, voilà qu'elle coupe court à l'espérance qu'a été, moins d'un an, la NUPES. Nous pourrions croire encore en sa capacité à changer le cours des choses, si seulement elle se changeait elle-même.

Réconcilier

Nous parlons d'une gauche ouverte sur le monde, accueillante envers les différences, inondée de joie par l'optimisme du monde qui vient. Une gauche dont la NUPES est un plancher, pas un plafond. Une gauche ancrée dans les luttes coalisées, une gauche qui fait se réconcilier activisme et entrepreneuriat, social et écologique, démocratie et partis. Une gauche qui met un terme à la violence de ses organisations politiques, notamment sexiste et sexuelle. Une gauche qui fait participer les premiers concernés, une gauche qui s'incarne vraiment par des femmes, des jeunes, des personnes racisées, non-valides, LGBTQIA +.

Gagner

Pendant que nous rêvons, les projets mortifères de l'extrême droite par la haine et du libéralisme par l'écocide avancent à grands pas. Nous avons plus que jamais besoin d'un projet politique qui protège la vie, la paix, l'humanisme et défend la justice, l'harmonie, l'égalité contre l'extrême identité ou l'extrême argent. Nous avons plus que jamais besoin d'une gauche forte et ouverte, qui unisse syndicats, activistes, résistants, intellectuels et ouvriers pour gagner la bataille culturelle et politique, pour répondre aux urgences écologique, sociale et démocratique. Une gauche qui soit ancrée à gauche.

Actons la saison 2 d'une NUPES durable !

Pour qu'il y ait ce futur, pour que la vie persiste, nous devons impérativement gagner. Nous devons prendre et exercer le pouvoir comme nous l'avons fait tout au long de notre histoire en choisissant d'adopter des mesures impossibles mais nécessaires dans cette longue généalogie de l'abolition des privilèges (1789) et de l'esclavage (1848), de la Commune (1871), des droits humains (1789), de la limitation du temps de travail hebdomadaire à 60h (1893), 48h (1919), 40h (1936), 39h (1982) et 35h (1998), du droit au repos à la retraite à partir de 65 ans (1910), puis 60 ans (1983), du congé maternité (1981), des congés payés de 2 semaines (1936), 3 semaines (1950), 4 semaines (1969) et enfin 5 semaines (1982), de la sécurité sociale pour tous (1945), du SMIC (1950), de l'assurance chômage (1958), du droit à l'avortement (1975), et du mariage pour tous (2013).

Pour que cette histoire continue, pour que la généalogie ne s'arrête pas là, nous, activistes pour le climat, artisans des luttes pour l'égalité, démocrates convaincus, acteurs des transitions territoriales, devons sortir de notre impuissance. Nous avons une résolution : celle de gagner, unis, en 2026 puis 2027. Actons la saison 2 d'une NUPES durable, nous en avons plus que jamais besoin !

J-C – Définitivement : Non merci, on ne combat pas dans le même camp.

A bas les vaccinations forcées ! Liberté.

Papillomavirus : comment expliquer l'échec de la campagne de vaccination dans les collèges ? - France Info 11/01/2024

La campagne contre les "HPV", lancée à la rentrée dernière, est pour le moment loin des objectifs affichés par le gouvernement. Le manque de communication est notamment en cause.

Cette campagne est même un flop, avec moins de 10% d'élèves qui ont reçu une première dose de vaccin, reconnaît le ministère de la Santé. L'objectif initial, plutôt modeste, était d'atteindre 30% d'élèves de 5e vaccinés contre les papillomavirus. France Info 11/01/2024

Allemagne.

Manifestations et grèves en Allemagne

<https://reseauinternational.net/manifestations-et-greves-en-allemande/>

Grève des trains en Allemagne : pas de sortie de crise - fr.euronews.com 11/01/2024

La grève entamée mardi soir par les conducteurs de train se poursuit et se poursuivra jusqu'à vendredi, selon leur principal syndicat, à moins d'une offre intéressante sur les augmentations de salaire et la réduction du temps de travail hebdomadaire.

Le mouvement actuel est très suivi, puisque 80% des trains sont annulés. Le dialogue est néanmoins bloqué car l'entreprise affirme qu'il est impossible de répondre à la demande de réduction de temps de travail des employés, qui souhaitent une semaine de 35 heures, au lieu de 38, sans réduction salariale.

Les conducteurs de trains de marchandise pourraient eux aussi cesser le travail, ce qui fait craindre des conséquences sur les chaînes d'approvisionnement. Un défi supplémentaire pour le gouvernement, qui doit déjà faire face aux actions de blocage des agriculteurs.

Allemagne : le pays paralysé par les grèves des cheminots et des agriculteurs - francetvinfo.fr 10/01/2024

Mercredi 10 janvier, il n'y a presque aucun train dans toute l'Allemagne. Au cœur du conflit des cheminots : le temps de travail et les salaires. Mais, fait exceptionnel, le dialogue social ne fonctionne pas.

La situation est encore plus tendue avec les agriculteurs. Chaque jour, ils bloquent des routes et des centres-villes pour protester contre la suppression d'une subvention sur le diesel agricole. La semaine dernière, la situation a dégénéré. Des agriculteurs ont attaqué un ferry sur lequel se trouvait le ministre de l'Économie, l'obligeant à reprendre la mer. Une action violente inédite en Allemagne dans ce genre de conflits.

En Allemagne, un raz de marée d'agriculteurs en colère déferle sur les autoroutes - Le HuffPost 8 janvier 2024

L'Allemagne s'est réveillée, ce lundi 8 janvier, avec des milliers de tracteurs sur ses routes, alors que les agriculteurs ont appelé à « bloquer » le pays contre un projet de suppression des subventions du diesel dans l'agriculture.

À la veille de cette mobilisation soutenue par la Fédération des agriculteurs allemands (DBV), principal syndicat agricole, les autorités allemandes appréhendaient auprès du quotidien Bild « *peut-être la plus grande manifestation de l'histoire d'après-guerre* ».

À noter que les agriculteurs ne sont pas les seuls dans la rue ce lundi. Selon Bild, des bouchers, boulangers et autres artisans manifestent aussi « *contre les charges fiscales élevées, par exemple la levée du plafonnement des prix de l'électricité et du gaz et l'augmentation de la TVA (19 %) dans les restaurants* ». Les conducteurs de train ont aussi appelé à une grève de trois jours à partir de mercredi, après l'échec de négociations sur les salaires et le temps de travail avec l'opérateur public Deutsche Bahn (DB), a annoncé dimanche le syndicat GDL.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

J-C - Tout est dit ici, encore un peuple victime du colonialisme et de la pauvreté, de l'injustice sociale insupportable :

- Bien qu'elle soit dotée de vastes gisements de gaz, d'or et de minerais, les groupes de défense des droits de l'homme estiment que près de 40% de ses neuf millions d'habitants vivent encore sous le seuil de pauvreté. RT/AFP 11 janvier 2024

Papouasie-Nouvelle-Guinée : au moins 15 morts lors d'émeutes - RT/AFP 11 janvier 2024

Des violences ont éclaté le 10 janvier au soir dans la capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby, après une manifestation d'un groupe de soldats, d'officiers de police et de gardiens de prison contre le gouvernement. Des foules en colère ont incendié des bâtiments

et saccagé des magasins au cours d'une nuit de chaos qui s'est rapidement répandue à quelque 300 kilomètres au nord, jusqu'à la ville de Lae.

Le commissaire de la police royale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, David Manning, a confirmé ce 11 janvier qu'au moins 15 personnes étaient décédées dans les deux principales villes du pays. Le principal hôpital de Port Moresby a traité 25 personnes blessées par balle, selon les chiffres fournis à l'AFP, ainsi que six autres présentant des lacerations causées par des «machettes».

Le Premier ministre James Marape a présenté ses excuses au pays, déclarant que les explosions d'«anarchie» ne seraient «pas tolérées». «C'est votre pays autant que le mien. Enfreindre la loi ne permet pas d'obtenir certains objectifs», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

À propos des émeutes, James Marape a indiqué que le pire était passé ce 11 janvier au matin, mais il a admis que «la situation est encore tendue» dans certains quartiers de Port Moresby. Des vidéos tournées dans la capitale par l'AFP ont montré des pillards se précipitant dans les magasins à travers les vitres brisées, mettant des marchandises volées dans des cartons, des chariots de supermarché et des seaux en plastique. Des bâtiments et des voitures ont été incendiés, selon les images de l'AFP, soulevant d'épais panaches de fumée noire qui planaient au-dessus des quartiers les plus touchés de la ville.

Le gouverneur de la région englobant la capitale, Powes Parkop, a estimé que les troubles représentaient un «niveau de conflit sans précédent» à Port Moresby, tandis que le Post Courier, un journal local, a parlé du «jour le plus sombre» de la ville. «Ce qui est le plus important, c'est que nous devons mettre fin à ce conflit», a insisté Powes Parkop sur une station de radio locale le 10 janvier, soulignant que «personne ne sortira gagnant de ce type de troubles civils».

Les forces de sécurité ont organisé une manifestation à l'intérieur du Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, après avoir constaté une baisse de leur salaire sans explication. Bien que le gouvernement ait rapidement promis de corriger ce qu'il a décrit comme un «problème technique», cela n'a pas suffi à empêcher les civils mécontents de se joindre au tumulte.

Cette explosion de violence met en lumière l'instabilité de la vie en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pays en proie à la pauvreté et à un taux de criminalité élevé. Située à environ 200 kilomètres au nord de l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est l'État le plus grand et le plus peuplé de Mélanésie. Bien qu'elle soit dotée de vastes gisements de gaz, d'or et de minerais, les groupes de défense des droits de l'homme estiment que près de 40% de ses neuf millions d'habitants vivent encore sous le seuil de pauvreté.

L'Australie a récemment conclu un accord de sécurité avec le pays, promettant d'aider ses forces de police à lutter contre le trafic d'armes, la contrebande de drogue et la violence tribale. «Nous continuons à appeler au calme en ces temps difficiles», a déclaré ce 11 janvier le Premier ministre australien, Anthony Albanese.

J-C - L'unique réponse aux problèmes sociaux : Sécuritaire, policière, répressive.

LE SOCIALISME

Le 19 janvier 2024

Une grosse causerie avec plein de sujets délicats mais passionnants, à lire tranquillement.

"La plus grande insulte à la mémoire de l'holocauste n'est pas de le nier mais de l'utiliser comme excuse pour justifier le génocide du peuple palestinien."

Norman G. Finkelstein (70 ans, professeur d'université, écrivain, historien, fils de juifs survivants du ghetto de Varsovie.)

Précision après avoir mis en ligne des vidéos de Shlomo Sand.

L'historien israélien Shlomo Sand a fait des progrès sur le plan politique, mais peut mieux faire, c'est le moins qu'on puisse dire au regard du regard qu'il porte sur le 7 octobre 2023 et le génocide en cours à Gaza depuis 3 mois au moment de son entretien à Mediapart début janvier 2024, qu'il nie. On l'a connu plus virulent ou radical, mais peut-être craint-il qu'adopter cette caractérisation le condamnerait à mort ainsi que sa famille vivant à Tel Aviv.

C'est son travail d'historien qui nous intéresse, et non ses prises de position politique.

Courriel que j'ai adressé à un blog pro Palestinien.

- Je crois savoir que ce sont les États-Unis (à la suite des Britanniques) les colonisateurs de la Palestine, et les sionistes ne sont que des proxys ou de simples exécutants de sa politique au Moyen-Orient. D'ailleurs tout le monde sait ou dit que sans leur soutien financier et militaire à l'Etat juif, celui-ci aurait déjà disparu.

Par conséquent, la cible ne doit pas être le bourreau du peuple palestinien, mais la main qui l'arme et cautionne son crime.

Quant aux acteurs eux-mêmes, aussi cruels ou barbares soient-ils, j'ai envie de dire qu'on n'en a rien à foutre ou c'est puéril ou infantile de les viser, puisqu'une fois éliminés ils seraient immédiatement remplacés par leurs semblables.

En France, hier le mot d'ordre Macron dehors avait un sens, mais depuis que son jumeau féminisé a été concocté Premier ministre par Davos et Bilderberg, il est devenu désuet, il faut trouver autre chose, par exemple le couple Macron-Attal serait plus approprié ou conforme à la situation politique.

Abolition de la résolution 181 des Nations Unies de 1947 consacrant la partition de la Palestine!

Démantèlement de l'Etat juif au profit d'une République démocratique et laïque palestinienne accordant les mêmes droits à tous ses citoyens quel que soit leur origine ethnique, sans discrimination religieuse ou philosophique !

Vous ne pourriez pas faire une petite place pour les Palestiniens expulsés de leur pays ?

Royaume-Uni : le premier ministre, Rishi Sunak, parvient à faire voter le projet de loi visant à expulser des migrants vers le Rwanda - Le Monde avec AFP 18 janvier 2024

Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, a franchi une étape cruciale pour sa survie politique. Après deux jours sous haute tension au palais de Westminster avec des débats houleux, des tractations à huis clos et des démissions retentissantes, les députés ont adopté, mercredi 17 janvier au soir, le projet de loi controversé sur l'expulsion de migrants vers le Rwanda. Avec le retour dans le rang des dissidents, le texte a été approuvé en troisième lecture à la Chambre des communes par 320 votes pour et 276 contre.

Ce texte vise à répondre aux objections de la Cour suprême britannique, qui a jugé le projet illégal dans sa version précédente par crainte notamment pour la sécurité des demandeurs d'asile expulsés envoyés au Rwanda. Selon le projet, ces derniers, d'où qu'ils viennent, verraient leur dossier examiné au Rwanda et ne pourraient ensuite en aucun cas retourner au Royaume-Uni, ne pouvant obtenir l'asile que dans le pays africain.

Pour tenter de sauver son texte, vivement critiqué par les associations humanitaires, le gouvernement a signé un nouveau traité avec Kigali. Il est adossé à ce nouveau projet de loi qui définit le Rwanda comme un pays tiers sûr et empêche le renvoi des migrants vers leurs pays d'origine. Il propose également de ne pas appliquer aux expulsions certaines dispositions de la loi britannique sur les droits humains, pour limiter les recours en justice. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies a estimé, mercredi, que la dernière version du projet n'était « *pas compatible* » avec le droit international.

Son projet de loi devra désormais être approuvé par les membres non élus de la Chambre des lords, qui pourraient fort bien l'amender. Et s'il est adopté à temps avant les législatives, prévues en l'état à l'automne, le Labour, mené par Keir Starmer, a promis de l'abroger s'il arrive au pouvoir après quatorze ans dans l'opposition.

Un durcissement trop important pourrait par ailleurs fragiliser le partenariat avec le Rwanda, qui a déjà reçu près de 240 millions de livres (280 millions d'euros) de la part du Royaume-Uni. « *Cet argent ne sera utilisé que si les [migrants] viennent. Si ce n'est pas le cas, nous pourrions le rendre* », a assuré le président rwandais, Paul Kagame, interrogé mercredi au Forum économique mondial à Davos, en Suisse. Le Monde avec AFP 18 janvier 2024

J-C – Quel marchandage ignoble ! Et ce sont ces gens-là qui veulent nous donner des leçons de « *moral* » !

Commentaire adressé et publié par *Le Grand Soir*.

- Je m'interroge comme vous en essayant de prendre en compte tous les facteurs.

Outre que l'économie de guerre est la plus profitable et que tous les acteurs politiques savaient depuis les années 90 qu'un tel scénario aboutirait à une guerre, on a pu le lire ici ou là, le secteur militaro-industriel-financier engrange des dizaines ou des centaines de milliards de dollars de part et d'autre, rien que du bonheur !

Quant aux conséquences économiques des sanctions contre la Russie, chacun sait de quoi il retourne vraiment au bout de deux ans.

Tenez, deux infos récentes qui confirment à leur manière mon analyse, elles ne sont pas les seules :

- Gazprom a livré par jour 40,7 millions de m³ de gaz à l'Europe en 2023 via l'Ukraine – RT 3 janvier 2024

- Les autorités américaines ont offert un coup de pouce à la monnaie russe – RT 6 janvier 2024

Bien que cela fasse un moment que je n'y suis pas allé voir, je crois que les principales bourses occidentales se portent à merveille.

On entend dire que le dollar et Wall Street vont s'effondrer, que l'économie mondiale va exploser, que le capitalisme à l'agonie vit ses dernières heures, qu'on est à la veille d'une Troisième Guerre mondiale, etc. il y a de nombreux spécialistes en la matière qui matraquent ce discours depuis plus de 50 ans, sachant que cela finira bien par arriver un jour ou l'autre, mais certainement pas de la manière dont ils l'avaient prévu.

Partant de ce constat, je ne prête aucune attention à leur discours qui consistent à propager des illusions ou des analyses foireuses, qui sont faits pour nous induire en erreur ou pire, nous empêcher d'interpréter la situation correctement, de sorte qu'on se retrouve en présence d'une multitude d'interprétations qui en apparence se valent toutes sans qu'aucune ne parvienne à émerger réellement du lot, quand bien même il y en aurait une de valable, du coup les opposants au régime se divisent à l'infini en adoptant l'une ou l'autre, pendant que les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires.

Contrairement à ce qu'on croit, les géopoliticiens autoproclamés qui sont étrangers au mouvement ouvrier ou qui en sont les ennemis, sont plus nuisibles qu'utiles à notre cause, on n'en a absolument pas besoin.

Depuis quelques mois je me livre à une expérience en m'informant directement à la source sans passer par eux pour collecter des données, ensuite je me livre à mes propres analyses sur l'actualité sociale ou politique nationale ou internationale, pas sur tous les sujets évidemment, arbitrairement je choisis les plus brûlants ou ceux qui selon moi présentent un intérêt particulier qu'on peut développer, et bien je me suis aperçu que non seulement c'était possible,

mais je m'en tirais très bien, mieux qu'eux et bien d'autres, j'ai produit des analyses sur un tas de sujets qui tenaient parfaitement la route, en toute indépendance, cela va de soi ou c'était sans doute la condition déterminante pour y arriver, ce qui n'est pas le cas des géopoliticiens, aucun n'est indépendant, ils sont tous liés idéologiquement au régime en place.

Réfléchissons un instant, en étant liés au régime, pourquoi produiraient-ils des analyses pour aider à le combattre ?

Abus de pouvoir et principe de présomption d'innocence.

Macron pratique l'un et revendique l'autre, on aura compris pourquoi dans sa situation, il protège ses arrières.

La machine infernale à fabriquer le consentement perd en efficacité.

Affaire Gérard Depardieu : les Français ne comptent pas arrêter de regarder ses films - huffingtonpost.fr 16/01/2024

L'affaire Gérard Depardieu est au cœur de toutes les conversations, de toutes les prises de parole politique ou presque, impossible donc pour les Français d'ignorer la polémique. Pourtant, une majorité d'entre eux ne comptent pas arrêter de regarder les films du comédien, d'après un sondage exclusif réalisé par YouGov pour Le HuffPost.

Comme nous le dévoilons ce mardi 16 janvier, 62 % d'entre eux ont répondu qu'ils continueraient en effet de visionner les longs métrages dans lesquels figure l'acteur mis en examen pour viol et agression sexuelle dans trois affaires. À l'inverse, 23 % ont répondu qu'ils cesseraient d'en regarder, quand 15 % ont répondu qu'ils ne savaient pas.

J-C - 23 %, cela fait beaucoup de décérébrés ou de cinglés, mais ils sont minoritaires, c'est réconfortant.

Révélation. "Il faut tout accepter pour faire ce métier", même se prostituer ou se livrer à la pornographie et ce n'est pas nouveau.

Violences sexuelles au cinéma : ce qui a concrètement changé sur les tournages depuis #MeToo - francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Inspirés de l'industrie américaine du cinéma, des "*coordinateurs d'intimité*", nouvelle profession chargée d'encadrer les tournages de scènes à caractère sexuel, font très timidement leur apparition.

"On est encore souvent vus comme une police des mœurs", déplore auprès de l'AFP l'une des rares coordinatrices d'intimité en activité en France, Paloma Garcia Martens, qui se perçoit plutôt comme un "soutien à la mise en scène".

Parmi les réticences auxquelles elle se heurte, l'idée qu'un cinéaste "ne supporte pas l'intrusion dans sa relation sacrée avec l'acteur", la frilosité des producteurs... Mais aussi celle des interprètes eux-mêmes, qui ont parfois l'idée qu'il faut tout accepter pour faire ce métier. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

J-C - Rappel qui demeure d'actualité.

Même dans le moindre téléfilm, comédie ou série policière, il faut qu'il y ait du cul, toutes les actrices qui ont fait carrière l'ont montré et s'en sont servi dans tous les sens du terme, vous voyez ce que je veux dire.

Cela ne me choque pas ou je ne le condamne pas, je ne les juge pas, elles font ce qu'elles veulent de leur cul. En revanche ce qui est insupportable, c'est quand certaines d'entre elles - je ne parle pas des plus laides, viennent à le dénoncer alors que leur carrière est derrière elle ou quand leur cul ne fait plus recette, parce qu'elles sont vieilles, ratatinées ou carrément repoussantes. Le procédé est franchement dégueulasse, des vieilles putes repenties auraient plus de dignité que ces salopes.

Jean-Luc Godard connut quelques déboires avec ses producteurs lorsqu'il leur présenta son film *Le Mépris* (1963). Pourquoi, parce qu'il ne contenait pas de scènes de cul !

Wikipédia - La première version du film présentée en juillet 1963 n'a pas du tout plu aux producteurs Carlo Ponti et Joe Levine ; en effet, la présence de Brigitte Bardot étant un atout majeur pour la production américaine, il était dès lors incompréhensible et inacceptable pour ces derniers que le montage définitif effectué par Godard ne comprît pas de scènes de nu de l'actrice dont le cachet a coûté la moitié du budget⁹. Les producteurs exigent ainsi des scènes supplémentaires au début du film et au milieu, montrant Bardot et Piccoli faisant l'amour, puis vers la fin, entre Bardot et Palance.

Raoul Coutard, directeur de la photographie :

« Ça a été un drame, parce que Jean-Luc a été obligé de retourner un certain nombre de plans pour que les Américains finissent de payer le dernier versement, et c'est Alain Levent qui les a tournés, parce que moi j'étais sur un autre film à ce moment-là. Cela s'est passé complètement à la fin, c'est-à-dire qu'on avait fait l'étalonnage du film. On avait envoyé le film à Sam Levine et ensuite il a dit : "Non, non, ça ne va pas, je veux voir le cul de Bardot". »
Wikipédia

Le capitalisme en quête de transcendance désespérément.

Le complexe transgenre-industriel (Scott Howard) - Réseau International 16 janvier 2024

Dans «*The Transgender-Industrial Complex*», Howard documente de manière exhaustive la vaste et vertigineuse constellation de personnalités et d'organisations qui sont à la tête de la cause transgenre. L'étude de Howard montre que le mouvement n'est pas du tout organique, mais plutôt un projet favori de l'establishment pervers occidental qui a été artificiellement fabriqué et propagé de haut en bas au cours de la dernière partie du XXe siècle, et qui est étroitement lié à «*d'autres programmes [impopulaires] mis en œuvre par l'establishment, tels que la migration massive/la «diversité», le changement climatique*», etc.

<https://reseauinternational.net/le-complexe-transgenre-industriel-scott-howard/#easy-footnote-bottom-4-378137>

Davos en quête de « confiance » et de « consensus social ».

Davos est un vulgaire club de rencontres, où chacun vient prêter allégeance aux tyrans qui dominant le monde. Comme quoi les choses ne se passent pas comme ils le voudraient ou sont contrariées par la lutte de classe des travailleurs et des peuples partout dans le monde, en guise d'aveu cette année ils ont intitulé leur rencontre *Reconstruire la confiance*, on fera tout pour continuer de leur pourrir.

- A la tribune, le Premier ministre chinois Li Qiang a vanté une économie chinoise qui "*progresses, avance et va continuer à dynamiser l'économie mondiale*". rts.ch 17/01/2024

Macron rend des comptes à ses maîtres.

Macron va à Davos - huffingtonpost.fr 17/01/2024

Le chef de l'État se rend au Forum économique mondial de Davos ce mercredi 17 janvier.

Pour faire « *rayonner la France* » sur la scène internationale, le chef de l'État compte souligner le riche calendrier de l'année qui vient de s'ouvrir, celle « *de toutes les fiertés françaises* », a indiqué son entourage aux journalistes en marge de l'événement. L'Élysée cite notamment le 80e anniversaire du Débarquement en juin, les Jeux olympiques et paralympiques cet été, le Sommet international de la francophonie en octobre, et la réouverture de Notre-Dame à la fin de l'année.

Dans un contexte international marqué par les conflits à Gaza, en Ukraine et en mer Rouge, Emmanuel Macron entend aussi mettre l'accent sur le « *réarmement économique et industriel* » avant les vœux aux armées vendredi à Cherbourg. huffingtonpost.fr 17/01/2024

Les syndicats adressent un message à Davos : Faites-nous confiance, on partage les mêmes valeurs démocratiques !

J-C - Vaut mieux en rire même si c'est sordide au possible. Le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle, a publié dans un blog qui appartient au Forum économique mondial un article basé sur la démocratie destiné aux participants de Davos, je cite "*L'importance d'un mandat démocratique*", alors que plus de 2700 des 2800 participants à cette réunion n'ont jamais été élus, dont les dirigeants de Davos. Sans parler des chefs d'Etat présents, qui, certes ont été élus, mais piétinent en permanence la démocratie, quand leur régime n'est pas carrément fascisant, en France par exemple.

Quant à la confiance, chacun sait que si elle faisait défaut c'est tout le système financier qui s'effondrerait aussitôt. Donc en se faisant le chantre de la confiance et de la démocratie, mieux en combinant les deux, les syndicats collaborent une fois de plus à une sordide mystification, il ne pouvait pas en être autrement.

Forum économique mondial 2024: la confiance repose sur les valeurs démocratiques - ituc-csi.org

CSI : La Confédération syndicale internationale.

<https://www.ituc-csi.org/forum-economique-mondial-2024-la?lang=en>

Toutefois, pour que cette nouvelle édition soit couronnée de succès, l'objectif spécifique du rétablissement de la confiance perdue dans les structures d'entreprise et politiques doit être fondé sur le respect effectif des valeurs démocratiques et un engagement tangible des gouvernements à agir dans l'intérêt de la population qui les a élus, plutôt que de servir les puissants intérêts commerciaux. Tel est le principal message que le secrétaire général de la CSI, Luc Triangle, adressera lors de l'événement.

Luc Triangle a rédigé un blog pour le Forum économique mondial que vous pouvez consulter [ici](#).

<https://www.weforum.org/agenda/2024/01/priorities-democracy-workers-rights-2024/>

Vous voulez savoir à quoi vous "attendre" pour la suite, demandez le programme aux maîtres du monde, direction Davos.

Davos 2024: Qui vient et à quoi s'attendre - weforum.org 11 décembre 2023

<https://www.weforum.org/agenda/2023/12/davos-2024-what-to-expect-and-whos-coming/>

Extrait en français (traduction automatique).

La réunion annuelle 2024 du Forum économique mondial se tiendra du 15 au 19 janvier à Davos, en Suisse.

La réunion se réunit sous le thème du Rebuilding Trust, accessible au grand public et plus de 200 sessions retransmises en direct.

La réunion accueille favorablement plus de 100 gouvernements, toutes les grandes organisations internationales et les 1000 entreprises partenaires du Forum, ainsi que les dirigeants de la société civile, les principaux experts, les jeunes acteurs du changement, les entrepreneurs sociaux et les médias.

« À l'heure où les défis mondiaux exigent des solutions urgentes, une collaboration innovante entre les secteurs public et privé est nécessaire pour transformer les idées en actes », a déclaré la présidente du Forum économique mondial. « Le Forum fournit la structure nécessaire à la recherche, aux alliances et aux cadres qui favorisent la coopération impulsée par les missions tout au long de l'année. La réunion annuelle de la semaine prochaine sera un accélérateur de cette coopération, en approfondissant les liens entre les dirigeants et entre les initiatives. »

Qui vient ?

Plus de 300 personnalités publiques y participeront cette année, dont plus de 60 chefs d'État et de gouvernement. Toutes les régions clés du monde seront fortement représentées. Les principaux dirigeants politiques qui y participent sont les suivants :

Li Qiang, Premier ministre de la République populaire de Chine; Emmanuel Macron, Président de la République de Corée; Ursula von der Leyen, Président de la Commission européenne; Javier Milei, Président de l'Argentine; Han Duck-soo, Premier Ministre de la République de Corée; Pedro Sanchez, Premier Ministre d'Espagne; Viola Amherd Volodymyr Zelenskyy, Présidente de la Confédération suisse 2024 Alexander De Croet Conseiller fédéral de défense, de protection civile et de sports; Francisco Petro Urrego, Président de la Colombie; Kyriakos Mitsotakis, Premier Ministre de la Grèce; Mohammed Shyaa Al Sudani, Premier Ministre iraquien; Leo Varadkar, Taoiseach of Ireland; Bisher Hani Al Khasawneh, Premier Ministre du Royaume de Jordanie; William Samoei Ruto Oyin-Ladoyinbo, Président du Kenya; Najib Mikati, Président du Conseil du Conseil Mark Rutte Premier Ministre des Pays-Bas; Bola Ahmed Tinubu, Président du Nigéria; Andrzej Duda, Président de la Pologne; Mohammed Bin Abdulrahman Al Thani, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar; M . Aleksandar Vucic, Président de la Serbie; M. Tharman Shanmugaratnam, Président de Singapour; Ranil Wickremesinghe Srettha Thavisin, Président de Sri Lanka; Pham Minh Chinh Premier Ministre du Viet Nam.

En outre :

Antony Blinken, secrétaire d'État américain; Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, et des représentants du Sénat et de la Chambre des représentants.

Les chefs d'organisations internationales qui y participent sont notamment les suivants :

M. Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies; Mme Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international; Ajay S. Banga, Président du Groupe de la Banque mondiale, Ngozi Okonjo-Iweala, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce; Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique

Nord; Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé; Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement.

On estime que 1 600 chefs d'entreprise, dont 800 des plus grands PDG et présidents du monde membres et partenaires du Forum économique mondial, y participeront. Il y aura également plus de 150 innovateurs mondiaux, pionniers technologiques et licornes qui transforment les industries.

Plus de 200 membres des communautés Global Shapers du Forum, Jeunes leaders mondiaux et les entrepreneurs sociaux se joindront à la mise en valeur des innovations et des solutions locales. Plus de 150 experts et chefs des principales universités, institutions de recherche et groupes de réflexion du monde participeront également à la réunion. Plus de 40 travailleurs, organisations non gouvernementales et chefs religieux de la société civile y participeront également.

Les chefs d'organisations de la société civile sont les suivants : Kirsten Schuijt, Directeur général de la WWF International; David Miliband, Président du Comité international de secours; Luc Triangle, Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale; Tirana Hassan, Directeur exécutif de Human Rights Watch.

La réunion annuelle 2024 continuera d'être informative et accessible au grand public grâce à la retransmission en direct de plus de 200 sessions. En outre, le Forum ouvert, qui en est à sa vingt et unième année, accueillera des tables rondes ouvertes au public sur le thème « *From Life to Lab: Science in Action* ». Le Village mondial de collaboration continuera de faire progresser ses travaux lors de la réunion et d'élargir l'accès du public.

Reconstruire la confiance

Davos 2024 est la 54e réunion annuelle du Forum économique mondial. Sous le thème *Rebuilding Trust*, la réunion vise à rétablir les agences collectives et à renforcer les principes fondamentaux de transparence, de cohérence et de responsabilité entre les dirigeants.

La réunion s'articule autour de quatre domaines:

Assurer la sécurité et la coopération dans un monde fragmenté

Comment pouvons-nous faire face efficacement aux crises sécuritaires, telles que la situation actuelle au Moyen-Orient, tout en plaçant la terre sous les forces structurelles de la fragmentation? Comment pouvons-nous identifier les domaines dans lesquels la coopération est essentielle pour garantir un scénario gagnant-gagnant pour toutes les parties prenantes?

S'appuyer sur l'engagement à long terme et structuré du Forum avec les gouvernements, les organisations internationales et les experts de toutes les régions.

Créer de la croissance et des emplois pour une nouvelle ère

Comment le gouvernement, les entreprises et la société civile peuvent-ils s'unir autour d'un nouveau cadre économique pour éviter une décennie de faible croissance et placer les gens au

centre d'une trajectoire plus prospère? Comment pouvons-nous minimiser les arbitrages et maximiser les synergies dans une situation où les mesures traditionnelles semblent échouer?

Soutenu par des partenariats avec des institutions économiques internationales et des universitaires de haut niveau, ainsi que par les travaux du Forum sur la compétitivité, l'innovation et le capital humain.

L'intelligence artificielle en tant que force motrice pour l'économie et la société

Comment pouvons-nous utiliser l'IA pour tous bénéficier ? Comment le paysage réglementaire divergent-scient-il avec l'innovation et les risques sociétaux? Comment l'IA s'interfacera-t-elle avec d'autres technologies transformatrices, dont 5/6 G, l'informatique quantique et la biotechnologie?

Ancré dans , intégrant les principaux gouvernements et entreprises, et dans 20 centres pour...

Une stratégie à long terme pour le climat, la nature et l'énergie

Comment pouvons-nous développer une approche systémique à long terme pour atteindre les objectifs d'un monde neutre en carbone et positif pour la nature d'ici 2050 tout en offrant un accès abordable, sûr et inclusif à l'énergie, à l'alimentation et à l'eau? Comment équilibrer ces arbitrages pour parvenir à un consensus social?

Intégrer les travaux d'initiatives du Forum à objectifs multiples, y compris...

Journal de bord d'un écolo-réaliste à la COP 28 - Association des climato-réalistes 26 décembre 2023

Membre de l'association des climato-réalistes, j'ai réussi à s'immiscer pendant 8 jours dans les arcanes de la COP28 à Dubaï. Je vous fais le récit de mes tribulations.

Extrait.

Et dans nos bibliothèques d'écoles et d'universités nous trouverons, bien mis en évidence, de nombreux ouvrages sur ces sujets épineux : « *Comment détruire l'industrie en 10 leçons pour développer l'économie* » ; « *Comment créer une famine en moins de 3 ans pour sauver l'humanité* » ; « *Comment développer une misère durable, inclusive et pour tous* ». Bill Gates aura sans doute préfacé chacun de ces ouvrages fondamentaux tant profonde est son ubiquité intellectuelle : nous l'aurons vu passer en quelques années de spécialiste du virus informatique à spécialiste du virus biologique, pour finalement donner ses recommandations sur le climat et les meilleures manières de nous assurer un hiver éternel. Il aura sans doute pondu également son propre ouvrage – cette fois-ci préfacé par Jancovici – sur l'inexorabilité de la décroissance et les bienfaits du rationnement alimentaire mondial. Son titre sonnera comme un tocsin (et un glas) : « *La Richesse des Rations – Théorie générale de la faim ou misère de la boulimie* ».

Drôle de monde ! Il fut un temps, pas si éloigné, où l'on réclamait de l'argent pour favoriser la croissance, bâtir des usines, multiplier les emplois, couvrir la terre de champs pour nourrir l'humanité, construire des routes et des moyens de transport pour faciliter les échanges et découvrir le monde, développer les capacités de l'être humain, accomplir rêves et ambitions d'un nombre croissant de personnes. Maintenant on demande, à cor et à cri, des sous pour financer l'arrêt de l'économie, la mort du travail, pour assurer la pénurie, ralentir et limiter les transports, accentuer l'inertie !

Toujours cette logique orwellienne à l'œuvre dans cet univers étrange des logiques paradoxales auxquelles nous finirons par nous habituer, si ce n'est pas déjà le cas. Logiques qui nous amèneront toutes les misères du monde que le climat n'aura pas réussi à nous imposer à lui tout seul malgré ses éternels caprices.

Pour lire la suite qui était succulente :

<https://www.climato-realistes.fr/journal-de-bord-dun-ecolo-realiste-a-la-cop-28/>

Je leur ai adressé un commentaire de soutien que j'ai modéré volontairement. J'avais commencé à en rédiger un autre, mais devenu beaucoup trop long et politique, j'ai renoncé à leur envoyé, je le publie séparément ci-dessous.

Business as usual, chut il ne faut pas le dire !

Ils ont déjà perdu cette guerre. Les mondialistes insistent lourdement sur le fait que les "*ressources physiques*" seraient limitées, mais quelle proportion les hommes en ont-ils exploitées à ce jour, sachant qu'ils n'ont exploité qu'une toute petite partie de celles qui figurent sur la terre ferme qui ne représente que 25% de la surface de notre planète, et que demeurent pratiquement intactes ou inexploitées celles qui figurent au fond des océans qui représentent 75% de la surface de la Terre, on est en droit de penser qu'avant d'atteindre cette limite qu'on ne connaît pas d'ailleurs, il devrait en passer des siècles et des siècles. Sans parler des progrès scientifiques et technologiques à venir qui permettront d'ici là de satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité.

En revanche, ce qui pourrait justifier cette guerre ou plutôt toutes ces guerres d'hier et d'aujourd'hui contre tous les peuples, c'est le fait que l'augmentation du taux de productivité n'est pas extensible à l'infini. De plus, il est impossible d'imposer autoritairement le taux de productivité le plus élevé atteint aux travailleurs du monde entier, les rapports sociaux économiques ne fonctionnent pas de cette manière-là, ou alors cela nécessiterait au moins un siècle de plus, or le temps leur est compté. Qui plus est, selon les pays le développement économique s'effectue selon des rythmes et des délais sur lesquels ils ont peu d'emprise, pire, il aura des conséquences qui fatalement entreront rapidement en contradiction avec leurs objectifs, et ainsi de suite. Ils se retrouvent donc confronter en permanence au même défi sans jamais pouvoir le résoudre définitivement.

On a pu observer que, chaque fois que le taux de productivité progressa, mais aussi pour imposer ses nouvelles normes au système productif, il fallut au préalable procéder à de gigantesques destructions de manière à pouvoir libérer le capital ou la plus-value acculée dans

des proportions tout aussi gigantesques, processus auquel nous avons assisté pendant et après chaque guerre mondiale et qui s'est poursuivi sans interruption depuis 1945. A ceci près qu'aujourd'hui, ils ne peuvent plus prendre le risque de recourir à ce scénario, ce qui d'ailleurs ne serviraient à rien et ils le savent très bien, puisqu'autant la division du travail que la productivité ou encore la multiplication des besoins des hommes ont atteint leur limite ultime, d'où la tentative désespérée de recourir à la décroissance pour sauver les meubles, se sauver eux-mêmes. Comment cela ou pourquoi ?

La décroissance témoigne de l'incompatibilité du capitalisme avec le bien-être des peuples.

La décroissance devrait se traduire, si on les prend au mot, par une régression des besoins des hommes, une régression sociale généralisée imposée dans les pays les plus développés, et l'interdiction pour les autres pays d'accéder à un niveau de développement comparable, d'où sur le plan politique la nécessité d'instaurer un régime mondial totalitaire pour l'imposer à tous les peuples, qui infailliblement s'y opposeront farouchement, car il s'agira de leur propre survie, alors se posera à eux avec une acuité particulière, la question de savoir dans quel type de société ils veulent vivre...

Santé.

On veut nous refaire le coup de l'hydroxychloroquine qui tue, mais en pire - AIMSIB 14 janvier 2024

https://www.aimsib.org/2024/01/14/on-veut-nous-refaire-le-coup-de-lhydroxychloroquine-qui-tue-mais-en-pire/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter+CSI+Janvier+2024&utm_medium=email

Des professeurs japonais du «Groupe d'étude sur les vaccins» dévoilent des effets secondaires «sans précédent» dans un communiqué de presse - Réseau International 16 janvier 2024

<https://reseauinternational.net/des-professeurs-japonais-du-groupe-detude-sur-les-vaccins-devoilent-des-effets-secondaires-sans-precedent-dans-un-communiquede-presse/>

OMS et multirésistance bactérienne, quatre bricolages de labos qui pourraient tuer nos libertés - AIMSIB 24 Déc 2023

https://www.aimsib.org/2023/12/24/oms-et-multiresistance-bacterienne-quatre-bricolages-de-labos-qui-pourraient-tuer-nos-libertes/?utm_source=brevo&utm_campaign=Newsletter+CSI+Janvier+2024&utm_medium=email

La saine réaction d'un médecin.

Québec : un médecin de Montréal radié trois mois pour avoir « mégenré » un patient trans - lejdd.fr 16/01/2024

Ils ont eu un différend qui les a menés à la justice. Un médecin de Montréal a été radié durant trois mois pour avoir refusé de prescrire un traitement hormonal à son patient transgenre et pour avoir refusé de le considérer comme un homme (alors qu'il est né femme), indique La Presse lundi 15 janvier. Il est son médecin de famille depuis 2018. Mais, en mai 2022, le patient s'est rendu auprès du professionnel pour demander un traitement hormonal. Il n'a pas hésité à enregistrer l'échange sur son téléphone portable. Le docteur a toutefois indiqué ne jamais avoir prescrit de tel traitement, renvoyant son patient vers un autre confrère.

Si le patient accepte de recevoir les coordonnées de l'autre praticien, l'échange s'est peu à peu tendu. Le médecin a notamment rappelé les effets secondaires rencontrés lors du processus de transition comme un comportement agressif. Il a également refusé de considérer le patient comme un homme puisqu'il est « *génétiquement une femme* ». « *Si une analyse chromosomique est réalisée, il sera démontré que les chromosomes sont porteurs des gènes XX et non XY* », a-t-il évoqué. Le patient a persisté, indiquant vouloir être considéré de la sorte. « *Oui, ça, c'est dans votre cerveau* », aurait renchéri le médecin selon La Presse. La situation était si tendue que le médecin a fini par chasser le patient de son cabinet. Il a refusé de fournir les coordonnées de son collègue qu'il avait conseillé plus tôt et a appris au patient qu'il ne le suivrait plus pour rupture de confiance.

Une plainte a été déposée par le patient. Le médecin examinateur, chargé de l'enquête, a conclu qu'il n'y avait pas de comportement discriminatoire de la part du mis en cause mais plutôt « *un problème au niveau de la qualité de la relation professionnelle et un manque de respect envers le patient* ».

Insatisfait de cette conclusion, le plaignant a alors effectué une demande d'enquête au bureau du syndic du Collège des médecins. Le médecin a enfin plaidé coupable, rappelant que « *l'attitude du patient (...) dénote au mieux une problématique ou l'inexistence de la confiance mutuelle nécessaire à la relation professionnelle* ». Il a pour obligation de purger deux périodes de radiation, l'une de trois mois et l'autre de deux mois. lejdd.fr 16/01/2024

Guerre psychologique et biologique contre la population mondiale.

J-C - Comment vous conditionner pour que vous réclamiez ou adoptiez les mesures destinées à faire face aux conséquences d'une pandémie fabriquée.

"Maladie X" plus mortelle que le Covid: l'agence sanitaire russe soupçonne un coup de com' - fr.sputniknews.africa 14.01.2024

Une des tables rondes du Forum économique mondial, qui se tiendra à Davos du 15 au 19 janvier 2024, sera consacrée à la "maladie X", qui pourrait causer 20 fois plus de décès que la pandémie du coronavirus.

En effet, après la pandémie de Covid, l'OMS a déclaré que d'autres agents pathogènes pourraient lui succéder et provoquer de nouvelles épidémies.

Les participants de ce rendez-vous vont discuter des efforts à entreprendre pour préparer les systèmes de santé à une éventuelle pandémie. Le nom de Tedros Adhanom Ghebreyesus, patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), figure sur la liste des speakers.

L'agence sanitaire russe réagit

La présence de ce sujet dans l'ordre du jour du forum recèle des enjeux purement économiques et non scientifiques, estime l'agence sanitaire russe.

L'instance pointe du doigt le fait que les participants de la réunion sont des acteurs intéressés du big pharma qui vont profiter de nouveaux investissements.

"La présence de la "maladie X" à l'ordre du jour de Davos et la participation des acteurs qui ont des intérêts financiers là-dedans, dont les grandes sociétés pharmaceutiques, montrent que la session tournera autour de la hausse des investissements. Ceci est particulièrement favorable aux grandes entreprises pharmaceutiques, qui prétendent anticiper les pandémies, raison pour laquelle elles discutent de la question au Forum économique mondial", a souligné Rospotrebnadzor.

Dans le même temps, de grands experts et chercheurs en épidémiologie, qui s'occupent de l'évaluation des risques de nouvelles pandémies et des mesures pour s'y préparer, ne sont pas inclus dans la liste des participants, note l'agence.

Après la pandémie de Covid-19, l'OMS tente de promouvoir l'idée de réformer l'architecture sanitaire mondiale. Elle le justifie par des menaces futures et le manque de préparation et appelle à lui octroyer plus de financement, explique l'organisme sanitaire.

La "maladie X" n'est pas réelle. C'est un concept théorique utilisé par l'OMS pour modéliser et anticiper la menace sanitaire hypothétique. fr.sputniknews.africa 14.01.2024

<https://reseauinternational.net/le-wef-et-loms-annoncent-la-menace-de-la-maladie-x-la-derniere-ligne-droite-pour-le-traite-sur-les-pandemies-et-la-solution-finale-de-bill-gates/>

<https://thecountersignal.com/wef-and-who-prime-disease-x-in-final-push-for-pandemic-treaty/>

<https://expose-news.com/2023/08/08/disease-x-was-rehearsed-at-clade-x-are-we-about-to-see-a-new-plandemic/>

"Maladie X" : quel est ce virus hypothétique qui agite les complotistes - tf1info.fr 15 janvier 2024

Ils se sont insurgés pendant des mois contre les restrictions liées à l'épidémie de Covid-19. Et craignent dorénavant que les autorités renouvellent l'expérience. Sur les réseaux sociaux, des

internautes alertent sur le contenu des discussions lors du forum économique mondial qui s'est ouvert à Davos, lundi 15 janvier.

Le 17 janvier, une table-ronde est en effet prévue à Davos au sujet de la "*maladie X*", à en croire l'agenda en ligne du forum. Seront réunis autour de la table plusieurs intervenants de la communauté internationale, dont le patron de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le ministre de la Santé du Brésil et le président du conseil d'administration du laboratoire AstraZeneca. Objectif de la réunion, discuter des "*efforts qui seraient nécessaires pour préparer les systèmes de santé aux multiples challenges qui les attendent*".

Parmi les défis, cette fameuse "*maladie X*". À noter qu'il s'agira pour les participants de débattre de ces enjeux et non de décider d'une politique à mettre en place. Car pour rappel, si le forum qui se réunit tous les ans à Davos rassemble les principaux leaders politiques et des représentants de la société civile, il n'a aucun pouvoir décisionnaire. Comme l'analysait le politologue Jean-Christophe Graz en 2008, ce type de forums qui s'arrogent un "*pouvoir illégitime*", n'ont qu'un "*pouvoir informel limité*".

J-C- Faux, au contraire, en janvier 2020 à l'échelle mondiale on a fait l'expérience dramatique de leur pouvoir devenu tentaculaire, illimité

La maladie qui ronge la société n'est pas inconnue : Le capitalisme.

Le clan de l'oligarchie financière anglo-saxon le plus puissant, qui est à l'origine de la mystification mondiale au Covid-19 de 2020, annonce depuis Davos qu'il est prêt à récidiver en lançant une nouvelle maladie inconnue nommée "*maladie X*", qui serait destinée à faire plus de mort que la précédente, qui en quelque sorte aurait servi de répétition générale à une opération à venir d'une portée beaucoup plus vaste, consistant à déposséder définitivement tous les Etats de leur souveraineté en terme de santé publique, au profit de l'OMS promu ministère mondial de la Santé dirigé par les trusts pharmaceutique mafieux et criminels.

Les Russes présentent cela à leur façon comme un simple "*coup de com*" pour ne pas avoir à affronter directement les Américains, c'est un simple constat, un de plus qui témoigne si nécessaire de leur collusion d'intérêt contre les peuples, sans nier les tensions et désaccords qui existent entre eux, de la concurrence farouche à laquelle ils se livrent, qui concerne également les 4 ou 5 clans qui s'affrontent au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne dont l'origine est à rechercher du côté des contradictions qui résultent de la survie du capitalisme pourrissant, que les uns et les autres tentent de sauver comme ils peuvent pour assurer leur propre survie.

Ils sont à la fois alliés et ennemis, alliés quand il s'agit d'affronter ou contenir le prolétariat mondial, ennemis quand ils estiment que l'un d'entre eux menace leurs intérêts fondamentaux, ces deux rapports ne sont pas incompatibles, ils concernent des conditions différentes auxquelles ils doivent s'adapter, mais finalement on retrouve toujours les mêmes facteurs ou acteurs en toile de fond, la crise du capitalisme et la lutte des classes.

On sait que le développement du capitalisme conduit inévitablement à la rationalisation à l'extrême de la production, ce qui nécessite pour se réaliser que la division du travail soit

conduites à ses limites extrêmes pour garantir un maximum de productivité, et que ce processus dialectique va se traduire inéluctablement par une concentration du capital toujours plus grande. Cette condition est déterminante pour éviter que ce processus se disloque.

Maintenant, qui dit concentration du capital dit concentration du pouvoir politique entre les mains des plus riches. Il leur faut donc concevoir une structure ou une institution politique (internationale), à partir de laquelle ils peuvent exercer leur pouvoir politique, sans partage de préférence puisqu'ils concentrent tous les pouvoirs, d'où l'incapacité des Etats ou des vieilles structures politiques du capital issus de la lutte des classes de remplir cette fonction.

Voilà ce qui justifie l'établissement d'un gouvernement mondial qu'ils contrôlèrent ou auquel ils dicteraient leur politique. Il serait forcément de nature totalitaire, après que toutes les représentations politiques issues de la lutte des classes eurent été déclarées obsolètes ou identifiées comme des obstacles à leur pouvoir absolu.

Ainsi tout s'explique très bien et se tient pour peu qu'on n'évacue pas la nature du capitalisme, la crise du capitalisme, ainsi que la lutte des classes.

Tout cela figurait déjà dans *Le Capital* de Marx et Engels et dans *Le capitalisme stade suprême du capitalisme* de Lénine, certes parfois en pointillé ou à l'état d'ébauche, à nous d'écrire la suite, si nous en sommes capables, personnellement je doute fortement en avoir la capacité, ce qui ne doit pas m'empêcher de réfléchir et d'y contribuer modestement.

Il y a encore une question qu'on n'a pas abordé parce qu'elle nécessite un long développement ou une profonde concentration, et pour l'instant j'avoue ne pas savoir par quel bout la prendre, je vous la livre brut de décoffrage comme l'on dit.

Contrairement à ce qu'avaient imaginé les maîtres du marxisme qui nous servent toujours de référence, le capitalisme recelait manifestement des ressources insoupçonnées ou dont nous n'avions pas pris conscience, pour survivre à toutes les graves crises qu'il allait traverser depuis la fin du XIXe siècle et tout au long du XXe siècle jusqu'à nos jours, c'est le premier constat dont nous devons partir, qu'il nous faut accepter sans état d'âme ou en toute lucidité.

On a passé notre temps à échafauder un tas de théories pour tenter de trouver une explication, sans qu'aucune ne l'emporte sur les autres, toutes comportaient de graves lacunes, des biais provenant de multiple a priori, surtout le refus d'admettre que les choses ne s'étaient pas passées comme on l'avait prévu ou qu'on s'était fourvoyé, sans être en mesure de comprendre comment et pourquoi nous avons pu nous illusionner à ce point-là, notre amour propre est souvent mal placé ou on manque cruellement de modestie pour admettre nos faiblesses ou nos erreurs. Nous en sommes là aujourd'hui, autant dire qu'on est mal barré.

Il faut se remémorer les raisons de la dégénérescence de la révolution russe de 1917, du parti bolchevik, de l'Internationale communiste et de l'URSS, en dos mot, le degré d'arriération du prolétariat russe et international, le sous-développement de l'économie mondiale, ce qui devait favoriser l'établissement de régimes féodaux ou de dictatures sur tous les continents sur lesquels les puissances impérialistes exerceraient leur pouvoir en pillant leurs richesses tout en leur interdisant tout développement économiques, de manière à ce que la situation coloniale qui prévalait à l'aube du XXe siècle perdure pendant au moins un siècle de plus, tout du moins sur les pays les moins peuplés ou les plus isolés, de sorte que les conditions immatures pour une révolution socialiste mondiale soient maintenues également.

C'est ainsi que chacun peut constater, que pour aucun peuple dans le monde et pas seulement au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, aujourd'hui nulle part il existe une issue politique.

En Occident ou dans les pays les plus développés, parce que le colonialisme tout au long du XXe siècle a permis de dégager la plus-value nécessaire pour corrompre les classes moyennes, les masses et le mouvement ouvrier, garantir un niveau de vie supérieur à celui du reste du monde, au point qu'ils n'ont même plus de direction politique, ils sont disloqués, atomisés. Pire encore, tandis que les classes moyennes et les masses sont conditionnées par l'idéologie dominante ultra réactionnaire, pour ne pas être en reste ou se retrouver marginalisé, le mouvement ouvrier lui sert d'agent en multipliant les témoignages d'allégeance aux maîtres du monde, apôtre de la mystification hygiéniste ou de l'OMS-Gavi-Gates, disciple du Green New Deal ou du GIEC-Davos, féministes enragées et adeptes du mythe du matriarcat qui renvoie au stade primitif du développement de l'humanité auquel le Forum économique mondial rêve de nous renvoyer, bref, contrairement à ce que pensait Lénine, l'opportunisme a la vie aussi dure que celle du capitalisme.

Dans le reste du monde, il ne faut se faire aucune illusion non plus, les peuples qui luttent pour leur survie quotidiennement, n'ont aucune chance de s'en sortir, à l'instar des Palestiniens, dont le destin tragique est la caricature de cette absence d'issue politique conforme aux intérêts des exploités et des opprimés.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'avant-garde du mouvement ouvrier en occident et particulièrement en France fit croire à plusieurs générations de travailleurs et militants que les conditions objectives et subjectives étaient mûres ou sur le point de mûrir pour que se déroule une révolution socialiste qu'on n'a jamais vu venir, du coup elle fut condamnée à dégénérer, à se putréfier, finalement à se renier, à trahir ses engagements, à se disloquer à son tour, ses dirigeants n'ayant jamais voulu admettre leurs erreurs ou pour avoir produit des théories et des analyses foireuses, leur incapacité à analyser la situation mondiale, tous les courants ou partis qui existent aujourd'hui en sont les reliquats évanescents.

Ce qui a changé entre hier et aujourd'hui, c'est qu'hier leurs illusions avaient comme un parfum d'espoir et de liberté, c'est la principale raison pour laquelle nous fûmes si nombreux à les partager, alors que de nos jours elles puent littéralement, car entre temps la société s'est décomposée, gangrenée, putréfiée dans des proportions hallucinantes, alarmante, décadente, liberticide et intolérante au possible, mais ce n'est pas cela qu'ils dénoncent et combattent, non, ils en rajoutent une couche, là encore ils nous raconteront comme autrefois que c'est pour éviter de se couper des masses qu'ils flattent ou encouragent leurs illusions les plus insupportables, alors qu'en réalité, c'est surtout par crainte de rompre les relations qu'ils ont tissés de longue date avec des pans de la gauche institutionnelle, de passer pour des extrémistes ou des "*complotistes*", ultime insulte qui les condamnerait à une marginalisation dont ils ne remettraient jamais ou précipiteraient leur disparition. Que peuvent-ils faire d'autres, que peuvent-ils inventer encore pour continuer à exister ?

Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi je n'ai pas voulu en être, bien que je respecte les travailleurs ou militants qui les ont rejoints, car je ne pense pas qu'ils aient eu conscience de ce que je viens de développer.

Reste le capitalisme, le plus gros morceau que j'aborderai brièvement.

Chacun a pu constater qu'il ne s'est pas effondré depuis 1945, Bretton Woods, etc. Il a connu des crises dont il s'est très bien sorti. Chaque fois on nous a prédit des crises plus vastes et profondes sans que finalement il explose en plein vol.

De la fondation de la Fed en 1913 à nos jours, ceux qui dominent le capitalisme mondial, les mêmes familles, banquiers ou trusts, cousins ou oncles éloignés par alliance comme dans les monarchies, les nouveaux ultra riches ayant croisé ou lié leur destin avec le leur, l'internationale oligarchique se porte à merveille. Elle a considérablement accru sa fortune et son pouvoir politique devenu tentaculaire au cours des dernières décennies. Ayant infiltré les principaux gouvernements occidentaux, toutes les institutions financières ou politiques internationales, elle contrôle tous les marchés, elle leur dicte sa loi, son orientation politique. Elle déclenche les crises et les guerres, les pandémies et les famines. Elle détermine la ligne éditoriale des médias mainstream, elle se sert des réseaux dits sociaux qu'elle a créés pour en faire autant d'agents à sa solde, histoire de faire croire aux plus naïfs qui pullulent dans le monde, que les idées qu'ils véhiculent sur le Net proviendraient de la majorité de la population, de sorte que chacun se sente obligé d'y adhérer pour ne passer pour un excentrique ou un affreux complotiste. Le pouvoir judiciaire lui est acquis également, comme pratiquement toutes les couches des classes moyennes qui ne sont pas encore menacées de paupérisation. Bref, à quelques exceptions près ou quelques accroc ici ou là qui ne l'empêchent pas de dormir tranquillement, ils sont devenus littéralement les maîtres du monde.

Avec un endettement mondial de 307.000 milliards de dollars qui représentent plus de 350% le PIB mondial en 2023 (Source : agefi.fr - fin septembre 2023), chacun aura compris que le capitalisme survie uniquement à crédit, c'est un euphémisme. Cette dette exponentielle ne sera jamais remboursée, autant dire que l'avenir des prochaines générations est gravement hypothéqué ou qu'elles n'en auront pas, elles sont d'ores et déjà condamnées à vivre dans une société qui sera bien pire que la nôtre, cauchemardesque et barbare. Mais ce n'est là que je voulais en venir, c'est plutôt de savoir pourquoi et comment c'est possible.

Puisque l'oligarchie financière concentre tous les pouvoirs, elle détient la planche à billets, donc en cas de besoin, crise ou guerre ou je ne sais quoi, il lui suffit d'appuyer sur le bouton, et hop le problème est réglé comme par miracle ! Et les conséquences direz-vous, l'inflation par exemple. Pas de problème, elle manipulera tel ou tel facteur économique et hop enlevé c'est pesé, on n'en parle plus, sinon ce sera aux masses de régler la note et si elles ne le peuvent pas, on les y aidera, comment, pardi en arrosant les Etats dont la dette augmentera, fastoche, non ? On est donc en présence d'un système financier mafieux incontrôlable, qui peut agir en toute impunité, puisqu'ils sont juges et parties, ce sont eux qui nomment les chefs d'Etat ou les Premiers ministres, les ministres des Finances, de la Justice, etc.

Donc si vous avez basé vos espoirs sur l'effondrement du capitalisme, du dollar, de la Bourse, etc. pour faire la révolution, vous pourrez attendre indéfiniment. C'est désolant, frustrant, non, c'est comme cela, c'est tout. Mais alors comment font-ils pour pallier aux contradictions du capitalisme ?

Ils développent de nouveaux marchés, de nouveaux pays où ils vont exporter des capitaux et la division du travail, les deux marchent ensemble. Quelles vont en être les conséquences ? Cela va permettre de soulager les effets de la crise qui sévit dans les pays les plus développés, tout en permettant d'élever le niveau de vie de la population dans les pays qui bénéficient de

ces capitaux, de créer ou renforcer leur classe moyenne qui consommera une partie des marchandises produites, qui pourra accéder au crédit, à la propriété immobilière. Ces nouveaux producteurs payés au lance-pierres ou surexploités viendront concurrencer leurs petits camarades sur le marché mondial, ce qui contribuera à accentuer la pression sur les salaires vers le bas, et diminuer la pression à la hausse à venir dans les pays en train de se développer, puisque, qui dit développement économique dit multiplication des besoins ou charges fixes, donc hausse automatique des salaires pour les satisfaire. J'ai pu l'observer et le vivre en temps réel en Inde pendant 30 ans, le même processus que partout ailleurs depuis que le capitalisme existe, alimentant évidemment la lutte de classe du prolétariat qui réclame son dû, car conscient de participer directement au développement économique de son pays, les capitalistes n'y coupent pas.

Donc, dans tous les pays qui se développent économiquement le niveau de vie général de la population va augmenter, les salaires vont augmenter dans des proportions gigantesques, pas forcément au même niveau que les prix ou de l'inflation mais pas loin en ce qui concerne les biens de consommation courants, paix social ou stabilité du régime en place oblige. Quant au reste, l'accès au crédit facilitera l'accès à des biens d'équipement qui représentent un investissement plus lourd, ces populations, qui jusque-là n'avaient jamais eu de compte en banque, se retrouveront souvent endettées pour de longues années ou à vie ; Le miracle du capitalisme qu'on n'avait pas vu venir, qui fera de chaque travailleur un esclave enchaîné à son patron et à sa banque, et malheur à ceux qui ne pourront pas faire face à leurs créances, quel cauchemar !

Il arrivera forcément un moment où les limites de ce processus seront atteintes.

Combien de temps cela prendra-t-il ? Je l'ignore. Cela dépend des pays, d'où ils sont partis économiquement, de leurs richesses, de leur démographie... Leur niveau de vie et de salaire devraient rattraper ceux des pays développés à terme, dès lors il ne restera plus aux capitalistes qu'à trouver d'autre pays et d'autres marchés à développer, jusqu'au jour où cette réserve d'esclaves et de plus-value sera épuisée. C'est seulement quand ce stade ultime sera atteint, qu'on pourra déclarer que la mondialisation du capitalisme est parvenue à son terme ou que les conditions objectives pour passer au socialisme sont mûres.

On a eu tendance à retenir qu'elles avaient commencé à pourrir avec la destruction massive de forces productives dès le début du XXe siècle dont la Première Guerre mondiale fit la démonstration grandiose, la contrepartie de l'accumulation de capital dans d'énormes proportions pendant les décennies antérieures impossible à investir dans des placements rentables pour faire bref, on surestima ce facteur par la suite pour des raisons purement idéologiques et démagogiques, en expliquant qu'il signifiait que le capitalisme était au bout du rouleau, ce qui n'était manifestement pas le cas, pire, c'était une contrevérité dans la mesure où ce capital accumulée, qui était le produit du développement antérieur des forces productives capitalisme, allait être employé après chaque guerre pour développer de nouvelles forces productives dans le monde, et pas seulement pour reconstruire les pays ayant subi de gigantesques destructions au cours de ces guerres, comme on l'affirma un peu trop hâtivement.

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les taux de conversion monétaire qui ont pour objet d'égaliser les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux des prix entre pays. (OCDE)

Dans l'Union européenne, le salaire minimum varie de 1 à 7. En 2023, les salaires minimaux dans les États membres de l'UE variaient de 399 euros par mois en Bulgarie à 2 508 euros par mois au Luxembourg. En parité de pouvoir d'achat, le salaire minimum est évalué à 604 euros en Bulgarie, contre 1.707 au Luxembourg, soit tout de même un écart de 1 à 3. (Source UE : ec.europa.eu/eurostat) L'Inde avec un salaire minimum évalué à 50 euros (Source : fr.countryeconomy.com), en réalité plus près de 70 euros selon mes constatations, l'écart en parité de pouvoir d'achat entre la France et l'Inde est 1 à 33 (Source OCDE: oecd-ilibrary.org)

Combien de temps cela prendra-t-il nous demandions-nous, un demi-siècle, cela semble court, d'ici la fin du XXIe siècle serait plus raisonnable. C'est seulement à partir de cette échéance que le passage au socialisme se présentera avec une acuité particulière à la majorité des peuples comme la seule alternative économique et politique possible.

Autrefois on nous avait raconté qu'un mode de production ne pourrait pas disparaître tant qu'il recèlerait encore des réserves, et que c'était le cas du régime capitalisme, on le crut à tort. 43 ans plus tard en ce qui me concerne, force est de constater qu'il est toujours en place et qu'il n'est pas près de disparaître. Tous les modes de production antérieurs avaient eu une durée de vie beaucoup plus longue que le capitalisme, il faut en avoir conscience.

L'internationale oligarchique a tiré les leçons du passé, elle sait qu'elle n'a pas intérêt à laisser s'effondrer le capitalisme et qu'elle dispose des moyens financier pour l'éviter. On nous dira sans doute qu'on s'écarte du marxisme ou du Capital de Marx et Engels avec une telle affirmation. Je l'assume entièrement, dans la mesure où le marxisme et ses penseurs n'ont jamais eu l'intention d'écrire leur propre histoire du processus historique. Ils se sont bornés à le décrire, si je puis dire, magistralement, de manière à ce que les exploités et les opprimés prennent conscience qu'ils ne pourraient pas défendre leurs intérêts de classe et d'obtenir à terme leur émancipation, s'ils ne parvenaient pas impérativement à la compréhension des grandes lignes ou des forces qui étaient à l'origine de ce processus historique ou qui avaient participé à son développement, finalement à en prendre le contrôle en s'emparant du pouvoir politique pour l'orienter dans une direction conforme à leurs intérêts et aspirations légitimes.

Là où on a commis une erreur grossière, ce fut d'idolâtrer le marxisme et ses penseurs, de sombrer dans un vulgaire dogmatisme et de cultiver le culte de la personnalité, nous étions jeunes et impatientes, ce qui ne constitue pas un reniement de ma part, puisque j'ai conscience plus que jamais que je leur dois tout ou je leur voue toujours une reconnaissance infinie.

Cela va en décevoir ou démoraliser plus d'un, or ce n'était pas le but de cet article, bien au contraire, car même à la fin du XXIe siècle, espérons un plus tôt si cela peut vous rassurer, on ne sera plus là pour le vivre depuis un moment, peu importe, les enseignements de la lutte de classe du marxisme demeureront indispensables pour passer au socialisme, car sans parvenir à la maturité du facteur subjectif, c'est-à-dire, sans l'organisation des masses et l'élévation de leur niveau de conscience politique, le capitalisme ne disparaîtra pas par enchantement.

La révolution socialisme restera d'actualité, elle est d'actualité, pas seulement parce que c'est la seule perspective dans laquelle on peut situer notre combat politique, pour maintenir vivant le flambeau du socialisme et le transmettre aux générations suivantes en attendant des jours meilleurs, nous soutenons la lutte de tous les exploités et opprimés dans le monde, ce ne sont pas les tâches politiques qui manquent.

Ne soyons pas triste ou désespéré de ne pas vivre la fin du capitalisme, n'en faisons pas une question individuelle, notre engagement politique vaut mieux que cela franchement. Soyons fidèle au socialisme et tout ira bien. Quant à tous les malheurs qui accablent nos semblables plus mal lotis que nous, qu'y pouvons-nous, rien hélas ! On n'a rien à se reprocher. On peut enrager et pleurer si cela nous soulage, mais il ne faut pas céder au découragement.

En somme j'ai gardé le meilleur pour la fin.

Maintenant pour modérer ma conclusion ou la compléter, je voudrais ajouter quelque chose de très important qui reconfortera ceux qui auraient tendance à croire que notre cause serait foutue ou qu'on serait vaincu d'avance, ce que je n'ai jamais dit.

Bien qu'il n'existe rien pour étayer cette hypothèse ou théorie à ce jour, j'ai d'ailleurs eu l'occasion de l'aborder à de nombreuses reprises dans mes causeries, il se peut que le facteur subjectif mûrisse plus vite que prévu dans les pays occidentaux et les plus développés dans le monde, du fait de l'accélération de la décomposition de la société soumise à un régime totalitaire. Des pans entiers des classes moyennes et des couches les plus évoluées du prolétariat ne le supportant plus, pourraient se rassembler pour renverser le régime en place et s'attaquer aux fondements du capitalisme, puisqu'elles n'auraient pas d'autres alternatives pour satisfaire leurs besoins sociaux et leurs aspirations démocratiques, autrement dit renouer avec le socialisme. Elles n'auraient pas le choix, soit demeurer sous un régime autoritaire impitoyable, de type fasciste ou nazi par bien des aspects, soit balayer le vieux monde pourri et reconstruire la société sur des bases sociales et humanistes.

Si par nature les hommes sont faibles ou comportent de graves lacunes quand ils viennent au monde et les conservent par la suite, il n'en demeure pas moins qu'ils développeront des aspirations au bien-être social, à la justice, à la démocratie, à la liberté, ils ne seront pas insensibles aux valeurs humanistes, les esclaves et les philosophes jadis en sont le plus brillants témoignages, comme l'on dit communément ils sont capables du pire et du meilleur, notre tâche à nous est de favoriser le meilleur qui sommeille en chacun d'eux et ne réclame qu'à s'exprimer pour peu qu'on leur en donne l'occasion. Ce sont ces aspirations qui ont contribué au développement économique et social de l'humanité.

L'argent, le statut social, le pouvoir que convoitent les hommes, sont bien peu de choses en réalité à côté de leurs aspirations humanistes.

L'argent ou posséder des biens matériels, on n'en a jamais assez. On peut en avoir un jour et tout perdre à la moindre occasion. Le statut social est instable, périssable, on peut en être déchu de la même manière, il repose sur des sables mouvants, un jour vous êtes porté au pinacle, et un autre on vous abat. Quant au pouvoir, il connaîtra le même destin. Aucun de ces facteurs ne peut donner un sens à la vie, on ne les enviera pas, ils sont détestables, haïssables réduits à eux-mêmes, misérables. Les rechercher, c'est petit, c'est se perdre, c'est gâcher sa vie. Voyez par exemple tous ces médecins qui se sont enrichis sur la misère humaine, qui aurait envie de leur ressembler, personne.

Ensemble ces trois facteurs ne peuvent pas acheter le bonheur, ils ne sont rien à côté de la satisfaction que procurent les valeurs humanistes.

Source :

<https://fr.countryeconomy.com/marche-du-travail/salaire-minimum-national>

<https://fr.tradingeconomics.com/country-list/gdp-per-capita-ppp>

https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/purchasing-power-parities-ppp/indicator/french_c0bc06ba-fr

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=LUX&codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.PCAP.PP.CD>

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

Journée internationale d'action pour la Palestine : des manifestations géantes dans le monde entier ! - CAPJPO-EuroPalestine 14 janvier 2024

J-C – Pas si « géantes » que cela, c'est très exagéré.

- Des dizaines de milliers de personnes ont défilé vers la Maison Blanche pour protester contre l'implication de l'administration américaine dans le génocide qu'Israël commet à Gaza.

La police britannique estime à plus de 100 000 le nombre de manifestants à Londres au début des manifestations.

Manifestations à Dublin, Vienne, Breme et Milan en solidarité avec la Palestine.

Des milliers de personnes ont afflué dans les rues de Canberra et Sydney, en Australie, au Cap en Afrique du Sud, à Munich, Copenhague, en Suède, en Nouvelle-Zélande, et en Indonésie.

Des manifestants bloquent l'entrée de l'usine d'armes israéliennes Rafael, à Newcastle en Angleterre.

L'Université fédérale du Ceará (UFC) au Brésil a décidé d'annuler le « Défi de l'innovation Brésil – Israël » en réponse à l'assaut militaire israélien en cours, qui a entraîné la mort de plus de 23 000 Palestiniens à Gaza.

- Le nombre de martyrs de l'agression sioniste contre Gaza s'est élevé à 24 100 et celui des blessés à 60 834 depuis le 7 octobre. french.almanar.com.lb 16 janvier 2024

- "Personne ne nous arrêtera, ni La Haye, ni l'Axe du Mal, ni personne d'autre", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv,

en référence notamment à la requête de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice accusant Israël d'acte génocidaire dans la bande de Gaza. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

- Le gouvernement allemand a rejeté vendredi les accusations de génocide engagées contre l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice (CIJ), mettant en garde contre « *l'instrumentalisation politique* » de cette accusation.

Guerre Hamas-Israël : « Accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral », affirme Stéphane Séjourné - 20 Minutes avec AFP 17 janvier 2024

C'est un « *non* » de la France. Paris a refusé ce mercredi de soutenir les accusations de génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, portées par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice (CIJ), dénonçant le franchissement d'un « *seuil moral* ».

« *Accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral. On ne peut exploiter la notion de génocide à des fins politiques* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, au cours des questions au gouvernement de l'Assemblée nationale. 20 Minutes avec AFP 17 janvier 2024

J-C – Les sionistes avec leurs complices anglo-saxons n'ont cessé d'« *exploiter la notion de génocide à des fins politiques* » pendant plus de 75 ans pour camoufler leur opération coloniale sur la Palestine.

La collusion des sionistes et des autorités françaises, dont le régime français actuel est l'héritier, avec les dignitaires du régime nazi en Allemagne sous Hitler, donne une idée assez précise de ce qu'ils entendent par « *seuil moral* » à ne pas franchir une fois cautionnés la pire barbarie.

On comprend aussi pourquoi la France refuse de condamner à l'ONU l'usage de la propagande nazi, il lui faudrait cesser de soutenir les régimes ukrainien et israélien qui la mettent en pratique.

Le Gouvernement allemand a déclaré dans une déclaration qu'il : « *De manière décisive et expressément, rejette l'accusation de génocide portée contre l'État hébreu devant la Cour internationale de Justice. L'accusation n'a aucun fondement en fait.* »

Berlin a souligné dans sa déclaration : « *Des terroristes du Hamas ont brutalement attaqué, torturé, tué et enlevé des innocents israéliens. Depuis lors, il se défend contre l'attaque inhumaine du Hamas.* » middleeastmonitor.com 13 janvier 2024

La Namibie reproche à l'Allemagne, ancienne puissance coloniale, de défendre Israël contre les accusations de "génocide" - i24news.tv 14 janvier 2024

La Namibie a condamné la décision de son ancien colonisateur, l'Allemagne, de rejeter cette semaine les accusations de "génocide" portées par l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël devant la Cour internationale de justice.

Déplorant *"l'incapacité de l'Allemagne à tirer les leçons de son horrible histoire"*, le président namibien Hage Geingob s'est dit *"profondément préoccupé"* par l'annonce faite vendredi par le gouvernement allemand de *"rejeter l'acte d'accusation moralement juste présenté par l'Afrique du Sud"*. M. Geingob a accusé Berlin d'avoir *"ignoré"* la *"mort de plus de 23 000 Palestiniens à Gaza"* et d'avoir défendu devant la CIJ *"les actes génocidaires et horribles du gouvernement israélien"*. i24news.tv 14 janvier 2024

Une initiative de défense des droits de l'homme poursuit les États-Unis et la Grande-Bretagne pour participation au génocide - french.almanar.com.lb/ 15 janvier 2024

Dans le cadre d'une initiative menée par l'avocat Wikus van Rensburg, 50 avocats de la République d'Afrique du Sud, en coopération avec des avocats des États-Unis d'Amérique et de Grande-Bretagne, entendent poursuivre en justice l'administration américaine et le gouvernement britannique, sur fond de complicité dans les crimes commis par « Israël » en Palestine.

Au cours des dernières semaines, Rensburg a commencé à adresser des lettres à plusieurs pays, ainsi qu'à la Cour pénale internationale, pour exiger que les Israéliens et leurs partisans soient jugés et se préparer à poursuivre en justice les gouvernements des États-Unis et de Grande-Bretagne.

Dans une déclaration à l'Agence Anadolu, Rehnsburg a affirmé lundi que *« les États-Unis doivent être tenus responsables des crimes qu'ils ont commis, car personne ne les tienne responsables de leurs crimes, et personne ne s'en soucie (faisant référence à l'invasion américaine de l'Irak en 2003) en est un exemple »*.

Il a ajouté : *« Les États-Unis sont occupés à dépenser plus d'argent et plus de ressources pour commettre des crimes. Personne ne leur dit assez »*.

- Pour 67 % des habitants du monde arabe, les attaques du Hamas sont "un acte de résistance légitime" - i24news.tv 14 janvier 2024

67 % des habitants du monde arabe considèrent les attaques du Hamas du 7 octobre comme "un acte de résistance légitime". 19 % les jugent "légitimes mais imparfaites", tandis que seuls 5 % estiment qu'elles sont "illégitimes". Cette enquête d'opinion a été menée dans 16 pays par un centre de recherche basé à Doha.

Concernant les raisons ayant motivé ces attaques, 35 % mettent en avant "*l'occupation israélienne de terres palestiniennes*" et 24 % la "*défense*" de la mosquée al-Aqsa. Ils ne sont que 2 % à estimer que le Hamas est un proxy de l'Iran et que celui-ci a commandité l'attaque.

92 % se disent solidaires des Gazaouis, tandis que 67 % expriment leur solidarité à la fois envers les Gazaouis et envers le Hamas. 23 % sont solidaires des Palestiniens mais opposés au Hamas. i24news.tv 14 janvier 2024

- Après une pause pendant les fêtes de fin d'année, la mobilisation est repartie de plus belle dans la capitale britannique comme dans une trentaine d'autres pays du monde, avec une marche au départ de la City et en direction de Parliament Square, où se trouve le Palais de Westminster.

Plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé à Londres en soutien aux Palestiniens de Gaza, et réclamant un cessez-le-feu immédiat.

Eurovision 2024 : 1 400 artistes finlandais réclament l'exclusion d'Israël du concours - francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Quelque 1 400 artistes finlandais ont rejoint leurs homologues islandais pour appeler à exclure Israël de l'Eurovision 2024. Le mois dernier, l'Association islandaise des compositeurs et paroliers islandais avait demandé à ses membres de ne pas participer à la compétition si Israël n'en était pas exclu.

Les artistes finlandais demandent également à leur radiotélévision publique de boycotter le concours, qui doit se tenir dans la ville suédoise de Malmö en mai, si un candidat israélien se présente.

"Il n'est pas conforme à nos valeurs qu'un pays qui commet des crimes de guerre et poursuit une occupation militaire dispose d'une tribune publique pour enjoliver son image au nom de la musique", indique la pétition signée par les artistes finlandais, rapporte le Guardian.

Parmi les artistes qui ont signé la pétition finlandaise figurent Olavi Uusivirta, Paleface et Axel Ehnström, représentant de la Finlande à l'Eurovision 2011.

L'exclusion d'Israël n'est cependant pas envisagée par l'Union européenne de radiodiffusion (UER), chargée de l'organisation du concours. francetvinfo.fr 13 janvier 2024

Les États-Unis frappent les Houthis au Yémen pour la quatrième fois en une semaine - france24.com 18.01.2024

L'armée américaine a visé pour la quatrième fois en moins d'une semaine les Houthis sur leur territoire au Yémen, avec, dans la nuit de mercredi 17 à jeudi 18 janvier, des frappes au sol sur 14 missiles des rebelles pro-Iran qui s'en prennent depuis des semaines au trafic maritime.

Selon la chaîne des rebelles, al-Masirah, les frappes nocturnes ont visé "*les gouvernorats d'Hodeida, Taëz, Dhamar, Al-Bayda et Saada*".

Les États-Unis ont de nouveau frappé le Yémen, annonce le Pentagone - fr.sputniknews.africa 13.01.2024

Cette attaque a visé une installation radar des Houthis, à l'aide d'un missile "*Tomahawk*" lancée depuis un destroyer américain, dans la nuit du 12 au 13 janvier.

"*Les frappes américaines et britanniques au Yémen n'ont rien à voir avec l'exercice du droit de légitime défense au titre de l'article 51 de la Charte des Nations Unies*", a martelé le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu le 12 janvier. fr.sputniknews.africa 13.01.2024

Que des ruines : L'Iran aurait détruit l'ambassade américaine en Irak avec une frappe de missile - Avia-pro 16 janvier 2024

L'Iran aurait mené une attaque contre la base aérienne américaine de Harir et l'aéroport international d'Erbil en Irak à l'aide de missiles balistiques et de drones kamikaze lancés par le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI). Selon l'agence de presse iranienne Tasnim, le CGRI affirme que ces frappes ont conduit à la destruction complète des «*quartiers généraux d'espionnage*» des groupes terroristes anti-iraniens dans la région.

L'attaque a pris une importance particulière dans la mesure où l'Iran en a officiellement reconnu la responsabilité, mettant l'accent sur l'implication directe du CGRI plutôt que sur le recours à des groupes mandataires. Cette décision de l'Iran exprime sa détermination à agir contre la présence et l'influence des États-Unis dans la région.

Les frappes contre la base aérienne américaine de Harir et l'aéroport d'Erbil accroissent considérablement les tensions entre les États-Unis et l'Iran, augmentant ainsi le risque d'escalade dans une région déjà instable du Moyen-Orient. Cette action de l'Iran pourrait avoir des conséquences considérables compte tenu de l'environnement géopolitique actuel et des événements récents dans la région.

Les informations sur la possible destruction du consulat américain en Irak attirent particulièrement l'attention. Une déclaration officielle des États-Unis est attendue.

source : Avia-pro

L'Iran venge les attentats terroristes contre Moussawi et Kerman et bombarde le Mossad en Irak et Daech en Syrie. 4 tués dont un homme d'affaires kurdo-israélien. - french.almanar.com.lb 16 janvier 2024

L'Iran a riposté aux attentats perpétrés contre un commandant des Gardiens de la révolution, tué en Syrie, et contre les participants à la cérémonie de commémoration du martyr du général Qassem Soleimani dans sa ville natale Kerman au sud-est de l'Iran qui a fait une centaine de morts.

Dans la nuit de lundi à mardi, les Gardiens de la révolution islamique ont révélé avoir lancé plusieurs attaques balistiques contre « *le siège central du Mossad* » dans la ville d'Erbil, dans la province du Kurdistan d'Irak et contre plusieurs sièges appartenant à des groupuscules terroristes dans plusieurs régions syriennes.

Concernant Erbil, les Gardiens ont précisé que l'attaque a visé un siège principal du Mossad dans la province du Kurdistan d'Irak en riposte à l'assassinat de dirigeants des Gardiens et de l'axe de la résistance.

Ils indiquent aussi que « *4 missiles ont été tirés depuis l'ouest de l'Iran et 7 autres depuis le nord-ouest sur le siège du Mossad* », à Erbil.

L'endroit bombardé à Erbil est qualifié dans le communiqué comme étant « *le siège des espions et des attroupements terroristes hostiles à l'Iran* ».

Par ailleurs, le ministère irakien des Affaires étrangères a assuré qu'un homme d'affaires kurdo-israélien a été tué dans l'attaque d'Erbil. Il s'appelait Bishro Diziye et possédait la compagnie Falkon pour les services sécuritaires. Cet homme a joué un rôle primordial pour faciliter les relations commerciales notamment pétrolières entre l'entité sioniste et certaines parties dans le Kurdistan irakien.

Iran : au moins neuf morts dans des frappes pakistanaises - RT 18 janv. 2024

Deux jours après une frappe iranienne sur son territoire, le Pakistan a annoncé ce 18 janvier avoir mené dans la nuit des « *frappes contre des caches terroristes* » en Iran, qui ont fait au moins neuf morts, selon les autorités locales.

Au total, quatre enfants, trois femmes et deux hommes ont trouvé la mort ce 18 janvier dans des frappes pakistanaises ayant visé une zone frontalière dans la province iranienne du Sistan-Baloutchistan, selon l'agence Irna, citant le vice-gouverneur de la province, Alireza Marhamati. Un bilan en hausse, par rapport aux sept morts initialement annoncés par le vice-gouverneur.

Toutes les victimes «*sont des étrangers*», a indiqué le ministre de l'Intérieur Ahmad Vahidi à la télévision. Elles seraient de nationalité pakistanaise, a précisé l'agence Fars, sans citer de source.

«*Ce matin, le Pakistan a mené une série de frappes de précisions, hautement coordonnées et spécifiquement ciblées, contre des caches terroristes dans la province du Sistan-Baloutchistan*», a annoncé de son côté le ministère pakistanais des Affaires étrangères dans un communiqué. «*Un certain nombre de terroristes ont été tués*», a-t-il affirmé.

«*Plusieurs explosions ont été entendues dans plusieurs secteurs autour de la localité de Saravan*», a indiqué l'agence officielle iranienne Irna, citant un responsable du Sistan-Baloutchistan où l'armée est confrontée à une insurrection larvée depuis des décennies. RT 18 janv. 2024

J-C – Si on comprend bien, l'armée pakistanaise à filer un coup de main à l'armée iranienne...

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Ils n'ont même pas mobilisé le 10è de leurs militants et sympathisants

Loi immigration : des milliers de personnes dans la rue pour exiger son retrait - rtl.fr 14 janvier 2024

Plus de 400 collectifs, associations, syndicats et partis politiques, avaient appelé à manifester contre un texte qui "*reprend de nombreuses idées de l'extrême droite*".

À Paris, où le cortège a réuni 25.000 personnes selon les organisateurs. A Marseille 2 500 personnes selon le décompte de la préfecture. A Lyon, entre 2 300 personnes (selon la préfecture) et 3 000 personnes (selon les organisateurs) ont défilé. A Bordeaux, ils étaient de 2 000 à 3 000 personnes, selon le décompte de journalistes de l'Agence France-Presse. rtl.fr - Le Monde avec AFP 14 janvier 2024

Macron en campagne avant les élections européennes. Populisme d'extrême droite.

Conférence de presse de Macron : le « réarmement démographique » du président a des airs de dystopie - huffingtonpost.fr 16 janvier 2024

En parlant de fertilité et de « *réarmement démographique* » lors de sa conférence de presse ce mardi 16 janvier, Emmanuel Macron a assumé sa volonté d'une politique nataliste en France, alors que le nombre de naissances a encore chuté en 2023.

Le nombre de naissances a reculé de 6,6 % en France en 2023, passant sous la barre symbolique des 700 000 pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

L'infertilité, elle, touche pour sa part 3,3 millions de Français, selon des chiffres partagés par l'AFP.

Ce recours assumé à un champ lexical guerrier a suscité de nombreuses inquiétudes - notamment sur le droit des femmes à disposer de leur corps.

De nombreux chercheurs et chercheuses ont écrit sur les tendances d'Emmanuel Macron à « flirter avec l'extrême droite », aujourd'hui, c'est quelque chose d'absolument décomplexé. Un terme comme « *réarmement démographique* », c'est un signal extrêmement inquiétant, et qui appelle à la vigilance quant aux évolutions politiques à venir. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 16 et 17 janvier 2024

J-C - Un coup de com en direction de l'électorat de l'extrême droite à quelques mois des élections européennes qui à en croire les sondages s'annoncent désastreuses pour Renaissance et Macron.

En fait, peu importe la composition du gouvernement, peu importe les déclarations des ministres, puisque la politique qu'ils appliqueront est décidée ailleurs, à Davos, Bilderberg, etc. par les plus puissants banquiers ou l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Ceci pourrait expliquer cela.

Notre sondage sur les européennes 2024 donne le RN à 30 %, la majorité et la gauche loin derrière - Le HuffPost 19 janvier 2024

Le RN caracole en tête des intentions de vote pour les élections européennes, la liste de Jordan Bardella recueillerait 30 % des suffrages si l'élection se tenait dimanche.

Derrière la dynamique du RN, le camp présidentiel atteint la cote d'alerte. La liste d'union MoDem - Renaissance - Horizons ne recueille que 20 % d'intentions de vote. Le coup est d'autant plus rude pour Emmanuel Macron, que l'étude a été réalisée après la nomination de Gabriel Attal à Matignon.

Plus bas dans notre sondage, le sort de la gauche est encore plus morose puisqu'aucune liste n'atteint la barre des 10 %. [Le HuffPost](https://www.huffpost.fr) 19 janvier 2024

Qui gouverne la France ?

Macron

2014 Concocté au groupe Bilderberg
2016 Young Leader du Forum économique mondial
2017 Président de la République

Attal

2020 Young Leader du Forum économique mondial

2023 Concocté au groupe Bilderberg
2024 Premier ministre

« Sept futurs ou anciens Premiers ministres français s'y sont rendus : - Laurent Fabius, Alain Juppé, Michel Rocard, Dominique de Villepin, François Fillon, Manuel Valls et Edouard Philippe » lejdd.fr 30 janvier 2023

Gabriel Attal est le produit-type du processus de sélection par la caste occidentale. En le confirmant Macron apporte une autre preuve qu'il n'est pas le seul décideur en France.

Le problème vient de ce qu'aucun média « *mainstream* » n'en parle. Durant toute cette soirée où les commentateurs ont décrit le parcours de Gabriel Attal, personne ne s'est hasardé à simplement mentionner ce fait. Il y a ce « *côté obscur de la force* » qui devient de plus en plus suspect en raison des médias alternatifs qui, eux, évoquent ces choses-là.

Dans ce bouleversement que nous connaissons, ce qui pouvait avant ressembler à une lutte des classes apparaît de plus en plus clairement comme un affrontement entre une élite dirigeante mondialiste et des peuples attachés à leur terre, leur famille et leurs traditions dans lesquelles ils vivent depuis des générations. media-web.fr 3 janvier 2024

J-C - Ce discours qui se veut critique ou je ne sais quoi, est en réalité inspiré par celui de cette "*élite dirigeante mondialiste*".

Le Bilderberg ? Le club le plus fermé au monde. Le plus secret aussi. Le lieu où des présidents américains et européens sont conviés avant leur élection. Un terrain de débats confidentiels entre politiques, dirigeants de multinationale et agents secrets... Chaque printemps, la centaine d'invités converge vers un hôtel de luxe privatisé. Chefs d'Etat, ministres, patrons de banque, PDG de multinationale, militaires, universitaires ont été priés de venir seuls, sans conjoints, sans assistants ni gardes du corps. L'hôtel est sous haute protection et les échanges se déroulent sous la règle de Chatham House, un vieux code éthique de la diplomatie britannique qui interdit de rendre publiques les identités et les propos des autres invités. Durant ces trois jours, ils vivront en vase clos. Objectif ? Discuter entre spécialistes sur la marche du monde. Rien que ça...

J-C – Les dirigeants du groupe Bilderberg et leur garde rapproché imposent un examen probatoire aux élites qu'ils ont cooptées pour participer à leur réunion annuelle, en vue de sélectionner ceux qui auront passé avec succès cette épreuve, qui par la suite seront promus au sein des gouvernements ou des institutions internationales, afin d'appliquer leur orientation politique.

C'est ainsi que l'oligarchie mondialiste constitue un gigantesque réseau d'influence ou de pouvoir, qui influencera ou dictera l'orientation de la situation mondiale dans tous les domaines. Et dire qu'on les ignore pendant plus d'un demi-siècle, c'est plus que de la négligence à ce niveau-là. La faillite politique de nos dirigeants s'est traduite par une confusion inextricable qui a de nos jours des conséquences catastrophiques en cascade, qu'on ne semble pas pouvoir maîtriser ou stopper ou contre lesquelles nous sommes réduits à l'impuissance.

<https://www.lejdd.fr/Politique/ce-que-macron-a-dit-au-groupe-bilderberg-en-2014-3509507>

Conférence de presse de Macron. Sans intérêt, ils le disent eux-mêmes, the show must go on...ou il faut vous attendre à pire encore, sans surprise donc.

Pour son « rendez-vous avec la Nation », Macron remixe Macron - Publicsenat.fr 17 janvier 2024

Ne jamais se fier aux apparences. Média partisan zélé de Davos.

L'école Stanislas épinglée par un « rapport caché » dévoilé par Mediapart - Le HuffPost 17 janvier 2024

J-C - J'ai lu les grandes lignes de ce rapport dans cet article. Mediapart reproche à cette école d'avoir adopté une orientation conservatrice au détriment de la ligne ultra réactionnaire préconisée par les mondialistes du Forum économique mondial axé sur le nihilisme, dans laquelle on trouve notamment le wokisme.

Pourquoi Mélenchon ne daigne-t-il pas déclarer que le peuple juif n'existe pas et que les sionistes sont antisémites et le revendiquent ? Entre nous ce n'est pas demain la veille !

Mélenchon chahuté à Roissy par des militants contre l'antisémitisme à son retour du Liban - Le HuffPost 18 janvier 2024

« Erreur politicienne » : Jean-Luc Mélenchon s'en prend à Stéphane Séjourné qui refuse d'accuser l'État juif de génocide - leJDD 19 janvier 2024

Abus de pouvoir. Amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme.

J-C - La fille de Raquel Garrido et Alexis Corbière (LFI) en est victime, ils la chargent au lieu de la défendre, le masque de l'opportunisme le plus crade tombe.

La fille de Raquel Garrido et Alexis Corbière placée en garde à vue pour apologie du terrorisme - huffingtonpost.fr 17 janvier 2024

La jeune femme de 22 ans a été placée en garde à vue mardi 16 janvier après avoir été interpellée par les enquêteurs de la brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP), selon des informations du Parisien confirmées par plusieurs autres médias.

Elle est soupçonnée d'« *apologie du terrorisme et provocation publique et directe non suivie d'effet de commettre des atteintes volontaires à la vie* ». En cause : des messages diffusés sur les réseaux sociaux en octobre dernier, quelques jours après l'attaque meurtrière du Hamas, ainsi qu'une vidéo d'elle publiée le 14 novembre.

« *Une enquête est en cours, à la suite de signalements adressés au pôle national de lutte contre la haine en ligne (PNLH) par des associations de lutte contre la discrimination* » a confirmé le parquet de Paris à RMC. Il précise qu'« *ils portent sur des propos susceptibles d'avoir été tenus en ligne par cette jeune femme, dont la qualification pénale est en cours d'appréciation, à la suite de l'attaque du 7 octobre 2023* ».

Une vidéo relayée par l'extrême droite

Dans la vidéo en question, l'aînée des deux élus de Seine-Saint-Denis, inconnue des services de police, visiblement filmée contre son gré, s'écrit face à la caméra : « *Je suis antisémite, je m'en bats les couilles. J'assume...* ».

Des internautes, partisans de l'extrême droite, ont relayé l'extrait de quelques secondes sur X (ex-Twitter) et TikTok, et attaqué la jeune femme. Son compte a été verrouillé, comme l'a remarqué Le Parisien. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 17 janvier 2024

J-C - Dans quelle circonstance a-t-elle dit qu'elle était antisémite, si c'était en réponse à une accusation d'antisémitisme parce qu'elle refusait de condamner l'offensive militaire de la résistance palestinienne du 7 octobre contre l'occupant sioniste, alors nous sommes tous antisémites, nous sommes des dizaines de millions à l'être en France, des milliards dans le monde. A suivre.

Quelques précisions.

J-C - Si c'est tout ce qu'ils ont à lui reprocher, on est en droit de penser que s'il existait pire, ils ne se seraient pas gênés pour le reproduire, par conséquent c'est un procès politique minable digne du maccarthysme dont l'extrême droite et une organisation sionisme sont à l'origine, que le Parquet de Paris s'en saisisse n'étonnera personne, tant la collusion entre Macron et l'extrême droite française et sioniste s'affiche ouvertement.

- En octobre dernier, après le début de l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, un compte intitulé « *Babynesou* » sur le réseau social X (ex-Twitter) avait publié une série de commentaires qualifiés d'antisémites par de nombreux internautes. On pouvait notamment y lire « *Alors j'ai peut-être pas d'âme mais ils me font pas du tout de peine, je les trouve même plutôt chiants, surtout les gosses* » en réponse à un article évoquant la prise en otage d'une famille israélienne par les terroristes du Hamas dans sa propre maison. « *Qui se chauffe pour aller casser du sioniste là ?* », écrivait encore ce compte en réaction à l'annonce de la marche en solidarité à Israël à Paris.

Quelques semaines plus tard, le 14 novembre, une vidéo mainte fois relayée sur les réseaux sociaux avait jeté un nouveau trouble. On peut y voir une jeune femme crier face caméra : «

Je suis antisémite, je m'en bats les couilles. J'assume... ». Avant d'enjoindre la personne qui la filme : « *Arrête de filmer, toi...* » Il s'agirait d'Inès Corbière.

Le militant d'extrême-droite, Damien Rieu, avait rapidement accusé la fille des élus insoumis de Seine-Saint-Denis, inconnue des services de police, d'être l'utilisatrice de ce compte « *Babynesou* », photos de la jeune femme à l'appui.

Dans la foulée, des associations anti-discrimination, dont l'Organisation juive européenne (OJE), avaient déposé plainte contre « X » pour « *apologie du terrorisme* » afin de réclamer l'identification formelle de cette internaute et des poursuites judiciaires. leparisien.fr 17 janvier 2024

J-C - Raquel Garrido et Alexis Corbière (LFI) chargent leur fille qui a tenu des propos insignifiants au lieu de la défendre.

Manifestement le Parquet de Paris n'a pas fait preuve du même empressement ou de la même mansuétude pour qualifier les propos inqualifiables tenus par une multitude d'éditorialistes, journalistes ou autres "experts" sur les plateaux de télévision, à l'antenne de radios ou dans la presse écrites ou encore dans les réseaux dits sociaux, dans lesquels ils avaient témoigné leur soutien, pour ne pas dire ouvertement leur encouragement au massacre de la population civile palestinienne composée à 50% d'enfants commis par l'Etat sioniste, un génocide.

Raquel Garrido et Alexis Corbière se comportent comme des coupables, ce sont des loques.

Ils sont indéfendables dans la mesure ils plaident coupables, qu'ils ne viennent pas se plaindre de ce qu'il leur arrive, Mélenchon non plus. Ils chient dans leur froc, ils nous dégoûtent. Ne comptez pas sur eux pour vous défendre.

Apologie du terrorisme : Raquel Garrido et Alexis Corbière évoquent la garde à vue de leur fille Inés - lepoint.fr 18 janvier 2024

« Nous voulons tout d'abord exprimer avec émotion notre compréhension et affection auprès de toutes les personnes choquées à la lecture ou à l'écoute des propos ou expressions qui sont diffusés dans cette affaire », écrivent les deux députés LFI de Seine-Saint-Denis dans un communiqué commun, publié ce jeudi sur les réseaux sociaux, avant de juger « *indispensable de faire une stricte distinction entre nous, sur lesquels incombent, en tant que personnalités politiques de premier plan, des obligations de transparence et de rendu de compte, et nos enfants.* »

« Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une épreuve familiale et parentale », poursuit le couple dans leur déclaration commune. *« Nous acceptons sans sourciller le procès public devant le « tribunal des parents ». Nous demandons cependant à chacun de ne pas entraîner nos trois filles [...] dans ces dynamiques de confrontation politique et médiatique »,* ajoutent-ils. Comme le mentionne le communiqué, une enquête a été ouverte par le Parquet de Paris, qui a perquisitionné le domicile familial le mardi 16 janvier, avant l'interpellation de la jeune femme.

« *L'apologie du terrorisme, à savoir l'expression d'un jugement favorable au terrorisme, est un délit qui, tout comme la provocation à la commission d'un délit et l'expression de l'antisémitisme doivent être poursuivies et punies conformément à la loi* », poursuivent les deux élus de La France insoumise. Avant de conclure : « *Nous respectons le travail de la justice et des services d'enquête dans ce sens.* »

Au sortir de sa garde à vue, aucune charge n'a été retenue contre la jeune femme. L'enquête se poursuit et la qualification pénale, « *à la suite du 7 octobre 2023* », est « *en cours d'appréciation* » », a fait savoir le parquet de Paris au Point. lepoint.fr 18 janvier 2024

Ils osent tout. Qui a dit ?

- « *Aucun ministre n'intervient jamais dans ce qu'il se passe à France Télévisions, ou alors je me suis trompée !* ».

« *Quand on arrête une émission, c'est parce qu'elle n'a plus d'écho, parce que ça ne marche plus vis-à-vis des téléspectateurs. Stéphane Sitbon (directeur des antennes et des programmes de France Télévisions) ou Delphine Ernotte (Directrice générale de France Télévisions) arrêtent des émissions régulièrement, mais pas parce qu'ils ont un coup de fil de la ministre. Je n'ai jamais vu ça* ».

Réponse : Élise Lucet, la journaliste et présentatrice d'Envoyé Spécial. Le secret de la longévité ne s'invente pas...

La France "n'a pas de 'mercenaires'" en Ukraine, mais des militaires en mission.

La Russie accuse la France d'avoir des mercenaires en Ukraine et convoque son ambassadeur - France 24 19 janvier 2024

L'ambassadeur français en Russie a été convoqué jeudi au ministère russe des Affaires étrangères pour répondre aux accusations du Kremlin concernant la présence de mercenaires français en Ukraine. La Russie avait en effet justifié le bombardement d'un hôtel à Kharkiv, mardi, par la présence de combattants français à l'intérieur. Le Quai d'Orsay dénonce une accusation mensongère et une tentative de manipulation.

Le Quai d'Orsay se serait bien passé de cette polémique. La France "n'a pas de 'mercenaires'" en Ukraine, a affirmé jeudi 18 janvier le ministère français des Affaires étrangères, en réaction aux affirmations de Moscou qui assure avoir visé mardi un bâtiment abritant des "mercenaires français" à Kharkiv (nord-est).

La Russie a revendiqué mercredi une frappe menée la veille au soir sur un bâtiment dans lequel étaient déployés des "mercenaires français" à Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, où les autorités locales avaient fait état de 17 civils blessés. France 24 19 janvier 2024

L'ambassadeur de France à Moscou sommé de s'expliquer sur les « mercenaires » en Ukraine - Réseau Voltaire 18 janvier 2024

L'ambassadeur de France à Moscou, Pierre Lévy (photo), a été convoqué par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov.

La Fédération de Russie souhaite entendre ses explications quant à la présence de « mercenaires » français en Ukraine. Plusieurs dizaines d'entre eux viennent de mourir à Kharhiv/Kharhov.

Cet été, le député Frédéric Mathieu (LFI) avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Gerald Darmanin, sur la présence de 400 mercenaires français en Ukraine, dont une centaine de militants d'extrême-droite. Le parlementaire avait mis en garde contre le danger que représentaient ces hommes lorsqu'ils rentreraient en France.

La Fédération de Russie n'a pas convoqué les ambassadeurs des États dont étaient originaires d'autres mercenaires. Moscou soupçonne Paris d'avoir envoyé des soldats réguliers se mêler à ses mercenaires pour soutenir le régime de Kiev. Réseau Voltaire 18 janvier 2024

Plus de détails :

Le ministère russe de la Défense assure avoir tué une soixantaine de « mercenaires » français en Ukraine - Réseau Voltaire 18 janvier 2024

<https://www.voltairenet.org/article220285.html>

Dans quel monde vivons-nous ? Les barbares sont parmi nous ou cruauté monstrueuse en France en 2024.

J-C - Quand on évoque la civilisation humaine, même si on ne le précise pas à chaque fois, c'est implicitement en partie au conditionnel parce qu'on a toujours présent à l'esprit que certains parmi nous peuvent à tout moment verser dans la pire des barbaries, ainsi que la majorité de la société dans certaines circonstances ou tout du moins, qui la cautionnera, et ce n'est pas une exception française, loin de là. Israël qui en fait la démonstration sous nos yeux quotidiennement depuis plus de trois mois, l'illustre parfaitement si nécessaire, notamment.

Les hommes sont capables du meilleur comme du pire, dit-on. S'ils sont portés à commettre le pire de préférence, il faut en chercher la cause dans leur origine animale, ensuite élevé au-dessus de leur état primitif, dans leur ignorance liée à leur condition sociale, aux conditions sociales tout court qui leur sont imposées dans une société donnée, et dont ils n'ont pas encore pris suffisamment conscience, une société basée sur l'exploitation et l'oppression dont ils doivent se débarrasser au profit d'une société, où ce qui les distingue ne servira plus à les dresser les uns contre les autres, mais à s'épanouir individuellement et collectivement, librement.

Nous estimons que le meilleur moyen de lutter contre le penchant des hommes pour la sauvagerie, c'est de partager avec le plus grand nombre le socialisme, qui incarne les principes

et les objectifs humanistes les plus élevés que les hommes les plus conscients aient pu imaginer.

Ce qui distingue les hommes des autres primates, c'est que leur nature est perfectible, c'est-à-dire qu'elle possède la faculté de pouvoir s'améliorer ou les hommes peuvent devenir meilleurs, si maintenant on leur interdit d'en user, ils ne pourront pas se développer et leur niveau de conscience ne pourra pas progresser, ils demeureront profondément arriérés et leur comportement continuera d'être confus ou incohérent, belliqueux, se livrant à des actes violents ou cruels et injustes. Quant à ceux qui sont évolués et profitent actuellement de leur statut privilégié pour perpétrer ou commanditer des actes de barbarie en tout genre, les banquiers et les élites, pour qu'ils cessent de nuire définitivement à la société, il suffira d'abolir leur statut, les rapports sociaux sur lesquels il repose, et s'ils s'y opposaient, ils ne nous laisseraient pas le choix, ils devraient être supprimés.

Mayenne : "Des vaches découpées alors qu'elles sont encore vivantes", selon l'association L214 qui porte plainte contre un abattoir de Craon - francetvinfo.fr 18/01/2024

L214 dénonce des images "*dignes d'un film d'horreur*" et pointe "*l'absence d'intervention des services vétérinaires*".

"Des vaches commencent à être découpées alors qu'elles sont encore vivantes ; elles réagissent aux coups de couteau et à la pince guillotine lors de la découpe de leurs pattes, de leurs cornes ou de leur tête" explique L214. Son enquête estime aussi que "*l'absence d'intervention des services vétérinaires expliquent en partie cette situation effroyable*".

Dans les différentes vidéos transmises à la presse, on y voit notamment une vache dont la corne se coince dans une grille d'affalage. Les opérateurs interviennent et finissent par égorger la bête encore vivante "*en dehors de la zone de saignée, et sa corne est sciée sans attendre sa mort (la découpe ne doit commencer que lorsque l'animal est mort)*" poursuit L214.

Vidéo, âmes sensibles s'abstenir.

<https://vimeo.com/900123295/c2f18d9f55?share=copy>

<https://vimeo.com/900123537/8867f49b8e?share=copy>

<https://www.l214.com/enquetes/2024/abattoir-de-craon/>

<https://www.l214.com/communications/18-egt-abattoir-craon-animaux-decoupes-vivants/>

<https://www.l214.com/communications/20240118-egt-abattoir-craon-reaction/>

La ville de Craon réfute les accusations de L214

Communiqué de presse.

Extrait.

Sur les accusations portées par L214, la Ville de Craon les réfute et souhaite rappeler que de lourds investissements ont été réalisés dans son abattoir. Parmi lesquels, l'installation d'un nouveau piège, en décembre 2023. Ce nouvel équipement est certifié conforme par les services de l'État et répond ainsi aux nouvelles normes en termes de bien traitance animale, en vigueur au 1er janvier 2024.

https://www.ville-craon53.fr/iso_upload/2024-01-18%20-%20La%20ville%20de%20craon%20r%C3%A9fute%20les%20accusations%20de%20L214.pdf

J-C - Sauf que l'installation d'un nouveau piège en décembre 2023 n'infirmes pas que ces animaux sont découpés alors qu'ils sont encore vivants ou conscients, ce qui dépasse le stade du sadisme compulsif incontrôlé, mais relève de la psychiatrie.

Irlande du Nord.

En Irlande du Nord, la grève des fonctionnaires est massive et c'est une première - Le HuffPost 19 janvier 2024

Du jamais-vu. Des dizaines de milliers de fonctionnaires se sont mis en grève ce jeudi 18 janvier en Irlande du Nord, un mouvement d'une ampleur inédite déclenché par la crise du pouvoir d'achat, aggravée par la paralysie politique qui dure depuis deux ans dans la province britannique.

Seize syndicats représentant les secteurs de l'enseignement, du transport ou encore les infirmières avaient appelé à cesser le travail, les syndicats évoquant le plus important conflit social dans l'histoire de la province. Ils seraient 100 000 et 150 000 grévistes, selon SkyNews et la BBC, sur à peine 2 millions d'habitants.

Les écoles sont restées fermées, les transports à l'arrêt, et l'activité des services de santé a été fortement réduite. Plusieurs milliers de salariés se sont réunis toute la journée pour des piquets de grève et des manifestations ont eu lieu, notamment à Belfast et Londonderry.

Estonie. Sur les pas du Reich ukrainien.

Estonie : bientôt la fin de l'enseignement en langue russe ? - RT 17 janv. 2024

«Le gouvernement a l'intention de cesser de financer l'enseignement en langue russe et de passer à l'enseignement unique en langue estonienne», a déclaré le 15 janvier la Première ministre estonienne Kaja Kallas devant le Parlement, où elle exposait la politique du gouvernement.

Il ne s'agit pas ici du premier épisode de remise en cause du russe en Estonie. Avant-dernier épisode en date rapporté par le site Estonian World, les amendements du 19 décembre 2022 à

la loi dite «*Sur la langue*» en vigueur depuis le 1er juillet 2011. La diplomatie russe avait dénoncé dès l'élaboration de cette loi une discrimination visant la minorité russe résidant en Estonie. Le pays compte en effet environ 25% de population russophone.

Alors qu'actuellement, les parents ont le choix de confier leur enfant à une école enseignant en russe ou bien en estonien, cet amendement de 2022 «*sur l'enseignement primaire et le collège*» prévoit le passage progressif au tout estonien. Jusqu'à maintenant, les jeunes russophones pouvaient recevoir un enseignement dans leur langue maternelle jusqu'à l'équivalent de la classe de troisième. Dès la seconde, 60% des cours avaient lieu en estonien contre 40% en russe. Toujours selon Estonian World, les amendements de décembre 2022 organisent, entre la rentrée 2024/2025 et la rentrée 2032/33, le basculement de tous les niveaux d'enseignement au 100% en estonien.

La tendance à l'éviction de la langue russe va croissant : en novembre 2022, le Parti populaire conservateur d'Estonie avait déposé un projet d'amendement à cette même loi sur la langue, qui proposait d'interdire l'utilisation du russe dans l'espace public, en particulier dans les médias et la publicité. Il prévoyait la possibilité d'une traduction «dans une langue étrangère» à condition que celle-ci soit «*autre que le russe*». Mais cet amendement n'avait finalement pas été adopté. RT 17 janv. 2024

En mémoire (Extraits de causeries antérieures) : un régime compatible nazi.

- L'Estonie prête à arrêter les immigrés ukrainiens pour les contraindre à la mobilisation - Réseau Voltaire 23 décembre 2023

- Estonie : entrée interdite à tout véhicule immatriculé en Russie - Euronews 13 septembre 2023

- Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant «*tous les obusiers FH-70 de 155 mm*», ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars - Réseau Voltaire 26 janvier 2023

- L'Estonie retire un monument datant de l'époque soviétique commémoratif de la Seconde Guerre mondiale - BFMTV 17 août 2022

- Le 8 septembre 2022, la Pologne et les trois Etats baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) ont annoncé s'être mis d'accord pour restreindre temporairement l'entrée sur leur sol, dès le 19 septembre, des citoyens russes porteurs de visas européens - RT 9 septembre 2022

- Les publications appelant à la violence anti-russe seront autorisées en Lettonie, en Lituanie, en Estonie, en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Russie et en Ukraine. (Plus l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie - Reuters) - francesoir.fr 10 mars 2022

- L'Estonie célèbre un criminel nazi - Réseau Voltaire 26 juin 2018

Une plaque commémorative dédiée au colonel Alfons Rebane a été inaugurée le 22 juin en Estonie.

Alfons Rebane fut un collaborateur du IIIème Reich avec le grade de Standartenführer dans la SS. Il a commis divers crimes de guerre en Union soviétique.

Le gouvernement estonien s'est dissocié de cette manifestation, mais a refusé de la condamner.

Après la Seconde Guerre mondiale, Alfons Rebane rejoignit le Royaume-Uni dans le cadre de l'opération stay-behind (Gladio). Il participa notamment à l'« opération jungle », visant à infiltrer d'anciens officiers nazis en Pologne et dans les pays baltes pour y poursuivre la lutte anti-communiste. Il donna même des cours à l'école du MI6.

Équateur.

En Équateur, le procureur enquêtant sur la prise d'otages sur un plateau télévisé a été assassiné - france24.com 18/01/2024

"En réponse au meurtre de notre collègue César Suarez (...) je serai catégorique : les groupes du crime organisé, les criminels et les terroristes n'arrêteront pas notre engagement envers la société équatorienne", a déclaré la procureure générale Diana Salazar dans une vidéo postée sur X.

La justice équatorienne s'attaque aux criminels mais aussi à la corruption liée au narcotrafic qui a gangrené jusque dans les arcanes de l'État.

L'affaire dite "Metastasis", "la plus grande de l'histoire contre la corruption et le trafic de drogue" en Équateur, selon la procureure, a mis au jour en fin d'année dernière "une structure criminelle" impliquant des procureurs, des responsables pénitentiaires et des policiers "dont l'objectif était d'obtenir l'impunité et la liberté des personnes poursuivies ou condamnées" ainsi que d'introduire des objets interdits en prison. france24.com 18/01/2024

Guatemala.

Bernardo Arévalo investi président du Guatemala malgré bien des persécutions judiciaires - Courrier International 14 janvier 2024

Ce dimanche 14 janvier le président élu, le social-démocrate Bernardo Arévalo, doit finalement être investi dans ses fonctions, malgré une tentative de "coup d'État au ralenti", comme le qualifie le journal.

Depuis sa très large victoire au second tour, le 20 août 2023 avec plus de 60 % des voix, notamment grâce à son discours anticorruption et de justice sociale, Bernardo Arévalo a fait l'objet de persécutions judiciaires de la part du ministère public, en particulier de la toute-puissante María Consuelo Porras, procureure générale de l'État.

Cette dernière avait notamment tenté de suspendre l'existence juridique du Mouvement Semilla, le parti de Bernardo Arévalo, de lever son immunité de député, et de multiplier les pressions sur le Tribunal supérieur électoral (TSE), qui avait validé le résultat de la présidentielle pour qu'il annule purement et simplement l'élection.

Dans un pays considéré comme l'un des plus corrompus d'Amérique latine, selon l'ONG Transparency International, et gouverné durant des décennies par des conservateurs liés à de riches élites économiques, la victoire du nouveau président, continue La Hora, *“avait fait vaciller l'establishment hégémonique des réseaux politico-criminels”*. Des réseaux qui incluent une partie du système judiciaire, dont María Consuelo Porras, inscrite depuis 2021 sur la liste noire américaine des personnalités les plus corrompues d'Amérique centrale.

Les nombreuses manifestations de soutien des partisans de Bernardo Arévalo, cet automne, le soutien sans faille de nombreux pays d'Amérique latine, de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'ONU auront finalement eu raison de ce *“coup d'État au ralenti”*.

Mais, jusqu'au dernier moment, les résistances du pouvoir en place n'auront pas cessé. Mercredi 10 janvier, devant le Conseil permanent de l'OEA, le président sortant guatémaltèque, l'ultraconservateur Alejandro Giammattei, a dénoncé, relate le quotidien Prensa Libre, *“les pressions internationales [...] non fondées”*. Il a aussi pointé du doigt son successeur : *“Bernardo Arévalo a appelé aux manifestations contre le système judiciaire”*, rappelle-t-il, ce qui aurait entraîné des *“actes de vandalisme”*.

Désormais, poursuit le commentateur de La Hora, *“le défi de Bernardo Arévalo est de comprendre sa marge de manœuvre pour tenter de construire une sorte de consensus politique indispensable dans ce pays, tout en l'engageant dans un changement social profond”*, alors que 59 % de la population se trouve sous le seuil de pauvreté, selon les derniers chiffres de la Banque mondiale (qui remontent à 2014).

Le célèbre écrivain nicaraguayen Sergio Ramírez – banni de son pays et déchu de sa nationalité par la dictature de Daniel Ortega – écrit dans une tribune du site El País América : *“Le premier grand défi que devra relever Bernardo Arévalo sera de faire en sorte que les institutions de l'État supposées combattre la corruption, comme le ministère public, ne soient plus elles-mêmes au service de la corruption.”* Et de conclure :

“Qu'il tienne parole semble simple, mais, au Guatemala, ce sera un exploit.”

En marque de soutien, dix chefs d'États d'Amérique latine, parmi lesquels Andrés Manuel López Obrador, président du puissant voisin mexicain, devaient assister à l'investiture de Bernardo Arévalo, ainsi que le roi d'Espagne, Felipe VI. Courrier International 14 janvier 2024

Guatemala: Investiture de Bernardo Arévalo - Bolivar Infos 15 Janvier 2024

Le nouveau président du Guatemala, Bernardo, Arévalo, a été investi dans la matinée de ce lundi par le président du Congrès de la République, Samuel Pérez, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée avec plus de 10 heures de retard.

Après son investiture, Arévalo a fait son premier discours en tant que président. Dans celui-ci, il a souligné la force de la démocratie guatémaltèque qui a résisté « *grâce à l'unité et à la confiance* », aux tentatives de plusieurs secteurs politiques du pays pour empêcher sur l'investiture.

Le nouveau chef de l'État a remercié la communauté internationale qui lui a exprimé son soutien. Il a ajouté que ce soutien a été « *essentiel pour le succès des efforts faits par la société guatémaltèque pour défendre ses institutions démocratiques et préserver l'État de droit.* » Et il a souligné que le peuple guatémaltèque a prouvé sa « *sagesse* », et que le Tribunal Suprême Electoral et la Cour Constitutionnelle ont protégé, « *le souhait souverain* » de « *vivre en démocratie.* »

Arévalo a confirmé que sous son gouvernement, il combattra les actes de corruption et il a ajouté : « *Nous ne permettrons pas que nos institutions se mettent à genoux une autre fois devant la corruption et l'impunité.* »

Il s'est engagé à « *stimuler le progrès* » du pays. « *J'invite sincèrement à nous rejoindre le peuple du Guatemala, ses autorités politiques, ses dirigeants sociaux et ancestraux ainsi que ses autorités professionnelles et patronales. C'est le moment de prendre le chemin du dialogue et de la paix.* »

« *Nous nous trouvons devant une opportunité historique pour revenir sur des décennies d'abandon social et de détérioration des institutions,* », a-t-il déclaré.

Après la cérémonie au centre culturel, le président s'est rendu à la Place de la Constitution où il a salué la population réunie pour fêter son investiture en tant que chef de l'État constitutionnel pour la période 2024–2028.

Auparavant, après plusieurs heures de retard, les 160 députés du Congrès qui font partie de la 10e législature (2024–2028) ont prêté serment. Arévalo a présidé la cérémonie.

Ensuite, les membres de la direction du Congrès qui sera présidé par le député Samuel Perez, du parti au pouvoir Mouvement Semence ont été élus pour le cycle législatif, 2024–2025.

Pendant cette journée, les mouvements sociaux ont dénoncé le fait que des membres de la législature sortante ont tenté de faire obstacle à l'investiture du président, de la vice-présidente et des nouveaux députés.

LE SOCIALISME

Le 25 janvier 2024

Provisoirement on revient au format d'une causerie par semaine environ.

J'envisage de ne plus couvrir que quelques sujets d'actualité, en les développant de manière à pouvoir exposer mes idées, et donc abandonner les infos en bref.

Je dois m'occuper de mes petites affaires que je néglige en permanence, les trucs de la vie quotidienne, l'entretien de ma maison et du jardin, mais aussi ma santé que je dois ménager, passer la journée devant un écran n'est pas une vie, je déteste cela depuis le début.

Je me dis que c'est mon devoir de militant de continuer ce travail, et de proposer ou partager des idées que je ne trouve nulle part ailleurs formulées de cette manière-là.

Rappel.

- La bataille du peuple palestinien contre l'occupation et le colonialisme n'a pas commencé le 7 octobre, mais il y a 105 ans, comprenant 30 ans de colonialisme britannique et 75 ans d'occupation sioniste.

Hamas palestinien. Notre récit : Déluge d'Al-Aqsa

J-C - Nous allons démonter la présentation fallacieuse qui en a été faite par le Réseau Voltaire ainsi que les médias mainstream, et leurs dénégations qui servent les intérêts des Américains et leur rejeton sioniste.

Une brochure du Hamas - Réseau Voltaire 22 janvier 2024

Le bureau des médias du Hamas a publié une brochure en anglais, intitulée Notre récit : opération déluge d'Al-Aqsa. Si elle clarifie la question des exactions qui sont attribuées au Hamas, elle accroît la confusion sur sa nature et ses objectifs.

Après avoir décrit les souffrances du peuple palestinien depuis la fin du Califat ottoman, il nie avoir commis des exactions contre des civils et assure qu'« *éviter de nuire aux civils, en particulier aux enfants, aux femmes et aux personnes âgées, constitue un engagement religieux et moral de la part de tous les combattants des Brigades Al Qassam* ». Sans nier que « peut-être certaines erreurs se sont produites », il précise : « *Les allégations selon lesquelles les Brigades Al Qassam, le 7 octobre, ciblaient des civils israéliens, ont été promues par l'occupation israélienne, ce ne sont que des mensonges et de totales fabrications. La source de ces allégations est le récit officiel israélien et aucune source indépendante ne les a*

recoupées. C'est un fait bien connu que le discours officiel israélien a toujours cherché à diaboliser la Résistance palestinienne, tout en légalisant son agression brutale contre Gaza ».

« Nous sommes convaincus que toute enquête juste et indépendante prouvera la véracité de notre discours et prouvera l'ampleur des mensonges et des informations trompeuses du côté israélien. Cela inclut également les allégations israéliennes concernant les hôpitaux de Gaza selon lesquelles la Résistance palestinienne les utilisait comme centres de commandement ; une allégation qui n'a pas été prouvée et qui a été réfutée par les informations de nombreuses agences de presse occidentales », poursuit-il.

Le Hamas appelle la Cour pénale internationale à mener une enquête indépendante sur ces faits afin d'identifier et de condamner les individus qui les ont perpétrés.

En outre, la brochure se termine par une description de l'organisation qui contredit ses documents précédents. La Hamas assure que : *« Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam, qui en détermine les principes, les objectifs et les moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou toute atteinte à ses droits pour des raisons nationalistes, religieuses ou sectaires ».*

Il *« affirme que son conflit concerne le projet sioniste et non les Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne mène pas une lutte contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais mène une lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine ».*

La brochure se conclut en posant des revendications pour la fin de l'occupation israélienne et la liberté des palestiniens de décider seuls de leur avenir. Cependant, jamais la brochure n'évoque d'« État » palestinien. De même elle ne fait référence à la Cour internationale de Justice qu'à propos de sa décision sur l'illégalité du Mur de Séparation, c'est-à-dire qu'elle ne l'envisage pas comme un tribunal des États.

Historiquement, le Hamas est la branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans, dont il prétend s'être détaché depuis la défaite de la Confrérie en Syrie, en 2017. À l'époque, il ne luttait pas pour l'indépendance de la Palestine, mais pour la restauration d'un Califat. Aujourd'hui, le Hamas est divisé en deux courants, l'un sous l'autorité du guide palestinien des Frères musulmans, Mahmoud Al-Zahar, l'autre lié à la Résistance palestinienne, sous la conduite de Khalil Hayya. Cette brochure est donc loin de clarifier son positionnement politique. Le titre de l'opération du 7 octobre, « Déluge d'Al-Aqsa », fait référence à la libération de la mosquée Al-Aqsa ; une « vérité coranique », selon le guide Mahmoud Al-Zahar. Israël a soutenu le courant fidèle à la Confrérie afin qu'il lutte contre le Fatah, mais assassine les leaders du courant ayant rejoint la Résistance palestinienne, comme Saleh al-Aroui.

https://www.voltairenet.org/IMG/pdf/our_narrative-operation_al-aqsa_flood-web.pdf

J-C - C'est plutôt monsieur Meyssan qui entretient délibérément "la confusion" en recourant à un amalgame entre les différentes factions du Hamas pour finalement les présenter comme des agents de la Confrérie des Frères musulmans ou des islamiques fanatiques auxquels évidemment personne n'aura envie d'apporter son soutien.

Mieux, il affirme que ce serait Israël qui aurait créé le Hamas, sans préciser son origine, un historien israélien Zeev Sternhell, alors que « *cette vision est balayée par les historiens.* » (Source : Wikipédia.org)

On aura compris qu'il tient absolument à nous entraîner sur le terrain métaphysico-religieux au lieu de s'en tenir aux faits et de les interpréter en demeurant strictement sur le plan politique, de manière à ménager les ennemis des Palestiniens.

On en veut pour preuve quatre éléments au moins.

Le premier.

Il s'empresse de manipuler ou détourner un passage de la déclaration du Hamas qui reconnaît que « *peut-être certaines erreurs se sont produites* » le 7 octobre 2023, sans en préciser la nature ou l'objet. Je le reproduis plus loin.

Monsieur Meyssan ne milite pas pour une cause, il n'est pas non plus révolutionnaire, loin de là, il est le porte-parole de l'idéologie capitaliste.

On va devancer sa pensée malsaine et supposer que le Hamas faisait référence implicitement aux civils israéliens qui auraient été abattus par des combattants du Hamas (ou d'autres fractions de la résistance palestinienne ou encore de simples civils palestiniens armés les ayant suivis ce jour-là...) comme cela se produit lors de chaque guerre quand des militaires ou des civils armés se font justice eux-mêmes en procédant à des exécutions sommaires. Par conséquent, on peut le regretter, mais il faut admettre que c'est inévitable et que cela n'a rien d'extraordinaire, il en va également ainsi lors de chaque révolution, sans pour autant remettre en cause la légitimité de la cause ou du combat mené par l'armée qui défend la souveraineté de sa nation ou les militants combattant pour la libération de leur pays ou contre l'occupant, pour leur émancipation, encore faudrait-il ne jamais oublier de mentionner qui est à l'origine de cette guerre ou de ce conflit armé.

Exaction en tout genre, pillages et destructions, vengeance, violence physique aveugle, meurtres ou massacres gratuits, règlement de compte, justice expéditive, etc. ces forfaits ou crimes sont à mettre au compte de ceux qui portent la responsabilité de la guerre ou de la révolution, et non à celui de ceux qui les ont commis qui ont été entraînés dans cette guerre ou qui ont été conduits à emprunter la voie de la révolution après avoir épuisé tous les autres moyens pour que leurs aspirations démocratiques soient respectées.

Je reproduis ici le paragraphe en entier traduit par Google :

- « *Peut-être que certaines erreurs se sont produites lors de la mise en œuvre de l'opération Al Aqsa Flood en raison de l'effondrement rapide du système de sécurité et militaire israélien et du chaos provoqué le long des zones frontalières avec Gaza.* »

Le second élément.

Monsieur Meyssan a écrit :

- « *Cependant, jamais la brochure n'évoque d'« État » palestinien.* »

Le Hamas a fait mieux que revendiquer un « État » palestinien, il réclame toute la Palestine, c'est peut-être cela qui le dérange et il n'est pas le seul.

Monsieur Meyssan cherche également à nous orienter sur une piste religieuse chaque fois qu'il évoque le Hamas. C'est devenu une obsession chez lui, du coup on en oublierait presque le reste ou l'essentiel qui figure dans ce document, qui étrangement nous ramène aux objectifs ou au combat qu'il partagerait avec les Palestiniens et le Hamas contre le colonialisme et l'impérialisme, à croire que cet engagement politique ne serait qu'un faux alibi ou que sa réelle motivation serait ailleurs.

Vous pourrez constater comme moi, que dans ce document figure les revendications essentielles du peuple palestinien depuis 1948, dont le droit au retour des quelque sept millions de Palestiniens réfugiés hors de la Palestine occupée "*qui souhaitent retourner sur leurs terres et qui ont été expulsés il y a 75 ans*", dit autrement, je cite "*l'élimination de l'occupation israélienne*" de la Palestine, ou encore : "*Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste*", ou encore "*Le Hamas affirme que son conflit concerne le projet sioniste*", il affirme combattre pour l'application de : "*La résolution 3236 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée lors de la 29e session de l'Assemblée générale le 11 novembre 2017. 22 novembre 1974, qui affirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris le droit à l'autodétermination et le droit de retourner dans « leurs maisons et leurs propriétés d'où ils ont été expulsés, déplacés et déracinés »*", pour enfoncer le clou : "*Nous exhortons les pays du monde entier, aujourd'hui et plus qu'avant, à assumer leurs responsabilités envers le droit international et les résolutions pertinentes de l'ONU qui appellent à mettre fin à l'occupation*", plus clair encore "*Nous soulignons qu'il n'y aura pas d'expulsion vers le Sinaï, la Jordanie ou tout autre endroit, et s'il y a une relocalisation vers les Palestiniens, ce sera vers leurs foyers et les zones d'où ils ont été expulsés en 1948, comme l'affirment de nombreuses résolutions de l'ONU.*", etc.

Osez affirmer ou sous-entendre que la branche palestinienne du Hamas ne partagerait pas dans ce document notamment les revendications historiques ou les objectifs politiques légitimes du peuple palestinien depuis 1947, est complètement ridicule, mais il en faudrait plus pour désarmer notre illusionniste.

Le troisième élément.

Que fait-il quand il affirme à la manière d'un historien qu'il n'est pas : "*Historiquement, le Hamas est la branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans, dont il prétend s'être détaché depuis la défaite de la Confrérie en Syrie, en 2017*", sinon insinuer le contraire de ce qu'il a pu écrire ou dire ici ou là, se contredire sans que cela le gêne le moins du monde. Un jour la branche palestinienne serait indépendante et aurait rompu avec la Confrérie des Frères musulmans, et un autre, elle continuerait d'y être liée, il faudrait savoir, non ?

Qu'on se comprenne bien, je m'adresse aux lecteurs et non à monsieur Meyssan. Je me moque de savoir si la branche palestinienne du Hamas est liée ou non aux Frères musulmans ou au MI6, les services secrets britanniques, ce qui nous intéresse c'est la manière dont la perçoivent les Palestiniens et l'usage qu'ils en font, c'est tout.

Que ce soit une organisation pourrie, réactionnaire, bourgeoise, pro capitaliste, et alors, ce ne serait pas une découverte ! Si les Palestiniens s'en servent pour mener leur combat politique

contre l'occupant anglo-saxon-sioniste, qu'est-ce que vous voulez qu'on y fasse, qu'on les juge, qu'on les traite d'abrutis ? Si c'est le seul instrument à leur disposition pour organiser leur résistance, on ne va pas faire comme monsieur Meyssan et leur retirer parce qu'elle ne serait pas propre sur elle ou ne répondrait pas aux critères de respectabilité retenus par des militants dogmatiques ou fanatisés occidentaux. Un peu de sérieux, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute ce que pensent ces gens qui passent leur temps à donner des leçons à tout le monde, au peuple palestinien.

On soutient la lutte du peuple palestinien telle qu'il la mène, avec sa part d'illusion bien entendu puisqu'ils sont inséparables. Il est mieux placé que nous pour savoir à quoi s'en tenir à propos du Hamas et des autres organisations qui le représentent, vous ne croyez pas ? Quelque part les Palestiniens n'ont pas vraiment le choix et nous non plus. Et alors, serait-ce un crime ? Non cela s'appelle un paradoxe imposé par l'histoire ou la situation, qui nous dépasse, parce qu'on ne fait pas toujours ce qu'on veut ou les choses ne se présentent pas comme on aurait voulu dans la vie ou en politique, c'est ainsi, il faut faire avec en attendant des jours meilleurs ou plus favorables.

Cela pourrait être un excellent prétexte pour ne pas soutenir la cause palestinienne. Si les Palestiniens sont assez cons pour s'embarquer avec des islamistes fanatiques ou des terroristes, et bien tant pis pour eux, on ne peut rien pour eux, c'est ce qui est suggéré implicitement ou sournoisement par monsieur Meyssan. N'étant pas en reste il nous reste le quatrième et dernier élément à analyser.

Le quatrième élément.

Quand il affirme que la brochure du Hamas "*se termine par une description de l'organisation qui contredit ses documents précédents*", à quels documents fait-il allusion ? On ne le saura pas ou il ne l'a pas précisé. En attendant voilà ce que j'ai trouvé :

Dans sa Charte de 2017 le Hamas a écrit :

- « *Le Mouvement de résistance islamique "Hamas" est un mouvement islamisme palestinien de libération nationale et de résistance. Son but est de libérer la Palestine et de s'opposer au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam qui détermine ses principes, ses objectifs et ses moyens.* »

Dans le récit du 7 octobre publié mi-janvier 2024 par le Hamas, il est écrit :

- « *Le Mouvement de résistance islamique « Hamas » est un mouvement islamique palestinien de libération et de résistance nationale. Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam, qui en détermine les principes, les objectifs et les moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou toute atteinte à ses droits pour des raisons nationalistes, religieuses ou sectaires.* »

Où y aurait-il une contradiction entre ces deux documents essentiels ? Pourquoi monsieur Meyssan toujours bien intentionné envers les Palestiniens ne s'en contentent-ils pas, pour plaire à qui ?

Il faut préciser que depuis plus de trois mois, monsieur Meyssan n'a pas cessé de fournir des arguments aux opposants des Palestiniens lors de chaque article ou entretien, j'en ai dressé une liste, j'ai pu en oublier :

1- Il présenta une partie de l'armement de la résistance, photos d'obus à l'appui suggérant qu'ils proviendraient d'Europe centrale, d'Ukraine ? Il n'en fallait pas davantage pour que les médias mainstream accusent l'Iran de lui avoir fourni, la "*bête noire*" de Washington ou l'Axe de la Résistance à Israël. Ils l'auraient fait de toutes manières sans attendre après monsieur Meyssan, certes, c'est exact, c'était peut-être une manière de leur témoigner qu'il méritait davantage d'égards de leur part. Je veux dire par là qu'il n'y était pas obligé ou que faire preuve d'un tel zèle était pour le moins inapproprié, pour ne pas dire suspect ;

2- Il insista lourdement sur les liens qui existaient entre le Hamas et la Confrérie des Frères musulmans, puis il nous expliqua que le Hamas comportait plusieurs branches, j'en ai retenu au moins 4, dont une palestinienne indépendante des Frères musulmans, mais qui demeurait islamiste, comme les autres factions des Frères musulmans, de sorte qu'elles soient cataloguées extrémistes religieuses et terroristes sans discernement, rejoignant ainsi les Etats-Unis et l'UE qui les ont caractérisées de la sorte ;

3- Toutes les fractions du Hamas seraient avant tout islamistes ou poursuivraient un but religieux et non politique ou accessoirement, alors qu'en réalité c'est l'inverse, cette interprétation servant juste à couvrir ceux qui l'instrumentalisent, à commencer par l'impérialisme britannique et américain, de manière à camoufler leurs intentions coloniales, donc de nature économique ou politique.

4- Il a remis au goût du jour la création du Hamas par Israël en 1987. Tenez, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell vient d'y faire référence lors d'une allocution en espagnol à l'université de Valladolid le 19 janvier 2024. Du coup, on en oublierait presque que la faction palestinienne du Hamas avait rompu avec sa direction dont le siège se situe entre Doha, Ankara, Le Caire, Londres ou Washington.

La plupart de ces faits ou arguments sont plus ou moins connus, certes, il ne s'agit pas de faire un procès d'intention à monsieur Meyssan, maintenant tout dépend de l'usage qu'on en fait, or, quand celui-ci est a priori mercantile ou populiste de droite, je ne pense pas qu'il soit compatible avec la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme ou le sionisme ou incarne une cause humaniste.

Bref, tout cela m'a amené à la conclusion que monsieur Meyssan se comportait plutôt comme un agent double au service des puissances occidentales et d'Israël, ce qui pose évidemment d'autres nombreuses questions qu'on abordera une autre fois, pour peu que je trouve des réponses cohérentes et sérieuses à ces questions.

Youpi, même la Bourse flambe !

Yaourts, pâtes, haricots verts, papier-toilette... Notre panier de courses a flambé de 20,5 % en deux ans - leparisien.fr 20 janvier 2024

Depuis deux ans, au fil des semaines, les Français ont vu leur ticket de caisse flamber. De plus de 20 % au total, selon l'Insee. Une hausse qui est aussi celle du panier de courses que Le Parisien - Aujourd'hui en France a constitué. leparisien.fr 20 janvier 2024

- Après une année 2023 pendant laquelle le CAC 40 a enregistré une performance en Bourse de + 16,5 %, soit plus de deux fois et demi la performance moyenne annuelle du CAC 40 depuis 1990, il est légitime de se demander si l'indice CAC 40 va encore monter en 2024. cafedelabourse.com 08 janvier 2024

Comme quoi la piquouse a bien pris, Informations ouvrières (POI) est passé au code QR !

Populisme de gauche et d'extrême gauche. Pourquoi instrumentalisent-elles l'immigration et l'extrême droite?

La pseudo-gauche pour se donner bonne conscience ou tenter de sauver les apparences dénonce les thèses racistes de l'extrême droite, à juste titre évidemment, tandis que différents sondages et scrutins récents témoignent de la montée de l'extrême droite parce qu'une partie importante de la population serait influencée par son discours sur l'immigration, question : Pourquoi ?

Pardi, parce que la gauche est incapable de proposer une politique qui corresponde aux besoins des masses, y compris lors de crise sociale aiguë. Pourquoi ? Parce qu'une telle politique nécessiterait de rompre avec le capitalisme et elle ne le souhaite pas. Pourquoi ? Parce que c'est incompatible avec sa nature sociale, en étant procapitaliste, elle est antisociale, anti-ouvrière, antisocialiste, de droite ou réactionnaire si vous préférez. Question : Depuis quand ? Depuis plus d'un siècle. Pourquoi, cela vous étonne-t-il ? Pourtant elle en avait fait la démonstration lors des deux guerres mondiales, tout le monde le sait et personne ne peut le nier. Pourquoi n'en a-t-on pas tenu compte ? Posez cette question à qui de droit, à vos dirigeants, pas à moi, vous connaissez ma réponse.

Dites-vous bien une chose, pour tenir le discours que je tiens là, il faut être indépendant de cette gauche corrompue, de l'Etat, du capitalisme et ses institutions, où l'avez-vous entendu ? Nulle part ailleurs ou chez quelques militants isolés qui sont désormais inorganisés, car ils n'auraient pas leur place dans des organisations qui rejettent le constat que je viens de dresser rapidement. C'est la raison qui m'avait amené à envisager de créer un nouveau courant politique d'extrême gauche, mais malheureusement les conditions ne m'ont pas permis de réaliser cette tâche politique.

100 000 personnes manifestent à travers l'Allemagne contre l'AfD - RT/AFP 20 janvier 2024

Quelque 35 000 personnes, selon l'AFP, se sont rassemblées à Francfort, place forte de la finance allemande, derrière une banderole « *Défendre la démocratie - Francfort contre l'AfD* ».

Un nombre similaire de manifestants ont convergé à Hanovre (nord), certains brandissant des pancartes *«Les nazis dehors»*

Des manifestations ont aussi été signalées à Braunschweig, Erfurt, Kassel et dans de nombreuses autres villes plus petites, à l'image des mobilisations quotidiennes cette semaine.

Depuis le 19 janvier des appels à manifester ont été lancés dans une centaine d'endroits, dont Berlin le 21 janvier.

Des politiciens, des leaders religieux et des entraîneurs de la Bundesliga, le championnat de football allemand, ont appelé la population à se mobiliser contre le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD).

Le mouvement a été déclenché par la révélation le 10 janvier du média d'investigation allemand Correctiv d'une réunion de militants à Potsdam, près de Berlin où, en novembre, un projet d'expulsion massive de personnes étrangères ou d'origine étrangère a été discuté. Parmi les participants se trouvaient une figure de la mouvance identitaire radicale, l'Autrichien Martin Sellner, et des membres de l'AfD.

Martin Sellner y a présenté un projet pour renvoyer vers l'Afrique du Nord jusqu'à deux millions de personnes - demandeurs d'asile, étrangers et citoyens allemands qui ne seraient pas assimilés - affirme Correctiv.

Cette révélation a secoué l'Allemagne alors que l'AfD s'envole dans les sondages, à quelques mois de trois élections régionales importantes dans l'est du pays où le parti compte le plus de sympathisants.

Le mouvement anti-immigration a confirmé la présence de ses membres à la réunion, mais nié adhérer au projet de *«remigration»* porté par Martin Sellner.

Nombre de dirigeants politiques, dont le chancelier social-démocrate Olaf Scholz, qui a participé à une manifestation le weekend dernier, ont souligné que tout plan visant à expulser des personnes d'origine étrangère était une attaque contre la démocratie. (Sauf à Gaza ! - J-C)

Olaf Scholz a appelé *«chacun à prendre position - pour la cohésion, pour la tolérance, pour notre Allemagne démocratique»*. Friedrich Merz, le chef du parti conservateur CDU, a jugé sur X *«très encourageant que des milliers de personnes manifestent pacifiquement contre l'extrémisme»*.

Mais outre des membres de l'AfD, deux membres de la CDU, appartenant à la Werteunion, l'aile droite du parti, ont également participé à la réunion divulguée par Correctiv. Le chef de la Werteunion, Hans-Georg Maassen, a annoncé ce 20 janvier sa scission d'avec la CDU. Le groupe revendique 4 000 membres. *«À une large majorité, les membres de la Werteunion ont voté pour la création d'un parti du même nom»*, a déclaré Hans-Georg Maassen.

«Le parti pourrait d'ores et déjà concourir aux élections régionales dans l'est de l'Allemagne et travailler avec toutes les parties (...) qui sont prêtes à un changement politique en Allemagne», a-t-il ajouté, n'excluant notamment pas une coopération avec l'AfD. RT/AFP 20 janvier 2024

Italie : le «salut romain» n'est punissable que s'il est réalisé lors d'un événement visant à raviver le fascisme - RT/AFP 20 janvier 2024

«Nous sommes prêts pour la visite de Zelensky», a ironisé sur Telegram Margarita Simonian, rédactrice en chef de RT, le 20 janvier, à la suite de la décision de la Cour suprême italienne autorisant de facto le salut fasciste lors de commémorations si le danger de «raviver le fascisme» n'est pas avéré.

La plus haute juridiction pénale italienne siégeait en effet le 18 janvier après un rassemblement le 7 janvier à Rome au cours duquel des centaines de personnes avaient fait le salut fasciste devant l'ancien siège romain du Mouvement social italien (MSI), un parti formé par des partisans de Benito Mussolini après la Seconde Guerre mondiale.

Toutes chambres réunies, la cour de cassation italienne - appelée aussi cour suprême - estime dans sa décision que la cérémonie d'appel, par laquelle les participants à une manifestation fasciste répondent «présents», ainsi que le «salut romain» - bras tendu - sont punissables par la loi. Ce sont des rituels «évocateurs de la gestuelle propre au parti fasciste dissout» après la Seconde Guerre mondiale et à ce titre ils tombent sous le coup de l'article 5 de la loi dite «Scelba» datant de 1952, ont dit ses juges.

Le délit n'est toutefois pas manifeste dans le cadre d'une commémoration et il n'est pas prouvé que les personnes qui l'exécutent ont pour dessein de ressusciter le parti fasciste, ont ajouté les juges. «Il convient», pour sanctionner, ajoutent-ils, «de prendre en compte le danger concret de résurgence du parti fasciste dissout». Un obstacle quasi insurmontable selon les juristes interrogés par l'AFP.

Un autre texte peut toutefois être invoqué contre de telles manifestations publiques: la loi dite «Mancino» de 1993, qui sanctionne des actes de discrimination ou de violences à caractère racial. Mais là encore, ce sera sujet à l'appréciation des tribunaux.

Le groupuscule néofasciste CasaPound a salué «une victoire» tandis que pour le président du Sénat Ignazio La Russa, amateur assumé de bustes de Mussolini, la décision de la cour suprême «se passe de commentaires». RT/AFP 20 janvier 2024

J-C - Ma position.

Je ne suis pas comptable du régime italien, allemand, français, etc. je ne postule pas non plus au poste de ministre de l'Intérieur de ces pays-là ou je n'ai pas vocation à en être le conseiller politique, à me substituer au législateur de régimes que je combats sur le plan politique. Par conséquent, je demeure attaché à la liberté d'expression en règle générale, et je rejette toute restriction ou interdiction...

France : 150 000 manifestants contre la loi immigration, selon la CGT - aa.com.tr 21 janvier 2024

Pas moins de 150 000 personnes ont manifesté en France ce dimanche contre la controversée loi immigration, selon des chiffres publiés dimanche en fin de journée par Sophie Binet, secrétaire générale de la Confédération générale du travail (CGT).

Selon la CGT, les contestataires étaient « 25 000 à Paris, 10 000 à Marseille, 6000 à Lyon, 5000 à Nantes, Lille et Grenoble et aussi 80 à Groix et 85 à Belle Île ».

De son côté, le ministère de l'Intérieur fait état de 16 000 manifestants à Paris, sans avoir précisé à ce stade le décompte national.

Cette journée de mobilisation était organisée à l'appel de 201 personnalités, qui exhortent le président Emmanuel Macron à ne pas promulguer la loi.

Dans un texte publié par le journal l'Humanité et par Médiapart, les signataires, parmi lesquels l'ancien ministre de Jacques Chirac, Jacques Toubon, pointent « *un tournant dangereux dans l'histoire de (la) République* » et estiment que cette loi « *a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de préférence nationale* ».

« *Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé* », poursuivent les signataires.

Dans toute la France, pas moins de 166 manifestations sont organisées dans 95 départements sur toute la journée de dimanche.

Pour rappel, la loi asile et immigration a été largement adoptée au Palais Bourbon le 17 décembre avec 349 voix favorables et 186 voix contre.

Plus tôt, le texte de loi adopté en commission mixte paritaire (CMP) avait également été plébiscité par le Sénat avec 214 voix pour et 114 voix contre.

Le Conseil constitutionnel doit néanmoins rendre sa décision le 25 janvier courant et énoncer les éventuelles dispositions qu'il juge contraires à la Constitution. aa.com.tr 21 janvier 2024

Pour berner leur lecteur, les mettre en confiance, pour se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, voyez comment ils s'y prennent.

Extrême droite. Quand la colonisation rachète la collaboration - orientxxi.info 19 janvier 2024

Dans Le Pen et la torture. Alger 1957, l'histoire contre l'oubli qui sort le 19 janvier, l'historien Fabrice Riceputi reconstitue, documents, cartographie et témoignages à l'appui, un fait supposé avéré pour la mémoire collective, mais récemment remis en question par des journalistes de la radio publique : alors élu de la République et futur cofondateur du Front national, Jean-Marie Le Pen a commis des actes de torture en Algérie. Dans la conclusion

dont nous publions ici quelques extraits, le spécialiste de l'histoire coloniale analyse ce que ce déni dit aujourd'hui de l'hégémonie culturelle de l'extrême droite en France.

Qu'est-ce que le lepénisme, sinon un rejeton idéologique et politique du colonialisme, au moins autant que de la Collaboration ? L'ère coloniale incarne en effet aux yeux de l'extrême droite française l'âge d'or perdu du suprémacisme blanc. La guerre raciste à « l'immigration » et aux « immigrés », la diabolisation de l'islam et des musulmans, celle des migrants exilés, la théorie complotiste et raciste du « *grand remplacement* », thèmes qui triomphent aujourd'hui en France bien au-delà de l'extrême droite, sont l'héritage direct de ce passé. Un héritage dont Le Pen et le Front national furent les principaux passeurs dans les années 1970 et 1980.
orientxxi.info 19 janvier 2024

J-C - Quel horreur ce Le Pen et l'extrême droite, et que dire du colonialisme, pire encore, de la collaboration avec le régime de Vichy et de l'Allemagne nazie ! Sauf que tous les régimes qui se sont succédés depuis 1945 sous la IV et la Ve République depuis 1958, ont recyclés les collaborateurs de ces régimes fasciste ou nazi.

On en veut pour preuve entre autres, l'étude exhaustive remarquable qu'y a consacré l'historienne Annie Lacroix-Ruis, qui ne laisse place à aucun doute ou ambiguïté à ce sujet. Elle est accessible sur le Net dans différentes vidéos pour ceux qui tiennent à le vérifier, ou dans les ouvrages qu'elle a publiés sur ce qu'elle a appelé la non-épuration de l'Etat. D'autres intellectuels ont démontré que le même phénomène s'était produit dans l'ensemble des pays occidentaux, dont l'Allemagne et les Etats-Unis ou encore Israël qui recycla des scientifiques nazis, notamment.

Cette précision pour dire qu'on est en présence d'un exercice de propagande idéologique destiné à nous faire croire que la colonisation et plus particulièrement l'avènement d'un régime fasciste ou nazi, serait à mettre de préférence au compte de l'extrême droite, alors qu'en réalité il s'inscrivait dans la continuité de la même politique en recourant à d'autres moyens qui servait les mêmes intérêts financiers. Mieux, puisqu'aussi bien la colonisation que la montée de l'extrême droite, du fascisme, du nazisme (vous pouvez ajouter le sionisme) ou les guerres furent financées par les mêmes banquiers ou hommes d'affaires tandis que des partis dits républicains, de gauche ou de droite étaient au pouvoir en France ou en Allemagne.

Cela signifie que l'ensemble des acteurs politiques de la gauche participant aux institutions ou figurant dans l'opposition parlementaire ont privilégié ce scénario plutôt que le socialisme, et par conséquent, c'est ce qui caractérise la nature de tous les partis qui se réclament de la gauche de nos jours (depuis plus de 78 ans), qu'ils en soient issues ou qu'ils existent encore comme tels de nos jours, conclusions à laquelle ne doivent surtout pas parvenir les lecteurs de ce média par crainte que certains d'entre eux aient l'idée saugrenue de rompre avec la gauche institutionnelle et de se tourner vers le socialisme.

Dites-vous bien une chose, chaque fois qu'ils instrumentalisent l'extrême droite, c'est parce que le régime en place est menacé par quelque chose de bien plus grave, le rejet et la contestation grandissante des masses, la révolte qui couve, afin qu'elles ne se radicalisent pas à gauche ou ne trouvent pas une issue politique en rupture avec le régime qu'ils ménagent finalement. C'est à ce cela que sert l'épouvantail de l'extrême droite qu'ils agitent, et non pas parce qu'ils le craindraient. Ce n'est pas tout.

Nous sommes en présence de professionnels de l'entourloupe. Pourquoi au début de leur article ont-ils fait un amalgame entre le colonialisme et la collaboration ? Pourquoi dans le reste de leur article ne figurait-il plus que le colonialisme ? Pourquoi les ont-ils soudain dissociés ? Pourquoi ont-ils pris soin de mentionner que la gauche avait été mêlée à la colonisation ou elle l'avait ouvertement soutenue ? Pour les raisons idéologiques exposées plus haut. Dans quel contexte social et politique ?

Chacun sait ou devrait savoir que la pression migratoire actuelle vers l'Europe et donc la France, n'est pas vraiment un phénomène spontané.

Il faut avoir vécu à l'étranger pour observer qu'il est extrêmement difficile de quitter son pays d'origine pour se rendre illégalement dans un pays occidental ou réputé riche, et qu'à moins d'y être encouragé, de rencontrer les bonnes personnes pour entrer en contact avec une filière mafieuse spécialement conçue à cet effet, c'est seulement après avoir satisfait un certain nombre de critères, qu'on sera peut-être sélectionné ou retenu pour effectuer ce grand voyage vers l'inconnu, sans retour pour peu qu'on ait la chance d'arriver vivant à destination. Autrement dit, si les candidats au départ sont potentiellement extrêmement nombreux, entre le moment où ils en auront eu l'idée et celui où elle prendra forme, un certain temps se sera déjà écoulé, ils auront eu le temps d'en évaluer le coût et les risques, les avantages si elle se concrétisait, de peser le pour et le contre, de réfléchir à ce qu'il laisse sans savoir ce qui les attend vraiment, le meilleur ou le pire, ils savent que les deux existent, par conséquent cela va en refroidir plus d'un de se livrer à une telle épreuve, sinon ils seraient chaque jour des dizaines de millions à postuler aux quatre coins du monde, or ce n'est pas le cas.

Depuis 30 ans en Inde, j'ai rencontré tous les cas de figure ou j'ai eu l'occasion d'en discuter avec des centaines d'Indiens, ou plutôt de ne pas en discuter avec les milliers que j'ai côtoyés tout simplement, parce que cela ne leur était jamais venu à l'esprit, bien qu'on vive dans une ex-colonie britannique et française, et nombreux sont ceux qui connaissent un Indien qui vit en Europe ou aux Etats-Unis, au Canada, sans qu'ils les envient particulièrement. Même l'extrême dureté de l'existence en Inde ne suffit pas à les convaincre d'essayer d'aller voir ailleurs s'ils pourraient vivre mieux, j'exclus les plus misérables du fait que pour payer les passeurs, il faut en avoir les moyens, je parlais d'Indiens pauvres en général qui préfèrent encore rester dans leur pays.

D'autant plus que ce n'est pas seulement une question d'argent, mais de mode de vie, de culture, et de langue bien entendu, auxquels chacun tient, qui l'emportent sur tous les autres critères, sachant qu'on ne peut pas en changer en claquant des doigts même ou avec la meilleure volonté du monde, c'est ce qui les retient dans leur pays d'origine, la crainte de l'inconnu ou de devoir s'adapter de gré ou de force à des conditions auxquelles on n'est pas du tout préparé, qu'on n'est même pas capable de discerner, seul, sans famille ni ami, cela a de quoi en décourager plus d'uns, comme je l'ai dit précédemment, ce qui explique pourquoi cela ne leur viendra même pas à l'idée.

Maintenant on sait que la question de l'immigration est instrumentalisée sur le plan politique par l'oligarchie financière de Davos, son agence politique en Europe, l'Union européenne, tous les partis qui y sont subordonnés, c'est aussi le cas dans cet article. Mais pas que.

Ils culpabilisent ce qu'ils appellent la gauche, qui à leurs yeux ne serait pas suffisamment humaniste, quand on a à l'esprit ses arrière-pensées ou ses réelles intentions passées et

présentes, on se demande où ils veulent en venir. Liée au colonialisme, ensuite ils vont attaquer cet aspect-là du capitalisme pas pour rompre avec, ils n'iront pas jusqu'à nous vendre un capitalisme à visage humain, ils se contenteront de le suggérer. C'est très sournois, ne cherchez pas, ce n'est écrit nul part, c'est ce qui découle de leur démonstration, sans que le lecteur en ait conscience, ce sera la seule chose qui s'imprimera dans son subconscient. Pour qui ou pour quoi croyez-vous qu'ils rament, franchement ?

Je rajoute un truc en aparté.

Chaque que l'on pense colonisation, on doit penser à la Palestine.

On doit aussi faire le constat suivant : En dehors des grandes puissances, tous les autres pays du monde sont soumis à un statut semi-colonial du fait de leur dépendance économique à ces puissances.

Lu.

Métastratégie de la terreur

La terreur est une métrastragie dans laquelle la violence physique s'exerce sans aucune limite au service d'une violence psychique encore plus grande qui vise la domination d'une idéologie. Aujourd'hui, les caméras GoPro et les réseaux sociaux amplifient cette violence psychique et manipulent à grande échelle les émotions de l'opinion publique. La réponse émotionnelle et instinctive est la violence mimétique au risque de se laisser entraîner à commettre ce qui nous révulse. Plus que jamais, les forces morales, faites d'intelligence et de volonté, sont nécessaires pour nous défendre sans renier les fondements de notre civilisation.

J-C – La violence dont il est question, est une violence de classe, une violence de nature économique ou sociale, qui repose sur des rapports sociaux déterminés, et prend ensuite une forme politique et donc idéologique, elle s'exprime donc sur le terrain de la lutte des classes.

Cette violence est mise en œuvre par l'Etat et la classe dominante, et si le reste de la société la reproduit sous une multitude de formes à des degrés divers, c'est parce que personne ne peut échapper à ces rapports sociaux, aussi longtemps qu'on n'a pas imaginé une société où ils seraient abolis, d'où le recours à la violence émotionnelle ou instinctive qui nous ramène sans cesse à l'époque de la barbarie.

J'ignore si l'intelligence et la volonté sont nécessaires pour défendre les fondements de la civilisation humaine, ce qu'il faut entendre par intelligence, je doute qu'ils soient suffisants, en revanche je sais que l'ignorance de ses fondements ou du processus historique sur le plan du matérialisme dialectique ne le permet pas, si j'en crois ce qui se passe sous nos yeux quotidiennement.

Si maintenant il faut entendre par « *civilisation humaine* » le vieux monde capitaliste pourri, on comprend mieux pourquoi la réaction conservatrice met ses « *forces morales* » à son service pour tenter de le préserver, l'auteur de l'article dont j'ai extrait ce passage en fait partie.

De notre côté, celui du prolétariat révolutionnaire, lorsque nous défendons les acquis du processus historique qui a permis l'avènement de la civilisation humaine, c'est en ayant à l'esprit qu'elle est essentiellement le produit de la lutte des classes qui ont successivement tenu un rôle progressiste tout au long de son développement, plus particulièrement celle des exploités et des opprimés qui l'a parcouru au cours de son évolution et qui de nos jours demeure l'unique classe pouvant revendiquer ce statut, dont dépend dorénavant le destin ou l'avenir de la société, de l'humanité toute entière.

Au lieu de l'intelligence et de la volonté, entendez par intelligence la rouerie mêlée d'hypocrisie dans lesquelles les idéologues de la réaction excellent, par volonté le cynisme impitoyable et la détermination sans faille dont elle fait preuve pour conserver ses privilèges et se donner bonne conscience ou sur lesquelles reposent ses « *forces morales* », nous opposons les légitimes aspirations de la classe ouvrière à son émancipation du capitalisme ou des chaînes de l'exploitation et de l'oppression qui se passe de toute justification morale, puisque les hommes ne peuvent concevoir d'idéal humaniste plus élevé que la liberté, contre laquelle depuis que les classes existent, toutes les « *forces morales* » réunies de la réaction ont fini par capituler ou être vaincues.

En aparté.

Le produit de la lutte de classe du prolétariat se compose d'acquis sociaux ou politiques qui ne sont jamais acquis définitivement. Ils ne sont en aucune manière des droits, même s'ils figurent dans la législation, le législateur tentera de les abolir dès qu'une occasion favorable se présentera.

La différence entre ces deux notions, un acquis et un droit, c'est que le premier a été conquis par la classe ouvrière, tandis que c'est à son ennemi que reviendra le privilège de transformer un acquis en droit ou loi. Quelles conséquences politiques cela va-t-il avoir ? Elles sont considérables, mais on feint de l'ignorer, car c'est lui qui devient le garant de ces acquis d'une certaine manière. Pour un peu, il pourra le revendiquer ou tout le mérite lui reviendra par la suite, tout le monde ayant oublié que tel ou tel droit était en réalité uniquement un acquis de la lutte de classe des exploités, il ne se privera pas de l'affirmer ou de le mettre au compte des vertus du capitalisme, ce que croiront les générations suivantes qui ignorent l'histoire de la lutte des classes, d'où la nécessité absolue de l'enseigner aux étudiants et aux jeunes travailleurs notamment.

Autrement dit, quand on défend un acquis ou un droit, on ne défend pas tout à fait la même chose, pire, on ne s'adresse pas forcément à la même classe, c'est ce qui amène les opportunistes à s'adresser à Macron ou à son gouvernement, aux parlementaires, au lieu de s'adresser à la classe ouvrière. Dès lors, la lutte de classe des exploités change de terrain, pas seulement, de nature, elle est faussée, car c'est l'indépendance de la classe ouvrière nécessaire à son unité pour mener son combat qui est remise en cause au profit de la collaboration de classes.

Partant de là et sachant que le capitalisme est dorénavant en proie à une crise permanente, on comprendra pourquoi la quasi-totalité des mouvements sociaux doivent fatalement se solder par des échecs ou leur issue est écrite d'avance, puisqu'elle doit être compatible avec les besoins du capitalisme. C'est d'ailleurs le cadre que se fixe l'intersyndicale jaune.

Et puisque c'est le cadre politique adopté par la quasi-totalité des dirigeants du mouvement ouvrier, comment voudriez-vous que les travailleurs envisagent une issue politique à la crise du capitalisme qui soit conforme à leurs intérêts, qui rompe avec le capitalisme et la Ve République, alors qu'ils ne sont même pas en mesure de tirer le moindre enseignement politique de leurs luttes ?

Reconnaître que nos maîtres disposeraient de nos droits, ce serait reconnaître qu'ils possèderaient des droits sur nous, et puis quoi encore ! Ce sont des esclaves soumis ou résignés qui reconnaissent à leurs maîtres le privilège de disposer de leurs droits, il va de soi que si au départ on adopte cet état d'esprit, on n'est pas près de briser nos chaînes.

Autre chose en rapport avec ce qu'on vient d'expliquer.

Quand on s'abaisse à quémander des droits, au mieux à en exiger, formule toute aussi compromettante dans la plupart des cas, on en oublierait presque qu'on a des devoirs, dont ceux de se battre pour conserver tous nos acquis et pour que nos aspirations démocratiques se réalisent, sans quoi des jours bien plus sombres que tout ce qu'on a pu imaginer jusqu'à présent nous échoiraient.

Notre devoir nous commande de prendre en mains notre destin, de nous organiser pour faire triompher le socialisme.

Fabrication du consentement ou d'un sondage, c'est la même chose !

J-C - Rien de tel pour vous faire adopter une idée, une théorie ou des mesures, que de vous faire croire qu'elle viendrait de vous. Comment ? A l'aide d'un sondage frauduleux commandé et publié par le ministère juste avant qu'il en fasse l'annonce la journée même, trop fastoche. Vous aurez compris que 90% des Français étaient d'accord avec le ministre avant même qu'il ait ouvert la bouche, CQFD. Leur imposture et dictature devient de plus en plus grotesque.

Changement climatique : plus de 90% des Français estiment qu'il est important de mettre en place des actions pour s'adapter, selon un sondage - franceinfo 23/01/2024

Le nouveau plan d'adaptation de la France au changement climatique est attendu au début de l'été, selon le ministre de la Transition écologique.

"*Cette année 2024, ce sera l'année de l'adaptation*", a déclaré Christophe Béchu. Le ministre de la Transition écologique réunit, mardi 23 janvier, élus et experts pour débattre de l'adaptation, terme qui recouvre les actions pour se préparer à faire face aux effets du changement climatique.

Peu avant cette journée, le ministère a commandé et publié un sondage intitulé "*Les Français et l'adaptation au changement climatique*", réalisé par Toluna et Harris Interactive. Il y est d'abord établi que le réchauffement climatique est la deuxième préoccupation des Français, derrière le pouvoir d'achat et devant l'insécurité et le système de santé. Les plus de 35 ans, les Français ayant les revenus les plus importants ou les plus diplômés sont les plus inquiets.

Neuf Français sur dix jugent qu'il faudra changer nos habitudes

Face à des conséquences que sept personnes sur dix déclarent avoir personnellement constatées lors des dernières années – au travers notamment de l'augmentation des températures, de la hausse du nombre et de la durée des vagues de chaleur, canicules et épisodes de sécheresse ou encore de la baisse des chutes de neige –, "*une large majorité (86%) de la population déclare que le changement climatique l'inquiète*", décrit l'étude.

Il faut donc s'adapter, aux yeux du public interrogé. "*Neuf Français sur dix estiment qu'il faudra changer nos habitudes de vie pour faire face aux effets du changement climatique*", écrivent les auteurs. Beaucoup le font déjà, puisqu'à l'échelle individuelle, plus de trois répondants sur quatre (76%) déclarent avoir adapté leur mode de vie durant les fortes chaleurs (horaires de sorties et d'activités...) et 73% ont diminué leur consommation d'eau (douche/bain, nettoyage, arrosage...). Mais au-delà de ces gestes, les interrogés souhaitent, pour 93% d'entre eux, que des actions soient mises en place pour s'adapter au changement climatique.

J-C – Ils sont très forts, les Français sont tellement cons, que lors de fortes chaleurs ils ne se comportent pas comme en hiver ! Et à force de les terroriser du matin au soir, ils finissent par devenir psychotiques, paranoïaques, schizophrènes, normal, c'était le but recherché pour mieux les manipuler.

En réalité, toutes les questions étaient tournées de telle sorte, qu'elles contenaient les cases qu'il fallait cocher ou les réponses souhaitées par celui qui avait commandé ce sondage.

A force d'entendre répéter des milliers de fois les mêmes expressions associées à des superlatifs, sécheresse, canicule, inondation, etc. les personnes influençables finissent par croire les récits qu'on leur sert, qui vont dans leur tête se substituer à la réalité. C'est ainsi qu'on devient schizophrènes sans s'en apercevoir, d'où la nécessité de s'en tenir strictement aux faits, plutôt qu'à leurs interprétations qui peuvent être abusives ou frauduleuses pour peu qu'on ait affaire à des gens malintentionnés, ce qui est toujours le cas lorsqu'il s'agit d'un ministre.

Parole d'internaute.

Une petite connaissance élémentaire de la chimie est utile pour savoir ce qu'est un hydrocarbure. En soi, un hydro-carbure est composé, en quantité variable, d'atomes de carbone et d'hydrogène. Par exemple CH₄, c'est le méthane, un gaz à température ambiante et à pression atmosphérique normale. Dans un pétrole brut, se trouvent confinés de multiples hydrocarbures de formule chimique différente - plus ou moins de carbone et d'hydrogène -, que l'on va séparer par distillation car chacun d'eux a des propriétés physiques lui est propres, et donc des usages différents.

Or, en théorie, il suffirait de mettre en présence des atomes de carbone et d'hydrogène - sans passer par un cycle organique et sans devoir atteindre la fossilisation - en les forçant de s'associer pour former chimiquement de nouvelles molécules, c.-à-d. des hydrocarbures. Mais pour obtenir "*artificiellement*" du pétrole, c'est capital d'y consacrer une énorme quantité

d'énergie sous forme de chaleur et de pression, et en absence d'oxygène. Et considérer que toute cette énergie consommée à la création de pétrole est - pour ainsi dire - stockée dans les nouvelles molécules ... d'hydrocarbure nouvellement créées. Pour un stockage à durée infinie ... jusqu'à leur extraction, leur raffinage, et enfin leur combustion pour récupérer, ou libérer l'énergie qui y était stockée chimiquement !

Seules des énergies colossales que peut produire la Terre, par le tellurisme, ont cette capacité de produire ainsi du pétrole en immense quantité, sous des conditions très particulières de température et de pression, en absence d'oxygène, en grande profondeur sous la surface des sols afin d'en assurer ensuite le stockage. Puis, se demanderait-on : d'où proviennent ces atomes de carbone et d'hydrogène à l'origine disparates, et qui, comme par magie, se retrouve et s'associent ? Carbone et hydrogène étaient natifs de la création de la Terre, l'hydrogène ayant migré progressivement... à la rencontre du carbone. Ensuite, des conditions très particulières doivent être réunies, sachant bien que l'on ne trouvera pas de pétrole ... partout sous Terre.

Ah ! J'oubliais de préciser que le résultat de la combustion d'hydrocarbure, c.-à-d. son oxydation ! en présence d'oxygène, outre de libérer une énergie formidable, produit du CO₂ et ... de l'eau H₂O en quantité presque égale ! Ce serait amusant de calculer le volume d'eau créé, depuis 150 ans que l'on brûle du pétrole. Pas de quoi, toutefois, inonder les océans ! mais permettre à la vapeur d'eau de précipiter en pluies bienfaitrices. Et le CO₂ de participer davantage à la croissance des végétaux ... dont presque tous les êtres vivants - c.-à-d. nous - se nourrissent. Je m'arrête ici afin de ne pas relancer le faux débat sur un effet-de-serre présumé du CO₂.

J-C – Cette explication semble plausible, je la retiens. Précision :

- L'Univers à grande échelle possède une caractéristique très particulière. Sa composition s'avère dominée par les éléments chimiques les plus légers et les plus simples. L'hydrogène et l'hélium constituent ainsi 98% de notre Soleil.

La composition chimique de l'Univers : 73,9 % d'hydrogène, 24 % d'hélium, 1 % d'oxygène et 0,5 % de carbone.

L'élément chimique le plus abondant dans notre univers est aussi le plus simple, c'est l'hydrogène. Composé d'un proton et d'un électron, il est l'atome le plus léger existant. C'est aussi le principal constituant de la plupart des étoiles, des nébuleuses et des planètes gazeuses.

Isolée, atomisée, vulnérable, faible, une proie idéale.

Une personne sur cinq se sent seule en France, selon un rapport - franceinfo avec AFP 23/01/2024

D'après une étude de la Fondation de France, sept personnes sur dix disent avoir réduit leurs activités extérieures en raison de l'inflation.

La solitude gagne du terrain. Un Français sur dix est isolé et un sur cinq se sent seul, annonce la Fondation de France dans un rapport publié mardi 23 janvier. Selon cette enquête, 12% des

Français se trouvent en situation d'isolement total, contre 11% en 2022, c'est-à-dire avec aucun ou très peu (quelques fois dans l'année seulement) de contact physique avec les cinq réseaux relationnels : famille, amis, collègues, voisins ou milieu associatif.

En y additionnant ceux qui ne fréquentent qu'un seul réseau relationnel, soit une personne sur cinq, ce sont au total environ un tiers des Français qui sont ainsi en "*fragilité relationnelle*", selon la Fondation de France. Les plus modestes – chômeurs (20%) et ouvriers (18%) – sont plus exposés à l'isolement, selon ce rapport basé sur une enquête statistique menée en janvier et juillet 2023 par le Crédoc, complété par une enquête ethnographique auprès de personnes seules et isolées.

Les jeunes plus seuls que les seniors

L'inflation semble aggraver la situation : sept personnes sur dix disent avoir réduit leurs activités extérieures en raison de la hausse des prix. Par ailleurs, une personne sur cinq (21%) déclare se sentir seule. C'est notamment le cas des jeunes de 15-25 ans, dont un quart (26%) se sentent seuls (contre 16% des 70 ans et plus), une proportion qui monte à 45% durant l'été. Les personnes isolées et celles qui se sentent seules sont "*beaucoup plus nombreuses*" dans les zones rurales et les quartiers prioritaires, des territoires plus pauvres que la moyenne, selon ce document.

J-C – Bref, ils nous expliquent que le capitalisme fait le malheur de millions d'hommes, femmes et enfants parmi les plus pauvres qui se retrouvent marginalisés, abandonnés ou mis à l'écart du reste de la population dans une société inhumaine.

Question : Une telle société et un tel régime économique qui sont responsables de tant de souffrance, doivent-ils continuer à exister ?

Ils osent tout. Stratégie de la terreur et manipulation des consciences.

- **Crif. Les actes antisémites ont bondi de 1000% en France après les attaques du 7 octobre en Israël - [bfmtv.com](https://www.bfmtv.com) 25/01/2024**

- **Le fléau de la prostitution des mineurs - [francetvinfo.fr](https://www.francetvinfo.fr) 24/01/2024**

- **En France, un quart des jeunes femmes ont été victimes d'au moins une forme de violences sexistes et sexuelles à l'école - [francetvinfo.fr](https://www.francetvinfo.fr) 25/01/2024**

J-C – Les médias mainstream ne livrent pas des informations, ils propagent la propagande de la classe dominante.

Comment vous rendre schizophrène. Vous devez savoir que les Français sont antisémites, pédophiles, violeurs, etc. Un conseil : méfiez-vous d'eux, détestez-les tous par précaution, évitez-les.

Comment procèdent-ils ses semeurs de haine ?

Il ne s'agit pas de nier que ces phénomènes n'existeraient pas, ils les instrumentalisent en les amplifiant ou en les surestimant à des fins idéologiques ou politiques.

- Amalgame entre attitudes ou propos sexistes, harcèlements, agressions sexuelles et viols.

- Ils s'appuient sur un rapport du CRIF qui est le porte-parole du nazi Netanyahu en France. Ils procèdent aussi à partir d'un amalgame entre violences physiques, propos et gestes menaçants.

- Ils livrent des chiffres plus qu'approximatifs, à la louche, par exemple, entre "15 000 et 20 000 mineurs prostitués en France", en fait ils n'en savent rien, alors ils les inventent.

Faites tomber les masques. Pourquoi s'attarder sur ce genre de blog ou de géopoliticien ? A cause de leur présentation trompeuse.

La France, de puissance modèle à modèle de puissance

Ce récit est facile à lire et à décrypter, il a été rédigé par un idéologue davosien qui prend ses désirs pour la réalité, en la déformant de telle manière qu'il met en relief les difficultés auxquelles est confrontée la France au fur et à mesure que son régime applique les directives de l'UE ou se conforme à la stratégie du nouvel ordre mondial totalitaire dictée par le clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste qui trône au sommet du capitalisme mondial.

A l'entendre, la France serait en pleine forme, et elle aurait les moyens de continuer à exercer une influence dans le monde, à condition qu'elle applique ces recettes, ce qui est pour le moins risible, c'est tellement grotesque qu'il n'y croit pas lui-même.

Pour leur casser un peu plus le moral, je leur ai envoyé un message à partir de mon autre adresse mail. Il faut bien comprendre que ces gens-là pratiquent en permanence l'autosuggestion, ils croient ou ils font semblant de croire leurs propres récits, mais ils sont tellement délirants, qu'on ne peut pas s'empêcher de penser que quelque part connaissant la vérité, ils doivent angoisser grave comme disent les jeunes, et bien on va leur pourrir la vie un peu plus, cela les amènera à écrire ou faire encore plus de conneries, à se démasquer davantage, alors on n'aura plus qu'à les achever !

Pourquoi s'attarder sur ce genre de blog ou de géopoliticien ? Parce qu'ils pullulent sur les réseaux dits sociaux et ils avancent masqués pour diffuser leur idéologie réactionnaire. Comment s'y prennent-ils ? Ils n'ont que l'embarras du choix pour berner leurs lecteurs après les avoir mis en confiance, par exemple en partageant avec eux certaines aspirations ou revendications partielles du mouvement ouvrier, de façon à se faire passer pour des humanistes, procédé éculé largement employé par l'extrême droite pour gagner des sympathisants. Leurs réelles intentions figurent en partie dans des généralités quand ils les expriment, de telle sorte qu'elles sembleront progressistes ou démocratiques, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse.

Tous ceux qui n'ont pas une solide conscience de classe, c'est-à-dire la majorité, vous demanderont ce que vous leur reprocher, ils vous taxeront de sectaires ou dogmatiques, ils leur accorderont une bienveillance qu'ils vous refuseront car doutant de vos bonnes intentions, le comble de la méprise qui vous vaudra d'être ignoré ou rejeté. Cela peut aller jusque-là ou pire, j'en ai fait l'expérience plus d'une fois, c'est pour cela que je vous en parle ou je mets en garde, après chacun est libre de se faire manipuler ou non.

Comme je ne peux pas me prévaloir d'un statut social privilégié, tout comme vous d'ailleurs, je ne suis qu'un militant ou citoyen parmi d'autres, les idées ou analyses que je peux proposer ne méritent pas qu'on s'y intéresse, contrairement à ceux produits par des intellectuels, blogs ou organisations qui ont pignon sur rue. Le culte du pouvoir rend aveugle au point de manquer de discernement ou de la logique la plus élémentaire. Avec un tel handicap, ce n'est pas moi qui sera la principale victime - si cela ne tenait qu'à cela, je serais prêt à me sacrifier, mais la vérité, les faits dont on a besoin pour analyser librement la situation, et non leur interprétation idéologique selon des critères politiques, qui, parce qu'ils nous échappent vont nous induire en erreur.

Il y en a même parmi nous qui expliquent que c'est inévitable et qu'il faut faire avec. Cela ne porterait pas à conséquence de croire n'importe quoi, cela a toujours existé patati et patata. Autrement dit, il faudrait se foutre de cautionner de terribles injustices ou des crimes abominables, dès lors qu'on pourrait toujours évoquer notre ignorance après coup pour que la morale soit sauve, qu'il me soit permis de m'en tenir à mes principes, et de refuser de me livrer à un tel exercice d'hypocrisie qui nuit à notre cause.

Le mail que je leur ai envoyé :

- Un pure exercice de propagande qui frise l'hystérie, il présente au moins l'avantage d'être si peu nuancé ou si outrancier, que même les sympathisants du régime en place en seront gênés ou le trouveront ridicule, car ils ont conscience que la réalité est à bien des égards différentes ou à l'opposé de celle que vous décrivez. On mesure là le désarroi grandissant de ses partisans ou l'impasse de leur idéologie vouée infailliblement au même destin.

Car en effet, qu'est-ce qu'il ne faut pas lire comme contrevérités et conneries à la pelle !

Cependant, quand vous vous acharnez à défendre ce régime en pleine déliquescence et décadence voué à la faillite, vous ne pouvez pas faire autrement que l'évoquer en recourant à des arguments qui mettent justement ce constat en relief, pour peu qu'on connaisse l'état et l'importance des différents secteurs économiques à l'échelle nationale et internationale, bref, quelque part vous rendez service à ses opposants qui n'auraient pas à l'esprit l'étendu de cette inévitable dégénérescence de la puissance de l'Occident.

Si cela peut vous rassurer, elle frappera à terme les autres puissances qui lui font concurrence, et alors les jours du capitalisme seront comptés au niveau mondial, car là plus personne, plus aucune puissance ne pourra plus le sauver, le jour de notre libération ou du règne de l'exploitation et de l'oppression aura enfin sonné, dans un siècle, peut-être avant, c'est ce qu'on peut souhaiter de mieux à l'humanité, pour peu qu'on soit humaniste, la seule idéologie qui a encore de l'avenir.

La France peut-elle conserver son rang de puissance sans puissance financière ?

- Le coût de la puissance est-il supportable ou bien doit-elle changer son modèle ? Analyse des enjeux de la puissance française.

Par Matthieu Creux, Président de Forward Global

- Les bailleurs de fonds mondiaux construisent un monde qui fonctionne pour tous et pour la planète

<https://forward-global.org/fr/about/history-mission/team-partners/>

Qui finance cette officine ? Le FEC ou Davos.

La fondation Gates, notamment.

<https://www.revueconflits.com/la-france-de-puissance-modele-a-modele-de-puissance/>

Conflits, qu'est-ce que c'est ? Une officine très à droite ou compatible extrême droite.

Pascal Gauchon, né le 24 mars 1950 à Paris, est un éditeur et géopolitologue français. Ancien homme politique d'extrême-droite, il fut dans sa jeunesse secrétaire général du Parti des forces nouvelles (1974-1978). Le 28 mars 2014, il lance en kiosque un trimestriel consacré à la géopolitique, Conflits, il en assure la direction jusqu'en juillet 2019, date à laquelle il cède la société Anteios.

Il fut membre du groupuscule néofasciste Ordre nouveau, il sert d'interprète lors des rencontres entre les dirigeants du groupe et ceux du Mouvement social italien. Wikipédia.

Totalitarisme et nihilisme. Mythe, instrumentalisation, réécriture et falsification de l'histoire, propagande et formatage des consciences, tout est bon, tout y passe.

J-C - Nos ennemis livrent une guerre psychologique, idéologique, politique aux masses en permanence pour leur interdire d'accéder à la connaissance ou pour pervertir les connaissances acquises et leur substituer leur interprétation, leur récit fabriqué, leur idéologie.

On devrait les combattre sur tous ces fronts, sauf que le mouvement ouvrier s'en désintéresse, pire, la plupart de ses organisations adhèrent à l'idéologie de nos ennemis, du coup ce sont des officines étrangères au mouvement ouvrier qui s'en chargent, dont l'orientation politique est antisocialiste ou réactionnaire, de ce fait leur combat mène inévitablement à une impasse, et comme il ne se traduit pas en termes d'organisation des masses contre le régime, pendant que nos ennemis marquent des points ou parviennent partiellement ou davantage à leur but, de notre côté on est réduit à l'impuissance ou à subir la dégénérescence continue et accélérée de la société sans pouvoir nous y opposer ou engranger la moindre avancée vers le socialisme.

Quand les femelles ont le pouvoir - Le matriarcat dans le monde animal - arte.tv 20 janvier 2024

En s'intéressant à plusieurs espèces aux quatre coins de la planète, ce documentaire démystifie l'image du fameux mâle dominant, en montrant comment l'organisation collective de nombreuses espèces dépend de leurs individus de sexe féminin. Ces dernières années, plusieurs équipes de chercheurs se sont penchées sur ce phénomène pour révéler toutes les subtilités de leurs stratégies. S'il arrive ainsi aux femelles dominantes d'avoir recours à l'agressivité et à l'oppression face à leurs congénères, les observations des scientifiques mettent en évidence que ces dernières utilisent davantage que les mâles la soumission ritualisée.

J-C – Ce qu'ils ne disent pas et pour cause, c'est que la société soit matriarcale ou patriarcale ne changerait rien, aussi longtemps qu'existerait un régime économique basé sur des rapports de dominants à dominés que reproduisent les mâles ou les femelles, les femmes ou les hommes, rapports reposant sur des inégalités entre les classes qui sont à l'origine des violences ou discriminations dont les uns ou les unes sont victimes, qui ne disparaîtraient qu'avec ce régime.

Hamas ou Palestinien = Antisémite, l'amalgame ordurier

« Aux origines de l'antisémitisme » : l'antijudaïsme dans l'Antiquité - europe1.fr 20 janvier 2024

Depuis l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre contre l'État d'Israël, les actes antisémites se sont multipliés partout dans le monde. Mais cette violence déployée contre les Juifs n'a rien de nouveau. Dans une série spéciale en cinq épisodes, "*Au cœur de l'Histoire*" vous propose de remonter le cours du temps pour revenir sur les origines de de l'antisémitisme depuis l'Antiquité jusqu'à la Shoah au XXème siècle. europe1.fr 20 janvier 2024

Le mystère s'épaissit ? Si ce n'est pas lui, qui c'est alors ?

La guerre est-elle inévitable pour l'homme ? - courrierinternational.com 20 janvier 2024

Chaque semaine, "*Courrier international*" vous propose un billet qui soulève des interrogations sur notre condition moderne en s'appuyant sur des œuvres littéraires, scientifiques et, bien sûr, philosophiques. Ce samedi, la journaliste espagnole Mar Padilla essaie de comprendre pour "*El País Semanal*" comment l'être humain en vient à plonger dans le chaos du conflit armé.

L'année commence seulement, et déjà les nouvelles sont décourageantes : conflit en Ukraine, bombardements à Gaza, combats au Yémen. La guerre est-elle vraiment indissociable de la condition humaine ?

En 1986 paraissait le Manifeste de Séville sur la violence, un document élaboré par des experts internationaux réunis par l'Unesco dans la ville andalouse. Conclusion : rien ne prouve scientifiquement que la guerre soit inhérente à l'être humain.

J-C – Mais tout « *prouve scientifiquement* » que la guerre est inhérente au capitalisme. Tiens, ils ont oublié de le signaler à leurs lecteurs, comme c'est étrange !

Régime policier. Des policiers reconnus coupables d'agression avec coups et blessures bénéficient d'un "jugement mesuré, modéré", pendant que des manifestants ou des petits délinquants sont envoyés en prison après avoir commis des délits mineurs sans voie de fait ou purement matériels.

J-C - Ils s'en tirent avec des peines de prison avec sursis, autant dire qu'ils bénéficient de la bienveillance du ministère de l'Injustice.

En Inde où je vis, si vous demandez à un citoyen quel genre de personne il craint le plus, il vous répondra neuf fois sur dix : Les policiers. C'est la raison pour laquelle la société est si violente, car du coup ils sont amenés à se faire justice eux-mêmes. Chaque fois que j'ai assisté à des rixes ou des bastonnades dans mon village, de loin la plupart du temps, j'entendais des hurlements et des coups. J'imaginai ce qui était en train de se passer, je demandais autour de moi s'il ne faudrait pas appeler la police, chaque fois on me répondit sèchement : Surtout pas malheureux, ne faites pas cela s'il vous plaît, et je m'en abstenais les laissant régler leurs comptes entre eux.

En moyenne cela arrive une fois par mois. J'ai été moi-même copieusement insulté et menacé une dizaine de fois, et agressé physiquement une fois. Bonjour l'ambiance, vous comprenez pourquoi j'évite d'avoir trop de relations avec les gens de mon village. Je m'en suis toujours bien sorti grâce à la présence de ma compagne indienne, si j'avais été tout seul, je pense que cela aurait pu dégénérer plus d'une fois. Si vous avez chargé le fichier des causeries depuis 2008, en tapant le mot police, vous retrouverez toute les fois que j'y eus le droit, alors que je n'ai jamais manqué de respect à quiconque, je précise.

Affaire Théo: les avocats des policiers condamnés saluent une décision "mesurée" - BFMTV 20 janvier 2024

Trois policiers ont été condamnés ce vendredi 19 janvier pour l'interpellation violente de Théo Luhaka, grièvement blessé à l'anus en 2017.

Me Thibault de Montbrial, l'avocat du principal accusé, condamné à 12 mois de prison avec sursis pour avoir grièvement blessé le jeune homme avec sa matraque télescopique, a fait état d'un "immense soulagement" et parlé d'une "décision mesurée" à la sortie de la salle d'audience.

En parallèle de cette condamnation, deux autres policiers ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et interdit de terrain et de détention d'une arme pendant deux ans.

Me Daniel Merchat, avocat de l'un d'entre eux, considère également qu'il s'agit d'un "*jugement mesuré, modéré*". BFMTV 20 janvier 2024

Ma grand-mère disait : Ceux qui n'aiment pas les animaux n'aiment pas les hommes.

Le chant d'un coq perturbe les riverains, son propriétaire doit s'en séparer - Le Point 20 janvier 2024

À Sallenôves, en Haute-Savoie, le coq Caruso perturbe le quotidien de certains riverains en raison de chants jugés « *trop forts* ». Un conciliateur de justice a décidé que son propriétaire, François Avet, doit s'en séparer, relate France 3 Auvergne-Rhône-Alpes. Le Point 20 janvier 2024

« *Il chante lorsque le soleil se lève, si un chien passe ou si une poulette lui fait de l'œil. Il fait son boulot de coq !* » assure le retraité de 74 ans auprès de la chaîne de télévision. François Avet, qui se définit comme « *un vrai rural* », possède une parcelle agricole dans le village de Sallenôves, sur laquelle cohabitent des lapins, des canards et des poules.

Des voisins estiment que les animaux sont trop proches de leurs logements. Le propriétaire accepte alors de déplacer ses bêtes à l'autre bout de son terrain. Dans le même temps, il adopte un nouveau pensionnaire : le coq Caruso. « *J'ai reçu des remarques plus ou moins agréables. Un voisin m'a menacé en disant que si je laissais mon coq dans le champ, il ferait son boulot de chasseur...* » confie-t-il.

Pour tenter d'apaiser la situation, le voisinage et François prennent rendez-vous à la mairie. Se retranchant derrière la loi du 29 janvier 2021 sur le patrimoine rural qui stipule que « *les sons et les odeurs* » font partie du « *patrimoine commun de la nation* », le retraité plaide sa cause. Mais l'adjoint au maire à l'environnement estime que « *le coq n'est qu'une partie du différend* ».

Un conciliateur de justice est alors nommé pour trancher l'affaire. Résultat : les voisins étaient là avant le coq, le retraité doit donc se séparer de Caruso d'ici au 31 mars 2024. Celui qui « *pensait vivre tranquillement avec ses animaux* », laisser son coq « *avoir des poussins pour les montrer à [s]es petits-enfants* », explique-t-il. « *Ça me fait tellement de peine* », se désole-t-il. « *Mon village perd son caractère rural. Il vend son âme et sa terre à la construction urbaine. C'est sordide...* »

J-C - Quand on affirme qu'un régime tyrannique ou totalitaire est en train de se mettre en place en France depuis des années, et qu'une multitude d'expériences le prouve, on fabulerait ou on exagèrerait, malheureusement non.

Syrie. L'OTAN a trouvé sa romancière.

Avec « *Camera Obscura* », Gwenaëlle Lenoir décrypte l'atrocité en Syrie - orientxxi.info 19 janvier 2024

Dans un récit serré et poignant, la reporter Gwenaëlle Lenoir se glisse dans la tête de César, ce photographe militaire syrien qui a tout risqué pour montrer au monde les clichés des corps suppliciés dans les geôles du régime de Damas. Elle en tire un monologue hanté par la mort et le silence, le courage et la lâcheté. orientxxi.info 19 janvier 2024

Gwenaëlle Lenoir collabore à Mediapart.

<https://www.mediapart.fr/biographie/gwenaelle-lenoir?page=1%3Fpage%3D1>

Qu'est-ce que Orient XXI, qui l'a fondé?

Alain Gresh, ex-permanent du PCF, un journaliste français, ancien rédacteur en chef du Monde diplomatique, un spécialiste du Proche-Orient.

Qui finance cette officine ?

- L'Agence française de développement (placée sous la double tutelle des ministères de l'Économie et des Finances et des Affaires étrangères) a soutenu Orient XXI à hauteur de 605 830 euros entre 2018 et 2022. Elle a attribué plus de 180 000 euros supplémentaires à Orient XXI en 2022. Source : Wikipédia.org

J-C - Ceci explique cela. Ils n'ont pas de conflits d'intérêt à part cela, et évidemment ils se prétendent indépendants !

A lire.

La renaissance d'ISIS, l'arme des États-Unis contre l'Axe de la Résistance

Est-ce une coïncidence si la plus grande organisation terroriste au monde renaît alors que les USA sont soumis à un assaut sur plusieurs fronts contre leur hégémonie en Asie de l'Ouest ?

https://www.mondialisation.ca/la-renaissance-disis-larme-des-etats-unis-contre-laxe-de-la-resistance/5685384?doing_wp_cron=1706025470.0890219211578369140625

J-C - ISIS ou Daesh, l'Etat islamique ou EI, leur créature monstrueuse...

Santé.

Scientisme. Machination. Banalisation du négationnisme. Inversion accusatoire.

Hydroxychloroquine. Des milliers de morts évitables - lapresse.ca 20 janvier 2024

« *Notre estimation est probablement minimaliste* », avance Steeve Provencher, pneumologue à l'Université Laval, qui est l'un des coauteurs de l'étude qui sera publiée en février 2024 dans la revue Biomedicine & Pharmacotherapy.

Et en juillet 2020, une grande étude américaine, Recovery, a conclu que l'hydroxychloroquine n'était pas efficace contre la COVID-19. Après ça en principe l'hydroxychloroquine ne devrait pas avoir été utilisée pour traiter la COVID-19.

Le Dr Provencher précise que les patients qui prennent de l'hydroxychloroquine pour d'autres raisons médicales, par exemple l'arthrite ou la malaria, ne devraient pas craindre de poursuivre leur médication.

D'autres molécules qui, au début de la pandémie, étaient promues comme étant efficaces contre la COVID-19 se sont révélées inutiles. C'est notamment le cas de l'ivermectine, un traitement antiparasitaire. lapresse.ca 20 janvier 2024

J-C – Ils osent tout, ils ne sont plus à une supercherie près.

Lu dans leur blog :

- Lauréats de nombreux prix pour la qualité et la richesse de leurs contenus, les journalistes et les photographes de La Presse se distinguent par l'excellence de leur travail.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan de l'agression israélienne s'est élevé à 25.700 martyrs et 63.740 blessés depuis le 7 octobre dernier. french.almanar.com.lb 24 janvier 2024

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé ce dimanche 21 janvier 2024 que l'occupation israélienne vient de commettre 15 massacres contre des familles dans la bande de Gaza. Quds News, 21 janvier 2024.

- Ministère palestinien de la Santé : l'occupation a mené 24 massacres contre les familles durant les dernières 24h, entraînant la mort de 210 personnes et 386 blessés. french.almanar.com.lb 24 janvier 2024

Le porte-parole du ministère de la Santé, Achraf al-Qidra, a déclaré dans un communiqué de presse, que les bombardements israéliens ont fait 178 morts et 293 blessés au cours des dernières 24 heures.

Il a ajouté : « *Un certain nombre de victimes se trouvent toujours sous les décombres et sur les routes, inaccessibles aux ambulanciers et à la protection civile.* »

La colère monte contre Netanyahu - 21 janvier 2024

Des milliers de personnes ont manifesté ce samedi à travers Israël contre le gouvernement, appelant à des élections anticipées et à l'éviction du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Des milliers de personnes ont assisté à la manifestation à Tel Aviv, des centaines ont défilé à Haïfa et à Jérusalem et des centaines ont manifesté devant la résidence privée de Netanyahu à Césarée.

A Tel Aviv, Noam Alon, la sœur du capitaine Dor Sade tué le 7 octobre, Ohad Shahar, médecin blessé lors des combats à Gaza a déclaré : « *Les soldats d'aujourd'hui se battent et se blessent sans savoir quel est leur objectif, car il n'y a pas d'objectif défini.* »

Vendredi, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant la résidence de Netanyahu à Césarée et ont passé la nuit sous des tentes dans la rue. De nombreux policiers et gardes de sécurité étaient présents, et les manifestants qui n'étaient pas des membres de la famille des otages n'ont pas été autorisés à participer.

Eli Elbag, le père de l'otage Liri Elbag, a juré lors de la manifestation : « Aussi longtemps que je serai en vie, la seule chose qui portera le nom de Netanyahu, ce seront les cimetières », a déclaré Elbag. « *Je ne veux pas bloquer l'autoroute à Tel Aviv, je veux bloquer ici pour qu'il ne puisse pas partir, jusqu'à ce que nos enfants reviennent. Tant que nos enfants ne reviennent pas, il ne partira pas.* »

Source Haaretz

- Ministre belge de la Coopération au développement : Nous soutenons la plainte de l'Afrique du Sud contre 'Israël' devant la Cour internationale de Justice si la Cour décide d'arrêter les attaques sur Gaza

- Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez annonce son soutien aux manifestations palestiniennes dans les villes espagnoles. « *Ce que nous voyons à Gaza est inadmissible. Je doute qu'Israël respecte le droit international humanitaire* », avait-il dit le mois de novembre dernier.

"Trop c'est trop" : La ministre slovène des affaires étrangères déclare que les tueries à Gaza doivent cesser - aa.com.tr 24 janvier 2024

La ministre slovène des affaires étrangères a appelé à la fin de la crise humanitaire à Gaza, où les attaques israéliennes se poursuivent depuis plus de 100 jours, déclarant que "trop c'est trop".

Et d'ajouter : "*Nous devons envisager sérieusement la solution des deux États*", seule garante de la sécurité d'Israël et de celle des Israéliens et des Palestiniens. aa.com.tr 24 janvier 2024

La Malaisie appelle à ce que la Palestine devienne membre à part entière de l'ONU - aa.com.tr 24 janvier 2024

Anwar Ibrahim a déclaré que le message avait été transmis au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, par son ministre des Affaires étrangères, Mohamad Hasan.

"Alhamdulillah, le souhait du peuple et des dirigeants de la Malaisie que la Palestine soit acceptée comme membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'appel à un cessez-le-feu ont été personnellement transmis par le ministre des Affaires étrangères au Secrétaire général de l'ONU à New York, le 23 janvier 2024", a déclaré Anwar Ibrahim dans un communiqué posté sur X.

Il a ajouté que son message s'inscrivait dans le droit fil de la récente déclaration du Secrétaire général de l'ONU, lors du sommet du Mouvement des non-alignés à Kampala, en Ouganda, selon laquelle le droit du peuple palestinien à établir un État indépendant ne peut être contesté.

"La paix et la tranquillité ne peuvent être atteintes et maintenues qu'à condition que les droits légitimes soient recouverts", a déclaré le premier ministre malaisien.

Il a ajouté que son pays maintenait sa position de principe selon laquelle la Palestine a le droit de former un État indépendant et souverain sur la base du tracé des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem pour capitale.

"Si l'oppression, la violence, la privation de droits et les politiques d'apartheid sont autorisées à se répandre, il n'y aura pas moyen de vivre en toute sécurité. Il est certain qu'un jour, aujourd'hui ou demain, ceux qui sont opprimés et privés de tous leurs droits se soulèveront contre une telle injustice", a-t-il déclaré.

La semaine dernière, le premier ministre Ibrahim et les ministres de son cabinet ont apposé leur signature sur des cartes postales spéciales adressées au Secrétaire général des Nations unies, exhortant l'organisation mondiale à reconnaître l'existence d'une nation palestinienne.

Le gouvernement d'union dirigé par Anwar a également interdit aux navires battant pavillon israélien de faire escale ou d'accoster en Malaisie. aa.com.tr 24 janvier 2024

Le ministre saoudien des Affaires étrangères déclare à CNN : Pas de normalisation avec Israël s'il n'y a pas d'État palestinien - arabnews.fr 21 janvier 2024

Il ne peut y avoir de normalisation des liens avec Israël sans résolution de la question palestinienne, a déclaré le ministre saoudien des Affaires étrangères lors d'une interview diffusée dimanche sur CNN.

Interrogé sur le fait qu'il ne pouvait y avoir de relations normales sans une solution vers un État palestinien crédible et irréversible, le prince Faisal ben Farhane a répondu à CNN : « *C'est la seule façon d'en tirer profit. Donc, oui, parce que nous avons besoin de stabilité et que seule la résolution de la question palestinienne apportera la stabilité* ».

Le prince Faisal a souligné que la seule façon pour la région de connaître une véritable paix et une véritable intégration qui apporte des avantages économiques et sociaux au Moyen-Orient est « *par la paix, par un processus crédible et irréversible vers un État palestinien* ».

« *Nous sommes tout à fait prêts, non seulement en tant qu'Arabie saoudite, mais aussi en tant que pays arabes, à entamer cette discussion. J'espère que les Israéliens le seront aussi, mais c'est à eux de prendre cette décision* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères. arabnews.fr 21 janvier 2024

Ligue arabe : accorder un pouvoir au peuple palestinien sur son territoire... et poursuivre « Israël » en justice - french.almanar.com.lb 23 janvier 2024

Le Conseil de la Ligue des États arabes, dans une déclaration finale de sa session extraordinaire tenue aujourd'hui lundi, a affirmé « *son refus de déplacer le peuple palestinien de ses terres, condamnant les crimes continus de l'agression israélienne contre le peuple palestinien et exigeant de mettre un terme au soutien en armes à l'entité israélienne* ».

Et d'ajouter : « *Les pays arabes ne permettront pas que le scénario de la Nakba palestinienne de 1948 se reproduise et ne toléreront pas les projets israéliens de déplacement du peuple palestinien* ».

Et de poursuivre: « *Les États d'Amérique et les pays qui soutiennent l'agression israélienne contre le peuple palestinien au sein du Conseil de sécurité, qui adopte deux poids, deux mesures, adoptent des positions non-conformes au droit international et au droit international humanitaire* ». french.almanar.com.lb 23 janvier 2024

Les États du Mouvement des pays non alignés ont violemment condamné l'agression israélienne, demandent un cessez-le-feu à Gaza - middleeastmonitor.com 21 janvier 2024

Le 19e sommet des États membres du Mouvement des pays non alignés (MNA) s'est achevé samedi soir en publiant la déclaration de Kampala, en criant l'agression militaire israélienne et en appelant à la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies pour permettre à l'aide humanitaire dans la bande de Gaza assiégée, rapporte l'Agence Anadolu.

La déclaration des 47 articles « *condamne fermement l'agression militaire israélienne illégale contre la bande de Gaza, les attaques aveugles contre les civils palestiniens, les biens de caractère civil, les déplacements forcés de la population palestinienne et appelle en outre à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et durable* ».

Le sommet a réaffirmé la nécessité de faire des progrès substantiels et urgents vers la cessation de l'occupation israélienne, y compris la réalisation de l'indépendance et de la souveraineté de l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est pour capitale, afin de parvenir à une solution à deux États sur la base des frontières d'avant 1967, et a affirmé l'appui à l'État de Palestine qui serait admis en tant qu'État membre de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il puisse prendre la place qui lui revient.

La Déclaration de Kampala « *condamne toutes les mesures prises par la puissance occupante israélienne pour modifier le statut physique et démographique légal du Golan syrien occupé, et exige une fois de plus qu'il respecte les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et se retire pleinement du Golan syrien jusqu'aux frontières du 4 juin 1967* ».

La déclaration « *a également opposé l'injustice historique à l'encontre de l'Afrique et a exprimé son appui à une représentation accrue de l'Afrique au Conseil de sécurité réformé, appuyant ainsi la position commune africaine telle qu'elle ressort du Consensus d'Ezulwini et de la Déclaration de Syrte* ».

Le dix-neuvième sommet du Mouvement des pays non alignés s'est tenu en Ouganda, où le Président Yoweri Museveni a officiellement assumé la présidence du 19e Sommet du Mouvement et du mouvement pour les trois années suivantes.

Le sommet s'est également engagé à défendre et à promouvoir le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, en particulier les principes de souveraineté, d'égalité souveraine, d'intégrité territoriale, de non-ingérence et de règlement pacifique des différends.

La déclaration condamne également le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Gaza : Borrell accuse Israël d'avoir «créé» et «financé» le Hamas pour affaiblir le Fatah 20 janv. 2024, 16:23 - Avec AFP

«*Le Hamas a été financé par le gouvernement israélien pour tenter d'affaiblir l'Autorité palestinienne du Fatah. Mais si nous n'intervenons pas fermement, la spirale de la haine et de la violence se poursuivra de génération en génération, de funérailles en funérailles*», a déclaré le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell lors d'une allocution en espagnol à l'université de Valladolid le 19 janvier.

Le Hamas a été créé en décembre 1987 peu après le début de la première Intifada, premier soulèvement populaire palestinien dans les Territoires occupés, par un groupe de militants islamistes se réclamant des Frères musulmans, parmi lesquels l'influent cheikh Ahmad Yassine.

Le principal journal juif de l'Allemagne préconise le génocide à Gaza - middleeastmonitor.com 21 janvier 2024

Le plus grand journal juif d'Allemagne, *J'dische Allgemeine* a publié un article d'opinion jeudi, qui a effectivement approuvé le génocide à Gaza, dans le cadre de la guerre en cours d'Israël contre le peuple palestinien dans l'enclave densément peuplée.

Dans l'article de cinq paragraphes intitulé « *Les civils à Gaza ne sont pas innocents* », le « *journaliste indépendant* » Tobias Huch a déclaré que « *s'il y a une telle responsabilité collective pour les crimes, alors cela s'applique à la population de Gaza. Telle est l'amère vérité* ».

Ignorant le fait que l'armée israélienne avait été responsable de la plupart des morts au festival de musique de Nova et avait tué de nombreux Israéliens dans un kibboutz lors de l'opération de résistance palestinienne Al-Aqsa Flood il y a trois mois, Huch a attribué le massacre aux « *civils de Gaza qui avaient travaillé dans les kibboutzim pendant une longue période* ».

Le Hamas, qui est avant tout un mouvement social, doté d'une aile politique et militaire, a été démocratiquement élu en 2006. Dans le cadre de sa justification du fait que des civils ont pris sans discrimination à Gaza, l'auteur déclare : « *Selon une enquête, environ les deux tiers des habitants de Gaza ont soutenu les crimes commis le 7 octobre. C'est un nombre effroyablement élevé qui montre l'énorme soutien que le Hamas a au sein de la population.* »

Israël a frappé Damas: quatre conseillers militaires du CGRI tués en martyr - french.presstv.ir 20 January 2024

La télévision syrienne a fait part d'une frappe aérienne menée par le régime sioniste contre la banlieue de Damas.

Le Corps des gardiens de la Révolution islamique d'Iran a déclaré que quatre de ses conseillers militaires ont été tués avec un certain nombre de forces syriennes.

L'attaque visait un immeuble résidentiel de trois étages dans le quartier al-Mezza de Damas, qui abrite plusieurs missions diplomatiques.

« *Une fois de plus, le régime sioniste barbare et criminel a lancé une agression contre la ville de Damas, et un certain nombre des forces syriennes et quatre conseillers militaires de la République islamique d'Iran ont été tués en martyr lors du raid aérien mené par des avions de combat des forces du régime usurpateur* », indique le communiqué du CGRI.

Frappe aérienne israélienne contre Damas

Certaines sources parlent de la mort du secrétaire général du Jihad islamique de la Palestine (JIP), Ziad al-Nakhalah, ce qui a été démenti par le mouvement.

Cité par le journal syrien Al-Watan, Ismaïl al-Sindawi, le représentant du JIP en Syrie, a précisé que tous les membres de ce mouvement installés à Damas sont sains et saufs et qu'aucun de ses bureaux à Damas n'a été touché.

Essam Al-Amin, directeur de l'hôpital Al-Mowasat à Damas, a déclaré que son hôpital avait reçu un cadavre et trois blessés, dont une femme, à la suite de l'attaque de samedi.

Attaque de l'artillerie de l'armée israélienne contre des positions de l'armée syrienne

L'armée israélienne a annoncé également vendredi soir avoir visé les positions de l'armée syrienne.

A lire: Syrie : la DCA déjoue une agression aérienne israélienne contre la périphérie de Damas

L'armée syrienne n'a pas réagi à cette nouvelle, elle ne l'a ni démentie ni confirmée.

Les attaques contre les positions de l'armée israélienne se sont considérablement multipliées depuis le début de l'opération Tempête d'Al-Aqsa en Palestine occupée. french.presstv.ir 20 January 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Secret de polichinelle. Qui peut croire un ministre ?

La presse russe publie une liste de 13 « mercenaires » français morts en Ukraine - Réseau Voltaire 22 janvier 2024

Alors que les autorités françaises ont formellement déclaré qu'il n'y avait pas de « mercenaires » français en Ukraine, la presse russe publie une liste de 13 noms correspondants à certaines des victimes du bombardement de Kharkiv/Kharkov le 17 janvier.

- Albert Emeric (né le 22 décembre 1999),
- Alexis Drion (13/06/1986),
- Béranger Guillaume Alain Minault (30/12/1978),
- Valentin Dupois Mel (02/01/1994),
- Gilles Bernard Sylvain (10 /27/1980),
- Jacques-Pierre Gabriel Evrard Philippe (29/09/1987),
- Jean-Pierre Bonneau Chris Heray (17/07/1999),
- Maris André Dubois Clément (28/09/1995),
- Marcellin Demont (05 /23/2002),
- Sébastien Claude Rémy Benard (04/04/1974) ,
- Thomas Jeremy Nathan Gourrier (24/02/1996),
- Charles Bertin Roussel (01/09/1996),
- Emmanuel Tanguy Kenneth Delange Grandal (26/09/1996) /1998)

France. Régime policier et justice de classe.

La semaine dernière, trois policiers impliqués dans « *l’Affaire Théo* » ont été condamnés à des peines allant de trois mois à un an de prison avec sursis, dont la peine la plus sévère infligée au policier auteur du coup de matraque.

Ce jugement est intervenu sept ans après l’incident qui a laissé Théo Luhaka avec des séquelles irréversibles. Le jeune homme, alors âgé de 22 ans, a été gravement blessé à l’anus par la matraque d’un policier lors de son interpellation. Les détails du procès révèlent un usage disproportionné de la force, y compris des tirs de gaz lacrymogène et des coups portés alors que Théo était menotté au sol.

La députée LFI Mathilde Panot - *"Il est évident que le deux poids deux mesures qui peut exister dans les peines qui sont rendues, quand on se rappelle que, lors des révoltes urbaines, un jeune avait pris dix mois de prison ferme pour un vol de canette de RedBull, lorsque l'on compare évidemment le fait d'avoir rendu infirme à vie une personne [...] apparaît comme un deux poids deux mesures qui est insupportable dans notre pays"*. aa.com.tr 25 janvier 2024

Totalitarisme. Militarisation anglo-saxonne de la jeunesse et de la société.

Voici l’uniforme à l’école, au collège et au lycée proposé par le gouvernement - Le HuffPost 20 janvier 2024

L’uniforme à l’école devient de plus en plus concret. Ce vendredi 19 janvier, Le Figaro dévoile le trousseau vestimentaire concocté par le gouvernement pour son expérimentation à la prochaine rentrée scolaire de septembre dans plusieurs établissements.

On trouve un polo blanc ou gris, un pull bleu marine et un pantalon gris anthracite pour les élèves de l’école élémentaire au lycée. À l’école maternelle, une blouse est privilégiée, comme on peut le voir en images dans le tweet ci-dessous. La tenue - « *made in France* » - voulue par l’exécutif sera mixte, sobre et « *sportswear* », loin des tenues plus strictes de certains établissements sous contrat.

D’un montant de 200 euros par élève, le trousseau de « *cinq polos, deux pulls et deux pantalons* » sera financé intégralement, par les collectivités et l’État.

Si Emmanuel Macron vise la généralisation du port de l’uniforme dans les établissements scolaires publics à partir de 2026, comme il l’a dit lors de sa conférence de presse cette semaine, c’est pour le moment une centaine d’établissements volontaires qui seront concernés début septembre.

Imposture de gauche. « *changer la vie* » mais surtout pas de régime ou quand le macronisme de gauche vous tend la main : Coupez-la !

Après ce remaniement à droite, Olivier Faure tend la main aux déçus du macronisme - Le HuffPost 19 janvier 2024

Dans une tribune publiée dans Le Monde ce vendredi 19 janvier, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, lance un appel à ceux « *qui ont pu croire au “en même temps”* » promis par Emmanuel Macron et qui ne se retrouvent plus dans ce nouveau gouvernement qui penche considérablement à droite.

Ils invitent ces électeurs à « *bâtir ensemble une alternative radicale qui autorise à nouveau l'espoir de changer la vie* », et « *ouvrir une nouvelle ère* ». Le HuffPost 19 janvier 2024

J-C – On croyait que c'était en fournissant des dirigeants au parti de l'extrême centre de Rothschild et Cie. que le PS avait ouvert « *une nouvelle ère* » !

Russie.

Nations unies : Lavrov dénonce «l'assistance maniaque» des Occidentaux à l'Ukraine - RT 22 janvier 2024

Lors d'une intervention au Conseil de sécurité des Nations Unies ce 22 janvier, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a vivement critiqué «*l'assistance maniaque*» que les Occidentaux apportent à l'Ukraine, l'incitant à poursuivre «*des opérations militaires insensées*».

Celui-ci a notamment dénoncé le «cynisme» dont fait part, à ses yeux, l'administration Biden, renvoyant à des propos tenus par le Secrétaire d'État Anthony Blinken le 7 décembre 2023, jour où une importante enveloppe d'aide militaire avait été soumise au vote du Congrès.

«*Nous avons notamment appris, grâce à leurs déclarations, que près de 90% du budget militaire alloué au régime de Kiev par les Américains reste aux États-Unis, vise à développer le complexe militaro-industriel et à moderniser les armements, les vieilles armes quant à elles sont utilisées en Ukraine*», a fustigé le chef de la diplomatie russe.

Ce dernier a par ailleurs souligné le nombre important d'entreprises et usines, «notamment de production de lithium», qui «*ont été vendues aux Américains*». «*Les terres arables du pays leur ont également été vendues, à bas coût et de manière indéfinie*», a poursuivi le diplomate.

«*Il n'est donc pas question de financer une guerre – qui a déjà fauché des centaines de milliers de vies en Ukraine – mais de mener des projets commerciaux rentables*», a fustigé Sergueï Lavrov.

Les Européens «*devraient enfin se réveiller et comprendre qu'en aidant le régime de Zelensky, les États-Unis font non seulement la guerre à la Russie, mais œuvrent également à*

affaiblir l'Europe en tant que concurrent économique», a assuré le diplomate, évoquant au passage le cas du sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 fin septembre 2022.

Le ministre russe des Affaires étrangères est également revenu sur les frappes meurtrières qui ont eu lieu fin décembre contre le centre-ville de Belgorod le 30 décembre 2023, ainsi que sur un marché de Donetsk le 21 janvier. Des frappes qui ont respectivement tué 25 et 27 personnes. *«Le sang de dizaines de civils, ayant perdu la vie, est sur les mains et la conscience de ceux qui arment le régime de Zelensky tout en affirmant officiellement que les autorités de Kiev ont le droit de choisir leurs propres objectifs», a accusé Sergueï Lavrov.*

Ce dernier a alors dressé un parallèle avec le bombardement de Dresde à la fin de seconde guerre mondiale, ville allemande bombardée par les Anglo-saxons *«sans que la moindre nécessité militaire le justifie», tuant en quelques jours des dizaines de milliers de civils. «Plus récemment», a poursuivi le diplomate, «ils ont rayé de la carte» les villes irakienne de Mossoul et syrienne de Raqqa. Deux bastions de l'Etat islamique au Moyen-Orient, dont la reprise en 2017 par les forces irakiennes et kurdes, épaulées par la coalition, a causé la mort de milliers de civils.*

«Ils ont trouvé des personnes prêtes à mettre en œuvre leurs instincts barbares», dénonce Lavrov, ajoutant que «l'Occident peut ainsi faire la guerre à la Russie avec les Ukrainiens sans sacrifier ses propres soldats».

Le chef de la diplomatie russe a réitéré que Moscou n'avait *«jamais refusé les négociations». «Ceci étant dit, il ne s'agit pas de négocier avec pour objectif de maintenir au pouvoir les autorités de Kiev et de préserver leurs fantasmes, mais plutôt (...) de régler les causes profondes de la situation tragique en Ukraine», a-t-il insisté.*

«Tout autre plan ou formule de paix – plans et formules que continuent de porter le régime de Kiev et de ses parrains – ne vise pas à la paix et ne sert que de prétexte pour poursuivre la guerre et continuer de recevoir des fonds des contribuables occidentaux», a dénoncé le diplomate.

De Copenhague à Davos, en passant par Djeddah, l'Ukraine et ses alliés occidentaux promeuvent depuis des mois la *«formule Zelensky»*. Une formule, en dix points, correspondant selon Moscou aux seules exigences de Kiev et à laquelle le président ukrainien tente de rallier depuis des mois le plus de pays possibles. Parmi ces points, notamment, Kiev exige le contrôle de tous les territoires sur lesquels il estime être souverain, ainsi que des réparations.

«Nous regrettons que le secrétaire de l'ONU ait mis en danger sa réputation en participant aux réunions au format surréaliste de Copenhague», a par ailleurs déclaré Sergueï Lavrov.
RT 22 janvier 2024

LE SOCIALISME

Le 31 janvier 2024

Le petit cheval

Le petit cheval dans le mauvais temps
Qu'il avait donc du courage
C'était un petit cheval blanc
Tous derrière, tous derrière
C'était un petit cheval blanc
Tous derrière et lui devant

Il n'y avait jamais de beau temps
Dans ce pauvre paysage
Il n'y avait jamais de printemps
Ni derrière, ni derrière
Il n'y avait jamais de printemps
Ni derrière, ni devant

Mais toujours il était content
Menant les gars du village
À travers la pluie noire des champs
Tous derrière, tous derrière
À travers la pluie noire des champs
Tous derrière et lui devant

Sa voiture allait poursuivant
Sa belle petite queue sauvage
C'est alors qu'il était content
Tous derrière, tous derrière
C'est alors qu'il était content
Tous derrière et lui devant

Mais un jour, dans le mauvais temps
Un jour qu'il était si sage
Il est mort par un éclair blanc
Tous derrière, tous derrière
Il est mort par un éclair blanc
Tous derrière et lui devant

Il est mort sans voir le beau temps
Qu'il avait donc du courage
Il est mort sans voir le printemps
Ni derrière, ni derrière
Il est mort sans voir le beau temps
Ni derrière ni devant

Paroliers : Georges Charles Brassens / Paul Jules Jean Fort

On aura reconnu la posture de la Première ministre française dont on ignore si elle verra le printemps...

C'était juste une touche un doigt cosmétique, je voulais dire comique, si je puis dire !

Mais rassurez-vous, selon un sondage Odoxa – Mascaret pour Public Sénat et la presse régionale, elle devient la personnalité politique préférée des Français, avec 44 % d'adhésion, devant le Young leader Edouard Philippe, suivi de près des nazillons de service, Marine Le Pen et Jordan Bardella.

La suite de ce sondage était pour le moins cocasse, ridicule à souhait, il faut dire qu'on atteint vite le grotesque dès que Macron et ses acolytes sont évoqués ; C'est inévitable avec des personnages aussi suffisants ou sulfureux et tellement insignifiants, même pour les médias qui leur sont acquis, sauver les apparences de ces mégalomanes enragés devient une épreuve à risque ou hautement compromettante. Et pour cause :

- Près de la moitié des sondés estiment que le nouveau Premier ministre n'exercera pas pleinement sa mission et qu'il restera un simple « *collaborateur* » du Président. Ils sont aussi 54 % à penser que Gabriel Attal ne parviendra pas à diriger les ministres de son gouvernement « *avec autorité* ». Enfin, pour 60 % des Français, il ne ferait pas un bon candidat pour représenter la majorité à l'élection présidentielle de 2027. Publicsenat.fr 30 janvier 2024

On se demande où ils ont été cherchés ces 60 % de Français, sachant que la popularité de Macron n'a jamais atteint le tiers ou qu'elle se situerait dorénavant plus près de 10%, sauf chez les vieux déjà fossilisée ou de préférence réacs, parce que pour eux il incarne la stabilité de l'Etat, des institutions, du régime, de leur propre état de santé précaire, fragilisé par l'âge.

On ne s'étendra pas sur la situation sociale et politique en France qui ne présente aucun intérêt vue d'ici en Inde ou ailleurs, car la France est devenue un pays insignifiant ou un pays comme les autres, une puissance moyenne de second ordre. Les entreprises cotées au CAC40 réalisent la majorité de leurs chiffres d'affaires hors de France et leurs actionnaires sont étrangers à hauteur de 50% environ, je n'ai plus les chiffres exactes en tête, quant aux produits étiquetés made in France, pour une grande partie d'entre eux il n'y a plus que les étiquettes qui sont fabriquées en France, et ne parlons pas de la croissance économique en berne, du déficit commercial ou de l'endettement de l'Etat, le PIB repose également en partie sur du vent ou les services comme aux Etats-Unis ou alors sur l'économie de guerre...

On avait imaginé que ce pays pourrait être à nouveau en première ligne de la lutte de classe, mais force est de constater que le mouvement ouvrier français s'est aligné sur l'idéologie made in USA, autant dire que sa décomposition s'est plutôt accélérée au lieu de se recomposer sur des bases saines ou de renouer avec le socialisme, alors qu'est-ce qu'on devrait en attendre, rien ou pas grand-chose en attendant des jours meilleurs.

Ce pays, ses élites et les intellectuels, les classes moyennes, ont adopté le mode de penser et la culture nihiliste ou dégénérée des anglo-saxons se condamnant à la décadence et à un dénouement qui leur sera fatal, sa grandeur n'est plus qu'un vague souvenir vouée à

disparaître au fur et à mesure que les oripeaux du colonialisme seront réduits en poussières, seuls des conservateurs nostalgiques et réactionnaires y font encore références ou s'y raccrochent désespérément de nos jours, si bien que ce qu'elle a pu apporter à la civilisation devient inaccessible à ceux qui s'en réclament, j'entends de la civilisation qui s'effondre partout en Occident. C'est comme les dernières traces du progrès social vouées au même destin si on n'y prend pas garde, sans qu'émerge un nouveau courant politique humaniste pour le sauver du péril qui le menace.

La guerre purificatrice n'a pas encore atteint le degré de destruction et de fusion suffisante pour faire fondre les ultimes illusions dans le vieux monde capitaliste pourrissant d'où jaillira la révolution sociale et politique annonçant le règne de la liberté. Concevoir qu'il faille encore en passer par un drame aussi douloureux pour qu'enfin notre utopie se réalise n'est pas à la portée de tout le monde, semble-t-il, dans le cas contraire on éviterait d'en passer par là ou on s'épargnerait tant de souffrances injustes et inutiles, qui fatalement n'en doutons pas nous frapperont directement.

Dans notre inconscience on a voulu éviter le pire... en le provoquant. Le jour où on aura compris cela, on aura réalisé un pas décisif vers notre libération, et si ce n'est pas demain la veille que cela se produira, un jour ou l'autre nous serons amenés à l'admettre, c'est rassurant n'est-ce pas ? Non, dommage, car à l'heure qu'il est, on n'a rien de mieux à se mettre sous la dent pour ne pas sombrer dans la dépression ou faire naufrage.

Ce brin d'espoir sorti des ténèbres de ce siècle, ne vous fait-il pas penser à cette magnifique fleur de nénuphar jaillissant soudain de la vase à la surface d'un étang aux eaux profondes et sombres ? La vie est merveilleuse.

Il n'y a rien de féérique là-dedans, c'est la stricte réalité, elle peut-être laide ou belle selon ce qu'on en fait, cela ne dépend que de nous, dès lors qu'on la prend ou non dans son intégralité. La dialectique de la nature s'applique à la nature humaine et à l'histoire des hommes, faisons en sorte ensemble qu'ils cessent de l'ignorer et l'avenir nous appartiendra, le socialisme.

Quand les yéménites tirent des missiles, aucun navire ne coule, quand le Hezbollah tire des missiles sur une caserne israélienne, tout au plus il y a 2 ou 3 blessés généralement, quand Tsahal bombarde les Palestiniens ils font en moyenne une centaine de morts...

Petite histoire indienne.

Ma jeune voisine Kajelvéli s'était fait embaucher dans une usine d'embouteillage quatre jours avant la fête nationale (au Tamil Nadu) Pondal. Elle perçut son salaire plus un sari en cadeau, et elle n'est jamais retournée travailler prétextant que le travail était trop dur, rester debout toute la journée. J'en déduisis que mes conseils n'avaient servi à rien, remarquez que je ne m'étais fait aucune illusion sur leur effet, j'avais seulement accompli mon devoir en partageant avec elle ma longue expérience de la vie

Trois jours plus tard elle s'engueula encore avec son époux et elle se barra chez sa mère en emmenant leurs deux petites filles plus l'unique smartphone du ménage. Cette fois elle prétextait qu'il aurait eu des attouchements sexuels avec leur fille cadette Soubachri, elle doit avoir 6 ou 7 ans, Bomika l'aînée 9 ans je crois, elle a le même âge que Womsika la petite-fille de ma compagne. Ce serait la gamine qui l'aurait raconté à sa mère, qui l'a ensuite répété à plusieurs femmes du village dont ma compagne, étant trop idiote pour penser que si cette histoire faisait le tour du village son époux pourrait avoir de graves ennuis ou se faire lyncher à mort. Cela arrive encore en Inde plus souvent qu'on ne le croit, à moins que la famille de son époux s'en prenne à elle ou lui règle son compte pour se venger. Finalement, elle aurait inventé toute cette histoire, que nous n'avions pas crue la connaissant.

Pourquoi je vous raconte cela, histoire de dire que la lutte des classes est étrangère à la plupart des Indiens, leur principale préoccupation demeurant de résoudre quotidiennement la question de leur survie.

En ce jour de célébration de la Constitution indienne entrée en vigueur le 26 janvier 1950 (férié dans toute l'Inde), dans mon village un jeune de 20 ans s'est pendu la nuit dernière, parce qu'il avait surpris son épouse se faire embrasser par un autre garçon. Cela aussi est un banal fait divers en Inde, dans tous les villages où j'ai vécu, j'ai été témoin de suicides d'hommes et de femmes relativement jeunes que je connaissais, l'un d'entre eux avait fait la peinture de notre maison quand nous vivions sur une plage à Tandiriamkupam. D'autres sont morts accidentellement ou bêtement de la circulation, d'empoisonnements alimentaires, de piqûres de serpents, de noyade, une vraie hécatombe, au point qu'il m'est arrivé d'en sauver un et d'intervenir trop tard pour deux d'entre eux, dont un enfant d'une dizaine d'années.

Si je vous racontais toutes les histoires qu'on m'a contées, vous en seriez effrayés ou vous en feriez des cauchemars. Certes, on est loin des scènes de guerre avec ses massacres de civils innocents, mais tout de même on sent rôder la mort omniprésente, tapis dans l'ombre, elle est prête à frapper à la moindre occasion et elles ne manquent pas, au point qu'on pourrait affirmer qu'elle fait partie de notre quotidien. C'est d'ailleurs un sujet qui revient sans cesse dans les conversations des Indiens qui se déroulent sur fond de superstitions et d'obscurantisme religieux, si bien qu'ils ne sont pas près de saisir l'origine de la menace qui plane sur leur existence. C'est ce qui tend à les rendre fatalistes au lieu de participer à l'élévation de leur niveau de conscience, ce qui explique en partie pourquoi leur mode de pensée est demeuré aussi archaïque ou il n'a pas profité du développement économique à marche forcée des trois dernières décennies pour évoluer.

Boycott des élections européennes !

Comment peut-on encore participer à cette officine politique de l'OTAN, à cette agence de l'oligarchie financière totalitaire ?

C'est à croire que pour exister ils ont besoin d'y participer.

L'idéologie transgenre est inhumaine, parce qu'elle nie le fait fondamental qu'il y a des hommes XY et des femmes XX, qui le resteront quelles que soient les tortures chirurgicales ou médicamenteuse qu'ils s'imposeront.

Pourquoi la liberté est-elle si chère au cœur des hommes, pourquoi est-elle indissociable de leur évolution, pourquoi les en priver signifierait leur disparition?

La liberté nous renvoie à la propriété physique fondamentale à l'origine de la diversité de la matière, de la transformation de ses éléments les plus simples dans le temps et dans l'espace, de sa capacité à passer de l'état inorganique à l'état organique, de s'organiser selon des schémas complexes pouvant adopter les formes stables les plus diverses ou à l'infini, donner naissance à l'ensemble des espèces qui se succéderont au cours du temps, dont nous sommes une des modestes composantes.

J'ai cru comprendre que pour faire un bon médecin il ne suffisait pas de posséder des connaissances en biologie, et que celles en physique et en chimie, ainsi qu'en anthropologie étaient également indispensables, je suis arrivé à la conclusion que l'ensemble de ces connaissances l'étaient aussi pour faire un homme ou une femme consciente ou à la formation d'un militant, qui plus est d'un dirigeant, on pourrait en ajouter bien d'autres évidemment.

Une fois qu'on a acquis le mode de pensée du matérialisme dialectique, ce qui pour moi correspond à la définition du marxisme, on dispose d'une liberté de pensée qui nous ouvre toute les portes de la connaissance sans qu'elle demeure figée, mais soit vouée à évoluer. La théorie de l'évolution est liée à la liberté, à cette faculté que nous offre la liberté de remettre sans cesse en cause nos connaissances, sans jamais revenir en arrière ou retomber dans l'ignorance grâce aux instruments de la logique que nous avons développés ou forgés et qui dorénavant structure notre pensée, encore faut-il les avoir mérités ou les avoir suffisamment pratiqués pour en tirer profit et progresser, améliorer son niveau de conscience.

Un corps privé de liberté meurt, pire, il ne peut pas se reproduire pour assurer la pérennité de son espèce qui disparaît à jamais.

La liberté est associé au mouvement, celui des électrons, mais aussi des protons et neutrons qui composent le noyau de l'atome va donner naissance tous les éléments chimiques présents dans l'univers, y compris ceux dont nous sommes constitués. La liberté serait alors plutôt synonyme d'énergie. S'il faut une source d'énergie pour exciter les atomes, on a découvert que l'énergie ou la lumière était aussi de la matière, mieux, chaque atome en renfermerait, mais je crois qu'on n'a pas encore trouvé d'explication cohérente à ce phénomène, de la même manière on ignore toujours par quels phénomènes des atomes d'hydrogène en se combinant ont pu déclencher le processus qui allait donner naissance aux différents éléments chimiques élémentaires qui composent l'univers, hormis que ce processus fut accompagné d'une intense chaleur et pression.

Si la liberté va de pair avec l'expansion de l'univers, on comprend mieux pourquoi elle acquiert forcément pour les hommes une notion universelle, et ce n'est pas un hasard si c'est à ce niveau-là que le socialisme la situe. Mais hélas la plupart des hommes continuent de

l'ignorer, d'où le combat politique que nous menons pour qu'un jour le règne de la liberté triomphe. C'est l'unique objet de notre engagement politique.

Trois commentaires publiés par Le Grand Soir

1- « *On n'a toujours pas d'explication convaincante sur la raison qui explique pourquoi le socialisme a échoué en Russie là où il a réussi en Chine ?* »

Ah bon, tiens donc ? Si le socialisme "*a réussi en Chine*", je crois qu'il est plus que temps de devenir antisocialiste ! Pour rien au monde je ne voudrais aller vivre en Chine. En revanche, j'aurais bien voulu vivre en Libye du temps de Kadhafi, car à tout bien considérer, c'était l'État le plus socialement avancé de la planète du point de vue du socialisme, dans les conditions données de l'époque j'entends, surprenant n'est-ce pas ? Je suis indépendant et je me contrefous des critiques infondées ou malintentionnées, je m'en tiens aux faits, à ce qui définit le socialisme. Dommage que Kadhafi ne soit jamais devenu socialiste. Cela va faire sourire, et j'en rigole déjà. Passons.

2- "*Marx n'avait envisagé le socialisme qu'en succession à un capitalisme développé, Lénine a dû l'envisager dans un pays où le capitalisme était embryonnaire...*"

Marx avait raison selon les conclusions auxquelles je suis parvenu, je les ai livrées dans une récente causerie dans mon blog. J'espère me tromper avec mon maître. J'ai renvoyé l'avènement du socialisme à fin du XXI^e siècle ou dans un siècle quand la mondialisation sera sur le point d'être achevée, quand l'Afrique avec ses 54 États aura cessé d'être une colonie des grandes puissances, ainsi que l'Amérique latine, centrale et du sud, l'Europe centrale, le reste de l'Asie, ce n'est pas demain la veille...

Cela dit, Lénine a fait au mieux dans des conditions très défavorables avant que les suites de l'attentat qui l'avait visé ne l'emportent. Les Communistes aussi avaient fait de leur mieux, dans des conditions pires encore, tenir 72 ans fut héroïque ! Si demain une révolution éclatait quelque part, on la soutiendrait évidemment, bien qu'elle connaîtrait sans doute le même triste sort.

Le socialisme n'est pas universel pour des prunes, on a eu tendance à l'oublier...depuis la mort de Lénine justement.

Être marxiste, c'est être un brin lucide et raisonnablement optimiste, mais jamais populiste ou prendre ses désirs pour la réalité.

Vive Marx, Engels et Lénine, vive le socialisme ou le communisme !

3- On connaît l'histoire des classes sociales, de l'État, et des modes de production. On sait quand, comment, à quel moment ils sont apparus et pourquoi ils ont disparu. En revanche, c'est beaucoup plus flou quand il s'agit d'aborder les différents régimes politiques qui se sont succédés sous un même régime économique, surtout sous le régime capitaliste au cours du XX^e siècle jusqu'à nos jours.

Si je ne dis pas de bêtise, il semblerait que ce soit un ensemble de conditions ou rapports économiques qui dictent quel régime politique leur convient le mieux, et comme ces facteurs économiques sont instables, il paraît normal que le régime politique s'adapte en fonction des modifications dont font l'objet ces rapports, le tout sur fond de crise du capitalisme qui se répercute de différentes manières selon les Etats ou pays à notre époque, et influencera les rapports entre les classes, la lutte des classes.

Qu'en est-il en 2024 à l'échelle mondiale et dans les pays qui présentent la particularité de pouvoir peser sur le cours de la situation mondiale, et par voie de conséquence en Palestine occupée ?

La réaction a le champ libre et elle en a conscience.

Pendant près de trois ans à partir de janvier 2020 ou le lancement du Great Reset, on a été soumis à un coup d'Etat et à une dictature hygiéniste commanditée par le clan de l'oligarchie anglo-saxonne le plus puissant sans que les Etats et les peuples ne se révoltent, puis dans la foulée une dictature énergétique et climatique commença à sévir sans davantage de réaction, elle se combina avec une guerre contre un régime néonazi armé par l'OTAN ou les Etats-Unis et ses vassaux qui dure depuis bientôt 2 ans, et depuis le 7 octobre 2023 les sionistes nazis se livrent à un génocide en règle du peuple palestinien sans qu'aucun des Etats les plus puissants ne rompent avec les Etats-Unis qui arment l'Etat israélien, et dans aucun pays des millions de travailleurs ne sont descendus dans la rue pour soutenir les Palestiniens, pire, même le mouvement ouvrier n'a pas été capable de mobiliser l'ensemble de ses forces.

Autrement dit, pourquoi voudriez-vous que Netanyahu et sa clique d'assassins réagissent au verdict de la Cour Internationale de Justice et cessent leur guerre d'extermination ?

La réponse n'est pas à chercher du côté économique, puisque les gangsters de la finance détiennent la planche à billets, et sur le plan politique, c'est la bérézina puisque leurs opposants ou le mouvement ouvrier est en état de déliquescence avancé.

Un pétard mouillé.

La défaite de l'Occident : Emmanuel Todd lance une bombe par Rosa Llorens - Le Grand Soir 26 janvier 2024

<https://www.legrandsoir.info/la-defaite-de-l-occident-e-todd-lance-une-bombe.html>

Extrait.

L'étude de l'évolution des pays de l'Ouest est particulièrement riche en surprises et en concepts (c'est-à-dire outils de réflexion). Toute une série d'entre eux réunit l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis : la religion zéro, le nihilisme, l'oligarchie.

J-C – Il manque la technocratie.

On retrouve ici un grand classique toddien : le rôle du protestantisme dans le décollage économique de l'Europe du Nord-Ouest, puis des Etats-Unis, mais aussi une thèse désormais admise : l'alphabétisation de masse réalisée par le protestantisme, qui a d'abord favorisé la démocratie, a débouché sur une nouvelle inégalité, celle des éduqués supérieurs, et les autres. Les éduqués supérieurs forment aujourd'hui une caste à part, qui ignore le peuple : aussi le travail des politiciens est-il désormais de tromper le peuple, pour lui faire accepter des politiques contraires à ses intérêts ; le régime des pays occidentaux ne peut plus être appelé une démocratie, nous sommes en oligarchie, et la guerre en cours n'est pas celle des démocraties contre les régimes autoritaires, mais celle de l'oligarchie libérale contre la démocratie autoritaire (et, dans ces deux formules, précise Todd, le nom est aussi important que l'adjectif).

J-C – C'est plutôt la guerre entre des puissances qui ne sont pas parvenues en même temps au même rythme ou niveau de développement économique et qui sont amenées à s'affronter pour poursuivre et achever la mondialisation ou assurer la survie du capitalisme en recourant à différents moyens... dont toujours et encore à la guerre ! Attendez que la Russie et la Chine ainsi que leurs alliés des Brics+ remplacent les Etats-Unis dans le rôle de gendarme du monde, et vous vous apercevrez qu'ils sont amenés à remplir la même fonction avec la même brutalité ou cruauté.

L'oligarchie est évidemment en lutte contre tout ce qui est collectif, contre les valeurs communes, contre la religion, et même la « *religion zombie* » (où la croyance religieuse s'est effacée mais où ses valeurs continuent à structurer la morale et les engagements politiques). Dans ce contexte de religion zéro, on constate aujourd'hui une atomisation de la société, et une anomie morale ; or, l'individu, réduit à lui-même, n'a pas gagné en liberté, il s'est retrouvé angoissé et impuissant : c'est le nihilisme. Ce désarroi généralisé est accru par la guerre que les classes dominantes livrent à la réalité, propageant par les médias des convictions contraires à la réalité : c'est le cas de l'idéologie transgenre, qui nie le fait fondamental : il y a des hommes XY et des femmes XX qui resteront toujours tels, quelle que soit la violence des opérations que l'industrie chirurgicale et médicamenteuse peut leur faire subir.

De ce point de vue de l'idéologie LGBT (etc.), l'étude consacrée aux pays scandinaves est intéressante : Todd démolit le mythe d'une Suède égalitaire et pacifique : au XVIIe siècle, elle s'est consacrée, sous Gustave II Adolphe, à une entreprise impérialiste, devenant une puissance de premier plan dans l'atroce Guerre de Trente Ans ; et, en 2017 (la boucle est bouclée) elle a rétabli le service militaire, alors qu'elle se présente comme le pays le plus féministe du monde : la présence de ministres femmes ne change rien à la politique d'un pays. N'y aurait-il pas même un rapport entre féminisme et bellicisme ? demande malicieusement Todd. Il semble qu'une fois au pouvoir, les femmes veulent montrer qu'elles en ont autant que les hommes.

J-C – Dans le camp de la réaction les femmes de pouvoir sont généralement de dangereuses fanatiques, hystériques, d'une cruauté inimaginable.

Mais les analyses les plus percutantes concernent la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et notamment leur évolution socio-religieuse.

Le chapitre sur la Grande-Bretagne a pour sous-titre : « *Croule Britannia* » (toujours l'humour anglais de Todd). Inutile de redonner les chiffres de la désindustrialisation ; il est plus intéressant de remarquer que plus la GB est affaiblie, plus elle est violemment belliciste, comme si les gesticulations guerrières devaient cacher son état réel, et plus elle se lance dans une politique d'affirmative action : les minorités ethniques sont surreprésentées dans les public schools les plus prestigieuses, comme au gouvernement : dans le gouvernement Liz Truss on trouvait des ministres originaires du Ghana, la Sierra Leone, l'Inde ; le gouvernement actuel est présidé par un anglo-indien, de nombreux Anglo-Pakistanaïens ont été ou sont ministres. Cela veut-il dire que la GB a renoncé au racisme induit par le protestantisme (les hommes ne sont pas égaux, certains sont des élus, d'autres des réprouvés en puissance) ? La thèse de Todd est moins naïve : le sentiment raciste a été reporté de la couleur sur la classe ; depuis le XIXe siècle au moins les Anglais de la bonne société considèrent les ouvriers comme une race à part (il suffit de voir le type de langage qu'Agatha Christie prête aux rares ouvriers de ses romans, analogue à la « *langue paysanne* » des comédies de Molière). Aujourd'hui, ils se sentent bien plus proches des « *coloured people* » riches et bien éduqués que des Anglais du peuple. On peut même considérer la nomination de ministres de couleur comme une vengeance sadique à l'égard de ceux-ci : les classes supérieures prennent plaisir à soumettre les classes inférieures à des Noirs ou gens de couleur en général.

J-C – Le raciste demeurera lié à la couleur de la peau et autres particularités morphologiques ou biologiques, aussi longtemps que le capitalisme existera, les Etats-Unis l'illustrent quotidiennement entre autres.

Aux Etats-Unis aussi, l'effondrement du protestantisme met fin au dogme de l'inégalité des hommes ; mais, là, ce dogme avait permis la cohésion du melting pot aux EU, en opposant des Indiens d'abord, puis des Noirs inférieurs, à des Blancs supérieurs et donc égaux entre eux. Si sa disparition met fin à un racisme systématique, il sonne aussi la fin de l'égalité (symbolique, certes) des Blancs, d'où la frustration, la démoralisation des Blancs perdants, ouvriers, chômeurs, électeurs de Trump, bref des « *deplorable* » d'Hillary Clinton. Mais la situation n'est pas plus réjouissante pour l'immense majorité des Noirs, dans un pays soumis au néo-libéralisme, où l'ascenseur social, comme en France, s'est bloqué : s'ils sont surreprésentés au gouvernement, ils le sont aussi dans les prisons et dans les catégories les plus pauvres.

Mais l'économie étasunienne n'est pas plus brillante que sa société : le PIB n'est qu'une illusion ; Todd propose de le remplacer par un PIR (produit intérieur réel, ou réaliste), en le dégonflant de toutes les activités inutiles, non productrices de richesse, voire néfastes (« *médecins tueurs* », qui prescrivent des opioïdes pour assurer la paix sociale, avocats surpayés, économistes, « *grands prêtres du mensonge* », etc.) : Le PIB se verrait ainsi réduit de moitié. En appliquant cette correction, on comprend comment la Russie, dont on nous donne le PIB à 3,3 % de celui de l'Occident, peut fabriquer plus d'armes, ultra-modernes, que lui. Le déclin économique des Etats-Unis, encouragés par la domination du dollar à délaïsser les activités productrices au profit des affaires (production d'argent sans aucune production réelle) aboutit à un déficit sévère d'ingénieurs (deux fois plus peuplés que la Russie, ils produisent, en pourcentage, trois fois moins d'ingénieurs, et, en quantité absolue, pas très loin de deux fois moins).

J-C – Ce constat et celui qui se poursuit au paragraphe suivant, est la traduction de la crise du capitalisme qui nécessite un remodelage des institutions qui incarnent le pouvoir politique mondial, rôle que se disputent les tenants de Davos et ceux des Brics+, pour affronter les gigantesques défis auxquels ils vont être rapidement confrontés ou la lutte de classe du prolétariat mondial qui n'entend pas être réduit en esclavage.

Cette dégénérescence économique, morale, sociale de l'Occident explique que le Reste du Monde ait refusé de suivre les Etats-Unis dans la condamnation de la Russie et les sanctions. Todd parle même d'un soft power russe : si, au siècle dernier, c'était le communisme qui se présentait comme une idéologie universelle, aujourd'hui c'est le « conservatisme » moral de la Russie. L'Occident qui, dans son arrogance, avec ses siècles de colonisation, était sûr de rallier le Reste du Monde à ses valeurs, s'est rendu compte que celles-ci ne séduisaient pas, que, tout au contraire, le Reste du Monde se reconnaissait dans le refus russe de la domination LGBT, et de l'idéologie transgenre. C'est ce « *conservatisme* » qui permet à la Russie de rallier les pays les plus différents, et même ennemis, comme on l'a vu récemment avec le rapprochement irano-saoudien, et, en général, ce qu'on appelait le Tiers-Monde. « *L'Occident a découvert qu'on ne l'aime pas* » : au contraire, son nihilisme suscite le dégoût.

Les analyses de Todd sont décapantes et d'une grande richesse. Certes, on pourrait lui reprocher, malgré tout, un tropisme étasunien, lorsqu'il oppose à la mauvaise Amérique d'aujourd'hui la « *bonne Amérique* » de Roosevelt et Eisenhower, et angélise le play-boy Obama : malgré toute sa perspicacité, il n'arrive pas, ici, à éviter la naïveté. Mais il faut retenir à son actif sa prompte réaction à la guerre de destruction d'Israël à Gaza (il ne va pas jusqu'à parler de génocide) : dès le 30 octobre, il a ajouté à son livre un Postscript, « *Nihilisme américain : la preuve par Gaza* ». Ce qui est ici démontré, c'est soit le manque total de compétence du « *blob* » de Washington, soit son irrationalité, les deux étant du reste cohérents : les Etats-Unis ignorent la diplomatie, ils ne connaissent qu'un seul type de réaction, la violence, la destruction. Et ils font peur : en refusant un cessez-le-feu, ils rejettent « *la morale commune de l'humanité* », et n'entraînent derrière eux, outre Israël et l'Europe (et pas toute) que des confettis insulaires comme Fidji, Tonga, Nauru... Il ne reste qu'à espérer une défaite des Etats-Unis, qui serait une « *revanche ultime de la raison dans l'Histoire* ».

J-C – "*Le play-boy*" Obama, tu parles, un ex-agent ou une recrue de la CIA tout de même, d'une cruauté sans pareille notamment envers les Afro-américains durant son mandat, et le plus ou l'un des plus va-t-en-guerre des dernières décennies également, faut-il rappeler. Chez Todd l'américain, son idéologie c'est tout, il la fignole ou l'arrange au mieux, à défaut il se raccroche aux démons du passé. C'est son statut social, sa personnalité, c'est elle qui l'a fabriqué, avec laquelle il s'identifie, sans laquelle il n'est rien, il n'existe pas, il ne peut pas la renier même s'il doit lui reconnaître certains vices de forme, pour finalement en arriver à cautionner les pires crimes, un intellectuel bourgeois ne se refait pas que voulez-vous.

Mon commentaire publié à la suite de cet article.

Je voudrais rebondir sur la conclusion de cet excellent article.

Je ne parlerais pas de défaite des Etats-Unis, mais plutôt celle du clan qui mène ces guerres aujourd'hui, parce ces guerre ne peuvent pas durer éternellement, et le ou les autres clans de l'oligarchie anglo-saxonne qui sont plus favorables à la version de la mondialisation des Brics+ prendront le relais de la politique américaine, je n'exprime pas là un souhait, c'est

juste un constat ou un scénario que j'envisage, je n'ai absolument aucune illusion dans les Brics+ ou un quelconque pouvoir lié au capitalisme mondial.

De toutes manières, quelle que soit la stratégie qu'ils adopteront, ils seront confrontés à la même réalité ou aux mêmes contradictions économiques, à la lutte de classe des exploités et des opprimés...

Fabrication du consentement à l'économie de guerre. Comment vous préparer psychologiquement à la guerre. Mode d'emploi.

J-C – Le gouvernement français a déjà mis le doigt dans cet engrenage et il n'est plus le seul. J'espère me tromper. Vous savez que je conteste les différentes interprétations qui ont été retenues pour expliquer le déclenchement des deux guerres mondiales du XXe siècle, la seconde n'ayant jamais pris fin réellement d'ailleurs.

Concernant celui de la Première Guerre mondiale j'avais relevé que les autorités britanniques qui représentaient à l'époque l'impérialisme le plus puissant, avaient conspiré dès les années 1890 pour qu'elle ait lieu, et finalement parvenir à leurs fins deux décennies plus tard environ, j'avais reproduit des extraits de conversations qui avaient eu lieu au plus haut niveau à cette époque notamment entre des diplomates et des banquiers.

Espérons que nous ne soyons pas en présence du même processus, si malheureusement c'était le cas, on ne pourrait pas qu'ils ne nous avaient pas prévenus ou que nous ignorions leurs intentions guerrières, quels que soit le ou les motifs qui seraient invoqués pour déclencher une nouvelle guerre mondiale.

Le chef de l'armée britannique invite les citoyens à se préparer à une guerre massive avec la Russie - Euronews 24 janvier 2024

Le chef de l'armée britannique a averti les citoyens du Royaume-Uni qu'ils devaient se préparer à une guerre de l'ampleur des grands conflits du XXe siècle et qu'ils pourraient eux-mêmes avoir besoin de se mobiliser.

S'exprimant lors de l'exposition internationale des véhicules blindés, à Londres, le général Sir Patrick Sanders a affirmé que l'invasion russe de l'Ukraine était un signe des choses à venir, et a averti que les leçons des guerres précédentes devaient être retenues avant qu'il ne soit trop tard.

"Nos prédécesseurs n'ont pas perçu les implications de ce qu'on a appelé la crise de juillet en 1914 et sont tombés dans la plus effroyable des guerres", a-t-il indiqué. "Nous ne pouvons pas nous permettre de faire la même erreur aujourd'hui. L'Ukraine est vraiment importante".

Le général Patrick Sanders a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas sous-estimer l'ampleur potentielle du conflit dans les années à venir.

"Cette guerre ne concerne pas seulement la terre noire du Donbass, ni le rétablissement d'un empire russe. Il s'agit de vaincre notre système et notre mode de vie sur le plan politique,

psychologique et symbolique. La façon dont nous réagirons en tant que génération d'avant-guerre se répercutera dans l'histoire. La bravoure ukrainienne permet de gagner du temps, pour l'instant", ajoute-t-il.

Le général a également appelé à un quasi-doublement des effectifs de l'armée britannique. L'armée du Royaume-Uni en général prévoit d'inverser une crise de recrutement à long terme qui vu ses effectifs se réduire, alors même que les forces britanniques participent à diverses missions à l'étranger.

Il a également souligné, que si la mobilisation traditionnelle était importante, les citoyens britanniques ordinaires devaient être préparés, sinon à une conscription totale, à un niveau de mobilisation civique jamais atteint en Europe de l'Ouest, depuis 1945.

En réponse à son discours, le gouvernement a insisté sur le fait qu'il n'était pas question de faire appel à l'armée.

Le porte-parole du Premier ministre britannique, Rishi Sunak, Max Blain, a réagi en précisant que le gouvernement n'avait "*aucune intention*" d'introduire la conscription.

"L'armée britannique est fière de sa tradition de force volontaire. Il n'est pas prévu de changer cela", a-t-il affirmé.

Il a ajouté que "*s'engager dans des guerres hypothétiques*" n'était "*pas utile*".
Au bord du désastre

Les propos de Patrick Sanders font suite à des mois d'avertissements inquiétants de la part d'autres membres clés de l'OTAN, en particulier en Europe continentale.

Le ministre allemand de la défense, Boris Pistorius, a récemment lancé des appels radicaux en faveur d'une préparation à la guerre qui réorienterait radicalement l'armée allemande après près de huit décennies passées dans un mode défensif multilatéraliste.

Des documents récemment divulgués au journal allemand "*Bild*" ont révélé que Berlin élabore des plans d'urgence en vue d'un assaut massif de la Russie contre l'Europe occidentale, et plus particulièrement contre les États baltes.

Le plan, décrit comme un "*scénario d'exercice*", prévoit que la Russie organise une campagne de guerre hybride contre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en juillet de cette année, en utilisant de fausses allégations de discrimination à l'encontre des russophones comme prétexte pour masser des troupes à ses frontières occidentales avec les pays de l'UE et au Bélarus.

Selon les prévisions de ce scénario, l'alliance de l'OTAN déploierait elle-même 300 000 soldats en Europe de l'Est, mais pas avant le début de l'année 2025. Euronews 24 janvier 2024

Pour le ministre allemand de la Défense, Poutine pourrait attaquer l'Otan « d'ici 5 à 8 ans » - LePoint.fr 24 janvier 2024

La question se pose depuis le début de l'invasion russe en Ukraine : doit-on craindre que le conflit ne s'exporte et que Moscou ne s'arrête pas à Kiev ? Après Joe Biden, Volodymyr

Zelensky et ses homologues polonais et moldave, c'est au tour du ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, d'exprimer de vives inquiétudes sur une éventuelle expansion de l'offensive russe en Occident.

Dans une interview accordée vendredi 19 janvier au quotidien allemand Der Tagesspiegel, reprise par nos confrères du Figaro, l'homme politique avertit : « *Nous entendons des menaces du Kremlin presque tous les jours.* » Il estime que « *Vladimir Poutine pourrait même attaquer un jour un pays de l'Otan [...], nous devons aussi réapprendre à vivre avec le danger* ». « *Nous devons réapprendre à vivre avec le danger* », appuie Boris Pistorius.

Et, selon le ministre allemand, les experts d'outre-Rhin sont formels : si le danger n'est pas imminent, il n'est pas à minimiser. « *Nos experts s'attendent dans cinq à huit ans à une période au cours de laquelle cela pourrait être possible* », explique-t-il. Boris Pistorius appelle donc ses voisins et membres de l'Alliance atlantique à se préparer au pire, « *savoir où se situeraient les déficits en cas d'urgence* », pour être « *capables de faire la guerre* », comme il l'a déclaré à la télévision allemande ZDF heute, dimanche soir.

Une inquiétude partagée par Rob Bauer, président du Comité militaire de l'Otan, qui estime pour sa part qu'un conflit armé entre le Kremlin et l'Alliance n'a rien d'impossible et pourrait avoir lieu dans les vingt prochaines années. « *Nous ne cherchons pas à entrer en conflit, mais, s'ils nous attaquent, nous devons être prêts* », avait-il déclaré dans une conférence de presse le 19 janvier, rejoignant ainsi la position du ministre de la Défense allemand et invitant la population à se préparer à survivre à une telle situation. LePoint.fr 24 janvier 2024

GI'S go home ! L'Irak et la Syrie aussi sont occupés.

Irak : Bagdad et Washington vont ouvrir des négociations sur un retrait de la coalition internationale - RT 25 janv. 2024

L'Irak et les États-Unis vont lancer des discussions qui devraient déboucher sur un « *calendrier précis* » déterminant « *la durée de la présence* » de la coalition internationale antidjihadiste et devant initier « *une réduction progressive* » de ses effectifs, a annoncé ce 25 janvier la diplomatie irakienne.

La veille, un article de Reuters relatait que Washington était prêt à « *entamer des négociations sur la fin* » de la coalition internationale en Irak « *et sur la manière de la remplacer par des relations bilatérales* ». L'agence de presse britannique révélait que l'ambassadrice américaine en Irak Alina Romanowski avait transmis le 23 janvier un message en ce sens au ministre irakien des Affaires étrangères Fouad Hussein. « *Ce faisant, les États-Unis ont abandonné les conditions préalables selon lesquelles les attaques contre eux par des groupes militants irakiens soutenus par l'Iran en Irak devraient d'abord cesser, ont indiqué trois sources* », toujours selon Reuters. RT 25 janv. 2024

Syrie : la présence américaine est la «principale raison de l'instabilité» dans le pays, estime la Russie - RT 26 janv. 2024

La Russie estime que la présence américaine en Syrie est «*la principale raison de l'instabilité persistante*» dans le pays, a déclaré le 25 janvier Alexandre Lavrentiev, le représentant spécial du président russe pour le règlement syrien. Une présence, militaire, «*dans deux régions*» a-t-il précisé, «*au-delà de l'Euphrate et dans la zone d'Al-Tanf*». Selon, l'émissaire russe, l'Iran et la Turquie «*expriment des positions similaires*».

«*Ce n'est un secret pour personne qu'ils restent en Syrie sous prétexte de poursuivre la lutte contre l'État islamique mais nous savons, et les faits sont fiables, que les Américains utilisent les mêmes militants de l'EI pour déstabiliser la situation dans les régions de Syrie contrôlées par le gouvernement syrien*», a-t-il par ailleurs déclaré.

Les propos de Lavrentiev font écho à ceux du président syrien. En 2018, Bachar el-Assad avait déjà indiqué que la présence américaine et britannique était «*une invasion*», la qualifiant de «*coloniale*».

Les 900 soldats américains présent sur le sol syrien sont stationnés à l'est de l'Euphrate et soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS) majoritairement composées de Kurdes. Cette présence est d'autant plus problématique pour le gouvernement syrien qu'elle l'empêche de reprendre la main sur les réserves pétrolières qui se trouvent dans cette zone. RT 26 janv. 2024

Suite.

- Trois soldats américains ont été tués et 25 blessés lors d'une attaque à la frontière jordano-syrienne - french.almanar.com.lb 28 janvier 2024

Des sources en Syrie ont rapporté que «*l'attaque de drone a ciblé la base d'Al-Tanf, située dans le triangle frontalier syro-jordanien-irakien, provoquant des morts et des blessés parmi les forces américaines à l'intérieur de la base illégale*».

Les sources ont indiqué que «*les drones ont pu pénétrer un système de défense aérienne avancé et atteindre la base d'Al-Tanf*», notant que «*cette attaque intervient un jour après les attaques contre la base de Konico au nord de Deir ez-Zor, provoquant des blessés*».

Dans le même temps, Reuters a rapporté que «*le nombre de soldats blessés lors de l'attaque via des drones contre Al-Tanf était passé à 34, tandis que deux responsables américains ont déclaré que certains soldats américains blessés ont été transférés à partir d'une base en Jordanie après l'attaque de drones*».

Le commandement central américain a annoncé dimanche dans un communiqué que «*trois militaires américains ont été tués et 25 autres blessés dans une attaque de drone qui a visé une base dans le nord-est de la Jordanie*».

De son côté, le président américain Joe Biden a déclaré dans un communiqué: «*L'attaque qui a entraîné la mort de trois soldats américains a été menée par des groupes extrémistes soutenus par l'Iran et opérant en Syrie et en Irak*».

Biden a ajouté : « *Le cœur des États-Unis est lourd avec la mort de trois soldats lors de l'attaque contre nos forces dans le nord-est de la Jordanie* », notant que « *nous collectons des informations sur cette attaque* ».

Le président américain a également souligné que « *tous les responsables de l'attaque seront tenus responsables et nous riposterons au moment et de la manière que nous choisirons* ».

De son côté, le Pentagone a qualifié l'attaque contre ses forces en Jordanie « *d'escalade dangereuse* ».

CNN a rapporté, citant des responsables américains, que « *c'est la première fois que les forces américaines sont tuées par des tirs ennemis au Moyen-Orient depuis le début de la guerre à Gaza* ».

L'Internationale sioniste nazie décidée à en finir avec le peuple palestinien.

J-C - De quoi et par qui sont accusés 12 membres de l'UNRWA par ailleurs militants du Hamas ? D'avoir participé à l'offensive militaire du 7 octobre contre l'occupant sioniste qualifiée d'acte terroriste par leurs accusateurs et bourreaux. C'est tout. C'est la réponse des sionistes nazis et leurs complices au verdict de la CIJ, amplifier le génocide en cours du peuple palestinien jusqu'à ce que les survivants acceptent de quitter la Palestine.

Des employés de l'UNRWA impliqués dans les attaques du Hamas ? Six pays suspendent leurs aides - Courrier International 27 janvier 2024

Les premiers à prendre cette décision radicale ont été les États-Unis. Puis le Canada, l'Australie et l'Italie ont suivi, et, enfin, le Royaume-Uni et la Finlande en ont fait de même. Entre vendredi 26 janvier et samedi 27 janvier, ces six pays ont décidé de suspendre leur financement à l'UNRWA, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. (Il faut ajouter la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon, l'Autriche et la Roumanie, ainsi que l'UE. RT 29.01 – J-C)

Une décision prise à la suite des révélations concernant cette organisation fournies par son commissaire général, Philippe Lazzarini, qui, vendredi 26 janvier, a publié la déclaration suivante, relayée par Politico :

“Les autorités israéliennes ont fourni à l'UNRWA des informations sur l'implication présumée de plusieurs employés de l'UNRWA dans les terribles attentats perpétrés en Israël le 7 octobre. Afin de protéger la capacité de l'agence à fournir une assistance humanitaire, j'ai pris la décision de mettre fin immédiatement aux contrats de ces membres du personnel et de lancer une enquête afin d'établir la vérité sans délai.”

Comme l'explique ensuite le site d'information européen, *“l'UNRWA, qui a été créé en 1949 et opère en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, au Liban et en Syrie, joue un rôle primordial dans l'aide aux réfugiés palestiniens, et ce, pour leur permettre d'accéder à l'enseignement primaire et professionnel, mais aussi aux soins de santé et aux services sociaux”*.

Logique, lorsque l'on sait que l'agence onusienne emploie pas moins de 13 000 personnes à Gaza, dont une très large majorité sont des Palestiniens qui ont eux-mêmes le statut de réfugié. Parmi ceux-ci, selon les informations fournies par The Times of Israel, *“12 employés de l'agence seraient accusés d'avoir participé aux attaques du 7 octobre”*. Le site d'information basé à Jérusalem, qui dit s'appuyer sur des sources internes au gouvernement israélien, affirme également que, *“des véhicules de l'UNRWA et des structures de l'organisation auraient été également utilisés pendant les attaques”*.

Pour le Corriere della Sera, les déclarations de Lazzarini sont salutaires, car les soupçons sur une prétendue proximité de l'UNRWA avec le Hamas ne datent pas d'hier, croit savoir le quotidien italien.

“Cette agence est la seule qui ne s'occupe que d'un peuple, et dans la bande de Gaza, elle n'a que très peu de personnel international. 13 mille employés travaillent dans les écoles et les camps de réfugiés gérés par l'agence, et l'on a souvent raconté d'enfants instruits à devenir des martyrs”, accuse ce média centriste, qui abonde dans ce sens :

“L'UNRWA est la plus grande entreprise de Gaza, un endroit où il est compliqué de se maintenir détaché du pouvoir.”

Plus loin, le quotidien milanais indique tout de même que *“152 employés de l'agence ont trouvé la mort dans les bombardements israéliens”*.

Quoi qu'il en soit, la suspension des financements à l'UNRWA annoncée par plusieurs pays a déclenché un vent de panique du côté palestinien. En témoignent les déclarations d'Hussein Al-Sheikh, relayées par le média qatari Al-Jazeera.

“Nous appelons les pays qui ont annoncé la cessation de leur soutien à l'UNRWA à revenir immédiatement sur leur décision. Celle-ci comporte de grands risques politiques et humanitaires, a écrit le Secrétaire général du Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) sur X (anciennement Twitter). En ce moment précis, nous avons besoin d'un soutien maximal pour cette organisation internationale.”

Une référence à la situation humanitaire à Gaza, où, selon les estimations palestiniennes, *“au moins 26 257 personnes ont été tuées et 64 797 blessés par les attaques israéliennes depuis le 7 octobre”*, conclut Al-Jazeera.

Gaza : l'Arabie saoudite appelle les donateurs de l'UNRWA à ne pas cesser leur aide - RT 29.01.2024

«Le royaume exhorte tous les donateurs de [l'UNRWA] à assumer leur rôle pour soutenir les missions humanitaires auprès des réfugiés palestiniens à l'intérieur de la bande de Gaza assiégée», a déclaré le ministère saoudien des Affaires étrangères dans un communiqué ce 29 janvier, relayé par l'agence de presse officielle SPA.

Dans son communiqué, l'Arabie saoudite souligne *«l'importance de renforcer les procédures d'examen et d'enquête sur ces allégations, afin d'établir des faits étayés par des preuves»*.

Gaza: Israël veut en finir avec l'Unrwa, des donateurs se retirent - AFP 28 janvier 2024

Israël a promis samedi d'en finir avec l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), au cœur de l'aide humanitaire à Gaza.

L'agence s'est séparée d'employés - douze selon les Américains - accusés d'être impliqués dans l'attaque perpétrée le 7 octobre par le mouvement islamiste palestinien Hamas sur le sol israélien, sur la base d'informations des autorités israéliennes.

Son chef Philippe Lazzarini a jugé *"choquant de voir la suspension des fonds en réaction à des allégations contre un petit groupe d'employés", compte tenu des mesures déjà prises et du rôle de l'agence dont "dépendent 2 millions de personnes pour leur simple survie"*.

"M. Lazzarini, démissionnez s'il vous plaît", a écrit le chef de la diplomatie israélienne Israël Katz sur le réseau social X samedi soir, en réponse à une publication du chef de l'Unrwa avertissant que l'arrêt des financements allait conduire à l'arrêt des opérations de l'agence onusienne.

Les faits reprochés n'ont pas été précisés. Mais M. Katz a affirmé plus tôt samedi que l'Unrwa n'avait plus d'avenir dans la bande de Gaza.

Le gouvernement veut s'assurer que l'agence *"ne fera pas partie"* de la solution d'après-guerre dans ce territoire palestinien, a indiqué le ministre israélien des Affaires étrangères, appelant à favoriser des agences *"sincèrement dédiées à la paix et au développement"*.

Le leader de l'opposition israélienne Yair Lapid a jugé sur X le moment venu de *"créer une alternative qui n'éduquera pas des générations de Palestiniens à la haine"*.

Le Hamas a pour sa part demandé *"aux Nations unies et organisations internationales de ne pas céder aux menaces et au chantage"*, accusant Israël de vouloir priver les Gazaouis de toute aide internationale.

Et le ministre des Affaires civiles de l'Autorité palestinienne, Hussein al-Cheikh, a appelé les pays retirant leur soutien à l'Unrwa à *"revenir immédiatement sur leur décision"*. L'agence, a-t-il martelé, a *"besoin d'un soutien maximal (...) et non qu'on lui coupe soutien et assistance"*.

Les relations entre Israël et l'Unrwa s'étaient encore dégradées cette semaine, lorsque l'ONU a accusé deux chars israéliens de tirs sur un de ses refuges à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, abritant des dizaines de milliers de déplacés.

Treize personnes ont été tuées et plus de 56 blessées, dont 21 dans un état critique, selon l'agence.

L'Unrwa avait dénoncé une *"violation flagrante des règles fondamentales de la guerre"* et l'armée israélienne a fait état d'un *"examen approfondi"* de ses opérations, sans écarter la possibilité d'une frappe du Hamas. Elle est la seule force à déployer des chars à Gaza.

Vendredi, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell est resté prudent, préférant attendre *"la pleine transparence"* et des *"mesures immédiates"* avant de prendre une décision.

La Suisse a elle aussi renoncé à trancher, souhaitant *"plus d'informations"* avant d'approuver son budget pour 2024.

Contacté par l'AFP, Johann Soufi, avocat international et ex-directeur du bureau juridique de l'Unrwa à Gaza, a défendu la *"politique de tolérance zéro pour la violence et l'incitation à la haine"* de l'agence.

"Sanctionner l'Unrwa, qui maintient difficilement en vie toute la population de Gaza, pour la responsabilité alléguée de quelques salariés, revient à punir collectivement la population gazaouie qui vit dans des conditions humanitaires catastrophiques".

L'affaire a été révélée vendredi, juste après que la plus haute juridiction de l'ONU a appelé Israël à empêcher tout acte éventuel de *"génocide"* à Gaza.

La Cour internationale de justice (CIJ), qui n'a cependant pas réclamé un cessez-le-feu, était saisie par l'Afrique du Sud, qui estime qu'Israël viole la Convention des Nations unies sur le génocide.

Une *"temporalité qui interroge forcément"*, a estimé Johann Soufi.

Gaza: le chef de l'ONU exhorte les États à *"au moins garantir"* la poursuite des opérations de l'Unrwa - BFMTV 28 janvier 2024

Le secrétaire général des Nations unies a exhorté dimanche 28 janvier les pays ayant suspendu leur financement à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) dans la tourmente, à *"au moins garantir"* la poursuite de ses opérations, essentielles à deux millions de personnes.

"Bien que je comprenne leurs inquiétudes - j'ai été moi-même horrifié par ces accusations - j'exhorte vivement les gouvernements qui ont suspendu leurs contributions à au moins garantir la continuité des opérations de l'Unrwa", a plaidé Antonio Guterres dans un communiqué.

"Deux millions de civils à Gaza dépendent de l'aide critique de l'Unrwa pour leur survie au quotidien mais le financement actuel de l'Unrwa ne lui permettra pas de répondre à tous les besoins en février", a-t-il insisté. BFMTV 28 janvier 2024

La Commission européenne annonce la suspension du financement de l'UNRWA jusqu'à fin février prochain. french.almanar.com.lb 29 janvier 2024

La France "ne prévoit pas de nouveau versement" à l'agence onusienne sur les réfugiés. - francetvinfo.fr 28 janvier 2024

L'UNRWA, accusée d'avoir été impliquée dans l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre 2023, ne recevra pas d'argent de la France en attendant que "*les enquêtes lancées ces derniers jours permettent de faire toute la lumière sur les faits passés.*" Cette annonce du ministère des Affaires étrangères, survenue dimanche 28 janvier, est valable au moins pour le premier trimestre 2024. francetvinfo.fr 28 janvier 2024

Selon *La Provence*, la mairie de Marseille a suspendu ce 26 janvier au soir le versement de 80 000 euros d'aide en faveur des civils de Gaza, dans l'attente de connaître la position officielle de la France vis-à-vis de l'agence de l'ONU, dont des employés sont mis en cause dans les attaques du 7 octobre contre Israël. L'opposition municipale de droite avait interpellé le maire de Marseille à ce sujet en début de soirée, précise le quotidien régional. aa.com.tr 27 janvier 2024

J-C – Que les ordures du PS à la mairie de Marseille s'alignent sur le sioniste génocidaire Macron n'a rien d'étonnant.

Monsieur Meyssan fait désormais ouvertement feu de tout bois contre le Hamas et le peuple palestinien. Les preuves.

<https://www.voltairenet.org/article220307.html>

Il a repris à son compte l'argument frauduleux avancé par Mahmoud Abbas, le président du Fatah marionnette de Washington et Tel Aviv, qui déclarera refuser catégoriquement tout « *dialogue avec les putschistes, les assassins, les terroristes* » avec le Hamas après sa victoire aux élections législatives de 2006, ou celui d'un autre dirigeant du Fatah, Marouan Barghouti, qui qualifiera l'arrivée au pouvoir à Gaza du Hamas de "coup de force", au moment même où Biden proposait à son allié sioniste une solution politique pour l'après-guerre qui incluait la mise en place d'un gouvernement dirigé par le Fatah sur la bande de Gaza, une simple coïncidence sans doute, et non un alignement politique de monsieur Meyssan sur la position américaine comme on serait en droit de le penser.

TM- Josep Borrell sait que l'Union européenne a financé le Hamas depuis son coup d'État de 2006, pourtant aujourd'hui il est libre de dire ce qu'il a sur le cœur. Il n'a pas évoqué les liens du Hamas avec la Confrérie des Frères musulmans, dont l'organisation revendique d'être la « *branche palestinienne* », ni de celle-ci avec le MI6, les services secrets britanniques.

J-C - Voici les faits rapportés par Wikipédia que l'on ne peut pas soupçonner soutenir le Hamas, qui contredisent l'assertion scélérate de l'agent Meyssan.

TM - Le 26 janvier 2006, le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. Il obtient 56 % des suffrages, ce qui lui donne une majorité parlementaire de 74 sièges sur 132. Le Hamas ravit ainsi la majorité au Fatah. Ismaël Haniyeh est désigné par le Hamas pour former un nouveau cabinet de l'Autorité palestinienne.

Les élections sont tenues tardivement du fait des violences et de la situation instable qui dure depuis les années 2000. Elles sont organisées avec la participation de plus d'un millier d'observateurs internationaux, du National Democratic Institute et des représentants du monde arabe. L'organisation Arab Thought Forum propose un code de conduite qui est accepté par tous les partis politiques, excepté le jihad islamique. Les envoyés de l'UE rapportent quelques problèmes, mais rien qui puisse indiquer une fraude majeure de l'élection. Cette victoire du Hamas est possible dans la mesure où ses dirigeants ne sont pas soupçonnés de corruption, grâce aux actions sociales qu'ils dirigent et à leur programme politique. Wikipédia.org

Je vais en rajouter une couche, j'ai lu récemment que si des élections avaient eu lieu en Cisjordanie, le Hamas les remporterait, à Gaza également, mais cela vous l'aviez déjà deviné.

"Nous devons ouvrir les yeux et ne plus accepter de nous mobiliser avec des actions sous faux drapeau et autres mensonges." A qui s'adresse Monsieur Meyssan ?

J-C - A son camps, aux représentant des puissants, aux autorités, au gouvernement, à Macron, à l'ensemble des parlementaires qui sont complices de ces impostures, pas à nous qui ne marchons pas dans leurs machinations pourries ou leurs coups tordus.

TM - Ce bref résumé historique nous montre qu'il n'y a pas plus de problème israélo-arabe que de problème ukraino-russe, mais un énorme problème de tous avec une idéologie qui, en des lieux et des époques différentes, n'a fait que semer la souffrance et la mort. Nous devons ouvrir les yeux et ne plus accepter de nous mobiliser avec des actions sous faux drapeau et autres mensonges.

J-C - De quelle idéologie veut-il parler, celle du sionisme ou celle du nazisme ? Pour lui se serait la même, je veux bien, pourquoi pas, après tout ce ne serait pas complètement faux puisque leur origine commune est à rechercher dans le capitalisme qui n'a qu'une seule et unique idéologie, mais qui se déclinent sous une multitude de versions, facettes, nuances plus ou moins sociales ou guerrières, disons selon les circonstances et les classes auxquelles elle s'adresse, histoire qu'elles adhèrent toutes au capitalisme et qu'aucune ne se tourne vers le socialisme.

Quand on part du constat que l'origine de tous les courants politiques est économique, et qu'il n'existe que deux classes indépendantes dans la société aux intérêts antagoniques et irréconciliables, donc il n'existe que deux idéologies, une correspondant aux intérêts fondamentaux de chacune de ces deux classes, cette explication est correcte, non ?

Fastoche, trop, puisque l'immense majorité des travailleurs et des militants l'ignorent de nos jours ou n'en tiennent pas compte. Pourquoi ? Parce que tous les acteurs politiques qui s'adressent à eux évitent soigneusement de remonter aussi loin, car au-delà se sont les fondements du régime qui se retrouveraient à poil, donc fragilisés et ils n'y tiennent pas. Alors si vous comptez sur un géopoliticien pour découvrir le pot aux roses, vous pouvez attendre indéfiniment !

Vidéo : Thierry Meyssan sur l'idéologie de Benjamin Netanyahu

<https://www.youtube.com/watch?v=ZmYkSzsZcgU>

Dans cet entretien il a encore bien déliré, passons, j'ai relevé ceci :

A la question, est-il possible d'imposer la création d'un Etat palestinien à Israël, la réponse que monsieur Meyssan a donnée témoigne de son soutien à la partition de la Palestine en 1947 :

A 33:15 : Cela fait 75 ans qu'on aurait dû le faire, puisque c'est ce que nous avons voté aux Nations Unis.

Quand monsieur Meyssan s'exprime, on a l'impression d'être en présence d'un représentant des autorités françaises ou à titre ici de représentant des Nations Unis. Est-il un de leurs agents ?

Populisme et démagogie. Les masques tombent : La supercherie du droit international pris en flagrant délit.

J-C - Monsieur Meyssan du Réseau Voltaire est à lui seul une caricature des géopoliticiens réactionnaires qui sévissent sur les réseaux dits sociaux.

Jusque-là il se donnait beaucoup de peine pour se faire passer pour un humaniste à l'instar des oligarques philanthropes, en s'employant à diffuser l'illusion que le vieil ordre capitaliste établi serait réformable et non pas condamné à s'enfoncer toujours plus dans la barbarie. Dorénavant, il ne se donne même plus cette peine tout en continuant à infuser le même poison. Pire, pour qu'on ne l'accuse pas d'y prendre un certain plaisir sadique, il adopte un air désabusé, du genre, je n'y suis pour rien, traduisez par, je n'en ai rien à foutre du sort des Palestiniens et des peuples, c'est écrit en toutes lettres dans la présentation de son article.

- La Cour internationale de Justice vient de prendre des mesures conservatoires pour protéger la population gazaouie d'un éventuel génocide. Une décision qui n'apporte rien de neuf, mais apporte un soutien juridique à la position politique des Etats-Unis. Cette décision ne préjuge en rien de l'arrêt sur le fond qui condamnerait Israël s'il était pris, mais ne le sera probablement jamais. La Justice internationale n'en est qu'à ses débuts et peine toujours à appliquer le Droit.

<https://www.voltairenet.org/article220353.html>

J-C - Ici l'art du sophisme se mêle à celui de tout dire et son contraire pour s'achever sur une note optimiste qui n'a pas lieu d'être. Et pour cause, les "*débuts*" dont il est question durent depuis plus d'un siècle, c'est lui-même qui l'a écrit plus loin :

TM - La Cour est un embryon de justice internationale au sein des Nations unies. Elle remplace la Cour permanente de Justice internationale, qui fut créée en 1922, au sein de la Société des Nations.

J-C - Il voue un culte aux Nations unies et à toutes ses officines, aux puissants, à l'oligarchie, au capitalisme, il en est un agent, un idéologue en panne d'inspiration, pris au piège de ses propres contradictions.

Et pour bien indiquer qu'il le savait et se foutait de votre gueule, il va même jusqu'à fournir des détails qui le confirment :

TM - Je me souviens, par ailleurs, que, lorsque je conseillais Mouamar Kadhafi, la corruption des juges internationaux était notoire.

J-C - Les 15 juges de la Cour internationale de Justice étant nommés par leurs gouvernements, ils sont tous idéologiquement corrompus, c'est comme les tristes personnages qui siègent au GIEC, ils ne dénonceront jamais l'escroquerie du réchauffement climatique de nature anthropique.

Parmi les autres curiosités qui figuraient dans cet article, j'ai relevé ces deux-là :

TM - Enfin le Hamas n'étant pas partie à cette procédure, il serait irréaliste d'imposer des limites à l'une des parties belligérantes mais pas à l'autre.

J-C - S'étant surpassé depuis trois mois pour vomir sa haine du Hamas, ce serait injuste qu'Israël soit condamné et pas le Hamas, donc les Palestiniens, c'est sans doute à cela qu'on reconnaît les vrais amis des Palestiniens ! Il nous indiquait aussi :

TM - Le massacre pourrait reprendre.

J-C - Pourquoi, il aurait cessé, depuis quand ?

94% des Israéliens sont des sionistes et ils en assument tous les crimes.

Une étude de l'opinion publique israélienne - Réseau Voltaire 30 janvier 2024

L'Université de Tel-Aviv a réalisé une importante étude sur l'opinion publique israélienne durant la période du 8 et au 15 janvier 2024. Ses résultats sont surprenants. Réseau Voltaire 30 janvier 2024

J-C - Pas vraiment en réalité, puisque, je cite : seulement 6 % des Israéliens juifs souhaiteraient la création d'un État binational où tous seraient égaux, tel que voulu par les Nations unies depuis 1948.

Donald Trump rouvre le dossier des attentats du 11 septembre 2001 - Réseau Voltaire 25 janvier 2024

Lors d'un meeting électoral à Laconia (New Hampshire), le candidat à la présidentielle états-unienne, Donald Trump, a rappelé qu'il n'y avait jamais eu d'attaque étrangère le 11 septembre 2001, ainsi qu'il l'avait dit le jour même sur la chaîne de télévision New York One.

Il a rappelé que cette mise en scène sanglante avait causé non seulement 3 000 victimes aux États-Unis, mais surtout servi de prétexte pour le massacre de millions d'innocents au Moyen-Orient élargi.

Thierry Meyssan a été le premier au monde à expliquer, sur Voltaire.net, que la narration officielle des événements du 11-Septembre n'avait aucun rapport avec la réalité. Puis il a publié un best-seller mondial, L'Effroyable imposture, pour analyser les conséquences de ce mensonge : d'abord l'installation d'un système de surveillance de masse aux États-Unis et dans tout l'Occident (confirmé par Edward Snowden), puis l'extension de l'impérialisme au Moyen-Orient élargi (confirmé par Julian Assange). En 2005, Thierry Meyssan a organisé un colloque à Bruxelles avec 150 personnalités du monde entier pour élaborer une réponse aux Straussians et autres néo-conservateurs. Un des avocats de Donald Trump (qui n'était pas encore entré en politique) y participait.

Depuis, deux interventions officielles ont contredit la version bushienne des événements :

Le FBI a établi que le témoignage de l'avocat général des États-Unis, Theodore Olson, selon lequel il avait discuté avec son épouse à bord du vol AA 77 avant qu'il ne s'écrase sur le Pentagone, était un faux.

Un officier du Bureau des commissions militaires, Daniel Canestraro, a déposé que deux des prétendus pirates de l'air étaient des agents de la CIA.

J-C - Un constat.

Peu importe finalement que la version officielle soit contestée, et elle méritait évidemment de l'être puisqu'elle était frauduleuse, pour autant l'origine de ces attentats commis sous faux drapeaux qui remonte à la crise du capitalisme a toujours été épargnée, de même que ses commanditaires qui appartiennent au clan de la finance anglo-saxonne le plus puissant, car qui d'autres que lui disposait de suffisamment de pouvoir pour concevoir et réaliser une telle opération, en toute impunité, cela va de soi, et ce n'est ni Trump et ni son admirateur monsieur Meyssan qui n'en font pas partie et les ménages en nous entraînant sur le terrain politique, plutôt que suivre la piste de l'argent qui peut s'avérer beaucoup plus dangereuse ou fatale.

On en a fini avec monsieur Meyssan, désormais on ignorera ses entretiens et articles, sauf exception si cela vaut vraiment le coup.

Parodie de justice.

La Cour internationale de justice estime qu'Israël doit permettre l'accès à l'aide humanitaire à Gaza - RT 26 janv. 2024

Israël doit prendre *«des mesures immédiates et efficaces pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire dont les Palestiniens ont un besoin urgent pour faire face aux conditions de vie défavorables auxquelles sont confrontés les Palestiniens»*, a statué la Cour internationale de justice (CIJ) ce 26 janvier.

La plus haute juridiction de l'ONU a aussi déclaré qu'Israël devait empêcher toute incitation possible au *«génocide»*, en rendant une décision historique dans une affaire qui a attiré l'attention du monde entier.

Israël doit prendre *«toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide»*, a affirmé la Cour internationale de justice (CIJ), qui siège à La Haye. RT 26 janv. 2024

L'Afrique du Sud a salué une *«victoire décisive pour l'État de droit international et une étape importante dans la quête de justice pour le peuple palestinien»*, à l'issue de l'audience de la CIJ à La Haye.

Le ministère des Affaires étrangères, dans son communiqué, estime que la Cour *«a déterminé que les actions d'Israël à Gaza sont plausiblement génocidaires et a indiqué des mesures provisoires sur cette base»*, la remerciant *«pour sa décision rapide»*.

La CIJ n'ordonne pas de cessez-le-feu à Gaza pour mettre fin au génocide par Joe Lauria (Consortium News) - Mondialisation.ca 26 janvier 2024

La décision de la Cour ne va pas au-delà des requêtes des USA à Israël concernant le massacre de civils, bien loin de répondre aux demandes de l'Afrique du Sud. Le jugement prendra des années.

La décision de la Cour ne va pas au-delà de ce que les USA ont publiquement déclaré à Israël, bien loin de répondre aux demandes de l'Afrique du Sud. Le jugement prendra des années.

La Cour Internationale de Justice a statué que l'armée israélienne ne doit pas commettre d'actes interdits par l'article 2 de la Convention sur le génocide, mais s'est abstenue d'ordonner à Israël de cesser son opération militaire à Gaza.

La Cour mondiale a statué vendredi que l'armée israélienne doit s'assurer qu'elle ne commet pas d'actes à Gaza en violation de l'article 2 de la Convention sur le génocide. Israël doit également poursuivre en justice les Israéliens qui ont fait des déclarations d'intention génocidaire. Israël doit rendre compte à la Cour des mesures qu'il prend pour exécuter les ordonnances.

La décision de la Cour ne va guère au-delà de ce que les États-Unis ont publiquement déclaré au sujet de la conduite d'Israël, à savoir qu'il ne doit pas commettre d'actes assimilables à des crimes de guerre. Les États-Unis ne sont pas allés jusqu'à dire à Israël de ne pas commettre de génocide, mais l'action de la Cour est loin de répondre aux demandes de l'Afrique du Sud et d'une grande partie du monde.

La Cour a déclaré que l’Afrique du Sud avait avancé des arguments plausibles, au moins dans certains cas, dans sa requête de mesures conservatoires visant à mettre fin à ce qu’elle considère comme un génocide en cours d’Israël contre les Palestiniens de Gaza. Mais les mesures conservatoires demandées par l’Afrique du Sud – à savoir l’arrêt des massacres – ont été refusées.

La Cour a établi qu’il existait un différend entre Israël et l’Afrique du Sud pour lui donner compétence. La Cour a également présenté une série d’éléments de preuve attestant qu’il existe des preuves accablantes qu’Israël commet vraisemblablement un génocide et que la Cour autoriserait la poursuite de l’affaire, dont le jugement prendra des années. (...)

Les directives de la Cour n’étant guère plus que des déclarations publiques des États-Unis, Washington devrait se réjouir de la décision prise ce vendredi. (...)

Les directives de la Cour n’étant guère plus que des déclarations publiques des États-Unis, Washington devrait se réjouir de la décision prise ce vendredi.

https://www.mondialisation.ca/la-cij-nordonne-pas-de-cessez-le-feu-a-gaza-pour-mettre-fin-au-genocide/5685665?doing_wp_cron=1706347322.3475859165191650390625

La culture des illusions à la vie dure, les géopoliticiens autoproclamés en sont les porte-parole.

Lu.

- J’espère que je me trompe, car je me refuse à accepter l’idée que le droit international ait fini d’exister. S’il y a une chose dont je suis sûr, c’est que ces deux jours d’audience à La Haye seront décisifs pour pouvoir juger si les concepts de droit international et de droits de l’homme ont encore une signification.

Malgré tout, je continue à croire que le procès en cours peut forcer à la retenue les États-Unis et le Royaume-Uni et ce faisant alléger un peu le calvaire du peuple palestinien.

Pour l’instant, il nous reste la prière ou l’espoir, comme chacun préférera, pour les enfants de Gaza.

J-C - Le niveau zéro du combat politique contre l’oppression. Voilà à quel état d’impuissance on arrive quand on se détourne du socialisme.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé samedi, que le bilan de la guerre israélienne dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre s’était alourdi à 26 257 morts et 64 797 blessés. aa.com.tr 27 janvier2024

- Gouvernement de Gaza: 120 journalistes tués depuis le 7 octobre 2023. aa.com.tr 27 janvier2024

- Le ministre vénézuélien des AE Yvan Gil Pinto : « *Israël* » commet un génocide à Gaza avec l'aide financière et politique des USA. Ce qui se passe à Gaza est un génocide à la manière nazie. Il faut juger les auteurs de ces crimes. french.almanar.com.lb

Espagne: des milliers de manifestants appellent à intensifier la pression sur Israël pour arrêter la guerre à Gaza - aa.com.tr 27 janvier 2024

Des milliers de manifestants dans 20 villes espagnoles, dont la capitale Madrid, ont appelé samedi la communauté internationale à intensifier la pression sur Israël pour un cessez-le-feu immédiat et permanent dans la bande de Gaza.

Le correspondant d'Anadolu a rapporté que des milliers de manifestants ont défilé dans 20 villes espagnoles dont Madrid, Barcelone, Séville, Valladolid, Bilbao et Burgos, en réponse à un appel lancé par plus de 180 associations et organisations de la société civile à travers le pays.

À Madrid, les manifestants ont scandé des slogans tels que "*Boycottez Israël*", "*C'est pas une guerre, mais un génocide*", "*Netanyahu criminel*" et "*Palestine libre*", en brandissant des drapeaux palestiniens.

Dans un communiqué conjoint, les participants à la manifestation ont appelé à "*un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, au retrait des forces israéliennes de Gaza, à la fin du "génocide" israélien contre les Palestiniens, et à la levée du siège de la bande de Gaza*".

Le communiqué a également appelé les gouvernements du monde entier à mettre fin au commerce des armes avec Israël et à imposer des sanctions au gouvernement israélien, soulignant qu'il est impératif de "*rompre toute relation politique, diplomatique, économique, culturelle et sportive avec Israël*".

Les protestataires ont aussi rappelé que le peuple palestinien est "*colonisé, victime du nettoyage ethnique et de l'apartheid*".

D'autres villes espagnoles ont également été le théâtre de manifestations, au cours desquelles les manifestants ont exigé un cessez-le-feu à Gaza, appelant également à tenir pour responsables les auteurs des crimes commis à l'encontre des habitants de l'enclave palestinienne. aa.com.tr 27 janvier 2024

- Plus de 40 anciens responsables de la sécurité nationale israélienne, des scientifiques renommés et d'éminents chefs d'entreprise ont demandé au président du pays de démettre

Benjamin Netanyahu de ses fonctions parce qu'il représente une menace «*existentielle*» pour le pays.

Dans une lettre adressée au président israélien Isaac Herzog, les responsables tiennent Netanyahu pour «*principal responsable*» de la «*création des circonstances*» et de la division d'Israël qui ont conduit à l'opération «*Al-Aqsa Flood*», notamment en raison de la radicalisation de son cabinet et de sa politique. Al Mayadeen

- Les médias israéliens ont rapporté que «*le Hezbollah pourrait lancer environ un millier de missiles sur Tel-Aviv en deux heures d'opération*».

Ils ont indiqué que «*certaines des missiles qui seront lancés seront précis, et d'autres seront tirés sur les gratte-ciel de Tel-Aviv, tout en s'abstenant de parler de ce qui se trouve à côté de ces tours, le Hezbollah les a identifié comme une cible de la prochaine guerre*». french.almanar.com.lb

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Totalitarisme ou dérive autoritaire. L'unique réponse : Répressive !

"Tu casses, tu ré pares" : à quoi vont ressembler les "travaux d'intérêt éducatif" pour les mineurs délinquants de moins de 16 ans ? - francetvinfo.fr 31 janvier 2024

"Je ne me résoudrai pas à ce qu'on préfère attendre avant de donner une lourde peine, alors que bien souvent, c'est très tôt qu'il aurait fallu agir", a estimé le chef du gouvernement lors de sa déclaration de politique générale devant les députés. Et pour le Premier ministre, il est essentiel d'agir très tôt : "Dès le plus jeune âge, il faut revenir à un principe clair : tu casses, tu ré pares, tu salis, tu nettoies, tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter".

Avec cette mesure, il ne sera donc plus nécessaire d'attendre qu'un mineur soit âgé de 16 ans pour prononcer une peine de travaux d'intérêt général. Dès 13 ans, des travaux d'intérêt éducatif pourront désormais être décidés. C'est le tribunal pour enfants qui prononce ce type de peines, mais sans que l'on sache précisément de quelle type de travaux. A l'heure actuelle, les TIG peuvent, par exemple, être des travaux de remise en état en cas de vandalisme, comme nettoyer des tags, ou encore se rendre dans une association ou dans une collectivité pendant un nombre d'heures limité.

Mercredi 31 janvier, Eric Dupond-Moretti a apporté quelques précisions sur franceinfo : "Le travail d'intérêt général, c'est un travail. Or, les conventions internationales nous interdisent de faire travailler les enfants. Alors que fallait-il faire ? Soit rien, soit prendre la situation en charge et faire en sorte que des mineurs soient pris en charge avant l'âge de la responsabilité pénale", a expliqué le garde des Sceaux, estimant qu'"Il faut aider les parents dépassés".

La mesure, qui devrait concerner les mineurs entre 13 et 16 ans et relèvera du cadre judiciaire. En 2022, un peu plus de 2 000 peines de travaux d'intérêt général ont été prononcées à

l'encontre de mineurs de plus de 16 ans. Depuis la semaine d'émeutes qui a suivi la mort de Nahel le 27 juin dernier, tué à 17 ans par un policier après un refus d'obtempérer, le ministre de la justice Éric Dupond-Moretti répète qu'il faut pouvoir punir les jeunes auteurs de dégradations, tout comme les parents défaillants. En octobre dernier, la Première ministre Élisabeth Borne avait notamment indiqué vouloir corriger la "démission" de certains parents devant la "dérive" de leurs enfants en instituant des peines de travaux d'intérêt général à ceux "qui se soustraient à leurs devoirs éducatifs".

La cheffe du gouvernement avait alors également marqué sa volonté d'être plus sévère avec les jeunes délinquants, notamment en les faisant encadrer par des militaires. Au total, 1 180 mineurs avaient été identifiés par la justice comme auteurs d'infractions lors des émeutes, avait indiqué la Chancellerie. Parmi eux, 40% étaient âgés de 13 à 15 ans, en écrasante majorité des garçons (96%). francetvinfo.fr 31 janvier 2024

Charité bien ordonnée commence par soi-même. Salarié, vous avez le droit de revendiquer une hausse de salaire de 11,86% !

Les sénateurs ont augmenté l'avance des frais de mandat, comme les députés - Le HuffPost 30 janvier 2024

Alors qu'ils disposaient jusque-là de 5 900 euros mensuels d'avance générale de frais de mandat, ce montant est passé à 6 600 euros, selon le site internet du Sénat consulté lundi par l'AFP. Soit une hausse de 700 euros.

Elles sont complétées par des avances spécifiques, notamment pour l'hébergement parisien des sénateurs. Pour cette dernière, une augmentation de 300 euros a été décidée, la portant à 1 500 euros mensuels selon le site internet du Sénat.

Passée inaperçue, cette décision ressurgit alors que l'Assemblée nationale a décidé, mercredi dernier, d'augmenter l'AFM des députés d'un peu plus de 300 euros par mois, la portant à 5 950 euros. Le HuffPost 30 janvier 2024

Quand la Société des journalistes (SDJ) de France Télévision nous prend pour des cons.

France Télévisions suspend des enquêtes sur Attal ou Dati, son manque d'indépendance pointé du doigt - RT 26 janv. 2024

«*Nous ne pouvons accepter que le travail d'enquête soit interrompu. Il y va de notre indépendance.*» Ce sont les mots issus d'un compte rendu interne de la Société des journalistes (SDJ) de France Télévision envoyé le 25 janvier et qu'a pu consulter le journal *Le Monde*.

La SDJ a fait état de son «*inquiétude quant à sa perception par le public*». Une inquiétude qui fait suite à la demande faite par la direction de France Télévisions aux journalistes de «*Complément d'enquête*», «*Envoyé spécial*» et du «*13h15*» le 19 janvier de faire une pause

s'agissant des portraits de responsables politiques d'ici les élections européennes (le 9 juin prochain).

Parmi les portraits qui devaient être proposés dans les semaines à venir se trouvaient celui d'Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, mais aussi ceux de la nouvelle ministre de la Culture Rachida Dati et du Premier ministre Gabriel Attal. Tous sont reportés après les élections européennes.

L'annonce faite aux journalistes a eu lieu le lendemain de la diffusion du numéro consacré au président du Rassemblement national Jordan Bardella. RT 26 janv. 2024

Quand les différentes générations et couches sociales sont partagées entre croyances, mystifications ou propagandes d'hier et d'aujourd'hui.

J-C - J'ai constaté que tous les partis collaboraient à la mystification du changement climatique, à la religion du réchauffement climatique de nature anthropique.

Comment peut-on prétendre combattre sérieusement le capitalisme en adoptant les théories foireuses que ses idéologues ont formulées pour justifier les mesures antisociales ou liberticides que ses représentants entendent imposer aux travailleurs de gré ou de force ?

Pire encore, les partis dits ouvriers s'insurgent contre Macron ou les institutions internationales du capital lorsqu'ils n'appliquent pas suffisamment rapidement les mesures scélérates qu'ils ont adoptées, ces partis se posent ouvertement en garant du Green New Deal de Davos.

Les agriculteurs semblent l'emporter largement sur les écologistes, selon un sondage CSA réalisé pour CNews, Europe 1 et le JDD.

La protection de la nature et de l'environnement.

La moyenne nationale.

49 % pour les agriculteurs

26 % pour les écologistes

Jeunes de 18 à 24 ans

38% pour les agriculteurs

Tranche des 25-34 ans

29% pour les écologistes

Personnes de 65 ans et plus.

57% pour les agriculteurs

Les individus plus instruits et économiquement favorisés.

40% pour les agriculteurs

33% pour les écologistes

Les CSP-

56% pour les agriculteurs

Source : lejdd.fr 27/01/2024

J-C – Ce qu'ils n'ont pas dit aux personnes sondées, c'est qu'elles avaient le choix entre conservatisme ou libéralisme ou ultra libéralisme, ou qu'aucun des deux protagonistes n'incarnait une agriculture conforme au besoin de la population et respectant la nature, parce qu'une telle politique est incompatible avec le capitalisme auquel ils sont liés.

Toutes les générations se bercent d'illusions, pas forcément aux mêmes endroits, ce qui permet de les opposer les unes aux autres. Elle était là la manipulation.

Selon un sondage de The Economist du 21 au 23 janvier 2024 aux Etats-Unis (Sur le support X)

J-C- J'ai repris les termes employés par The Economist (Rothschild)

Israël commet-il un génocide à Gaza ?

Les Blancs

41% non

Les Noirs

40% oui

Les 18-29 ans

49% oui

Les 45-64 ans

52% non

<https://twitter.com/YonahLieberman/status/1750522138077896734?s=20>

Dioxyde de carbone – Le gaz de la vie

Extrait

Selon les alarmistes du climat, l'augmentation du CO2 entraînera un réchauffement de la planète qui menacera toute vie sur terre. En réalité, le CO2 «*n'a qu'un effet très limité sur le climat*», explique Happer.

Il faut garder à l'esprit qu'il n'existe pas de température unique sur la Terre. Elle varie en fonction du lieu et de l'altitude. Pour chaque kilomètre d'altitude, on observe un refroidissement moyen de 6,6 degrés C. C'est ce que l'on appelle le taux de décroissance [ou gradient thermique]. Ce refroidissement se poursuit jusqu'à la troposphère, où il s'arrête.

Le refroidissement est dû au fait que l'air chaud monte et que l'air froid descend. «*C'est la convection qui provoque cette chute rapide des températures – 6,5 degrés par kilomètre*», explique Happer. Il explique ensuite le graphique suivant, qui détaille le rayonnement thermique de la Terre vers l'espace, en supposant une température de surface de 15,5 degrés C. Les gaz à effet de serre représentent la zone située sous la courbe noire dentelée.

Selon Happer, ce chiffre ne représente que 70% de ce qu'il serait en l'absence de gaz à effet de serre, ce qui est illustré par la courbe bleue lisse, car lorsque le soleil réchauffe la terre, les gaz à effet de serre – principalement la vapeur d'eau – empêchent le refroidissement.

La partie la plus importante de ce graphique est la ligne rouge dentelée, représentée ici avec une flèche rouge pointant vers elle. Cette ligne rouge montre l'effet qu'aurait un doublement (une augmentation de 100%) du CO2 sur la température à la surface de la Terre. Comme vous pouvez le constater, cet effet est négligeable. Il diminue le rayonnement vers l'espace de seulement 1,1%.

Comme le note Happer :

«Il faut bien l'admettre. Nous sommes loin de doubler [le CO2] aujourd'hui. Cela prendra beaucoup de temps, [et] cela n'entraîne qu'un changement de 1%. Le CO2 est donc un très mauvais gaz à effet de serre. Ce n'est pas un gaz à effet de serre efficace».

Si l'on supprime TOUT le CO2, on obtient la courbe verte en dents de scie. Comme vous pouvez le constater, les lignes dentelées verte et noire sont parallèles, à l'exception d'un point. L'effet est énorme si l'on passe de zéro CO2 à 400 ppm (flèche verte). Mais il est à nouveau négligeable lorsque l'on passe de 400 ppm à 800 ppm (flèche noire). Comme l'explique Happer :

«Tout l'effet se produit dès la première petite quantité de CO2 ajoutée... Il est donc tout à fait exact qu'un doublement du CO2 n'entraîne qu'une diminution de 1% du rayonnement. Le GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] obtient la même réponse, ce qui ne prête pas vraiment à controverse, même s'il ne vous montrera jamais la courbe et ne vous dira jamais qu'il s'agit de 1%. Cela perturberait la narration...

Il s'agit donc de rayonnement vers l'espace. Comment transformer cela en température ? Ils craignent un réchauffement intolérable de la surface de la Terre où nous vivons, ou d'autres parties de l'atmosphère.

Là encore, il est important de faire le calcul de premier ordre... et il indique que le réchauffement dû au doublement du CO2 est... inférieur à un degré... 0,7 [degré] C. Très faible. On ne peut vraiment pas le sentir».

Pourquoi, alors, s'alarmer de l'augmentation du CO2 ?

Inutile de préciser qu'il s'agit là d'un énorme problème pour la communauté des climatologues, car une différence de 0,7 degré C signifie qu'il n'y a pas d'urgence climatique et que, quoi que nous fassions pour réduire les émissions de CO2, cela n'aura pas d'impact sur le climat.

Ainsi, pour créer une situation d'urgence là où il n'y en a pas, le GIEC «*suppose d'énormes rétroactions positives*», explique Happer. Le CO2 n'étant pas un gaz à effet de serre puissant, le minuscule réchauffement direct qu'il provoque est [supposé] amplifié par des facteurs allant de quatre à six pour donner l'impression qu'il a un impact perceptible.

«*J'aime à dire qu'il s'agit d'une discrimination positive pour le CO2*», explique Happer.

«*Il n'est pas très bon pour le réchauffement, mais si vous supposez qu'il y a beaucoup de rétroaction, vous pouvez continuer à recevoir de l'argent. Le problème, c'est que la plupart des personnes ayant des connaissances en chimie physique et en physique savent que la plupart des rétroactions naturelles sont négatives, et non positives*».

«*Le réchauffement de 0,7 degré C obtenu lorsque l'on double le CO2 est probablement surestimé, car il existe probablement des rétroactions négatives dans le système climatique très complexe dans lequel nous vivons*». (William Happer, Ph.D.)

C'est ce qu'on appelle le principe de Chatelier, du nom du chimiste français qui a découvert que «*lorsqu'un système simple en équilibre thermodynamique est soumis à un changement de concentration, de température, de volume ou de pression... le système passe à un nouvel équilibre et... le changement s'oppose en partie au changement appliqué*».

Ainsi, le réchauffement de 0,7 degré Celsius obtenu en doublant le CO2 est «probablement surestimé», affirme Happer, «*parce qu'il y a probablement des rétroactions négatives dans ce système climatique très compliqué dans lequel nous vivons. L'atmosphère, les océans, tout est non linéaire*».

Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que le fait que nous soyons à 400 ppm de CO2 ou à 800 ppm n'a pas d'importance lorsqu'il s'agit d'influer sur la température de la Terre. En bref, l'hystérie climatique n'est que cela. Elle ne repose sur aucune menace réelle. Ce n'est que si nous parvenions à atteindre le zéro absolu en matière de CO2 qu'il y aurait un changement, mais cela signifierait également que nous exterminerions tous les êtres vivants de la planète. Ce n'est rien d'autre qu'un programme de suicide.

<https://reseauinternational.net/dioxyde-de-carbone-le-gaz-de-la-vie/>

J-C - Cet article est basé sur une conférence donnée dans le New Jersey, le 3 octobre 2023, par William Happer, PhD, professeur émérite de physique à l'Université de Princeton et ancien conseiller scientifique des administrations Bush et Trump.

Santé.

#LyonBordeauxGate : non il n'y a pas eu 17 000 décès dus à l'hydroxychloroquine comme le prétend une étude frauduleuse dont les Pr. Lega et Molimard font la promotion dans les médias. - France-Soir 22 janvier 2024

L'étude Pradelle repose sur une modélisation mathématique complètement fautive. Ceci a été démontré par les chercheurs et maîtres de conférence Vincent Pavan et Emmanuelle Darles lors de la réunion du 18 janvier 2024 du Conseil scientifique indépendant. Conformément aux principes de l'éthique des publications scientifiques (COPE), Vincent Pavan, Emmanuelle Darles et Xavier Azalbert se sont évertués à soulever la manipulation des données menant à la fabrication des résultats. Vincent Pavan est même allé un cran plus loin en montrant que le modèle mathématique utilisé est non seulement faux, mais que son usage démontre le peu de compétences des auteurs en mathématiques. Le 21 janvier 2024, le doyen de la faculté de Namur, le Professeur Dogme, publiait un commentaire sur le site de preprint MedRx attaquait le point central de cette étude, l'extrapolation grotesque du risque associé à l'usage d'hydroxychloroquine à partir d'études intégrant un haut dosage de ce produit, confirmant ainsi les analyses de Pavan, Darles et Azalbert.

<https://www.francesoir.fr/societe-sante/lyonbordeauxgate-non-il-n-y-pas-eu-17-000-deces-dus-l-hydroxychloroquine-comme-le>

Afrique.

Le Burkina, le Mali et le Niger annoncent leur retrait de la CEDEAO - fr.sputniknews.africa 28.01.2024

"L'organisation n'a pas porté assistance à nos Etats dans le cadre de notre lutte existentielle contre le terrorisme et l'insécurité", indiquent-elles dans un communiqué conjoint.

Qui plus est, l'organisation a adopté *"des sanctions illégales, inhumaines et irresponsables"* à l'encontre des pays concernés lorsque ces derniers *"ont décidé de prendre leur destin en mains"*, souligne le document.

Ses auteurs constatent en plus que la CEDEAO, sous l'influence de puissances étrangères, *"est devenue une menace pour ses Etats membres et ses populations"*.

Le Pentagone annule ses exercices militaires avec six africains pour ces raisons - fr.sputniknews.africa 28.01.2024

Les États-Unis renoncent à mener des exercices et former les militaires de pays qu'ils accusent de comportements anti-démocratiques ou de non-respect des droits de l'Homme. Six États africains sont concernés par ce changement de cap, à savoir le Soudan, le Niger, le Mali, le Burkina Faso, l'Érythrée et l'Éthiopie, a rapporté le Washington Post.

"Ces exercices profitent surtout aux unités militaires américaines qui y participent, contribuant à assurer une coordination sans faille en cas de crise", a déclaré la porte-parole du Pentagone Lisa Lawrence, citée par le Washington Post.

Selon elle, en l'absence d'interaction militaire américaine, ces pays pourraient se tourner vers des adversaires pour *"comblers le vide"*.